

Lénine

TEXTES SUR LA JEUNESSE

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir des textes de l'ouvrage publié aux Editions du Progrès de Moscou en 1968.

WWW.MARXISME.FR

SOMMAIRE :

LE SORT DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS EN RÉGIME CAPITALISTE

A quoi pensent nos ministres ? (p. 3)
Marxisme et révisionnisme (Extrait) (p. 4)
A propos de la politique du ministère de l'instruction publique (Compléments à la question de l'instruction publique) (p. 5)
La classe ouvrière et le néo-malthusianisme (p. 9)
Le travail des enfants dans l'agriculture (p. 10)
Le cinquième congrès international pour la lutte contre la prostitution (p. 12)
Ce qu'on peut faire pour l'instruction publique (p. 12)
La nationalisation des écoles juives (p. 13)
La composition nationale des élèves dans les écoles russes (p. 14)
A propos des écoles russes (p. 15)
Addition à l'article de Nadejda Kroupskaïa « Sur la question de la politique du ministère de l'Instruction publique » (p. 16)
Karl Marx. Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme (Extrait) (p. 17)
A propos du mot d'ordre de « désarmement » (Extrait) (p. 17)
Textes pour la révision du programme du Parti (Extrait) (p. 18)

LA JEUNESSE ÉTUDIANTE DE LA RUSSIE TSARISTE DANS LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Enrôlement forcé de 183 étudiants (p. 22)
Le début des manifestations (p. 24)
Symptômes de banqueroute (p. 25)
Aux élèves des écoles secondaires (p. 28)
La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au Congrès du Parti (Extrait) (p. 28)
Projet de résolution sur l'altitude à l'égard de la jeunesse étudiante. Les étudiants (p. 29)
Discours sur la question de l'attitude à l'égard de la jeunesse étudiante, 10 (23) août (p. 29)
Les tâches de la jeunesse révolutionnaire. Première lettre (p. 29)
L'ultimatum de Riga révolutionnaire (p. 35)
La situation s'aggrave en Russie (p. 35)
Le mouvement étudiant et la situation politique actuelle (p. 36)
Les étudiants démocrates et l'engagement de parti (p. 39)

LA PARTICIPATION DES JEUNES OUVRIERS ET PAYSANS À LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE, L'ÉDUCATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Une question urgente (Extrait) (p. 40)
Lettre à A. A. Bogdanov et S. I. Goussev (p. 40)
A S. I. Goussev. A Khariton (p. 42)
Nouveaux objectifs, forces nouvelles (Extrait) (p. 42)
Lettre au comité de combat près le comité de Saint-Petersbourg (p. 44)
La leçon des événements de Moscou (p. 45)
Les jeunes vivant à l'étranger et la révolution russe (p. 49)
Préface à la traduction russe de la brochure de K. Kautsky : « Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe » (Extrait) (p. 49)
La crise du menchevisme (Extrait) (p. 49)
La propagande antimilitariste et les unions de la jeunesse ouvrière socialiste (p. 52)
Le commencement des manifestations (Extrait) (p. 53)
Ivan Vassiliévitch Babouchkine (Nécrologie) (p. 54)
A I. F. Armand (p. 56)
A I. F. Armand (p. 56)
L'Internationale de la jeunesse (Note) (p. 58)
Rapport sur la révolution de 1905 (p. 60)
Lettres de loin (Extrait) Lettre 3. De la milice prolétarienne (p. 67)
Conseils d'un absent (p. 73)

LA PARTICIPATION DES JEUNES À L'ÉDIFICATION SOCIALISTE, L'ÉDUCATION D'UN HOMME NOUVEAU

Discours prononcé à la séance du Comité du parti de Moscou sur l'organisation des groupes de sympathisants, le 16 août 1918. Procès-verbal (p. 74)
Discours au I^{er} congrès de Russie sur l'instruction publique, le 28 août 1918 (Extrait) (p. 74)
Projet de programme du P.C.(b)R. (Extrait) 9. Point du programme concernant l'instruction publique (p. 75)
Projet d'additions au point du programme concernant l'instruction publique (p. 76)
Discours au I^{er} Congrès des élèves communistes de Russie, le 17 avril 1919 (p. 76)
Discours prononcé sur la Place Rouge, le 1^{er} mai 1919. Compte rendu de presse (Extrait) (p. 76)
Tous contre Dénikine ! (Lettre du Comité Central du Parti communiste (bolchevique) de Russie aux organisations du Parti) (Extrait). Réduction du travail non militaire (p. 77)
Deux années de pouvoir soviétique. Discours à l'Assemblée commune du Comité Exécutif Central de Russie, du Soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Moscou, du Conseil central des syndicats de Russie et des comités d'usine, consacré au deuxième anniversaire de la Révolution d'Octobre, 7 novembre 1919 (Extrait) (p. 77)
A notre relève (p. 78)
Sur les tribunaux pour mineurs. Remarques et amendements concernant le projet de décret (p. 78)
Discours prononcé au Soviet de Moscou des députés ouvriers et soldats rouges, 6 mars 1920 (p. 78)
Les tâches des unions de la jeunesse (Discours prononcé au III^e Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie), 2 octobre 1920 (p. 81)
A propos de l'instruction polytechnique. Notes sur les thèses de Nadejda Constantinovna (p. 88)
Directives du Comité Central aux communistes du commissariat du peuple à l'Instruction publique (p. 89)
A propos du travail du Commissariat du peuple à l'Instruction publique (Extrait) (p. 90)
A N. A. Sémachko (p. 91)
Instruction sur les questions du travail économique adoptée par le IX^e Congrès des Soviets de Russie le 28 décembre 1921 (p. 92)
Préface au livre de I. Stépanov : « L'électrification de la R.S.F.S.R. en fonction de la phase transitoire de l'économie mondiale (p. 93)
Au cinquième congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie (p. 94)
Lettre à V. M. Maximovski (p. 94)
Au Congrès des travailleurs de l'enseignement (p. 94)
Au troisième congrès mondial de l'Internationale communiste de la jeunesse, à Moscou (p. 95)
Adjonction au projet d'arrêté du Bureau Politique du C.C. du P.C.(b)R. sur le rapport de la Commission d'approvisionnement (p. 95)
Feuillets de bloc-notes (p. 95)

NOTES (p. 98)

INDEX DES NOMS (p. 105)

LE SORT DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS EN RÉGIME CAPITALISTE

A QUOI PENSENT NOS MINISTRES ?

Le ministre de l'Intérieur Dournovo a adressé une lettre à Pobiédonostsev, procureur général du Saint-Synod¹. Cette lettre, écrite le 18 mars 1895, porte le numéro 2603 avec la mention : « Strictement confidentiel ». Le ministre désirait donc qu'elle restât rigoureusement secrète. Mais il s'est trouvé des personnes qui ne partageaient pas les vues de Monsieur le Ministre, selon lesquelles les citoyens russes n'ont pas à connaître les intentions du gouvernement, et maintenant une copie manuscrite de cette lettre circule partout.

Que disait M. Dournovo à M. Pobiédonostsev ?

Il lui écrivait au sujet des écoles du dimanche². On lit dans cette lettre : « Il résulte des renseignements qui nous sont parvenus au cours de ces dernières années que des personnes politiquement suspectes, ainsi qu'une partie de la jeunesse étudiante d'une certaine tendance, cherchent, comme aux années 60³, à entrer dans les écoles du dimanche en qualité d'instituteurs, de conférenciers, de bibliothécaires, etc. Ce désir systématique, qui n'est pas même justifié par la recherche de moyens d'existence, puisque le travail dans ces écoles n'est pas rémunéré, prouve qu'il s'agit là, pour les éléments antigouvernementaux, d'un moyen de lutter sur le terrain légal contre le régime et l'ordre social existant en Russie. »

Voyez comment raisonne M. le Ministre ! Parmi les personnes cultivées, il en est qui veulent faire part de leurs connaissances aux ouvriers, qui veulent que le savoir profite non seulement à eux-mêmes, mais encore au peuple ; c'est assez pour qu'aux yeux du ministre ceux qui incitent les bonnes gens à fréquenter les écoles du dimanche, soient des « éléments antigouvernementaux », c'est-à-dire des conspirateurs. Des personnes cultivées ne peuvent-elles pas éprouver le désir d'instruire leur prochain sans qu'il y ait pour autant « incitation » ? Mais ce qui déconcerte le ministre, c'est que les maîtres des écoles du dimanche ne reçoivent aucune rémunération. Il a coutume de voir que les espions et les fonctionnaires de son ministère ne le servent que contre rétribution, accordent leurs services au plus offrant ; or, voilà des gens qui travaillent, servent, enseignent, et tout cela... pour rien ! C'est louche, pense le ministre ; et il envoie ses espions tirer les choses au clair. Il est dit plus loin dans la lettre : « Les renseignements suivants » (fournis par des espions dont l'existence se justifie par les appointements qu'ils reçoivent) « permettent d'établir que non seulement on compte dans le corps enseignant des personnes aux tendances pernicieuses, mais encore que bien souvent les écoles elles-mêmes se trouvent sous la direction occulte de tout un groupe de personnes suspectes qui, sans appartenir au personnel officiellement reconnu, font le soir des conférences et enseignent sur l'invitation d'instituteurs et d'institutrices qu'ils ont eux-mêmes placés là... Un état de choses, qui permet à des personnes étrangères de faire des conférences, donne toute latitude à des personnes, venues de milieux franchement révolutionnaires, de s'infiltrer parmi les conférenciers. »

Donc, si des « personnes étrangères », qui n'ont été ni approuvées ni vérifiées par les popes et les espions, veulent enseigner aux ouvriers, c'est ni plus ni moins qu'une révolution ! Pour le ministre, les ouvriers sont de la poudre, le savoir et l'instruction une étincelle ; et le ministre est persuadé que si l'étincelle tombe sur la poudre, l'explosion se produira avant tout contre le gouvernement.

Nous ne pouvons nous refuser le plaisir de noter que pour cette fois — une fois n'est pas coutume — nous sommes pleinement et sans réserve d'accord avec Son Excellence.

Le ministre apporte ensuite dans sa lettre des « preuves » du bien-fondé de ses « renseignements ». Jolies preuves !

Tout d'abord, « la lettre d'un instituteur d'une école du dimanche, dont le nom n'a pu encore être établi ». Cette lettre a été saisie au cours d'une perquisition. Il y est question du programme des cours d'histoire, de l'idée d'asservissement et d'émancipation des classes ; on y mentionne les révoltes de Razine et de Pougatchev.

Ce sont sans doute ces deux noms qui ont tant effrayé notre bon ministre : il a dû aussitôt voir surgir des fourches.

Seconde preuve :

« Le ministère de l'Intérieur est en possession d'un programme, qui lui a été secrètement communiqué, de cours publics pour une école du dimanche de Moscou, dont voici la teneur : « Origine de la société. La société primitive. Evolution de l'organisation sociale. L'Etat et à quoi il sert. L'ordre. La liberté. La justice. Les formes d'organisation de l'Etat. Monarchie absolue et monarchie constitutionnelle. Le travail, fondement du bien-être général. Utilité et richesse. La production, l'échange et le capital. Répartition de la richesse. La recherche clé l'intérêt particulier. La propriété et sa nécessité. L'émancipation des paysans avec attribution de terres. La rente,

le profit, le salaire. De quoi dépend le salaire et ses différentes formes. L'épargne. » Ce programme, absolument déplacé dans une école populaire, donne au conférencier l'entière possibilité d'initier peu à peu ses auditeurs aux théories de Karl Marx, d'Engels, etc., et il est douteux que la personne désignée par les autorités diocésaines pour assister à ces cours soit en mesure d'y déceler les rudiments d'une propagande social-démocrate. »

Il est à croire que M. le Ministre redoute fort « les théories de Marx et d'Engels » s'il en découvre les « rudiments » même dans un programme où l'on n'en trouve pas la moindre trace. Qu'a-t-il trouvé de « déplacé » ? Probablement qu'on y traitât des formes d'organisation de l'Etat et de la Constitution.

Que M. le Ministre prenne le premier manuel de géographie venu et il y trouvera toutes ces questions traitées ! Des ouvriers adultes n'auraient-ils pas le droit de savoir ce qu'on enseigne aux enfants ?

Mais M. le Ministre n'a pas confiance dans les personnes désignées par le diocèse : « il se pourrait qu'elles ne comprennent pas ce dont il s'agit ».

Pour terminer, la lettre énumère les instituteurs « suspects » qui enseignent à l'école paroissiale du dimanche auprès de la fabrique clé la Société des manufactures Prokhorov de Moscou, à l'école du dimanche de Eletz et à l'école que l'on se propose d'ouvrir à Tiflis. M. Dournovo conseille à M. Pobiédonostsev de procéder à une « vérification minutieuse des personnes admises à enseigner dans les écoles ». Quand on parcourt à présent la liste des instituteurs, les cheveux se dressent sur la tête : ce ne sont qu'anciens étudiants et anciennes étudiantes. M. le Ministre souhaiterait que les instituteurs fussent tous d'anciens sous-offis.

Ce que M. le Ministre note avec le plus d'effroi, c'est que l'école de Eletz « est sise au-delà du cours d'eau de Sosna, où vivent surtout de petites gens (horreur !) et des ouvriers, et où se trouve un atelier des chemins de fer ».

Tenons les écoles bien loin, aussi loin que possible, « des petites gens et des ouvriers ».

Ouvriers ! Vous voyez que nos ministres ont une peur mortelle de voir se réaliser l'union du Travail et du Savoir ! Montrez-leur donc à tous que rien ne pourra ôter la conscience aux ouvriers. Privés du savoir, les ouvriers sont impuissants ; avec le savoir, ils sont une force !

Ecrit en novembre-décembre 1895, le 8 (20) décembre au plus tard, pour le journal « Rabotchéié Diélo »

Paru pour la première fois le 27 janvier 1924 dans le journal « Pétrogradskaïa Pravda » n° 22

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 83-88

MARXISME ET RÉVISIONNISME

(Extrait)

Un adage bien connu dit que si les axiomes géométriques heurtaient les intérêts des hommes, on essaierait certainement de les réfuter. Les théories des sciences naturelles, qui heurtaient les vieux préjugés de la théologie, ont suscité et suscitent encore une lutte forcenée. Rien d'étonnant si la doctrine de Marx, qui sert directement à éclairer et à organiser la classe avancée de la société moderne, indique les tâches de cette classe et démontre que — par suite du développement économique — le régime actuel sera inévitablement remplacé par un nouvel ordre de choses, rien d'étonnant si cette doctrine a dû conquérir de haute lutte chaque pas fait sur le chemin de la vie.

Inutile de parler de la science et de la philosophie bourgeoises desséchées qu'enseignent des professeurs desséchés pour abêtir la jeune génération des classes possédantes et la « dresser » contre les ennemis du dedans et du dehors. Cette science-là ne veut même pas entendre parler du marxisme qu'elle proclame réfuté et anéanti. Jeunes érudits, qui se font une carrière à réfuter le socialisme, et vieillards décrépits, gardiens du legs de tous les « systèmes » surannés possibles, attaquent Marx avec un zèle égal. La montée du marxisme, la propagation et l'affirmation de ses idées dans la classe ouvrière rendent nécessairement plus fréquentes et plus aiguës ces attaques de la bourgeoisie contre le marxisme qui, après chaque « exécution » par la science officielle, devient plus ferme, plus trempé et plus vivant que jamais.

Ecrit au plus tard le 3 (16) avril 1908.

Publié entre le 25 septembre et le 2 octobre (8 et 15 octobre) 1908 dans le recueil « Karl Marx (1818-1883) », St-Petersbourg, éd. O. et M. Kédrov. Signé : VI. Iline

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 25

A PROPOS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE⁴

(Compléments à la question de l'instruction publique)

Notre ministère de l'« Instruction » publique (si l'on peut dire) ne tarit pas de vantardises à propos de l'augmentation particulièrement rapide de ses dépenses. Dans la notice explicative du Premier ministre et du ministre des Finances, jointe à l'état des dépenses publiques pour 1913, nous trouvons l'ensemble des chiffres qui caractérisent le budget du ministère de l'Instruction prétendue publique au cours des années qui ont suivi la révolution⁵. De 46 millions de roubles en 1907, ce budget est passé à 137 millions en 1913. L'augmentation est énorme : plus du triple en six ans seulement !

Nos louangeurs officiels de l'« ordre » ou du désordre policier en Russie ont seulement tort d'oublier que des chiffres ridiculement bas, lorsqu'on calcule leur pourcentage d'accroissement, augmentent toujours avec une rapidité « énorme ». Donnez cinq kopecks à un mendiant qui en possède trois, et sa « fortune » augmentera d'un seul coup dans des proportions « énormes », de 167%.

Si le ministère n'avait pas eu pour objectif d'obscurcir la conscience du peuple et de dissimuler la situation misérable de l'instruction publique en Russie, n'aurait-il pas dû citer d'autres chiffres ? Plus précisément, n'aurait-il pas dû citer, au lieu de chiffres mettant en comparaison notre pièce de cinq kopecks d'aujourd'hui et notre pièce de trois kopecks d'hier, des chiffres mettant en comparaison ce que nous avons et ce qui est indispensable pour un Etat civilisé ? Quiconque refuse de se duper soi-même et de duper le peuple doit reconnaître que le ministère avait pour obligation de citer de tels chiffres, qu'en ne citant pas de tels chiffres le ministère a manqué à son devoir. Au lieu d'expliquer au peuple et aux représentants du peuple les besoins de notre Etat, le ministère camoufle ces besoins et se livre à un jeu d'arithmétique stupide et bureaucratique, à un remâchage bureaucratique de vieux chiffres qui n'éclaircissent rien.

Bien entendu, je n'ai même pas à ma disposition le centième des moyens et des sources d'information relatifs à l'instruction publique dont dispose le ministère. Néanmoins, j'ai fait l'effort de me procurer au moins quelques sources. Et j'affirme hardiment que je pourrai vous citer des chiffres officiels et incontestables, qui éclairent réellement la situation de notre entreprise officielle d'« obscurcissement » public.

Je prends l'officiel et gouvernemental « Annuaire de la Russie » pour 1910, édité par le ministère de l'Intérieur (St Pétersbourg, 1911).

J'y lis, à la page 211, que le nombre total des personnes poursuivant des études dans l'Empire de Russie, obtenu en additionnant les écoles primaires, secondaires et supérieures et les établissements d'enseignement de tout genre, s'élevait en 1904 à 6200172, et en 1908 à 7095351. L'augmentation est visible. L'année 1905, année du grand éveil des masses populaires en Russie, année de la grande lutte du peuple pour la liberté sous la direction du prolétariat, cette année a contraint notre administration bureaucratique elle-même à bouger du point mort.

Mais voyez à quel degré d'indigence nous sommes réduits, grâce au maintien de la bureaucratie, grâce à la toute-puissance des grands propriétaires féodaux, même dans des conditions de progrès « administratif » particulièrement rapide.

Le même « Annuaire de la Russie » calcule, au même endroit, qu'il y avait en 1908 46,7 élèves et étudiants pour 1 000 habitants de Russie (la proportion était de 44,3 pour 1 000 en 1904).

Que voyons-nous dans ce chiffre, que le ministère de l'Instruction publique ne s'est pas donné la peine de relever dans les publications du ministère de l'Intérieur pour le communiquer à la Douma⁶ ? Que voyons nous dans cette proportion : moins de 50 élèves et étudiants pour 1 000 habitants ?

Nous y voyons, messieurs les défenseurs de l'obscurcissement public, le retard et la barbarie incroyable de la Russie, grâce à la toute-puissance des grands propriétaires féodaux dans notre Etat. Le nombre des enfants et adolescents d'âge scolaire s'élève en Russie à plus de 20%, c'est-à-dire à plus du cinquième de la population totale. Ce chiffre, même messieurs Kasso et Kokovtsov auraient pu l'apprendre sans difficulté par les fonctionnaires de leurs services.

Ainsi, les enfants d'âge scolaire sont 22%, et les élèves 4,7%, c'est-à-dire presque cinq fois moins !! Cela veut dire que les quatre cinquièmes environ des enfants et adolescents de Russie sont privés d'instruction publique !

Il ne reste pas en Europe un seul pays, excepté la Russie, qui soit si barbare et dans lequel les masses du peuple soient à tel point frustrées sous le rapport de l'instruction, de la lumière et du savoir. Et cet ensauvagement des masses populaires, des paysans surtout, n'est pas fortuit ; il est inévitable sous le joug des grands propriétaires, qui se sont emparés de dizaines et de dizaines de millions de déciatines de terre et se sont emparés aussi du pouvoir d'Etat, à la Douma comme au Conseil d'Etat⁷, et d'ailleurs pas seulement dans ces institutions, comparativement plutôt subalternes...

Les quatre cinquièmes de la jeune génération sont condamnées à l'analphabétisme par la structure d'Etat féodale de la Russie. A cet abrutissement du peuple par le pouvoir des grands propriétaires correspond l'analphabétisme en Russie. Le même « Annuaire de la Russie » gouvernemental estime (page 88) que 21% seulement des habitants de Russie savent lire et écrire, et 27% si l'on déduit (de la population) les enfants d'âge préscolaire, c'est-à-dire âgés de moins de 9 ans.

Cependant, dans les pays civilisés, on ne trouve pas d'illettrés du tout, comme en Suède ou au Danemark, ou bien seulement de 1% à 2% d'illettrés, comme en Suisse et en Allemagne. L'Autriche-Hongrie elle-même, qui est pourtant un pays arriéré, offre à sa population slave des conditions d'existence infiniment plus cultivées que la Russie féodale : en Autriche les illettrés sont 39%, en Hongrie 50%. Nos chauvins, nos hommes de droite, nos nationalistes et nos octobristes⁸ feraient bien de réfléchir à ces chiffres, s'ils ne se fixaient pas pour objectif « d'Etat » de perdre eux-mêmes et de faire perdre au peuple l'habitude de réfléchir. Mais, si eux-mêmes l'ont déjà perdue, le peuple de Russie, lui, apprend toujours davantage à réfléchir, y compris pour se demander quelle classe, par sa domination dans l'Etat, condamne les paysans russes à la misère matérielle et à la misère intellectuelle.

L'Amérique ne figure pas parmi les pays avancés, quant à la proportion des personnes sachant lire et écrire. On y compte près de 11% d'illettrés, et 44% parmi les Noirs. Mais les Noirs américains sont néanmoins plus de deux fois mieux lotis que les paysans russes sous le rapport de l'« instruction publique ». Les Noirs américains, pour opprimés qu'ils soient, à la honte de la république américaine, sont quand même plus heureux que les paysans russes, et s'ils sont plus heureux, c'est parce que le peuple, il y a exactement un demi-siècle, a battu à plate couture les esclavagistes américains, écrasé cette vermine et balayé définitivement l'esclavagisme, le système d'Etat esclavagiste et les privilèges politiques esclavagistes en Amérique.

Le peuple russe, lui aussi, sera instruit par messieurs Kasso, Kokovtsov et Maklakov à imiter l'exemple américain.

En Amérique, les élèves et étudiants étaient en 1908 au nombre de 17 millions, soit une proportion de 192 pour 1000 habitants : plus du quadruple de la Russie. Il y a quarante-trois ans, en 1870, alors que l'Amérique ne faisait que commencer à bâtir son existence de liberté, après avoir nettoyé le pays des ultras esclavagistes, il y a quarante-trois ans on comptait en Amérique 6871 522 élèves et étudiants, soit plus que dans la Russie de 1904 et presque autant que dans la Russie de 1908. Mais même alors, en 1870, il y avait en Amérique 178 (cent soixante dix-huit) élèves et étudiants pour 1000 habitants, c'est-à-dire presque quatre fois plus que dans la Russie d'aujourd'hui.

Voilà, messieurs, une nouvelle preuve du fait qu'il reste encore pour la Russie à conquérir, par la lutte persévérante et révolutionnaire du peuple, une liberté que les Américains ont acquise il y a un demi-siècle.

Le budget du ministère de l'obscurcissement public de la Russie a été fixé pour 1913 à 136,7 millions de roubles. Cela représente à peine 80 kopecks par habitant (170 millions en 1913). Même si nous prenons le chiffre de la « somme globale des dépenses du Trésor pour l'enseignement » que M. le ministre des Finances cite à la page 109 de sa notice explicative, à savoir 204,9 millions de roubles, nous n'obtiendrons toujours que 1 rouble 20 kopecks par habitant. En Belgique, en Angleterre, en Allemagne, la somme des dépenses pour l'instruction publique s'élève à 2-3 roubles et même 3 roubles 50 kopecks par habitant. En Amérique, on a dépensé en 1910 pour l'instruction publique 426 millions de dollars, soit 852 millions de roubles, soit 9 roubles 24 kopecks, par habitant. Il y a quarante-trois ans, en 1870, la république américaine dépensait pour l'instruction publique 126 millions de roubles par an, soit 3 roubles 30 kopecks par habitant.

Bien entendu, les plumitifs et les valets officiels nous objectent que la Russie est pauvre, qu'elle n'a pas d'argent. Que oui, la Russie n'est pas seulement pauvre, elle est indigente quand il s'agit de l'instruction publique ! En revanche, la Russie est très « riche » quand il s'agit des dépenses pour l'Etat féodal, dirigé par les grands propriétaires, de ses dépenses pour la police, pour l'armée, des rentes et traitements exorbitants servis aux grands propriétaires qui ont accédé aux plus « hautes » fonctions publiques ; des dépenses dues à la politique d'aventures et de pillage, hier en Corée ou sur le Yalou, aujourd'hui en Mongolie et dans l'Arménie turque.

La Russie restera toujours pauvre et indigente quand il s'agit des dépenses pour l'instruction du peuple, aussi longtemps que le peuple ne se sera pas instruit au point de se débarrasser du joug des grands propriétaires féodaux.

La Russie est pauvre quand il s'agit des traitements des instituteurs. Ce qu'ils gagnent est dérisoire. Les instituteurs crèvent de faim et de froid dans des isbas non chauffées, presque inhabitables. Ils vivent avec le bétail que les paysans prennent en hiver dans l'isba. Les instituteurs ont leur existence empoisonnée par le dernier des gradés de police, par le dernier des Cent-Noirs⁹ ou mouchard bienveillant de village, sans même parler des tracasseries et des persécutions des autorités. La Russie est trop pauvre pour payer les honnêtes travailleurs de l'enseignement public, mais elle est bien assez riche pour dilapider les millions et les dizaines de millions qui

s'en vont pour satisfaire les besoins des parasites de la noblesse, financer les aventures militaires, distribuer des aumônes aux fabricants de sucre et aux rois du pétrole, et ainsi de suite.

Encore un dernier chiffre tiré de la vie américaine, messieurs, afin de montrer aux peuples opprimés par les grands propriétaires russes et par leur gouvernement comment vit un peuple qui a su conquérir la liberté au moyen d'une guerre révolutionnaire. En 1870, on comptait en Amérique 200 515 instituteurs touchant 37,8 millions de dollars de traitements, soit une moyenne de 189 dollars ou 377 roubles par an et par instituteur. C'était il y a quarante ans ! Aujourd'hui, il y a en Amérique 523 210 instituteurs, qui touchent 253,9 millions de dollars de traitements, soit 483 dollars ou 966 roubles par an et par instituteur. En Russie aussi, même avec le niveau actuel de ses forces productives, il serait parfaitement possible d'assurer dès à présent un traitement non moins satisfaisant à l'armée des instituteurs qui aident le peuple à sortir de l'ignorance, des ténèbres et de l'abrutissement, si... si toute la structure d'Etat de la Russie était transformée de fond en comble et devenait aussi démocratique que la structure américaine.

Ou bien la misère et la barbarie sous la toute-puissance des grands propriétaires féodaux, sous le régime d'ordre ou de désordre du 3 juin¹⁰, ou bien la liberté et la civilisation à la condition de savoir et de vouloir conquérir la liberté : voilà la leçon concrète enseignée aux citoyens russes par le budget du ministère de l'Instruction publique.

Mais j'ai évoqué presque uniquement, jusqu'ici, l'aspect matériel ou même financier de la question. Combien plus triste encore ou plutôt révoltant est le tableau de l'abrutissement spirituel, de l'humiliation, de l'écrasement et de la privation de droits dont souffrent les élèves et les enseignants de Russie. Toute l'activité du ministère de l'Instruction publique dans ce domaine ne fait qu'insulter aux droits des citoyens, au peuple. L'inquisition policière, l'arbitraire policier, les entraves policières à l'instruction du peuple en général et des ouvriers en particulier, la démolition policière de ce que le peuple réalise lui-même pour s'instruire : voilà à quoi se réduit toute l'activité du ministère, dont le budget sera approuvé par messieurs les grands propriétaires, de la droite aux octobristes inclusivement.

Et pour vous démontrer, MM. les membres de la IV^e Douma, la justesse de ce que j'avance, je vais appeler un témoin que même vous, messieurs les grands propriétaires, ne pourrez pas récuser. Ce témoin est M. Klioujev, octobriste, membre de la III^e et de la IV^e Douma d'Etat, membre du conseil de tutelle de deux lycées de jeunes filles de Samara, membre de la commission des écoles de la douma municipale de Samara, membre de la commission de contrôle du zemstvo¹¹ provincial de Samara, ancien inspecteur des écoles publiques. J'ai énuméré (d'après l'annuaire officiel de la III^e Douma) les grades et les titres de cet octobriste pour vous démontrer que ce sont le gouvernement lui-même et les grands propriétaires eux-mêmes qui ont placé M. Klioujev, dans notre zemstvo de grands propriétaires, aux postes les plus en vue dans le domaine du « travail » (« travail » de policier et de bourreau) de notre ministère de l'abêtissement public.

S'il est une personne qui ait fait toute une carrière de brave fonctionnaire respectueux de la loi et craignant Dieu, c'est bien M. Klioujev. S'il est une personne qui ait gagné la confiance de messieurs les nobles et les grands propriétaires en les servant fidèlement sur place, en province, c'est bien M. Klioujev.

Voici donc quelques citations de ce témoin parfaitement bien pensant (du point de vue féodal), extraites de son discours à la troisième Douma, à propos du budget du ministère de l'Instruction publique.

Le zemstvo de Samara, rapportait M. Klioujev devant la III^e Douma, avait adopté à l'unanimité la proposition de M. Klioujev d'entreprendre des démarches en vue d'obtenir la transformation de certaines écoles rurales de deux ans en écoles de quatre ans. Le curateur du district, nous apprend M. Klioujev, respectueux de la loi et craignant Dieu, refuse. Pourquoi ? Explication officielle : « en raison du nombre insignifiant des enfants d'âge scolaire ».

Et voici que M. Klioujev établit la comparaison suivante : chez nous (dit-il en parlant de la Russie écrasée par les grands propriétaires), chez nous, pour 6 000 habitants des villages de la région de Samara, il n'y a pas une seule école de quatre ans. Dans la ville de Serdobol (Finlande), pour 2800 habitants, il y a quatre écoles secondaires (et plus que secondaires).

Telle est la comparaison faite par M. l'octobriste et très émérite Pérédonov... pardon, ma langue a fourché... par le très émérite M. Klioujev devant la III^e Douma. [Pérédonov : type d'instituteur mouchard et abruti dans le roman de Sologoub *Le diable mesquin*.] Réfléchissez à cette comparaison, messieurs les représentants, sinon du peuple du moins des grands propriétaires ! Qui a fait des démarches pour que des écoles fussent ouvertes ? Ne serait-ce pas la gauche ? Ne serait-ce pas les moujiks ? Ne serait-ce pas les ouvriers ? Le Ciel nous en préserve !! Non, c'est le zemstvo de Samara unanime, c'est-à-dire les grands propriétaires de Samara, y compris les plus réactionnaires d'entre eux. Et le gouvernement, par la personne du curateur, refuse, sous le prétexte que le nombre des enfants d'âge scolaire est « insignifiant »!! Eh bien, n'avais-je pas raison, en tous points raison, de dire que le gouvernement entrave l'instruction publique en Russie, que le gouvernement est le pire ennemi de l'instruction publique en Russie ?

Si, en Finlande, nous voyons la culture, la civilisation, la liberté, des gens qui savent lire et écrire, des femmes instruites, etc., c'est uniquement parce qu'il n'y a pas, en Finlande, cette « calamité publique » qu'est le gouvernement russe. A présent, on veut imposer cette calamité à la Finlande aussi et en faire un pays d'esclaves. Vous n'y parviendrez pas, messieurs !! Par vos efforts pour faire entrer de force l'esclavage politique en Finlande, vous ne ferez que hâter le réveil des peuples de Russie qui s'affranchiront de l'esclavage politique.

Je citerai encore une déclaration de M. le témoin octobriste Klioujev. « Comment se recrutent les enseignants ? » demandait M. Klioujev dans son discours, et il donnait lui-même la réponse suivante :

« Un homme en vue de Samara, feu M. Popov, légua un capital pour une école normale de jeunes filles. » Et qui, croyez-vous, a-t-on nommé directrice de l'école ? Voici ce qu'écrivit l'exécuteur testamentaire de feu Popov : « Et au poste de directrice on a nommé la veuve d'un général de la Garde qui, de son propre aveu, entendait parler pour la première fois de l'existence d'un établissement d'enseignement appelé école normale de jeunes filles !! »

N'allez pas croire, messieurs, que j'ai pris ce fait dans un recueil de fables de Démian Bedny, dans une de ces fables pour lesquelles le Prosvechtchénié a été mis à l'amende et son rédacteur en chef emprisonné¹². Non. Ce fait est tiré d'un discours de l'octobriste Klioujev, qui n'ose pas, pourtant (en sa qualité d'homme qui craint Dieu et la police), réfléchir à la signification de ce fait. Car ce fait lui aussi apporte la démonstration irréfutable qu'il n'existe pas d'ennemi plus acharné et plus implacable de l'instruction du peuple en Russie que le gouvernement russe. Quant à messieurs les donateurs de capitaux pour l'instruction publique, ils doivent comprendre qu'ils gaspillent leur argent en pure perte, et même pis que cela. Voulant faire un don pour l'instruction du peuple, il se trouve qu'en fait ils donnent de l'argent à des généraux de la Garde et à leurs veuves. Ces donateurs, s'ils ne veulent pas gaspiller leur argent, doivent comprendre qu'il faut en faire don aux social-démocrates, qui seuls sauront, grâce à cet argent, apporter au peuple une instruction véritable, réellement indépendante des « généraux de la Garde »... et de messieurs les Klioujev, craintifs et respectueux de la loi.

Encore une citation du discours du même M. Klioujev :

« Le vœu émis par notre Douma d'Etat (la troisième), demandant que l'accès des établissements d'enseignement supérieur soit ouvert aux séminaristes, n'a pas été suivi. Le ministère n'a pas jugé possible de répondre à nos souhaits. » « D'ailleurs, le gouvernement barre la route de l'enseignement supérieur non seulement aux séminaristes, mais d'une manière générale aux enfants de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Ceci n'est pas une belle phrase, s'est exclamé le fonctionnaire octobriste du ministère de l'Instruction publique, mais la vérité. Sur 119000 personnes qui poursuivent leurs études dans les lycées, il y a seulement 18 000 paysans. Et pour l'ensemble des établissements d'enseignement dépendant du ministère de l'Instruction publique, on compte seulement 15% de paysans. Dans les séminaires, il n'y a que 1 300 paysans sur 20 500 élèves. Les paysans ne sont pas du tout admis dans les corps de cadets et les établissements similaires » (ces citations du discours de Klioujev sont reproduites notamment dans un article de K. Dobrosserdov paru dans la *Nevskaïa Zvezda*, n° 6 de 1912, daté du 22 mai 1912).

Ainsi parlait M. Klioujev devant la III^e Douma. Les déclarations de ce témoin ne seront certes pas démenties par messeigneurs de la IV^e Douma. Quant au témoin, contre sa volonté et malgré son désir, il confirme en totalité l'appréciation révolutionnaire sur la situation actuelle de la Russie, en général, et celle de l'instruction publique, en particulier. Car, en vérité, que mérite un gouvernement qui, selon l'expression d'un fonctionnaire gouvernemental en vue et d'un membre du parti gouvernemental des octobristes, barre la route de l'instruction aux petits bourgeois et aux paysans ? Comprenez donc, messieurs, ce qu'un tel gouvernement mérite du point de vue de ces petits bourgeois et paysans !

Et n'oubliez pas que les petits bourgeois et les paysans forment en Russie les 88% de la population, c'est-à-dire presque les neuf dixièmes du peuple. Les nobles, eux, ne représentent qu'un et déni pourcent. Et voilà un gouvernement qui prend l'argent des neuf dixièmes du peuple pour les écoles et les établissements d'enseignement de tout genre et, avec cet argent, instruit les nobles, en barrant la route aux petits bourgeois et aux paysans !! Ne voit-on pas clairement ce que mérite ce gouvernement de la noblesse, ce gouvernement qui opprime les neuf dixièmes de la population pour sauvegarder les privilèges d'un centième de celle-ci ??

Enfin, voici une dernière citation du discours de mon témoin, M. Klioujev, fonctionnaire octobriste du ministère de l'Instruction publique, membre de la III^e Douma (et de la IV^e) :

« Au cours des cinq années 1906-1910, dit M. Klioujev, dans le district de Kazan, on a suspendu de leurs fonctions 21 directeurs d'établissements d'enseignement primaire et secondaire, 32 inspecteurs de l'enseignement public et 1054 instituteurs d'écoles municipales ; on a déplacé 870 personnes de ces diverses catégories. Pensez-y, s'est exclamé M. Klioujev, comment nos instituteurs peuvent-ils dormir tranquilles ? En s'endormant à Astrakhan, ils ne sont pas sûrs de ne pas se retrouver le lendemain à Viatka. Comprenez cet état d'âme de l'enseignant traqué comme un lièvre ! »

Ce n'est pas un quelconque instituteur « de gauche » qui s'exclame ainsi, mais un octobriste. Ces chiffres sont cités par un fonctionnaire zélé. C'est votre témoin, messieurs de la droite, nationalistes et octobristes !! Et ce témoin, « votre » témoin, est obligé de reconnaître que le gouvernement use à rencontre des instituteurs de l'arbitraire le plus désinvolte, le plus éhonté et le plus révoltant !! Ce témoin, votre témoin, messeigneurs de la

IV^e Douma et du Conseil d'Etat, est obligé de reconnaître le fait qu'en Russie les instituteurs sont « traqués » comme des lièvres par le gouvernement russe !!

Et, nous appuyant sur ce fait, pris parmi des milliers et des milliers de faits similaires de la vie russe, nous demanderons au peuple russe et à tous les peuples qui vivent en Russie : est-ce que nous avons besoin d'un gouvernement pour qu'il protège les privilèges des nobles et « traque » les instituteurs ? Ce gouvernement, ne mérite-t-il pas que le peuple le chasse ?

Oui, les instituteurs russes sont traqués comme des lièvres ! Oui, le gouvernement barre la route de l'instruction aux neuf dixièmes de la population de Russie. Oui, notre ministère de l'Instruction publique est un ministère d'inquisition policière, qui se moque de la jeunesse et bafoue l'aspiration du peuple à la connaissance. Mais les paysans russes et surtout les ouvriers russes, messieurs les membres de la IV^e Douma, ne ressemblent pas tous à des lièvres, il s'en faut de beaucoup. La classe ouvrière a su le démontrer en 1905 et elle saura le démontrer à nouveau ; elle saura démontrer d'une façon beaucoup plus convaincante, plus vigoureuse et plus sérieuse son aptitude à la lutte révolutionnaire pour la liberté véritable et pour l'instruction véritable, non pas celle des Kasso et des nobles, mais celle du peuple!

Rédigé le 27 avril (10 mai) 1913.

Publié pour la première fois en 1930 dans les 2^e-3^e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVI

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 137-147

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE NÉO-MALTHUSIANISME

La question de l'avortement a suscité un vif intérêt et de larges débats au congrès Pirogov des médecins¹³. Le rapporteur Litchkous a cité des chiffres montrant l'extension extraordinaire des pratiques de destruction du fœtus dans les Etats dits civilisés d'aujourd'hui.

A New York, on a dénombré 80 000 avortements en un an. En France, on en compte 36 000 chaque mois. A Pétersbourg, le pourcentage des avortements a plus que doublé en 5 ans.

Le congrès Pirogov a adopté une résolution, disant qu'il ne doit jamais y avoir de poursuites pénales contre la mère pour avortement provoqué, et que les médecins ne doivent être poursuivis pour ce motif qu'en cas de « but lucratif ».

Au cours des débats, la majorité, qui se prononçait en faveur de l'impunité pour avortement, a évoqué aussi, naturellement, la question du « néo-malthusianisme »¹⁴ (mesures artificielles destinées à prévenir la conception) ; et l'on a même parlé de l'aspect social de cette question. C'est ainsi que M. Vigdortchik, selon le compte rendu du Rousskoïé Slovo¹⁵, a déclaré qu'il fallait « se féliciter de l'existence de mesures contraceptives », et que M. Astrakhan s'est exclamé, soulevant une tempête d'applaudissements :

« Nous devons persuader les mères de mettre au monde des enfants, destinés à être martyrisés dans les établissements d'enseignement, à être soumis à des tirages au sort, à être poussés au suicide ! »

S'il est vrai qu'une telle tirade de M. Astrakhan ait soulevé une tempête d'applaudissements, cela ne m'étonne pas. Les auditeurs étaient des bourgeois, moyens et petits, à la psychologie petite-bourgeoise. Que pouvait-on en attendre sinon le libéralisme le plus vulgaire ? Mais, du point de vue de la classe ouvrière, on trouverait difficilement une formule traduisant, mieux que la phrase citée de M. Astrakhan, tout ce qu'il y a de réactionnaire et d'indigent dans le « néo-malthusianisme social ».

« ... Mettre au monde des enfants destinés à être martyrisés »... A cela seulement ? Pourquoi pas destinés à lutter, d'une façon meilleure, plus unie, plus consciente et plus résolue que nous, contre les conditions actuelles de vie, qui estropient et détruisent notre génération ??

Voilà bien ce qui constitue la différence radicale entre la psychologie du paysan, de l'artisan, de l'intellectuel, du petit bourgeois en général, et celle du prolétaire. Le petit bourgeois voit et sent qu'il va vers sa perte, que la vie devient de plus en plus difficile, la lutte pour l'existence de plus en plus implacable, sa situation et celle de sa famille de plus en plus désespérée. Le fait est incontestable. Et le petit bourgeois de protester contre ce fait.

Mais comment proteste-t-il ?

Il proteste à titre de représentant d'une classe irrémédiablement condamnée, d'une classe qui désespère de son avenir, d'une classe terrorisée et poltronne. Il n'y a rien à faire ; qu'au moins nos enfants, qui subiraient nos tourments et notre baigne, notre misère et nos humiliations, soient aussi peu nombreux que possible : tel est le cri du petit bourgeois.

L'ouvrier conscient est infiniment éloigné de ce point de vue. Il ne permettra pas à de semblables gémissements, aussi sincères et remplis d'émotion qu'ils soient, d'obscurcir son cerveau. Oui, aussi bien nous, les ouvriers, que la masse des petits propriétaires, nous menons une existence d'oppression et de souffrances intolérables. Elle est plus pénible pour notre génération que pour celle de nos pères. Mais, sur un point, nous sommes beaucoup plus heureux qu'eux. Nous avons appris et nous apprenons rapidement à lutter, et à lutter non pas isolément, comme les meilleurs de nos pères, non pas pour les mots d'ordre des beaux parleurs bourgeois, qui nous sont profondément étrangers, mais pour nos mots d'ordre à nous, pour les mots d'ordre de notre classe. Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront encore mieux, et ils vaincront.

La classe ouvrière n'est pas en train de périr ; elle grandit, elle se fortifie, elle mûrit, elle s'unit, elle s'éduque et s'aguerrit dans la lutte. Nous sommes pessimistes en ce qui concerne le servage, le capitalisme et la petite production, mais nous sommes d'ardents optimistes en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses objectifs. Nous posons déjà les fondations du nouvel édifice, et nos enfants achèveront de le construire.

C'est pour cette raison — et pour cette raison seulement — que nous sommes des ennemis absolus du néo-malthusianisme, ce courant à l'usage du couple petit-bourgeois, routinier et égoïste, qui balbutie avec frayeur : Dieu veuille que nous puissions survivre nous-mêmes, tant bien que mal ; quant aux enfants, mieux vaut s'en passer.

Bien entendu, cela ne nous empêche nullement de réclamer l'abrogation absolue de toutes les lois qui répriment l'avortement ou la diffusion des ouvrages de médecine traitant de la contraception, etc. De telles lois ne traduisent que l'hypocrisie des classes dominantes. Elles ne guérissent pas les plaies du capitalisme, mais les rendent particulièrement pernicieuses et pénibles pour les masses opprimées. C'est une chose que la liberté de la propagande médicale et la sauvegarde des droits démocratiques élémentaires du citoyen et de la citoyenne. C'en est une autre que la doctrine sociale du néo-malthusianisme. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus implacable contre les tentatives faites pour imposer cette doctrine réactionnaire et lâche à la classe de la société contemporaine la plus avancée, la plus vigoureuse et la mieux préparée aux grandes transformations.

Écrit le 6 (9) juin 1913

Publié le 16 juin 1913 dans la « Pravda » n°137

Signé : V. I.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 246-245

LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS L'AGRICULTURE

Pour apprécier correctement les conditions dans lesquelles la petite production agricole se trouve placée en régime capitaliste, il importe avant tout de s'interroger sur la situation du travailleur, ce qu'il gagne, combien il travaille, la façon dont il vit ; ensuite, sur l'entretien du bétail et la qualité des soins qui lui sont donnés ; enfin, sur les procédés de travail de la terre, son amendement, le gaspillage de ses ressources, etc.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'en éludant ces questions (comme le fait trop souvent l'économie politique bourgeoise), on obtient une image totalement déformée de l'économie paysanne : en effet, sa « viabilité » réelle dépend bel et bien de la situation du travailleur, des conditions de l'entretien du bétail et des soins apportés à la terre. Supposer sans preuves que, sous ces rapports, la petite production est à égalité avec la grande, c'est tenir pour démontré ce qu'il faut justement démontrer, c'est adopter d'emblée un point de vue bourgeois.

La bourgeoisie voudrait démontrer que le paysan est un « propriétaire » authentique et viable, et non pas un esclave du capital, écrasé comme l'est l'ouvrier salarié, mais prisonnier davantage de liens que ce dernier. Si l'on cherche sérieusement et honnêtement les données qui permettront de résoudre cette question litigieuse, il faut essayer de découvrir des indices systématiques et objectifs concernant les conditions de vie et de travail dans la petite et la grande production. Au nombre de ces indices (et parmi les plus importants) figure le degré d'utilisation du travail des enfants. Plus l'exploitation du travail des enfants est forte et plus, sans aucun doute, la situation du travailleur est mauvaise, et son existence pénible.

Les recensements agricoles autrichien et allemand fournissent des renseignements sur la proportion des enfants et adolescents dans la totalité des personnes occupées dans l'agriculture. En Autriche, on a décompté à part tous les travailleurs et travailleuses âgés de moins de 16 ans, soit 1,2 million sur 9 millions (13%). En Allemagne, par contre, on n'a fait une catégorie séparée que pour les enfants jusqu'à 14 ans ; leur nombre est de six cent mille (601 637) sur quinze millions (15 169 549), soit 3,9%.

Il est clair que les chiffres autrichiens et allemands ne sont pas comparables. Mais ce que l'on peut fort bien comparer, ce sont les rapports entre les exploitations prolétariennes, paysannes et capitalistes que ces

recensements font apparaître. Nous rangeons parmi les exploitations prolétariennes les lopins de terre minuscules (jusqu'à deux hectares, soit environ deux déciatines, par exploitation) qui fournissent un gain subsidiaire aux ouvriers salariés. Nous rangeons parmi les exploitations paysannes celles qui ont entre 2 et 20 hectares ; là, le travail familial prédomine sur le travail salarié. Enfin, les exploitations capitalistes sont les plus grandes, celles où le travail salarié prédomine sur le travail familial. Voici les chiffres concernant le travail des enfants dans ces trois types d'exploitations :

Exploitation	Groupes d'exploitations	% des enfants employés dans l'agriculture :	
		- de 16 ans (Autriche)	- de 14 ans (Allemagne)
Prolétariennes	moins de 0,5 ha	8,8	2,2
	de 0,5 à 2 ha	12,2	3,9
Paysannes	de 2 à 5 ha	15,3	4,6
	de 5 à 10 ha	15,6	4,8
	de 10 à 20 ha	12,8	4,5
Capitalistes	de 20 à 100 ha	11,1	3,4
	1 de 100 ha et plus	4,2	3,6
Total :		13,0	3,9

Ces chiffres nous montrent que, dans les deux pays, c'est dans les exploitations paysannes en général, et tout particulièrement dans les exploitations paysannes moyennes (5 à 10 hectares, soit 4,5 à 9 déciatines de terre), que l'exploitation du travail des enfants est la plus forte.

Ainsi donc, il ne suffit pas de dire que la petite production est dans une plus mauvaise situation que la grande. Nous voyons encore que les exploitations spécifiquement paysannes sont défavorisées, non seulement par rapport aux exploitations capitalistes, mais même par rapport aux exploitations prolétariennes. Comment expliquer cela ?

Dans l'exploitation prolétarienne, le travail de la terre est fait sur un lopin tellement insignifiant qu'à proprement parler, il ne saurait être question d'« exploitation ». Ici, l'agriculture est une occupation subsidiaire ; l'activité essentielle, c'est le travail salarié dans l'agriculture et dans l'industrie. L'influence de l'industrie relève d'une manière générale le niveau de vie du travailleur et, notamment, réduit l'exploitation du travail des enfants. En Allemagne, par exemple, le recensement a dénombré dans l'industrie 0,8% seulement de travailleurs âgés de moins de 14 ans (soit dix fois moins que dans l'agriculture) et 8% seulement de moins de 16 ans.

C'est par contre dans l'exploitation paysanne que l'influence de l'industrie est la plus faible, et la concurrence avec l'agriculture capitaliste, la plus forte. Le paysan ne peut subsister si lui-même il ne s'épuise pas au travail et s'il n'oblige pas ses enfants à travailler deux fois plus dur. La nécessité force le paysan à essayer de combler, à la sueur de son front, ce qui lui manque en capital et en perfectionnements techniques. Et, si c'est chez le paysan que les enfants travaillent le plus dur, cela veut dire aussi que le bétail du paysan travaille plus dur et est plus mal nourri : l'obligation d'utiliser au maximum toutes les forces et d'« économiser » sur tout affecte inévitablement tous les aspects de l'exploitation. La statistique allemande montre que, parmi les ouvriers salariés, c'est dans les grandes exploitations capitalistes (100 déciatines et davantage) que les enfants sont les plus nombreux (3,7%-4%). D'autre part, parmi les travailleurs familiaux, les enfants sont les plus nombreux chez les paysans, à savoir 5% environ (4,9%). Parmi les ouvriers salariés saisonniers, le pourcentage des enfants atteint 9,0% pour les grands capitalistes, tandis que parmi les travailleurs familiaux saisonniers ce pourcentage atteint pour les paysans de 16,5% à 24,4% !!

En période de grande activité, le paysan souffre du manque de main-d'œuvre ; il ne peut embaucher des ouvriers qu'en petit nombre ; d'où la nécessité d'employer le plus possible ses propres enfants. Il en résulte que, dans l'agriculture allemande en général, le pourcentage des enfants parmi les travailleurs familiaux est supérieur de près de moitié à leur pourcentage parmi les ouvriers salariés. On compte 4,4% d'enfants parmi les travailleurs familiaux, et 3,0% parmi les salariés.

Le paysan doit peiner plus dur que l'ouvrier salarié. Ce fait, confirmé par des milliers d'observations isolées, est maintenant pleinement démontré par des statistiques portant sur des pays entiers. Le capitalisme écrase impitoyablement les paysans et les voue à leur perte. Il n'est pas d'autre salut pour eux que de se joindre à la lutte de classe des ouvriers salariés. Mais avant d'en arriver à cette conclusion, il faudra que le paysan passe par de longues années de déceptions et de désillusions sur le compte des fallacieux slogans bourgeois.

Ecrite le 8 (21) juin 1913 Publiée le 12 juin 1913 dans la « Pravda » n°133

Signé : V. I.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 218-221

LE CINQUIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION

A Londres a pris fin dernièrement le « cinquième congrès international pour la lutte contre la traite des flanches ».

Quel déploiement de duchesses, de comtesses, d'évêques, de pasteurs, de rabbins, de fonctionnaires de la police et de philanthropes bourgeois en tout genre ! Que de dîners d'apparat, que de somptueuses réceptions officielles ! Que de discours solennels sur la nocivité et la turpitude de la prostitution !

Quels moyens de lutte ont-ils donc réclamés, les élégants délégués bourgeois du congrès ? Principalement deux : la religion et la police. C'est là, voyez-vous, l'antidote le plus efficace et le plus sûr à la prostitution. Un délégué anglais, nous dit le correspondant à Londres du Journal du Peuple de Leipzig¹⁶, s'est vanté d'avoir défendu au Parlement le châtement corporel comme sanction du proxénétisme. Voyez donc ce héros moderne et « civilisé » de la lutte contre la prostitution !

Une dame du Canada s'est extasiée sur la police et les brigades féminines de police chargées de surveiller les femmes « déchues », mais sur l'augmentation des salaires elle a remarqué que les ouvrières n'ont pas mérité d'être mieux payées.

Un pasteur allemand a lancé ses foudres contre le matérialisme contemporain qui, disait-il, se répand de plus en plus dans le peuple et favorise la propagation de l'amour libre.

Lorsque le délégué autrichien Gertner a tenté de soulever la question des causes sociales de la prostitution, du besoin et de la misère des familles ouvrières, de l'exploitation du travail des enfants, des intolérables conditions de logement, etc., des exclamations hostiles ont fait taire l'orateur.

En revanche, on a raconté (dans les groupes de délégués) des choses instructives et solennelles concernant certains hauts personnages. Quand, par exemple, l'impératrice d'Allemagne visite une maternité à Berlin, on passe des alliances au doigt des mères d'enfants « illégitimes », afin de ne pas choquer cette grande dame par la vue de mères célibataires !!

On peut juger par là de la révoltante hypocrisie bourgeoise qui règne dans ces congrès aristocratiques et bourgeois. Les acrobates de la bienfaisance et les défenseurs policiers des outrages au besoin et à la misère se réunissent pour « combattre la prostitution », que soutiennent précisément l'aristocratie et la bourgeoisie...

La « Rabotchaïa Pravda » n° 1, 13 juillet 1913

Signé : W.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 273-274

CE QU'ON PEUT FAIRE POUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Les Etats occidentaux sont pourris par bon nombre de préjugés, dont notre sainte mère la Russie est exempte. On y pense, par exemple, que les immenses bibliothèques publiques, riches de centaines de milliers et de millions de volumes, ne doivent nullement rester l'apanage de la poignée de savants ou de pseudo-savants qui les utilisent. On s'y propose un objectif étrange, incompréhensible et insensé : rendre ces bibliothèques énormes et gigantesques accessibles non pas à la corporation des savants, professeurs et autres spécialistes, mais à la masse, à la foule, à la rue.

Quelle profanation des bibliothèques ! Quel manque d'« ordre », de cet ordre dont nous pouvons à juste titre être fiers. Au lieu de s'attacher à des règlements discutés et mis au point par une dizaine de commissions de fonctionnaires, qui inventent des centaines de formalités et de limitations réglementant l'usage des livres, on emploie son attention à ce que même les enfants puissent profiter de riches collections de livres ; on fait en sorte que les lecteurs puissent lire à domicile les livres appartenant à l'Etat ; la fierté et la gloire d'une bibliothèque publique, ce n'est pas le nombre d'ouvrages rares, d'éditions du XVI^e siècle ou de manuscrits du X^e qui s'y trouvent, mais l'ampleur de la diffusion des livres parmi le peuple, le nombre des lecteurs nouveaux recrutés, la rapidité avec laquelle est satisfaite toute demande de livres, le nombre des livres distribués à domicile, le nombre des enfants acquis à la lecture et à la jouissance de la bibliothèque... Ce sont d'étranges préjugés qui sont répandus dans les Etats occidentaux, et on ne peut manquer de se réjouir de ce que nos autorités pleines de sollicitude nous protègent avec un soin scrupuleux contre l'influence de ces préjugés, de ce qu'elles protègent de la rue, de la populace, nos riches bibliothèques publiques !

J'ai sous les yeux le rapport de la bibliothèque publique de New York pour l'année 1911.

Cette année-là, la bibliothèque publique de New York, qui logeait dans deux vieux bâtiments, a été transférée dans un édifice nouveau, construit par la ville. Le total des volumes atteint maintenant le chiffre approximatif de

deux millions. Le hasard a fait que le premier livre demandé à la salle de lecture a été un livre en langue russe. C'était l'ouvrage de N. Grot : Les idéaux moraux de notre temps. Le bulletin de demande du livre fut déposé à 9 heures 8 minutes du matin. L'ouvrage fut remis au lecteur à 9 heures 15.

Au cours de l'année, la bibliothèque a reçu 1 658 376 visiteurs. La salle de lecture a accueilli 246950 lecteurs, qui ont emprunté 911891 volumes.

Mais ce n'est là qu'une faible part du roulement des volumes appartenant à la bibliothèque. Peu de personnes peuvent y venir. L'organisation rationnelle d'une œuvre éducative se mesure par le nombre de livres prêtés aux lecteurs à domicile, par les commodités offertes à la majorité de la population.

La bibliothèque publique de New York possède dans trois districts de la ville, Manhattan, Bronx et Richmond (dont la population totale est de près de trois millions d'habitants), quarante-deux filiales, et en aura bientôt 43. L'objectif suivant est poursuivi d'une façon systématique ; il faudrait que chaque habitant ait une filiale de la bibliothèque publique, à moins de trois quarts de verste de chez lui, c'est-à-dire à moins de dix minutes de marche, cette filiale étant un centre d'établissements et d'entreprises de toute sorte destinés à l'éducation du peuple.

En 1911, près de huit millions de volumes (7 914 882) ont été prêtés à domicile, soit 400 000 de plus qu'en 1910. Cela représente une moyenne annuelle de 267 livres distribués par cent habitants de tous âges et des deux sexes.

Non seulement chacune des 42 filiales de la bibliothèque donne la possibilité de consulter sur place les ouvrages de référence et d'emporter des livres chez soi, mais encore, c'est un local servant à des conférences du soir, à des réunions publiques, à de bonnes distractions.

La bibliothèque publique de New York possède environ 15 000 livres en langues orientales, environ 20 000 en langue hébraïque et environ 16 000 en langues slaves. Dans la salle de lecture principale, environ 20 000 volumes sont placés dans des rayons ouverts et peuvent être librement consultés par tous.

Pour les enfants, la bibliothèque publique de New York a organisé une salle de lecture spéciale à son centre, d'autres s'ouvrent peu dans les filiales. Les bibliothécaires se préoccupent d'offrir le maximum de commodités aux enfants et leur fournissent des renseignements. En tout, les enfants ont emporté chez eux 2 859 888 volumes, un peu moins de trois millions (plus du tiers du total). Le nombre des enfants qui ont fréquenté la maison de lecture a été de 1 120 915.

En ce qui concerne les pertes, la bibliothèque publique de New York évalue le nombre des livres perdus à 70-80-90 par 100 000 livres prêtés à domicile.

Voilà comment les choses se passent à New York. Et chez nous ?

La « Rabotchaïa Pravda » n°5, 18 juillet 1913.

Signé : W.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 293-295

LA NATIONALISATION DES ÉCOLES JUIVES

La politique du gouvernement est tout entière imprégnée de l'esprit nationaliste. A la nationalité « dominante », c'est-à-dire grand-russe, on cherche à octroyer toute sorte de privilèges, bien que les Grands-Russes¹⁷ ne soient qu'une minorité dans la population de la Russie, 43% pour être précis.

Pour toutes les autres nations qui peuplent la Russie, on cherche à restreindre leurs droits sans cesse davantage, à les isoler les unes des autres et à exciter la haine entre elles.

Voici le comble du nationalisme actuel : le projet de nationalisation des écoles juives. Ce projet a pris naissance dans l'esprit du curateur de l'arrondissement scolaire d'Odessa, et il a été accueilli avec sympathie au ministère de l'« Instruction » publique. En quoi consiste cette nationalisation ?

On voudrait isoler les Juifs à part, dans des établissements d'enseignement (secondaires) juifs spéciaux. Quant à l'accès de tous les autres établissements d'enseignement, qu'ils soient privés ou gouvernementaux, on veut l'interdire totalement aux Juifs. Pour couronner ce plan « génial », il est envisagé de limiter le nombre des élèves dans les écoles secondaires juives grâce au fameux « numerus clausus »¹⁸ !

Dans tous les pays européens, de semblables mesures et lois contre les Juifs n'ont existé que durant la sombre époque du Moyen Age, de l'Inquisition, de la mise au bûcher des hérétiques, et autres merveilles. En Europe, les

Juifs ont accédé depuis longtemps à l'égalité juridique absolue, et ils se fondent toujours davantage avec le peuple parmi lequel ils vivent.

Par contre, dans notre politique en général, et dans le projet que nous venons d'exposer en particulier, ce qu'il y a de plus néfaste, outre les vexations et l'oppression contre les Juifs, c'est la tendance à attiser le nationalisme, à isoler les unes des autres les nationalités dans l'Etat, à accroître l'éloignement entre elles, à séparer leurs écoles.

Les intérêts de la classe ouvrière, comme en général les intérêts de la liberté politique, exigent au contraire l'égalité juridique la plus absolue de toutes les nationalités sans exception dans un Etat donné, ainsi que l'élimination des barrières de toute sorte entre les nations, la réunion des enfants de toutes les nations au sein d'écoles uniques, etc. C'est seulement en rejetant tous les préjugés nationaux barbares et stupides, c'est seulement en réalisant la fusion entre les ouvriers de toutes les nations que la classe ouvrière peut devenir une force, résister au capital et obtenir une amélioration notable de ses conditions de vie.

Voyez les capitalistes : ils cherchent à attiser les haines nationales dans le « bas peuple », mais pour leur part ils règlent à la perfection leurs petites affaires : dans une même société par actions, on voit réunis des Russes, des Ukrainiens, des Polonais, des Juifs, des Allemands.

Les capitalistes de toutes nations et de toutes religions sont unis contre les ouvriers, mais on cherche à diviser et à affaiblir ceux-ci au moyen de la haine nationale !

Le projet si néfaste de nationalisation des écoles juives montre, entre autres choses, combien est erroné le plan de la prétendue « autonomie nationale culturelle », plan qui consiste à enlever à l'Etat la direction des affaires scolaires, pour la remettre entre les mains de chaque nation prise séparément. Ce n'est pas du tout cela que nous devons rechercher, mais bien l'union des ouvriers de toutes les nations dans la lutte contre tout nationalisme, dans la lutte pour un enseignement commun, authentiquement démocratique, et pour la liberté politique en général. L'exemple des pays avancés du monde entier, ne fût-ce que l'exemple de la Suisse en Europe occidentale ou celui de la Finlande en Europe orientale, nous montre que seuls des établissements d'Etat conséquents dans leur démocratisme assurent la cohabitation la plus pacifique et la plus humaine (et non pas bestiale) des diverses nationalités, sans la division artificielle et nuisible de l'enseignement par nationalités.

La « Sévernaïa Pravda » n° 18, août 1913.

Signe : V. I.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 327-329

LA COMPOSITION NATIONALE DES ÉLÈVES DANS LES ÉCOLES RUSSES

Pour se faire une idée plus précise du plan d'« autonomie nationale culturelle », qui se ramène à diviser l'enseignement par nationalités, il est utile de prendre des données concrètes sur la composition nationale des élèves dans les écoles russes. Pour l'arrondissement scolaire de Pétersbourg, ces données ont été recueillies par le recensement des écoles effectué le 18 janvier 1911.

Voici les chiffres relatifs à la répartition des élèves dans les écoles primaires dépendant du ministère de l'Instruction publique d'après leur langue maternelle. Ces chiffres concernent tout l'arrondissement scolaire de St Pétersbourg et nous indiquons entre parenthèses ceux qui concernent St Pétersbourg. Sous le nom de « langue russe », les fonctionnaires confondent toujours le grand-russe, le blanc-russe et l'ukrainien (« petit-russe » selon l'appellation officielle). Le total des élèves est de 265 660 (48 076).

Russe : 232 618 (44 223) ; polonais : 1 737 (780) ; tchèque : 3 (2) ; lituanien : 84 (35) ; letton : 1 371 (113) ; jmoûde : 1 (0) ; français : 14 (13) ; italien : 4 (4) ; roumain : 2 (2) ; allemand : 2408 (845) ; suédois : 228 (217) ; norvégien : 31 (0) ; danois : 1 (1) ; hollandais : 1 (0) ; anglais : 8(7) ; arménien : 3 (3) ; tzigane : 4 (0) ; yiddish : 1 196 (396) ; géorgien : 2 (1) ; ossète : 1 (0) ; finnois : 10 750 (874) ; carélien : 3 998 (2) ; tchoude : 247 (0) ; estonien : 4 723 (536) ; lopare : 9 (0) ; zyriane : 6 008 (0) ; samoïède : 5 (0) ; tatare : 63 (13) ; persan : 1 (1) ; chinois : 1 (1) ; langues non précisées : 138 (7).

Tels sont ces chiffres d'une relative précision. Ils montrent l'incroyable bigarrure nationale de la population, bien qu'ils concernent l'une des régions les plus grand-russes de la Russie. On voit immédiatement le maximum de bigarrure nationale dans une grande ville, St Pétersbourg. Ce n'est pas là un phénomène fortuit, mais une loi du capitalisme dans tous les pays et d'un bout du monde à l'autre. Les grandes villes, les agglomérations usinières, minières, ferroviaires, d'une façon générale les centres commerciaux et industriels sont caractérisés par un maximum de bigarrure nationale de la population. Or, ce sont justement les agglomérations de cette sorte qui grandissent le plus vite, enlevant une part sans cesse plus élevée d'habitants aux campagnes retirées.

Essayez maintenant d'appliquer à ces données de la réalité vivante cette morte utopie des petits bourgeois nationalistes qui s'appelle « autonomie nationale culturelle » ou (dans la traduction des bundistes¹⁹) « soustraction à la compétence de l'Etat » des questions de la culture nationale, c'est-à-dire en premier lieu des questions scolaires.

L'enseignement « est soustrait à la compétence de l'Etat » et remis entre les mains de 23 (pour Pétersbourg) « unions nationales » qui développent chacune « leur » « culture nationale » !!

Il est même ridicule de gaspiller des mois pour démontrer ce qu'a d'absurde et de réactionnaire un tel « programme national ».

Il est clair comme le jour que se livrer à la propagande d'un pareil projet équivaut dans les faits à mettre en œuvre ou à soutenir les idées du nationalisme bourgeois, du chauvinisme et du cléricisme. Les intérêts de la démocratie en général, et ceux de la classe ouvrière en particulier, réclament exactement le contraire : il faut rechercher la fusion des enfants de toutes les nationalités au sein d'écoles uniques dans une localité donnée ; il faut que les ouvriers de toutes les nationalités appliquent en commun dans le domaine scolaire la politique prolétarienne qu'a si bien exprimée Samoilov, député des ouvriers de Vladimir, parlant au nom de la fraction social-démocrate ouvrière de Russie à la Douma d'Etat. Nous devons nous opposer avec la plus grande énergie à quelque division que ce soit de l'enseignement par nationalités.

Ce n'est pas à cloisonner d'une façon ou d'une autre les nations dans le domaine scolaire que nous devons nous attacher, mais, bien au contraire, à créer les conditions démocratiques fondamentales de la cohabitation pacifique des nations sur la base de l'égalité en droits. Nous ne devons pas hisser sur le pavois la « culture nationale », mais dénoncer le caractère clérical et bourgeois de ce mot d'ordre au nom de la culture internationale du mouvement ouvrier mondial.

Mais est-il possible, nous demandera-t-on, d'assurer sur la base de l'égalité en droits les intérêts d'un enfant géorgien parmi les 48 076 écoliers de Pétersbourg ? A cela nous répondrons : créer une école géorgienne spéciale à Pétersbourg, sur la base de la « culture nationale » géorgienne, est impossible, et prôner un tel projet c'est introduire des idées nuisibles dans la masse populaire.

Mais nous ne soutiendrons rien de nuisible et ne rechercherons rien d'impossible si nous réclamons pour cet enfant un local gratuit de l'Etat pour des cours de langue géorgienne, d'histoire de la Géorgie, etc., la traduction pour lui de livres géorgiens de la bibliothèque centrale, le paiement par le Trésor d'une partie des dépenses afférentes à la rémunération d'un maître géorgien, etc. Dans le cadre d'une démocratie réelle, si la bureaucratie et le « pérédonovisme »²⁰ sont complètement éliminés des écoles, la population peut parfaitement l'obtenir. Mais il est impossible d'obtenir cette démocratie réelle autrement (m'en opérant la fusion des ouvriers de toutes les nationalités).

Préconiser des écoles nationales spéciales pour chaque « culture nationale » est une chose réactionnaire. Mais, à condition qu'existe une démocratie réelle, il est parfaitement possible d'assurer les intérêts de l'enseignement dans la langue maternelle, de l'histoire du pays de l'enfant, etc., sans que les écoles soient divisées par nationalités. D'autre part, une auto-administration locale intégrale, c'est l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit par la contrainte, par exemple, aux 713 enfants caréliens du district de Kem (où les enfants russes ne sont que 514), ou aux 681 enfants zyriens du district de la Pétchora (153 Russes), ou aux 267 Lettons du district de Novgorod (plus de 7 000 Russes), etc., etc.

La propagande de l'irréalisable autonomie culturelle nationale est une absurdité, qui ne fait, dès à présent, que diviser idéologiquement les ouvriers. La propagande de la fusion des ouvriers de toutes les nationalités facilite le succès de la solidarité de classe prolétarienne, capable de garantir l'égalité en droits et la cohabitation la plus pacifique de toutes les nationalités.

La « Prolétarstkaïa Pravda » n° 7, 14 décembre 1913

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 569-572

A PROPOS DES ÉCOLES RUSSES

Le recensement scolaire général du 18 janvier 1911 nous fournit la possibilité, bien que le dépouillement des données recueillies ait été effectué de façon déplorable, de soulever un coin du voile qui recouvre un secret jalousement gardé par l'administration.

Les résultats concernent seulement, pour le moment, la circonscription de Pétersbourg, localités urbaines et rurales étant regroupées à part. Voyons, sur la base de ces résultats, ce que représentent les écoles paroissiales russes.

On a dénombré dans les villes 329 établissements municipaux à classe unique, 139 établissements privés de III^e catégorie et 177 écoles paroissiales à classe unique. Comparons les traitements moyens des maîtresses (le nombre des maîtres est très peu élevé) : dans les écoles municipales, 924 roubles par an ; dans les institutions privées, 609, et dans les écoles paroissiales, 302 roubles.

Des institutrices miséreuses, sous-alimentées, voilà ce que signifient les écoles paroissiales russes.

Examinons l'importance du pourcentage d'enseignants ayant une instruction générale profane de niveau supérieur ou secondaire. Dans les établissements municipaux, 76% ; dans les établissements privés, 67% ; dans les écoles paroissiales, 18% !

Des institutrices incultes (sans parler pour le moment de l'enseignement du catéchisme), voilà ce que signifient les écoles paroissiales russes.

On a à la campagne 3 545 écoles des zemstvos à classe unique et 2 506 écoles paroissiales à classe unique. Dans les premières, le traitement moyen des maîtresses est de 374 roubles par an, dans les secondes, de 301 roubles.

Dans les premières, le pourcentage de maîtres (d'enseignants en général) instruits est de 20%, dans les secondes de 2,5%, ceci encore une fois sans compter les professeurs de catéchisme.

Il est facile de voir, d'après ces chiffres, dans quel état pitoyable sont les écoles paroissiales !

Le recensement a réuni également des données sur le nombre d'archines carrées de plancher et d'archines cubes d'air dont dispose en moyenne chaque élève, autrement dit sur l'exiguïté des locaux.

Les écoles des zemstvos assurent 2,6 archines carrées de plancher et 10,1 archines cubes d'air, contre 2,4 et 9,6 respectivement dans les écoles paroissiales.

La surface des planchers doit être égale à 6 fois celle des fenêtres. En réalité, elle est 9 fois supérieure, c'est-à-dire que le manque d'espace se double d'un manque de lumière.

Ces données, évidemment, sont gravement insuffisantes. Le ministère a fait l'impossible pour que ne soient pas recueillies des données détaillées, exactes et complètes sur la situation déplorable des écoles russes.

Et pourtant, même ces données incomplètes, tronquées par la bureaucratie, mal dépouillées nous révèlent la situation pitoyable, lamentable des écoles paroissiales.

L'une des tâches urgentes des représentants des organisations de promotion culturelle et des syndicats ouvriers au prochain Congrès national pour l'instruction publique est de poser dans toute son ampleur et de retourner sous toutes ses faces la question des écoles et des maîtres.

« Prolétarskaïa Pravda du 15 décembre 1913, n° 10

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 24, pp. 239-240

ADDITION À L'ARTICLE DE NADEJDA KROUPSKAÏA

« Sur la question de la politique du ministère de l'Instruction publique »

Dans les pays civilisés, il ne reste presque plus d'illettrés. On fait tout pour favoriser la fréquentation des écoles. On encourage activement l'organisation de bibliothèques. Chez nous, au contraire, le ministère dit de l'Instruction publique fait des efforts désespérés, recourt aux mesures policières les plus odieuses pour faire obstacle à la diffusion de l'instruction, pour empêcher le peuple d'apprendre. Chez nous, le ministère a démantelé les bibliothèques scolaires !! Pas un seul pays évolué n'a conservé de règlements dirigés spécialement contre les bibliothèques, n'a conservé d'institution aussi détestable que la censure. Chez nous, outre les persécutions visant l'ensemble de la presse, outre les mesures draconiennes prises contre les bibliothèques en général, on édicté encore des règlements cent fois plus restrictifs contre les bibliothèques populaires ! C'est là une politique avérée d'obscurantisme public, la politique avérée de gros propriétaires fonciers préoccupés d'abrutir le pays. Certains mécènes, tel Pavlenkov, avaient mis de l'argent à la disposition des bibliothèques populaires. Le gouvernement des hobereaux sauvages démantèle aujourd'hui ces bibliothèques. Les personnes soucieuses de promouvoir l'instruction en Russie comprendront-elles enfin que leur argent doit non pas aller à des bibliothèques soumises au ministère et exposées à être détruites, mais soutenir la lutte pour la liberté politique, sans laquelle la Russie sombre dans l'hébétéude ?

Rédigé en janvier 1914

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 24, p. 270

KARL MARX

Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme (Extrait)

... On voit par ce qui précède que si Marx conclut à la transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste, c'est entièrement et exclusivement à partir des lois économiques du mouvement de la société moderne. La socialisation du travail, qui progresse toujours plus rapidement sous mille formes diverses, et qui, pendant le demi-siècle écoulé depuis la mort de Marx, s'est surtout manifestée par l'extension de la grande industrie, des cartels, des syndicats et des trusts capitalistes, et aussi par l'accroissement immense des proportions et de la puissance du capital financier, voilà la principale base matérielle de l'avènement inéluctable du socialisme. Le moteur intellectuel et moral, l'agent physique de cette transformation, c'est le prolétariat éduqué par le capitalisme lui-même. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (« dictature du prolétariat »). La socialisation de la production ne peut manquer d'aboutir à la transformation des moyens de production en propriété sociale, à « l'expropriation des expropriateurs ». L'augmentation énorme de la productivité du travail, la réduction de la journée de travail, la substitution du travail collectif perfectionné aux vestiges, aux ruines de la petite production primitive et disséminée, telles sont les conséquences directes de cette transformation. Le capitalisme rompt définitivement la liaison de l'agriculture avec l'industrie, mais il prépare en même temps, par son développement à un niveau supérieur, des éléments nouveaux de cette liaison : l'union de l'industrie avec l'agriculture sur la base d'une application consciente de la science, d'une coordination du travail collectif, d'une nouvelle répartition de la population (mettant un terme à l'isolement de la campagne, à son état d'abandon et d'inculture, de même qu'à l'agglomération contre nature d'une population énorme dans les grandes villes). Les formes supérieures du capitalisme moderne préparent une nouvelle forme de la famille, de nouvelles conditions quant à la situation de la femme et à l'éducation des nouvelles générations : le travail des femmes et des enfants, la dissolution de la famille patriarcale par le capitalisme prennent inévitablement, dans la société moderne, les formes les plus terribles, les plus désastreuses et les plus répugnantes. Toutefois la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes, aux adolescents et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du travailleur collectif par individus des deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes, d'une nouvelle évolution sociale ». (Le Capital, Livre I, fin du 13^e chapitre.) Le système de la fabrique nous montre « le germe de l'éducation de l'avenir, éducation qui unira pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, et cela non seulement comme moyen d'accroître la production sociale, mais comme la seule et unique méthode susceptible de produire des hommes complets » (ibid.).

Ecrit de juillet à novembre 1914

Paru pour la première fois en 1915 dans le Dictionnaire encyclopédique Granat, 7^e édition, tome 2

Signé : V. Iline

V. Lénine, Œuvres Paris-Moscou, t. 21, pp. 66-67

A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE « DÉSARMEMENT »

(Extrait)

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne « revendiquons » pas ce genre de développement, nous ne le « soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais comment luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement, qui tient compte du progrès objectif, est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser intimider par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune²¹ ? Il ne s'agit pas ici d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les social-

démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais : « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait ! » Des femmes et des enfants à partir de 13 ans combattirent, pendant la Commune, aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats à venir pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont pas passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur des ouvriers mal pourvus ou complètement dépourvus d'armes. Elles prendront le fusil, comme en 1871, et des nations terrorisées d'aujourd'hui — ou plus exactement : du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, davantage désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements — surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une alliance internationale de « terribles nations » du prolétariat révolutionnaire.

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde ; il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils :

« Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant. »

Rédigé en Octobre 1916.

Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate »

Signé : N. Lénine

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 108-109

TEXTES POUR LA RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI

(Extrait)

[Dans cette brochure V. Lénine écrivait : « Afin de faciliter au lecteur la comparaison, nous employons pour les textes ancien et nouveau du programme des caractères d'imprimerie différents. Ainsi : les passages de l'ancien programme à maintenir sans modification dans le nouveau sont en caractères ordinaires ; les passages de l'ancien programme qui sont à éliminer ont été composés en italiques ; les nouveaux textes à introduire dans le programme sont en caractères gras. »]

... La Constitution de la République démocratique de Russie doit garantir :

1. La souveraineté du peuple : la totalité du pouvoir suprême dans l'Etat doit appartenir aux représentants du peuple, élus par le peuple, révocables par lui à tout moment et formant une seule assemblée nationale, une chambre unique.

1. La souveraineté du peuple, c'est-à-dire la concentration de la totalité du pouvoir suprême d'Etat entre les mains d'une assemblée législative, formée de représentants du peuple et constituant une chambre unique.

2. Election de l'Assemblée législative, ainsi que de tous les organes d'autonomie administrative locale, au suffrage universel, égal et direct, par tous les citoyens et citoyennes ayant vingt ans révolus ; scrutin secret ; éligibilité de tout électeur à toutes les institutions représentatives ; durée du mandat parlementaire : deux ans ; rétribution des représentants du peuple ; **représentation proportionnelle dans toutes les élections ; révocabilité, à tout moment, de tous les délégués et de tous les élus sans exception, sur décision de la majorité de leurs électeurs.**

3. Large application de l'autonomie administrative locale ; autonomie administrative régionale des territoires caractérisés par des coutumes spécifiques et par une composition particulière de la population ; **suppression de toutes les autorités locales et régionales désignées par l'Etat.**

4. Inviolabilité de la personne et du domicile.

5. Liberté illimitée de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et d'association.

6. Liberté de déplacement et des industries artisanales.

7. Abolition de la hiérarchie nobiliaire ; égalité complète de tous les citoyens quels que soient leur sexe, leur religion, leur race, leur nationalité.

8. Droit pour la population de recevoir l'instruction dans sa langue maternelle, garanti par la création, aux frais de l'Etat et des organismes d'autonomie administrative locale, des écoles indispensables à cet effet ; droit pour chaque citoyen d'user de sa langue maternelle dans les réunions ; introduction de la langue maternelle dans toutes les institutions locales publiques et d'Etat à l'égal de la langue officielle ; **suppression de l'usage obligatoire de la langue officielle.**

9. *Reconnaissance à toutes les nations faisant partie de l'Etat du droit de disposer d'elles-mêmes.*

9. Le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants est reconnu à toutes les nations faisant partie de l'Etat. La république du peuple russe doit attirer à elle les autres peuples ou nationalités non par la contrainte, mais exclusivement par la libre entente pour la création d'un Etat commun. L'unité et l'alliance fraternelle des ouvriers de tous les pays ne s'accommodent pas d'une contrainte directe ou indirecte exercée sur d'autres nationalités.

10. Reconnaissance à quiconque du droit de poursuivre par la voie normale tout fonctionnaire devant les tribunaux.

11. *Election des juges par le peuple.*

11. Election par le peuple des juges, des fonctionnaires civils et des chefs militaires. Leur révocabilité à tout moment, sur décision de la majorité de leurs électeurs.

12. *Substitution de l'armement général du peuple à l'armée permanente.*

12. Substitution de l'armement général du peuple à la police et à l'armée permanente, les ouvriers et les employés recevant des capitalistes leur salaire habituel pour le temps consacré au service civique dans la milice populaire.

13. Séparation de l'Eglise et de l'Etat, séparation de l'école et de l'Eglise ; laïcité absolue de l'école.

14. *Instruction générale et professionnelle, gratuite et obligatoire, jusqu'à 16 ans, pour tous les enfants des deux sexes ; fourniture à tous les enfants pauvres de vivres, vêtements et manuels aux frais de l'Etat.*

14. Instruction générale et polytechnique (donnant des notions théoriques et pratiques de toutes les branches essentielles de la production), gratuite et obligatoire, jusqu'à 16 ans, pour tous les enfants des deux sexes ; liaison étroite de l'enseignement avec le travail socialement utile des enfants.

15. Fourniture à tous les élèves de vivres, vêtements et manuels aux frais de l'Etat.

16. Transmission de tous les services de l'instruction publique aux organismes démocratiques d'autonomie administrative locale ; élimination de toute intervention du pouvoir central dans l'établissement des programmes scolaires et dans le recrutement du personnel enseignant ; élection des instituteurs directement par la population et droit pour celle-ci de révoquer les instituteurs indésirables.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie exige, comme condition fondamentale de la démocratisation de la vie économique du pays, la suppression de tous les impôts indirects et l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus et les héritages.

Le degré élevé de développement déjà atteint par le capitalisme dans la banque et les branches cartellisées de l'industrie, d'une part, et, d'autre part, le délabrement économique résultant de la guerre impérialiste et qui suscite partout la revendication du contrôle d'Etat et public de la production et de la répartition des produits les plus importants, déterminent le Parti à exiger la nationalisation des banques, des syndicats (trusts), etc.

Afin de protéger la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale, et aussi afin de développer son aptitude à la lutte émancipatrice, le Parti revendique :

1. *La limitation à 8 heures de la journée de travail de tous les salariés.*

1. La limitation à 8 heures de la journée de travail de tous les salariés, ce temps devant comprendre, si le travail a lieu sans interruption, la durée d'un repas, fixée à une heure au moins. Dans les industries dangereuses ou insalubres, la journée de travail doit être réduite à 4 ou 6 heures.

2. Repos hebdomadaire légal d'au moins 42 heures d'affilée pour les ouvriers salariés des deux sexes dans toutes les branches de l'économie nationale.

3. Interdiction absolue des heures supplémentaires de travail.

4. *Interdiction du travail de nuit (de 9 heures du soir à 6 heures du matin) dans toutes les branches de l'économie nationale, à l'exception de celles où ce travail est absolument nécessaire pour des raisons techniques approuvées par les organisations ouvrières.*

4. Interdiction du travail de nuit (de 8 h du soir à 6 h du matin) dans toutes les branches de l'économie nationale, à l'exception de celles où ce travail est absolument nécessaire pour des raisons techniques approuvées par les organisations ouvrières, et à la condition toutefois que la durée du travail de nuit ne dépasse pas 4 heures.

5. *Interdiction aux employeurs d'utiliser le travail des enfants d'âge scolaire (jusqu'à 16 ans) ; limitation à 6 heures de la journée de travail des adolescents (de 16 à 18 ans).*

5. Interdiction aux employeurs d'utiliser le travail des enfants d'âge scolaire (jusqu'à 16 ans) ; limitation à 4 heures de la journée de travail des jeunes gens (de 16 à 20 ans), le travail de nuit leur étant interdit dans les industries insalubres et les mines.

6. *Interdiction du travail des femmes dans les industries où ce travail revêt un caractère insalubre pour l'organisme féminin ; congé, payé au salaire normal, de 4 semaines avant et 6 semaines après les couches.*

6. Interdiction du travail des femmes dans les industries où ce travail revêt un caractère insalubre pour l'organisme féminin : interdiction du travail de nuit des femmes ; congé, payé au salaire normal, de 8 semaines avant et 8 semaines après les couches, avec la gratuité des soins médicaux et des médicaments.

7. *Création, dans toutes les usines, fabriques et autres entreprises employant des femmes, de crèches pour les nourrissons et les enfants en bas âge, toute travailleuse allaitant son enfant devant disposer d'au moins une demi-heure, à des intervalles ne dépassant pas trois heures.*

7. Création, dans toutes les usines, fabriques et autres entreprises employant des femmes, de crèches pour les nourrissons et les enfants en bas âge et de locaux où puisse se faire l'allaitement, toute ouvrière allaitant son enfant devant disposer d'au moins une demi-heure à des intervalles ne dépassant pas trois heures, recevoir une allocation et ne travailler que 6 heures par jour.

8. *Retraites-vieillesse et pensions en cas d'incapacité complète ou partielle de travail, assurées par l'Etat grâce à un fonds spécial alimenté par un impôt sur les capitalistes.*

8. Assurances sociales complètes des ouvriers :

a) pour toutes les formes de travail salarié ;

b) dans tous les cas d'incapacité de travail, quelle qu'en soit la cause : maladie, accident, invalidité, vieillesse, maladie professionnelle, maternité, veuvage et situation d'orphelin, et aussi chômage, etc. ;

c) administration entièrement autonome de toutes les institutions des assurances sociales par les assurés eux-mêmes ;

d) paiement des frais d'assurances par les capitalistes ;

e) soins médicaux et médicaments gratuits, les services médicaux devant relever des caisses autonomes des hôpitaux, dont les responsables sont élus par les ouvriers.

9. *Interdiction du paiement des salaires en marchandises ; l'obligation du paiement hebdomadaire des ouvriers en espèces devra figurer dans tous les contrats de travail salarié sans exception, le paiement étant à effectuer pendant les heures de travail.*

10. *Interdiction aux employeurs d'opérer des prélèvements en espèces sur les salaires, sous quelque prétexte et à quelque effet que ce soit (amendes, malversations, etc.).*

11. *Désignation en nombre suffisant d'inspecteurs du travail dans toutes les branches de l'économie nationale, et extension de leur surveillance à toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, y compris celles de l'Etat (le travail des domestiques devant relever également de cette surveillance) ; désignation d'inspectrices dans les branches employant la main-d'œuvre féminine ; participation de représentants des ouvriers, élus par eux et payés par l'Etat, à la surveillance de l'application de la législation du travail et aussi de l'établissement des barèmes de salaires, ainsi qu'à la réception et au contrôle des matériaux et du travail livré.*

9. Inspecteurs du travail élus par les organisations ouvrières et ayant sous leur contrôle toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, celle-ci comprenant aussi les domestiques ; désignation d'inspectrices dans les branches employant la main-d'œuvre féminine.

12. *Surveillance par les organismes d'autonomie administrative locales avec la participation de représentants élus des ouvriers, de l'état sanitaire des logements mis à la disposition des ouvriers par les employeurs, cette surveillance portant sur le régime intérieur de ces locaux comme sur leurs conditions de location, afin de protéger les salariés contre l'intervention des patrons dans leur vie privée et dans leur activité de citoyen.*

13. *Création d'un service rationnellement organisé de surveillance sanitaire dans toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, les services médicaux et sanitaires devant être entièrement indépendants des employeurs ; assistance médicale gratuite aux ouvriers, aux frais des employeurs, avec maintien du salaire pendant la maladie.*

14. *Responsabilité pénale des employeurs en cas d'infraction à la législation du travail.*

10. Législation sanitaire pour l'amélioration de l'hygiène du travail et la protection de la vie et de la santé des ouvriers dans toutes les entreprises employant de la main-d'œuvre salariée, les services sanitaires devant relever d'une commission d'inspection élue par les organisations ouvrières.

11. Législation sur les logements et élection par les organisations ouvrières d'inspecteurs chargés de surveiller l'état sanitaire des locaux. La question de l'habitat ne peut toutefois être résolue que par l'abolition de la propriété privée du sol et la construction de logements hygiéniques à bon marché.

12. Institution de prud'hommes dans toutes les branches de l'économie nationale.

15. *Institution, dans toutes les branches de l'économie nationale, de prud'hommes composés par moitié de délégués des organisations ouvrières et patronales.*

16. *Obligation pour les organismes d'autonomie administrative locale de créer des bureaux de placement dans toutes les branches de la production, pour les ouvriers du lieu on venus d'ailleurs (bourses du travail), ces bourses devant être administrées avec la participation de représentants des ouvriers et des patrons.*

13. Institution de bourses du travail pour le placement des chômeurs. Ces bourses doivent être des organisations prolétariennes de classe (et nullement des organisations paritaires), étroitement liées aux syndicats et aux autres organisations ouvrières, et financées par les services d'auto-administration...

Rédigé en avril-mai 1917.

Paru en juin 1917 dans la brochure « Textes pour la révision du programme du Parti ». Editions « Priboï ». Petrograd

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 485-491

LA JEUNESSE ÉTUDIANTE DE LA RUSSIE TSARISTE DANS LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

ENRÔLEMENT FORCÉ DE 183 ÉTUDIANTS

[Le numéro était déjà mis en pages quand parut le communiqué du gouvernement.]

Le 11 janvier, les journaux ont publié un communiqué gouvernemental émanant du ministère de l'Instruction publique sur l'enrôlement forcé de 183 étudiants de l'université de Kiev « pour avoir de connivence fomenté des désordres ». Le Règlement provisoire du 29 juillet 1899²² — cette menace suspendue sur les étudiants et la société — est appliqué moins de dix-huit mois après sa promulgation, et le gouvernement semble se hâter de justifier l'application d'une mesure de répression inouïe en présentant tout un acte d'accusation où les couleurs ne sont pas ménagées pour dépeindre les méfaits des étudiants.

Ces méfaits sont plus épouvantables les uns que les autres. Il s'est tenu l'été dernier, à Odessa, un congrès général des étudiants qui entendait organiser tous les étudiants de Russie pour susciter des protestations de toutes sortes à propos de divers événements de la vie académique, sociale et politique. Ces desseins politiques criminels ont valu à tous les étudiants délégués d'être arrêtés, leurs papiers ont été confisqués. Mais l'effervescence, loin de se calmer, ne fait que croître ; elle se fait sentir avec insistance dans beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants veulent pouvoir examiner et gérer en toute liberté et en toute indépendance leurs affaires communes. Mais l'administration, avec ce formalisme sans âme qui a de tout temps caractérisé la bureaucratie russe, répond par de mesquines vexations, pousse le mécontentement à son comble et conduit involontairement les esprits d'une jeunesse qui n'est pas encore enlisée dans la boue de la stagnation bourgeoise, à protester contre tout le système d'arbitraire policier et bureaucratique.

Les étudiants de Kiev exigent le renvoi d'un professeur qui a remplacé un collègue parti. L'administration résiste, accule la jeunesse à des « attroupements et manifestations » et ... finit par céder. Les étudiants convoquent une réunion pour examiner comment peuvent se produire des faits aussi infâmes que le viol d'une jeune fille par deux « doublures blanches » (d'après un bruit qui court). L'administration condamne les principaux « coupables » au cachot. Ils refusent de se soumettre. On les exclut de l'université. La foule les accompagne démonstrativement à la gare. Une nouvelle assemblée a lieu, les étudiants demeurent sur place jusqu'au soir, refusant de se séparer tant que le recteur ne sera pas venu. Le vice-gouverneur et le chef de la gendarmerie surviennent avec un détachement de soldats qui cernent l'université et pénètrent dans l'amphithéâtre, — et font venir le recteur. Les étudiants exigent peut-être, pensez-vous, une Constitution ? Non, ils demandent que la peine du cachot ne soit pas appliquée et qu'on réintègre les exclus. On prend les noms des assistants et on les renvoie chez eux.

Réfléchissez un peu à cette étonnante disproportion entre les modestes et inoffensives revendications des étudiants et la panique dont est saisi le gouvernement, qui agit comme si la hache était déjà portée sur les racines de son pouvoir. Rien ne trahit mieux notre « tout-puissant » gouvernement que cette panique. Mieux que toutes les « proclamations criminelles », il montre par là — à qui a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre — qu'il se sent tout à fait vacillant et qu'il n'a confiance qu'en la force des baïonnettes et du fouet pour se défendre contre l'indignation populaire. Instruit par des dizaines d'années d'expérience, le gouvernement est fermement convaincu qu'il est entouré de matières inflammables, qu'il suffit de la moindre étincelle, d'une protestation contre le cachot, pour allumer l'incendie. Or, s'il en est ainsi, il est clair que la répression doit être exemplaire : enrôlement forcé de centaines d'étudiants ! « Et les adjudants joueront les Voltaire ! »²³, cette formule n'a absolument pas vieilli. Tout au contraire, il sera donné au XX^e siècle de la voir véritablement réalisée.

Cette nouvelle rigueur, nouvelle par sa prétention de ressusciter un passé depuis longtemps révolu, inspire maintes réflexions et comparaisons. Il y a trois générations environ, du temps de Nicolas I^{er}, l'enrôlement forcé était une punition toute naturelle, correspondant parfaitement au régime de servage qui était celui de la Russie. En contrepartie des franchises de la noblesse, on envoyait les jeunes nobles à l'armée pour les y obliger à servir et conquérir un grade d'officier. Le paysan était envoyé à l'armée comme à de longues années de bagne où l'attendaient les supplices inhumains de « la rue verte »²⁴, et d'autres semblables. Mais voilà plus d'un quart de siècle qu'existe chez nous le service militaire obligatoire « pour tous », dont l'introduction a été glorifiée en son temps comme une grande réforme démocratique. Le service militaire pour tous, non seulement sur le papier, mais dans les faits, est incontestablement une réforme démocratique, qui rompt avec le système des castes et assure l'égalité des droits entre les citoyens. Mais s'il en était vraiment ainsi, comment l'envoi à l'armée pourrait-il être considéré comme une punition ? Et si le gouvernement fait du service militaire une punition, ne prouve-t-il pas du même coup que nous sommes bien plus près de l'ancien système de recrutement que du service militaire pour tous ? Le Règlement provisoire de 1899 arrache le masque d'hypocrisie et met à nu le caractère asiatique même de celles de nos institutions qui ressemblent le plus aux institutions européennes. Au fond, nous n'avons

jamais eu et n'avons pas encore de service militaire pour tous, car les privilèges de la naissance et de la fortune créent une foule d'exceptions. Au fond, nous n'avons jamais eu et nous n'avons rien qui ressemble à l'égalité des citoyens devant le service militaire. Au contraire, la caserne est empreinte du plus révoltant esprit de servitude. Le soldat ouvrier ou paysan est absolument sans défense, sa dignité humaine est foulée aux pieds. Il est volé, il est battu, battu, battu. Mais ceux qui ont des relations influentes ou de l'argent bénéficient d'avantages et d'exemptions. Rien d'étonnant à ce que l'envoi dans cette école de l'arbitraire et de la violence puisse être une punition et même une punition très rigoureuse, proche de la privation de droits. Le gouvernement pense, dans cette école, inculquer la discipline aux « rebelles ». Ne va-t-il pas se tromper dans ses calculs ? L'école du service militaire en Russie, ne sera-t-elle pas l'école militaire de la révolution ? Naturellement, le cycle complet de ces cours n'est pas à la mesure de tous les étudiants. Les uns succomberont sous le poids de l'épreuve ou périront à la suite de quelque conflit avec les autorités militaires ; d'autres, les faibles et les débiles, seront terrorisés par la caserne ; mais celle-ci aguerrira les autres, élargira leur horizon, les obligera à approfondir par la pensée et par le sentiment leurs aspirations à la liberté. Ils éprouveront alors par leur propre expérience tout le poids de l'arbitraire et de l'oppression, quand toute leur dignité humaine dépendra du caprice d'un adjudant souvent capable de redoubler sciemment de vexations à l'égard d'un homme « qui a de l'instruction ». Ils verront ce qu'est la situation réelle des simples gens, ils souffriront de tous les outrages et de toutes les violences dont ils seront nécessairement les témoins quotidiens, et ils comprendront que les injustices et les vexations que subissent les étudiants ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de l'oppression qui pèse sur le peuple. Celui qui aura compris cela quittera le service militaire en prononçant le serment d'Annibal²⁵ par lequel il s'engagera à lutter avec la classe avancée du peuple pour libérer ce peuple du joug du despotisme.

Mais le caractère humiliant de cette peine nouvelle n'est pas moins révoltant que sa cruauté. Le gouvernement lance un défi à tous ceux qui ont encore conservé le sentiment de l'honneur, en taisant passer des étudiants protestant contre l'arbitraire pour de simples fauteurs de désordres, de même qu'il a présenté les ouvriers grévistes déportés comme des gens de mauvaise conduite. Jetez un coup d'oeil sur le communiqué du gouvernement ; il est émaillé de mots tels que : désordre, turbulences, excès, effronterie, licence. D'une part, on parle de buts politiques criminels et de projets de protestations politiques ; d'autre part, on traite les étudiants en simples fauteurs de désordres qui ont besoin, qu'on leur apprenne la discipline. C'est un soufflet à l'opinion publique russe, dont les sympathies pour les étudiants sont parfaitement connues du gouvernement. Et, de la part des étudiants, la seule réponse vraiment digne serait de mettre à exécution la menace de leurs camarades de Kiev, c'est-à-dire de déclencher une grève générale, ferme et soutenue, des étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur, en exigeant l'annulation du Règlement provisoire du 29 juillet 1899.

Mais ce ne sont pas seulement les étudiants qui doivent répondre au gouvernement. Celui-ci a pris soin lui-même de transformer ce qui s'est passé en quelque chose de bien plus important qu'une simple histoire d'étudiants. Le gouvernement s'adresse à l'opinion publique comme pour se vanter de l'énergie de sa répression, comme pour railler toutes les aspirations à la liberté. Et tous les éléments conscients de toutes les couches de la population sont tenus de répondre à ce défi, s'ils ne veulent pas être ravalés au rang d'esclaves muets, souffrant en silence toutes les humiliations. A la tête de ces éléments conscients se trouvent les ouvriers d'avant-garde et les organisations social-démocrates qui sont indissolublement liées avec eux. La classe ouvrière supporte constamment une oppression et des outrages infiniment plus grands de la part de cet arbitraire policier auquel viennent de se heurter si violemment les étudiants. La classe ouvrière a déjà engagé la lutte pour sa libération. Et elle doit se souvenir que cette grande lutte lui impose de grandes obligations ; qu'elle ne saurait se libérer du despotisme sans en libérer en même temps tout le peuple ; qu'elle est tenue, avant tout et par-dessus tout, de faire écho à toute protestation politique et de la soutenir par tous les moyens. Les meilleurs représentants de nos classes instruites ont prouvé et consacré, comme en lait foi le sang de milliers de révolutionnaires suppliciés par le gouvernement, leur capacité et leur volonté de secouer de leurs pieds la poussière de la société bourgeoise pour rejoindre les rangs des socialistes. Et il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un œil indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir au secours de l'étudiant. Le gouvernement veut tromper le peuple quand il affirme que préparer une protestation politique, c'est tout simplement troubler l'ordre et la tranquillité. Les ouvriers doivent déclarer et expliquer publiquement aux masses que c'est un mensonge, que le véritable foyer de violence, d'excès et de débordements, c'est le gouvernement autocratique russe lui-même, l'arbitraire de la police et des fonctionnaires.

Quant à savoir comment organiser la protestation, c'est aux organisations social-démocrates locales et aux groupes ouvriers locaux d'en décider. La distribution, la diffusion, l'affichage de tracts, la convocation d'assemblées où seront invitées, dans la mesure du possible, toutes les classes de la société, telles sont les formes de protestation les plus accessibles. Mais il serait souhaitable, là où il existe des organisations solides et fortement assises, qu'on essaye d'organiser une protestation plus large et plus ouvertement affirmée, sous la forme d'une manifestation publique. Un excellent exemple nous est fourni par la manifestation qui eut lieu le 1^{er} décembre de l'an dernier, à Kharkov, devant la rédaction du Ioujny Kraï. On célébrait l'anniversaire de cet

infâme journal qui persécute toute aspiration à la lumière et à la liberté et exalte toutes les atrocités de notre gouvernement. La foule qui se rassembla devant la rédaction déchira solennellement des numéros du *Ioujny Kraï*, les attacha à la queue des chevaux, s'en servit pour envelopper des chiens, lança contre les vitres des pierres et des boules puantes, le tout au cri de : « A bas la presse vendue ! ». Voilà bien comment méritent d'être fêtées, non seulement les rédactions des journaux vénaux, mais encore toutes nos administrations gouvernementales. Si elles ne célèbrent que rarement l'anniversaire d'une largesse des autorités, elles méritent toujours l'anniversaire d'un règlement de compte de la part du peuple. Tout acte d'arbitraire ou de violence de la part du gouvernement est un motif légitime pour une manifestation de ce genre. Que la déclaration publique du gouvernement au sujet de la répression contre les étudiants ne reste pas sans une réponse publique de la part du peuple !

Rédigé en janvier 1901.

Publié en février 1901 dans le n° 2 de l'« Iskra »

V. Lénine, Œuvres Paris-Moscou, t. 4, pp. 431-436

LE DÉBUT DES MANIFESTATIONS

Il y a deux semaines, nous avons célébré le 25^e anniversaire de la première manifestation de révolution sociale en Russie, du 6 décembre 1876, sur la place de Kazan à Pétersbourg²⁶. Nous avons attiré l'attention sur l'élan vigoureux du mouvement au début de l'année qui se termine. Nous disions que les manifestants doivent formuler un mot d'ordre politique plus précis que « La terre et la liberté »²⁷ (1876), des revendications plus vastes que « l'abolition des Règlements provisoires²⁸ » (1901). Ce mot d'ordre doit être la liberté politique ; cette revendication populaire commune doit être la convocation des représentants du peuple.

Or nous voyons déjà les manifestations se renouveler à tout propos à Nijni-Novgorod, à Moscou, à Kharkov. Partout l'effervescence croît, et la nécessité s'affirme de jour en jour plus évidente de la faire converger en un seul flot contre l'autocratie, qui sème partout l'arbitraire, l'oppression et la violence. A Nijni-Novgorod, le 7 novembre, une manifestation peu nombreuse, mais bien réussie, a été provoquée par le départ de Maxime Gorki. Un écrivain de renommée européenne, dont toutes les armes consistaient — selon l'expression juste d'un orateur de la manifestation de Nijni-Novgorod — dans sa parole libre, est expulsé, sans jugement ni autre procédure judiciaire, de sa ville natale par le gouvernement autocratique. Les bachi-bouzouks l'accusent d'avoir exercé une mauvaise influence sur nous, disait l'orateur au nom de tous les Russes tant soit peu attirés vers la lumière et la liberté, mais nous déclarons que l'influence était bonne. Les janissaires exercent leurs sévices en secret, mais nous les dévoilerons et les publierons. Chez nous on bat les ouvriers défendant leur droit à une vie meilleure, on bat les étudiants protestant contre l'arbitraire, on étouffe chez nous toute parole loyale et hardie ! La manifestation, à laquelle participaient aussi les ouvriers, a pris fin sur cette déclaration solennelle d'un étudiant : « l'arbitraire tombera et le peuple se dressera puissant, libre et fort » !

A Moscou, Gorki était attendu à la gare par des centaines d'étudiants, et la police effrayée l'a arrêté dans le wagon au cours du voyage, lui a interdit (malgré l'autorisation spécialement donnée auparavant) l'entrée de Moscou et l'a obligé à passer directement de la ligne de Nijni-Novgorod sur celle de Kursk. La manifestation à propos de l'expulsion de Gorki était déjouée, mais le 18 s'est produite sans aucune préparation une manifestation peu nombreuse d'étudiants et d'« éléments étrangers » (selon l'expression de nos ministres) devant la maison du gouverneur général à propos de l'interdiction d'une soirée en commémoration du 40^e anniversaire de la mort de N. Dobrolioubov, tombant le 17 novembre. Le représentant de l'autocratie à Moscou a été sifflé par les gens auxquels est cher (comme à toute la Russie instruite et pensante) un écrivain qui haïssait passionnément l'arbitraire et qui attendait passionnément l'insurrection populaire contre « les Turcs de l'intérieur », contre le gouvernement autocrate. Le comité exécutif des organisations des étudiants de Moscou a très justement noté dans son bulletin du 23 novembre que cette manifestation spontanée était un signe évident de mécontentement et de protestation.

A Kharkov, une manifestation causée par des affaires estudiantines s'est transformée en une véritable échauffourée, à laquelle ont participé beaucoup d'autres personnes que les étudiants. L'expérience de l'année passée n'a pas été perdue pour ceux-ci. Ils ont vu que le secours du peuple, et surtout celui des ouvriers, pouvait seul leur garantir le succès et que, pour gagner ce secours, ils ne devaient pas réclamer seulement la liberté académique (la liberté pour les étudiants), mais la liberté du peuple tout entier, la liberté politique. Le conseil de l'Union des organisations d'étudiants de Kharkov l'a exprimé franchement dans sa proclamation d'octobre. D'ailleurs, les étudiants de Pétersbourg, de Moscou, de Kiev, de Riga et d'Odessa, on le voit par leurs feuilles volantes et leurs proclamations, commencent à comprendre « l'absurdité du rêve » de la liberté académique lorsque le peuple est réduit à un esclavage sans issue. Le discours infâme du général Vannovski à Moscou, démentant les « bruits » de promesses qu'il aurait un jour faites ; l'audace inouïe d'un policier de Pétersbourg (qui s'est précipité sur un étudiant de l'Institut d'Electricité pour lui arracher une lettre reçue par exprès) ; le passage à

tabac des étudiants de Iaroslavl dans la rue et au poste de police ; tous ces faits et des milliers d'autres appelaient à la lutte, encore et toujours à la lutte contre tout le régime autocratique. Ce qui a fait déborder la coupe, c'est l'histoire des vétérinaires de Kharkov. Les étudiants de première année avaient remis une pétition demandant la démission du professeur Lagermarck, auquel ils reprochaient son attitude bureaucratique dans l'exercice de ses fonctions, une grossièreté intolérable allant jusqu'à jeter les programmes au visage de ses auditeurs ! Le gouvernement, sans examiner l'affaire, répondit en licenciant tout le cours et, de plus, publia un communiqué mensonger accusant les étudiants de demander le droit de nommer les professeurs. Tous les étudiants de Kharkov se soulevèrent et il fut décidé d'organiser la grève et une manifestation. Du 28 novembre au 2 décembre, Kharkov devint pour la seconde fois dans l'année le champ de bataille des « Turcs de l'intérieur » et du peuple protestant contre l'arbitraire autocratique. D'un côté, les cris de « A bas l'autocratie ! Vive la liberté ! » ; de l'autre, des coups de sabre et de nagaïka, des chevaux piétinant des hommes. La police et les cosaques²⁹, frappant sans pitié tous et chacun, sans distinction d'âge ni de sexe, ont remporté la victoire sur des gens désarmés et triomphent...

Allons-nous les laisser triompher ?

Ouvriers ! Vous connaissez trop bien la force ennemie qui se joue du peuple russe. Cette force ennemie vous lie bras et jambes dans votre lutte quotidienne contre les patrons pour la dignité humaine et pour une vie meilleure. Cette force ennemie saisit des centaines et des milliers de vos meilleurs camarades, les jette en prison, les envoie en exil et, comme par dérision, les déclare par surcroît « individus de conduite vicieuse ». Cette force ennemie a tiré le 7 mai sur les ouvriers de l'usine Oboukhov³⁰ à Pétersbourg, qui se levaient au cri de « C'est la liberté qu'il nous faut ! » et puis elle a monté une comédie de jugement pour faire partir au bain les héros que les balles n'avaient pas tués. Cette force ennemie qui matraque aujourd'hui les étudiants, se jettera demain avec plus de férocité encore sur vous, ouvriers. Ne perdez pas de temps ! Souvenez-vous que vous devez soutenir toute protestation et toute lutte contre les bachi-bouzouks du gouvernement autocratique ! Tâchez par tous les moyens de nouer contact avec les manifestants étudiants, organisez des groupes pour la diffusion des proclamations et la transmission rapide des renseignements ; expliquez à tous et à chacun que vous vous dressez à la lutte pour la liberté du peuple tout entier.

Quand, ça et là, commencent à jaillir des étincelles de la révolte populaire et de la lutte ouverte, il faut avant tout et plus que tout un fort courant d'air frais pour transformer ces étincelles en une grande flamme !

« Iskra » n° 13, 20 décembre 1901

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 327-330

SYMPTOMES DE BANQUEROUTE

Une année seulement s'est écoulée depuis que la balle de Karpovitch, en abattant Bogoliérov, a fait place nette pour le « nouveau cours » de la politique universitaire du gouvernement. Au long de cette année, nous avons observé successivement une poussée inhabituelle de mécontentement de l'opinion, une amabilité inhabituelle dans le ton des discours de nos gouvernants, un engouement, hélas, trop habituel du public pour ces nouveaux discours, engouement qui a gagné aussi une bonne partie des étudiants, et enfin, à la suite de la réalisation des mirifiques promesses de Vannovski, une nouvelle explosion de colère des étudiants. Ceux qui s'attendaient au printemps dernier à une « ère nouvelle » et croyaient sérieusement que l'adjudant tsariste réaliserait ne serait-ce qu'à petite dose les aspirations des étudiants et du public, les libéraux russes, en un mot, doivent se rendre compte maintenant qu'ils avaient grandement tort de faire une fois de plus crédit au gouvernement, qu'il était vraiment peu raisonnable d'arrêter le mouvement pour la réforme, qui avait commencé à prendre au printemps des proportions considérables, et de se laisser bercer par les chansons doucereuses des sirènes gouvernementales. Alors que la promesse de réintégrer dans les universités toutes les victimes de l'année dernière est tombée à l'eau, que, par une série de nouvelles mesures réactionnaires, un défi a été lancé à tous ceux qui réclamaient une véritable réforme des règlements scolaires, qu'une série de matraquages s'est abattue sur les manifestants qui exigeaient du failli éhonté le respect des engagements qu'il avait pris, le gouvernement, dans sa « compatissante sollicitude », publie dans un but d'« apaisement » des « règles provisoires » sur les organisations d'étudiants, et..., en fait d'« apaisement », obtient le tableau d'une flambée générale de « désordres » s'emparant à nouveau de tous les établissements d'enseignement.

Nous autres révolutionnaires, nous n'avons pas cru une minute au sérieux des réformes promises par Vannovski. Nous n'avons cessé de répéter aux libéraux que les circulaires du « charitable » général et les rescrits de Nicolas le Fourbe³¹ ne constituent qu'une nouvelle manifestation de cette même politique libérale en laquelle l'autocratie a eu le temps de devenir experte depuis quarante années de lutte contre « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire contre tous les éléments progressistes de Russie. Nous avons mis les libéraux en garde contre les « rêves extravagants » auxquels ils ont commencé à s'abandonner dès les premiers pas du gouvernement dans le sens du « nouveau

cours », nous avons dévoilé l'hypocrisie notoire des promesses gouvernementales, et nous avons dit à l'opinion : si ton adversaire est ébranlé par la première attaque sérieuse, ne te lasse pas de lui porter de nouveaux coups, redouble leur force et leur fréquence... Ce semblant de droit à s'organiser qui est offert maintenant aux étudiants par les « règles provisoires » avait été prédit par les révolutionnaires dès qu'on a commencé à parler de ce nouveau cadeau du gouvernement. Nous savions ce qu'on pouvait et devait attendre de l'autocratie et de ses tentatives de réforme. Nous savions que Vannovski n'« apaiserait » rien ni personne, qu'il ne satisferait aucun espoir de progrès et que les « désordres » recommenceraient inévitablement sous une forme ou sous une autre.

Une année s'est écoulée, et on en est toujours au point mort. Les établissements d'enseignement supérieur qui conviennent à un Etat policé refusent à nouveau de fonctionner. De nouveau des dizaines de milliers de jeunes sont privés d'une existence normale, et de nouveau se pose à l'opinion la même question : « et maintenant ? ».

Une nette majorité d'étudiants refuse les « règles provisoires » et les organisations qu'elles autorisent. Avec plus de résolution que de coutume, les professeurs expriment un franc mécontentement de ce cadeau du gouvernement. Et il n'est certes pas besoin d'être révolutionnaire ni radical pour reconnaître que cette « réforme », pour autant qu'elle mérite ce nom, si elle ne donne rien aux étudiants qui ressemble à la liberté, n'est pas non plus capable de ramener le calme dans la vie universitaire. N'est-il pas clair en effet au premier coup d'œil que ces « règles provisoires » créent d'avance toute une série de prétextes à des heurts entre les étudiants et les autorités ? N'est-il pas évident que l'application de ces règles menacera de faire de chaque réunion, convoquée légalement pour le motif le plus pacifique, le point de départ de nouveaux « désordres » ? Peut-on douter par exemple que l'inspection, qui exerce les fonctions de police, doive éternellement, en présidant les réunions, irriter les uns, provoquer la colère des autres, inspirer aux troisièmes la peur d'ouvrir la bouche ? Et n'est-il pas clair que les étudiants russes ne sauront tolérer que les sujets débattus à ces réunions soient brutalement déterminés par le « jugement » de l'autorité ?

Or, le « droit » de réunion et d'organisation accordé par le gouvernement sous la forme absurde créée par les « règles provisoires » est le maximum de ce que l'autocratie peut donner aux étudiants en restant ce qu'elle est. Tout autre pas dans cette direction serait un suicide, il romprait l'équilibre sur lequel reposent les rapports du pouvoir avec ses « sujets ». Ou bien se résigner à ce maximum supportable pour le gouvernement, ou bien renforcer le caractère politique, révolutionnaire de leur protestation, tel est le dilemme qui se pose aux étudiants. La majorité d'entre eux adopte la seconde solution. La note révolutionnaire sonne plus haut que jamais dans leurs appels et leurs résolutions. La politique d'alternance des répressions féroces et des baisers de Judas agit à sa manière et radie alise la masse estudiantine.

Oui, les étudiants ont résolu d'une manière ou d'une autre la question qui se posait à eux, et se sont déclarés prêts à reprendre les armes mises de côté (sous l'influence des berceuses qu'on leur avait chantées). Mais que va donc faire le public, qui risque fort de s'être assoupi au son de ces chants trompeurs ? Pourquoi continue-t-elle à se taire et à « sympathiser en cachette » ? Pourquoi n'entend-on rien de ses protestations, de son soutien actif de l'agitation qui a repris ? Serait-il prêt à attendre « tranquillement » que se produisent les événements tragiques qui ont inévitablement accompagné jusqu'ici les mouvements d'étudiants ? Est-il possible qu'il se cantonne dans le rôle pitoyable de dénombrer des victimes de la lutte et de spectateur passif de ses tableaux bouleversants ? Pourquoi la voix des « pères » ne se fait-elle pas entendre lorsque les « enfants » proclament sans équivoque leur intention de consentir de nouveaux sacrifices sur l'autel de la liberté russe ? Pourquoi la société russe ne soutient-elle pas les étudiants, au moins comme l'ont déjà fait les ouvriers ? Ce ne sont pas les fils ni les frères des prolétaires qui étudient dans les grandes écoles ; et pourtant à Kiev, à Kharkov, à Iékatérinoslav, les ouvriers ont proclamé ouvertement leurs sympathies pour les protestataires, au mépris de toutes les « mesures préventives » des pouvoirs de police, malgré leurs menaces de faire donner la troupe contre les manifestants. Est-il possible que cette preuve d'idéalisme révolutionnaire du prolétariat russe n'ait pas d'influence sur le comportement de la société, vitalemment et directement intéressée au sort des étudiants, et ne la pousse pas à protester avec énergie ?

Les « désordres » étudiants de cette année commencent sous d'assez heureux augures. La sympathie de la « foule », de la « rue » leur est assurée. La société libérale commettrait une erreur criminelle si elle ne faisait pas tous les efforts pour prêter en temps voulu son soutien aux étudiants, démoraliser ainsi définitivement le gouvernement et le contraindre à des concessions effectives.

L'avenir immédiat montrera dans quelle mesure la société libérale russe est apte à jouer ce rôle. De la solution de cette question dépend dans une large mesure l'aboutissement du mouvement étudiant d'aujourd'hui. Mais quel que soit cet aboutissement, une chose reste certaine : l'agitation qui renaît parmi les étudiants, après une si courte période de calme, constitue un symptôme de banqueroute politique du régime actuel. Voilà trois ans que l'université ne peut reprendre une vie normale, les études vont cahin-caha, l'un des rouages de la machine de l'Etat cesse de fonctionner, et, après quelques tours à vide, s'arrête de nouveau pour longtemps. Et il ne peut y avoir aucun doute maintenant que dans les limites du régime politique actuel, il n'existe pas de moyen de guérir cette maladie. Feu Bogoliérov avait tenté de sauver la patrie par un remède « héroïque » emprunté à l'arsenal de

la médecine antédiluvienne, « à la Nicolas I^{er} ». On sait ce qu'il résulta de l'emploi de ce remède. Aller plus loin dans cette direction est évidemment impossible. Avec les étudiants, la politique des avances a fait maintenant fiasco. Or, à part la force ou les avances, il n'y a pas de troisième voie. Et chaque nouvelle manifestation de cette banqueroute certaine du régime actuel va miner ses bases de plus en plus profondément, privant le gouvernement de toute autorité aux yeux des gens indifférents, et multipliant le nombre de ceux qui prendront conscience de la nécessité de lutter contre lui.

Oui, la banqueroute de l'autocratie est certaine, et celle-ci se hâte de la faire connaître au monde entier. N'est-ce pas une déclaration de faillite que cette proclamation de l'« état d'urgence » dans un bon tiers de l'Empire, alors qu'au même moment les pouvoirs locaux dans tous les coins de la Russie publient des « décisions impératives » défendant sous peine de châtiments recrus des actes par ailleurs interdits déjà par les lois russes ? Par leur nature même, toutes les règles d'exception suspendant la validité de lois générales ne sont supposées valables que pour un temps et un territoire limités. On admet que des conditions extraordinaires exigent la mise en vigueur provisoire en un lieu déterminé de mesures extraordinaires, afin de rétablir l'équilibre qui permet le libre jeu des lois générales. Tel est le raisonnement des représentants du régime actuel.

Voilà déjà 20 années et plus que l'état d'urgence a été mis en vigueur. 20 années pendant lesquelles il a joué dans les principaux centres de l'Empire sans apporter d'« apaisement » au pays ni rétablir l'ordre social. Après 20 ans d'application de ce puissant médicament, il s'avère que la maladie d'« incivisme » pour laquelle il a été créé s'est répandue si loin et s'est enracinée si profondément qu'il faut maintenant étendre son application à toutes les villes et à tous les centres ouvriers de quelque importance ! N'est-ce pas là une banqueroute déclarée ouvertement par le failli lui-même ? Les défenseurs convaincus du régime actuel (il y en a sans aucun doute) doivent être effrayés à la pensée que peu à peu la population s'est habituée à ce puissant remède et qu'elle devient insensible à l'injection de nouvelles doses.

Et en même temps, cette fois indépendamment de la volonté du gouvernement, la banqueroute de sa politique économique devient évidente. L'économie de rapaces de l'autocratie s'appuyait sur une monstrueuse exploitation des paysans. Cette économie entraînait inévitablement des famines répétées chez les paysans de diverses localités. En ces moments l'Etat-rapace tentait de se donner aux yeux de la population le beau rôle de père nourricier du peuple dépouillé par lui. Depuis 1891, les famines sont devenues gigantesques par le nombre des victimes, et elles se succèdent presque sans interruption depuis 1897.

En 1892, Tolstoï disait avec une ironie féroce que « le parasite se dispose à alimenter la plante du suc de laquelle il se nourrit³² ». C'était en effet une idée absurde. Aujourd'hui, les temps ont changé, et la famine étant devenue un état normal à la campagne, notre parasite est moins préoccupé par la pensée utopique de donner à manger à la paysannerie dépouillée que de déclarer cette même pensée crime contre l'Etat. Le but est atteint : l'immense famine d'aujourd'hui se déroule dans un silence de mort, inhabituel même pour la Russie. On n'entend pas les gémissements des paysans affamés, aucune initiative sociale n'essaye de lutter contre la faim, les journaux taisent ce qui se passe à la campagne. Silence enviable, mais MM. les Sipiaguine ne sentent-ils pas que cette tranquillité rappelle fort le calme qui précède l'orage ?

Le régime, qui s'est appuyé de tout temps sur le soutien passif de millions de paysans, a conduit ceux-ci à une situation telle que, des années durant, ils se trouvent hors d'état de manger à leur faim. Cette banqueroute sociale de la monarchie de MM. les Fourbe n'est pas moins instructive que sa banqueroute politique.

Quand donc aura lieu la liquidation des biens de notre failli éhonté ? Réussira-t-il longtemps à vivre au jour le jour en rapiécant les trous de son budget politique et financier avec la peau du corps vivant du peuple ? La durée plus ou moins grande du délai que l'histoire donnera à notre failli dépendra de nombreux facteurs ; mais l'un des plus importants sera le degré d'activité révolutionnaire dont feront preuve ceux qui auront pris conscience de la faillite totale du régime actuel.

Sa décomposition est extrêmement avancée, et elle a précédé de beaucoup la mobilisation politique des éléments sociaux à qui il appartient d'en être les fossoyeurs. Le plus probable est que cette mobilisation politique sera accomplie par la social-démocratie révolutionnaire, qui seule sera à même de porter le coup mortel à l'autocratie. La nouvelle bataille qui met aux prises les étudiants et le gouvernement nous donne à tous la possibilité et nous impose le devoir d'accélérer cette mobilisation de toutes les forces sociales hostiles à l'autocratie. Dans la vie politique, les mois de guerre valent des années aux yeux de l'histoire. Et le temps que nous vivons est effectivement un temps de guerre.

L'« Iskra » n° 17, 15 février 1902

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 75-81

AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES SECONDAIRES³³

En saluant de tout cœur l'initiative énergique des lycéens, nous leur donnerons pour notre part le conseil amical suivant. Efforcez-vous de donner pour but essentiel à votre organisation l'éducation personnelle, la formation de social-démocrates convaincus, fermes et conséquents. Séparez le plus strictement possible ce travail de préparation extrêmement important et nécessaire de l'activité pratique immédiate. Efforcez-vous lors de votre entrée (et avant votre entrée) dans les rangs de l'armée active de nouer les rapports les plus étroits (et les plus clandestins) avec les organisations social-démocrates locales ou nationales, afin que vous n'abordiez pas vos tâches dans l'isolement, afin que vous puissiez non pas recommencer depuis le début mais continuer ce qui a été déjà fait, trouver tout de suite votre place dans des formations organisées et faire avancer le mouvement en l'élevant à un degré supérieur.

L'« Iskra » n° 29, 1^{er} décembre 1902

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 288

LA QUESTION DES RAPPORTS DES COMITÉS ET GROUPES DU P.O.S.D.R. AU CONGRÈS DU PARTI (Extrait)

Un membre du Comité d'organisation³⁴ m'a prié de lui envoyer une liste de questions auxquelles il serait souhaitable que les comités et les groupes de notre parti donnent une réponse dans leurs rapports à son deuxième congrès³⁵. On trouvera ci-dessous une liste approximative de ces questions...

IV. CARACTÈRE, CONTENU ET AMPLEUR DU TRAVAIL LOCAL

16. La propagande. Composition (des cercles) de propagandistes, leur nombre, formes d'action ? Y a-t-il des ouvriers parmi eux ? Les étudiants dominent-ils ? Y a-t-il un contrôle et une direction de la part des camarades plus expérimentés ?...

VII. LIAISONS ET ACTIVITÉ DANS LES COUCHES DE LA POPULATION AUTRES QUE LA CLASSE OUVRIÈRE

28. Les étudiants. Action occasionnelle et individuelle, ou organisée ? Sort-il beaucoup de social-démocrates du milieu étudiant ? Y a-t-il des liaisons avec les cercles d'étudiants, leurs amicales, leurs conseils d'unions ? Comment s'effectuent ces relations ? Les conférences ? La diffusion des publications ? Etat d'esprit dominant parmi les étudiants et historique de l'évolution des différentes attitudes.

Attitude envers les troubles chez les étudiants ? Participation des étudiants aux manifestations ? Tentatives de s'entendre là-dessus à l'avance ? Les étudiants comme propagandistes, leur formation ?

29. Les établissements d'enseignement secondaire, les lycées, les séminaires et autres, les écoles de commerce ? Types des relations avec les élèves ? Attitude à l'égard du tournant pris par le mouvement parmi eux ? Tentatives d'organisation de cercles et de cours ? Y avait-il (souvent ?) des social-démocrates parmi les lycéens sortants (ou n'ayant pas encore terminé le lycée) ? Des cercles ? des conférences ? les publications étaient-elles diffusées ?...

VIII. ETAT DES COURANTS RÉVOLUTIONNAIRES NON SOCIAL-DÉMOCRATES ET D'OPPOSITION, ET ATTITUDE À LEUR ÉGARD

32. Tendances libérales. Tendances libérales-populistes³⁶. Dans la société ? chez les étudiants ? l'Osvobojdénéi³⁷, sa diffusion (parmi les étudiants ? les ouvriers ?) et son influence ? Y a-t-il des cercles de partisans de l'Osvobojdénéi ? Leur attitude envers les social-démocrates ? Intérêt suscité par l'Osvobojdénéi dans les cercles social-démocrates et point de vue sur ce journal ? Est-il utilisé pour la propagande et l'agitation ? Réunions communes contradictoires ?

33. Les socialistes-révolutionnaires³⁸. Historique détaillé de leur apparition dans la localité donnée ? Quand ? A partir des partisans de la « Norodnaïa Volia » ? Passage au socialisme-révolutionnaire ? Influence de l'« économisme³⁹ » ? Caractère et composition de leurs liaisons et de leurs cercles ? Vieux militants ? Etudiants ? Ouvriers ? La lutte contre la social-démocratie, son déroulement et ses méthodes ? Groupes unifiés de social-démocrates et de socialistes-révolutionnaires. Historique détaillé de ces groupes, renseignements sur leur travail, sur leurs tracts, leurs résolutions, etc. Causes particulières de la faiblesse ou de la force des socialistes-révolutionnaires ? Engouement pour le terrorisme : Chez les étudiants ? Dans les milieux ouvriers ?...

Rédigé en décembre 1902-janvier 1903

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 1 de la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia »

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 294, 300, 303, 304-305.

PROJET DE RÉOLUTION SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE

[Projet de résolution pour le II^e Congrès du Parti. (N.R.)]

Les étudiants

Le deuxième Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie salue l'intensification de l'activité révolutionnaire de la jeunesse étudiante, convie toutes les organisations du parti à lui prêter toute assistance dans ses efforts pour s'organiser et recommande à tous les groupes et cercles d'étudiants, premièrement, de mettre au premier plan de leur activité la diffusion parmi leurs membres d'une conception socialiste du monde achevée et conséquente, l'étude sérieuse du marxisme d'une part, et d'autre part, du populisme russe et de l'opportunisme d'Europe occidentale, qui sont actuellement les principales tendances progressistes qui luttent ; deuxièmement, de se méfier des faux amis de la jeunesse, qui la détournent d'une éducation révolutionnaire sérieuse au moyen d'une phraséologie révolutionnaire ou idéaliste creuse et de récriminations de philistins sur la nocivité et l'inutilité d'une polémique incisive entre les tendances révolutionnaires et oppositionnelles, car ces faux amis ne répandent en fait que le manque de principes et de sérieux dans le travail révolutionnaire ; troisièmement, de s'efforcer de faire précéder le passage à l'action de l'établissement de relations avec les organisations social-démocrates, afin de mettre à profit leurs indications et d'éviter dans la mesure du possible de commettre de grosses fautes au début.

Écrit en juin-juillet, au plus tard le 17 (30) 1903.

Publié pour la première fois en 1904 dans le livre « Deuxième congrès ordinaire du P.O.S.D.R. Texte intégral des procès-verbaux ». Genève, Editions du C.C.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 494.

DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE

10 (23) août

La formule « les faux amis » n'est pas employée par les seuls réactionnaires, et que ces faux amis existent, nous le voyons bien avec les libéraux et les socialistes-révolutionnaires. Ce sont précisément ces faux amis qui assurent la jeunesse qu'elle n'a pas à s'efforcer de se faire une opinion sur les différents courants. Quant à nous, nous fixons pour but principal d'élaborer une conception du monde révolutionnaire cohérente, et notre effort pratique dans l'avenir vise à ce que la jeunesse, en s'organisant, se tourne vers nos comités.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 533

LES TÂCHES DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE⁴⁰

PREMIÈRE LETTRE

La déclaration de la rédaction du journal *Stoudet*⁴¹, publiée pour la première fois, sauf erreur de notre part, dans le numéro 4 (28) de l'*Osvojdjénie*, et qui est également parvenue à l'*Iskra*⁴², témoigne, à notre avis, d'un progrès considérable dans les conceptions de la rédaction depuis la parution du premier numéro de *Stoudet*. M. Strouvé ne s'y est pas mépris, qui s'est hâté d'exprimer son désaccord avec les vues exposées dans la déclaration : ces vues, effectivement, sont en désaccord complet avec la tendance opportuniste que l'organe libéral bourgeois professe avec tant d'esprit de suite et aussi de zèle. Reconnaisant qu'« à lui seul le sentiment révolutionnaire ne peut assurer le groupement idéologique des étudiants », que « pour y parvenir, il faut un idéal socialiste fondé sur telle ou telle conception socialiste », sur une conception « précise, cohérente », la rédaction de *Stoudet* a déjà rompu en principe avec l'indifférence idéologique et l'opportunisme théorique en situant sur son véritable terrain la question des moyens susceptibles d'insuffler aux étudiants l'esprit révolutionnaire.

Il est vrai que du point de vue courant du « révolutionnisme » vulgaire, le groupement idéologique des étudiants, loin d'impliquer une conception cohérente du monde, l'exclut au contraire ; se grouper idéologiquement signifie « tolérer » les différentes sortes d'idées révolutionnaires, suppose que l'on s'abstient de reconnaître résolument un cercle d'idées déterminé ; bref, du point de vue de ces sages politiciens, le rassemblement idéologique suppose une certaine absence d'idéologie (que, bien entendu, dissimulent plus ou moins habilement des formules rebattues sur la largeur de vues, l'importance de l'unité à tout prix et immédiate, etc., etc.). Un argument assez séduisant, très convaincant au premier abord, en faveur de cette manière de poser la question, c'est qu'on invoque toujours ce fait bien connu et indiscutable qu'il y a et qu'il ne peut pas ne pas y avoir parmi les étudiants des groupes d'opinions politiques et sociales très diverses, et que par conséquent, exiger d'eux une conception du monde cohérente et précise doit infailliblement éloigner certains de ces groupes, — donc, entraver l'union, donc

entraîner des dissensions au lieu d'un travail en commun, — donc diminuer la puissance de l'offensive politique générale, et ainsi de suite, sans fin.

Voyons de plus près ce raisonnement séduisant. Prenons, par exemple, la division des étudiants en groupes, telle que nous la trouvons dans le n° 1 de Stoudent. Dans ce premier numéro, la rédaction n'exigeait pas encore une conception précise et cohérente du monde ; aussi serait-il difficile de la soupçonner de partialité pour l'« étroitesse » social-démocrate. L'éditorial de ce n° 1 de Stoudent divise les étudiants d'aujourd'hui en 4 grands groupes : 1) la foule indifférente — « ceux qui manifestent une indifférence absolue pour le mouvement estudiantin » ; 2) les « académistes » — partisans de mouvements estudiantins sur le seul terrain universitaire ; 3) les « adversaires de tout mouvement estudiantin — nationalistes, antisémites, etc. » ; 4) les « politiques » — partisans de la lutte pour le renversement du despotisme tsariste. « Ce groupe, à son tour, est formé de deux éléments contraires : l'opposition politique purement bourgeoise, de tendance révolutionnaire, et le prolétariat intellectuel révolutionnaire, de tendance socialiste, surgi ces derniers temps » (rien que ces derniers temps? N. Lénine). Si l'on considère que ce dernier sous-groupe se divise à son tour, comme nul ne l'ignore, en étudiants socialistes-révolutionnaires et étudiants social-démocrates, il s'avère que les étudiants d'aujourd'hui forment six groupes politiques : les réactionnaires, les indifférents, les académistes, les libéraux, les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates.

Ce groupement n'est-il pas fortuit ? se demandera-t-on. N'est-ce pas là une répartition provisoire des différents états d'esprit ? Il suffit de poser explicitement cette question pour que toute personne un peu au courant du problème y réponde aussitôt par la négative. D'ailleurs, nos étudiants ne sauraient être autrement groupés, car ils sont la partie des intellectuels qui réagit le plus vivement, et les intellectuels doivent précisément leur nom d'intellectuels au fait qu'ils reflètent et expriment le plus consciemment, le plus résolument et le plus fidèlement le développement des intérêts de classe et des groupements politiques de toute la société. Le monde des étudiants ne serait pas ce qu'il est si son groupement politique ne correspondait au groupement politique de toute la société ; j'entends « correspondait » non pas dans le sens d'une proportion rigoureusement gardée entre les groupes d'étudiants et les groupes sociaux quant à leur force et à leurs effectifs, mais en ce sens qu'il existe nécessairement et inéluctablement parmi les étudiants les mêmes groupes que dans la société. Et pour l'ensemble de la société russe, où les antagonismes de classe en sont à un stade de développement embryonnaire (relativement), une société qui est encore politiquement vierge, où des masses immenses, prodigieuses, de la population sont abruties et écrasées par le despotisme policier, ces 6 groupes sont parfaitement caractéristiques : les réactionnaires, les indifférents, les koulourniki, les libéraux, les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates. Au lieu d'« académistes », j'ai dit ici « koulourniki », c'est-à-dire partisans du progrès légal, sans lutte politique, du progrès dans le cadre de l'autocratie. On en trouve dans toutes les couches de la société russe, et tout comme les étudiants « académistes », ils s'en tiennent partout au cercle restreint de leurs intérêts professionnels, à l'amélioration de telles ou telles branches de l'économie nationale, de l'administration de l'Etat ou de l'administration locale ; partout ils évitent craintivement la « politique », sans faire (pas plus que les académistes) de distinction entre les « politiques » de diverses tendances, appelant politique absolument tout ce qui touche à... la forme de gouvernement. Cette couche a toujours été, et elle est encore aujourd'hui, la large assise de notre libéralisme : en temps de « paix » (c'est-à-dire, traduit en « russe », à l'époque de la réaction politique), les notions de koulournik et de libéral se confondent presque entièrement ; et d'ailleurs, même en temps de guerre, à une époque d'essor de la conscience publique, à une époque où s'accroît la pression exercée sur l'autocratie, la distinction entre ces notions reste souvent confuse. Même lorsque dans une libre publication à l'étranger le libéral russe élève publiquement une protestation franche et explicite contre l'autocratie, il n'en continue pas moins de se sentir avant tout un koulournik, et se met par moment à raisonner en esclave ou, si vous préférez, sans sortir de la légalité, en loyal et fidèle sujet : témoin l'Osvobodjénie.

D'une façon générale, l'absence de limite définie et évidente pour tous entre koulourniki et libéraux est caractéristique de tout le groupement politique de la société russe. On nous dira peut-être que la division en 6 groupes donnée ci-dessus n'est pas juste, car elle ne correspond pas à la division de classe de la société russe. Mais une telle objection serait dénuée de fondement. La division en classes est, certes, l'assise la plus profonde du groupement politique ; certes, c'est toujours elle qui en fin de compte détermine ce groupement. Mais cette assise profonde n'apparaît qu'avec la marche du développement historique, à mesure que s'élève la conscience de ceux qui y participent, de ceux qui en sont les agents. Cette « fin de compte », c'est la lutte politique seule qui l'établit, — parfois à la suite d'une lutte prolongée, opiniâtre, qui se poursuit des années et des dizaines d'années, qui tantôt se manifeste violemment dans des crises politiques, tantôt s'éteint et semble cesser pour un temps. Ce n'est pas sans raison qu'en Allemagne, par exemple — où la lutte politique revêt des formes particulièrement aiguës et où la classe d'avant-garde, le prolétariat, se montre particulièrement consciente —, il existe encore des partis (et des partis puissants) comme le Zentrum, qui couvre de l'unité de confession son contenu de classe hétérogène (et, en somme, nettement antiprolétarien). On peut d'autant moins s'étonner si l'origine sociale des groupes politiques contemporains en Russie est très fortement estompée par l'absence de droits politiques pour le peuple entier, par la domination qu'exerce sur lui une bureaucratie remarquablement organisée, idéologiquement

compacte, confinée dans ses traditions. Il faut bien plutôt s'étonner de la puissante empreinte que le développement capitaliste européen en Russie a déjà eu le temps de poser, malgré le régime politique asiatique qui y règne, sur le groupement politique de la société.

La classe d'avant-garde de tout pays capitaliste, le prolétariat industriel, s'est déjà engagée, chez nous aussi, dans la voie d'un mouvement de masse, d'un mouvement organisé sous la direction de la social-démocratie, avec un programme devenu, depuis longtemps déjà, le programme de tout le prolétariat international conscient. La catégorie de ceux qui restent indifférents à la politique est certes infiniment plus nombreuse en Russie que dans tout autre pays d'Europe, mais chez nous non plus, il ne peut désormais être question, pour cette catégorie, de l'antique et primitive candeur : à l'apathie des ouvriers inconscients — et en partie des paysans — se substituent de plus en plus souvent des explosions d'effervescence politique et de protestation active, prouvant à l'évidence que cette apathie n'a rien de commun avec celle des bourgeois repus et des petits bourgeois. Cette dernière classe, particulièrement nombreuse en Russie où le développement du capitalisme est encore relativement faible, commence déjà sans aucun doute à fournir des réactionnaires conscients et conséquents ; mais bien plus souvent, elle ne se distingue encore que fort peu de la masse terne et accablée du « peuple travailleur » ; elle trouve ses idéologues dans les larges couches d'intellectuels roturiers⁴³ aux conceptions mal arrêtées et qui confondent inconsciemment les idées démocratiques et les idées d'un socialisme primitif, idéologie caractéristique de la vieille intelligentsia russe, de l'aile droite de sa fraction libéralo-populiste aussi bien que de son extrême-gauche, les « socialistes-révolutionnaires ».

J'ai dit : la « vieille » intelligentsia russe, car déjà une intelligentsia nouvelle apparaît chez nous, dont le libéralisme s'est presque complètement dégagé (non sans aide du marxisme russe, bien entendu) du populisme primitif et du socialisme amorphe. La formation d'une véritable intelligentsia libérale bourgeoise se poursuit chez nous à pas de géant, en raison surtout de la part que prennent à ce processus des gens aussi souples et aussi prompts à sympathiser avec tout courant opportuniste en vogue, que messieurs Strouvé, Berdiaev, Boulgakov et C^{ie}. Quant aux couches libérales réactionnaires de la société russe, qui ne font point partie de l'intelligentsia, leur liaison avec les intérêts de classe de tel ou tel groupe de notre bourgeoisie et de nos propriétaires fonciers est suffisamment claire pour quiconque est tant soit peu initié, par exemple, à l'activité de nos zemstvos, doumas, comités de bourse, de foire, etc.

Ainsi, nous sommes parvenus à cette conclusion indiscutable que le groupement politique de nos étudiants n'est nullement fortuit, mais qu'il est nécessairement et inévitablement tel que nous l'avons décrit ci-dessus, en accord avec le n° 1 du journal Stoudent. Ce fait acquis, il nous devient facile de voir clair dans cette question tant controversée : que faut-il proprement entendre par « groupement idéologique des étudiants », par « radicalisation », etc. Au premier abord, il semble fort étrange qu'une question aussi simple ait pu prêter à controverse. Si le groupement politique des étudiants correspond au groupement politique de la société, ne va-t-il pas sans dire que par « groupement idéologique » des étudiants on ne peut entendre que de deux choses l'une : ou bien l'adhésion du plus grand nombre possible d'étudiants à un système bien arrêté d'idées sociales et politiques, ou bien le rapprochement aussi étroit que possible entre les étudiants d'un groupe politique déterminé et les représentants de ce groupe en dehors des étudiants ? Ne va-t-il pas sans dire qu'on ne peut parler de la radicalisation des étudiants que d'un point de vue bien arrêté sur son contenu et son caractère ? Pour un social-démocrate, par exemple, cela signifie : premièrement, diffusion des idées social-démocrates parmi les étudiants et lutte contre les opinions qui, bien qu'elles portent le nom de « socialistes-révolutionnaires », n'ont rien de commun avec le socialisme révolutionnaire ; deuxièmement, volonté d'élargir, de rendre plus conscient et plus résolu tout mouvement démocratique, y compris le mouvement académiste, parmi les étudiants.

Comment a-t-on pu embrouiller cette question pourtant si simple et si claire, et comment a-t-elle pu prêter à controverse ? C'est là un épisode fort intéressant et très caractéristique. Une discussion s'était instituée entre la Révolioutsionnaïa Rossia⁴⁴ (n°s 13 et 17) et l'Iskra (n°s 31 et 35) à propos d'une « lettre ouverte » du Conseil de la Fédération des amicales et organisations d'étudiants de Kiev (publiée dans le n° 13 de la Révolioutsionnaïa Rossia et le n° 1 de Stoudent). Le Conseil de la Fédération qualifiait d'« étroite » la décision du II^e Congrès des étudiants de Russie, tenu en 1902, invitant les organisations d'étudiants à se mettre en rapport avec les comités du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ; en outre, le fait parfaitement évident qu'une partie des étudiants de certaines localités sympathise avec le « parti socialiste-révolutionnaire », ce fait, il le dissimulait pudiquement sous un raisonnement au plus haut point « impartial » et inconsistant, tendant à démontrer que l'« ensemble des étudiants, comme tel, ne peut adhérer entièrement ni au parti socialiste-révolutionnaire ni au parti social-démocrate ». L'Iskra a signalé l'inconsistance de ce raisonnement dont la Révolioutsionnaïa Rossia a, bien entendu, pris énergiquement la défense en accusant les iskristes, « fanatiques des désunions et des scissions », de « manquer de tact » et de maturité politique.

Après ce qui vient d'être dit, l'absurdité d'un tel raisonnement n'est que trop évidente. Il s'agit du rôle politique des étudiants, dans un sens ou dans l'autre. Mais pour commencer il faut, voyez-vous, fermer les yeux sur ce fait que les étudiants ne sont pas coupés du reste de la société, et que pour cette raison ils reflètent toujours et

nécessairement le groupement politique de la société dans son ensemble. Puis, les yeux fermés, on se met à pérorer sur les étudiants comme tels, ou sur les étudiants en général. On en conclut... à la malveillance des désunions et des scissions qu'entraîné le rattachement à tel ou tel parti politique. Il est clair comme le jour que pour mener jusqu'au bout cet étrange raisonnement, il fallait sauter du terrain politique au terrain professionnel ou universitaire. Et la Révolioutsionnaïa Rossia (n° 17) fait précisément ce saut périlleux dans un article intitulé : « Les étudiants et la révolution », lorsqu'elle invoque, premièrement, les intérêts des étudiants en général, la lutte des étudiants en général et, deuxièmement, les buts de leurs études, les problèmes que soulève leur préparation à l'activité sociale qui les attend, la formation de militants politiques conscients. Allégations très justes, mais qui n'ont rien à voir avec la question, et qui ne font que l'embrouiller. Il s'agit de l'activité politique qui, par sa nature même, est indissolublement liée à la lutte des partis et exige nécessairement le choix d'un parti déterminé. Comment peut-on se soustraire à ce choix, en alléguant que toute activité politique exige la préparation scientifique la plus sérieuse, l'« élaboration » de convictions fermes ; ou encore, qu'aucune activité politique ne peut se confiner aux seuls cercles politiques de la tendance correspondante, mais doit s'étendre à des couches toujours plus larges de la population, doit s'allier aux intérêts professionnels de chacune de ces couches, unir le mouvement professionnel au mouvement politique, hausser le premier au niveau du second ?? Mais le seul fait de devoir recourir à de tels prétextes pour défendre sa position, montre avec évidence à quel point on manque soi-même et de convictions scientifiques arrêtées, et de ligne politique ferme ! De quelque côté que vous abordiez la question, ce sont toujours des confirmations nouvelles de la vieille vérité que prêchent depuis longtemps les social-démocrates, lorsqu'ils font une guerre sans merci à l'équilibrisme auquel se livrent les socialistes-révolutionnaires, sur le plan scientifico-théorique et politico-pratique, entre le marxisme d'une part, l'opportunisme « critique » de l'Europe occidentale, d'autre part, et enfin le populisme petit-bourgeois russe. (Il va sans dire que la thèse qui affirme l'inconséquence et le caractère foncièrement contradictoire du programme et de la tactique socialistes-révolutionnaires, demande à être plus particulièrement expliquée. Nous comptons nous étendre amplement sur cette question dans une de nos prochaines lettres.)

En effet, figurez-vous des rapports politiques tant soit peu développés, et voyez comment se pose pratiquement la « question controversée ». Admettons que nous ayons devant nous les partis cléricaux, libéraux et social-démocrate. Ils déploient leur activité dans des localités déterminées, disons parmi certaines couches d'étudiants et, même, d'ouvriers. Ils essaient d'attirer à eux le plus possible de représentants influents des uns et des autres. Est-il concevable, se demandera-t-on, qu'ils s'opposent à ce que ces représentants fixent leur choix sur un parti déterminé, pour cette seule raison que tous les étudiants et tous les ouvriers ont respectivement des intérêts universitaires et des intérêts professionnels communs ? Cela équivaldrait à contester la nécessité de la lutte des partis, en alléguant l'art de l'imprimerie, si utile à tous les partis sans distinction. Il n'est pas un parti dans les pays civilisés qui ne comprenne l'énorme utilité d'associations universitaires et professionnelles aussi larges et aussi stables que possible, mais chacun d'eux s'emploie à y faire prévaloir son influence à lui. Qui donc ignore que l'allégation selon laquelle telle ou telle institution serait apolitique n'est d'ordinaire qu'une phrase hypocrite dans la bouche des classes dirigeantes, désireuses d'estomper ce fait que les institutions existantes sont déjà, dans 99 cas sur 100, imprégnées de l'esprit politique le plus caractérisé ? Car, au fond, MM. les socialistes-révolutionnaires chantent bel et bien des dithyrambes en l'honneur de « l'apolitisme ». Prenez, par exemple, cette tirade bien sentie de la Révolioutsionnaïa Rossia (n° 17) ; « Qu'est-ce donc que cette tactique à courte vue qui fait qu'une organisation révolutionnaire veut absolument voir dans toute autre organisation indépendante qui ne lui est pas subordonnée, un concurrent qu'il faut anéantir, et au sein duquel il faut absolument semer la division, la désunion, la désorganisation ? » Et cela, à propos de l'appel lancé en 1896⁴⁵ par l'organisation social-démocrate de Moscou qui reproche aux étudiants de s'être confinés, pendant ces dernières années, dans le cercle étroit de leurs intérêts universitaires, et à laquelle la Révolioutsionnaïa Rossia fait sentencieusement remarquer que l'existence d'une organisation d'étudiants n'empêche jamais ceux qui « ont adopté une position révolutionnaire » de consacrer leurs forces à la cause ouvrière.

Ici, que de confusion ! La concurrence n'est possible (et inéluctable) qu'entre une organisation politique et une autre organisation également politique, entre une tendance politique et une autre tendance également politique. Entre une société de secours mutuels et un cercle révolutionnaire, la rivalité est impossible ; et lorsqu'elle attribue à ce dernier le désir d'anéantir à tout prix la première, la Révolioutsionnaïa Rossia profère une pure sottise. Mais si, dans cette société de secours mutuels une certaine tendance politique s'est fait jour — ne pas secourir les révolutionnaires, par exemple, ou éliminer de la bibliothèque les livres interdits, — alors la concurrence et la lutte ouverte sont obligatoires pour tout « politique » honnête. S'il en est qui confinent les cercles dans la défense d'intérêts étroitement universitaires (il en existe sans aucun doute, et en 1896 il y en avait bien davantage !), la lutte entre eux et ceux qui prêchent non pas le rétrécissement, mais l'élargissement des intérêts, est non moins nécessaire et obligatoire. Or, dans la lettre ouverte du Conseil de Kiev, qui a provoqué la polémique de la Révolioutsionnaïa Rossia contre l'Iskra, il s'agissait de choisir non pas entre les organisations d'étudiants et les organisations révolutionnaires, mais entre les organisations révolutionnaires de diverses tendances. Donc, ce sont ceux-là mêmes qui déjà « ont adopté une position révolutionnaire », qui ont commencé

à choisir, et nos « socialistes-révolutionnaires » les tirent en arrière sous prétexte que la concurrence entre une organisation révolutionnaire et une organisation purement estudiantine est une concurrence à courte vue... C'est trop d'incohérence, Messieurs !

La fraction révolutionnaire des étudiants a commencé à faire son choix entre deux partis révolutionnaires, et voici le sermon qu'on lui sert : « Ce n'est pas en imposant une étiquette politique » (étiquette, et pourquoi pas étendard ?) « bien déterminée » (l'indétermination est évidemment préférable...), « ce n'est pas en faisant violence à la conscience intellectuelle des camarades étudiants » (toute la presse bourgeoise de tous les pays explique toujours la croissance de la social-démocratie par le fait que des chefs et des agitateurs font violence à la conscience de camarades paisibles...) « qu'on exerçait cette influence », c'est-à-dire l'influence de la partie socialiste des étudiants sur l'autre. Nous croyons que tout étudiant honnête appréciera comme elle le mérite cette accusation portée contre les socialistes d'« imposer » des étiquettes et de « violenter les consciences ». Et ces propos veules, inconsistants et sans principes, on les tient en Russie, où les notions d'organisation du parti, de fermeté et d'honneur du parti, d'étendard du parti sont encore si faibles !

Nos « socialistes-révolutionnaires » citent en exemple aux étudiants révolutionnaires les anciens congrès d'étudiants qui proclamaient leur « solidarité avec le mouvement politique général, en faisant complètement abstraction des discordes fractionnelles qui existent dans le camp révolutionnaire ». Qu'est-ce que le mouvement « politique général » ? Le mouvement socialiste plus le mouvement libéral. Faire abstraction de cette distinction, c'est se rallier au direct et à l'immédiat, c'est-à-dire au mouvement libéral précisément. Et c'est à cela que vous conviennent les « socialistes-révolutionnaires » ! Des gens qui prétendent être un parti à part invitent à se détourner de la lutte de parti ! Cela ne démontre-t-il pas qu'un tel parti n'est point en état de faire passer sa marchandise politique sous son propre pavillon, et est obligé de recourir à la contrebande ? Ne s'ensuit-il point que ce parti n'a pas à sa base un programme déterminé ? C'est ce que nous allons voir.

Les erreurs des socialistes-révolutionnaires dans leurs raisonnements sur les étudiants et la révolution ne peuvent être uniquement attribuées à cet illogisme que nous avons essayé plus haut de mettre en évidence. En un sens, on peut même affirmer le contraire ; l'illogisme de leurs raisonnements découle d'une erreur fondamentale. En tant que « parti », ils ont adopté, dès le début, une position si foncièrement contradictoire, si glissante, que des hommes parfaitement honnêtes et parfaitement capables de réflexion politique n'ont pu s'y maintenir sans hésitations et chutes continuelles. Il ne faut jamais oublier que ce n'est pas par les erreurs de tels ou tels écrivains, de tels ou tels militants, que la social-démocratie explique le tort que les « socialistes-révolutionnaires » font à la cause du socialisme, mais qu'elle regarde au contraire toutes ces erreurs comme le résultat inévitable d'une position fautive dans le domaine du programme et de la politique. Dans une question comme celle des étudiants, cette fausseté éclate tout particulièrement, la contradiction devient flagrante entre le point de vue démocratique bourgeois et le clinquant dont se couvre le socialisme-révolutionnaire. En effet, considérez le cours des idées dans l'article-programme de la Révolioutsionnaïa Rossia : « Les étudiants et la révolution ». L'auteur met au premier plan le « désintéressement et la pureté des intentions », « la force des mobiles idéalistes » chez la « jeunesse ». C'est là précisément qu'il cherche l'explication de ses tendances politiques « novatrices », et non dans les conditions réelles de la vie sociale de la Russie, qui, d'une part, engendrent une contradiction indissoluble entre l'autocratie et les couches très larges et très hétérogènes de la population ; et, d'autre part, rendent (bientôt, il faudra déjà dire : ont rendu) extrêmement difficile toute manifestation de mécontentement politique autrement que par le truchement des universités.

L'auteur s'en prend ensuite aux tentatives des social-démocrates pour envisager de façon consciente les particularités des groupes politiques parmi les étudiants, pour unir plus étroitement les groupes politiques homogènes et désunir ce qui est politiquement hétérogène. Non que l'auteur critique comme erronée telle ou telle de ces tentatives, il serait ridicule d'affirmer que toutes ces tentatives aient toujours été heureuses à tous les points de vue. Nullement. L'auteur ne conçoit pas du tout l'idée même que la différence des intérêts de classes doit inévitablement se refléter dans le groupement politique, que les étudiants ne peuvent être une exception au sein de l'ensemble de la société, malgré tout leur désintéressement, leur pureté, leur idéalisme, etc., que la tâche du socialiste n'est pas d'estomper cette différence, mais au contraire de l'expliquer aux plus larges masses et de la consacrer dans l'organisation politique. L'auteur considère les choses du point de vue idéaliste d'un démocrate bourgeois, et non du point de vue matérialiste d'un social-démocrate.

L'auteur ne se gêne donc pas pour mettre en avant et pour reprendre l'appel des étudiants révolutionnaires en faveur du « mouvement politique général ». Il met l'accent sur le mouvement politique général, c'est-à-dire démocratique général, qui doit être un mouvement uni. Il ne faut pas que cette unité soit enfreinte par les « cercles purement révolutionnaires », qui doivent constituer des groupements « parallèles à l'organisation d'ensemble des étudiants ». Aux regards des intérêts de ce mouvement démocratique large et unique, il est évidemment criminel d'« imposer » des étiquettes politiques et de faire violence à la conscience intellectuelle des camarades. Tel était aussi l'avis de la démocratie bourgeoise en 1848⁴⁶ lorsque les tentatives d'attirer l'attention sur la contradiction entre les intérêts de classe de la bourgeoisie et ceux du prolétariat attiraient sur les

« fanatiques de la désunion et de la scission » la désapprobation « générale ». Tel est encore l'avis de la variété moderne de la démocratie bourgeoise : les opportunistes et les révisionnistes qui soupirent après un grand parti démocratique unique, progressant pacifiquement au moyen de réformes, par la collaboration des classes. Tous ils ont toujours été, et ils ne peuvent ne pas être, les ennemis des querelles de « fractions » et les partisans d'un mouvement « politique général ».

Comme vous le voyez, les raisonnements des socialistes-révolutionnaires, absurdes et contradictoires jusqu'au ridicule si l'on se place au point de vue socialiste, deviennent parfaitement compréhensibles et logiques du point de vue démocratique bourgeois. Et cela, parce que le parti socialiste-révolutionnaire n'est au fond qu'une fraction de la démocratie bourgeoise, fraction avant tout d'intellectuels par ses effectifs, avant tout petite-bourgeoise par son horizon, et dont l'emblème théorique unit éclectiquement l'opportunisme dernier cri au populisme d'antan.

Le cours même du développement et de la lutte politiques réfute on ne peut mieux toute la phraséologie du démocrate bourgeois sur l'unification. En Russie, la croissance du mouvement réel a déjà conduit à cette réfutation. Je veux parler des « académistes », qui se sont constitués en groupe particulier d'étudiants. Tant qu'il n'y avait pas lutte véritable, les académistes ne se distinguaient point de la masse « générale des étudiants » et l'« unité » de toute la « partie pensante » de cette masse paraissait intangible. Mais dès qu'il a fallu agir, la séparation des éléments hétérogènes est devenue inévitable. (Si l'on en croit certaines informations, on constate ces derniers temps qu'une différenciation toujours plus marquée et plus profonde s'est établie entre les éléments hétérogènes du milieu étudiant ; notamment, les socialistes se séparent des politiques-révolutionnaires qui ne veulent pas entendre parler de socialisme. On dit que parmi les étudiants déportés en Sibérie, cette dernière tendance s'est très nettement manifestée. Nous verrons si ces informations se confirment.)

Le progrès du mouvement politique et de l'offensive directe contre l'autocratie a aussitôt été marquée par une différenciation plus nette dans le groupement politique, — et cela malgré tous les discours vides de sens sur l'union de tous sans distinction. Que la séparation des académistes d'avec les politiques soit un grand pas en avant, voilà ce dont personne ne doutera, je pense. Mais cette séparation signifie-t-elle que les étudiants social-démocrates « rompent » avec les académistes ? La Révolioutsionnaïa Rossia pense que oui (voir n° 17, p. 3).

Mais si elle le pense, c'est uniquement par suite de la confusion que nous avons signalée plus haut. La délimitation complète des tendances politiques ne signifie nullement la « rupture » des associations professionnelles et universitaires. Le social-démocrate qui se pose pour tâche de militer parmi les étudiants s'efforcera à coup sûr de pénétrer lui-même ou par l'intermédiaire de ses mandataires dans des cercles « purement estudiantins » et dans des cercles d'autodidactes aussi nombreux et aussi larges que possible ; il s'efforcera d'élargir l'horizon de celui qui revendique uniquement des libertés universitaires, de propager précisément le programme social-démocrate parmi ceux qui cherchent encore un programme.

Résumons. Une partie des étudiants veut se faire du monde une conception socialiste nette et cohérente. Le but final de ce travail préliminaire ne peut être — pour les étudiants désireux de participer pratiquement au mouvement révolutionnaire — que de permettre un choix conscient et définitif en faveur de l'une de deux tendances qui se sont aujourd'hui cristallisées dans le milieu révolutionnaire. Celui qui proteste contre un tel choix au nom de l'union idéologique des étudiants, au nom de leur radicalisation en général, etc., celui-là obscurcit la conscience socialiste ; celui-là ne prêche en réalité que l'absence d'idéologie. Le groupement politique des étudiants doit nécessairement refléter le groupement politique de la société toute entière, et le devoir de tout socialiste est de tendre à une délimitation, aussi consciente et aussi conséquente que possible, des groupes politiquement hétérogènes. L'appel adressé aux étudiants par le parti socialiste-révolutionnaire — « proclamer sa solidarité avec le mouvement politique général, et se désintéresser complètement de toute dissension fractionnelle dans le camp révolutionnaire » — n'est, dans son essence, qu'un appel à faire marche arrière, à abandonner le point de vue socialiste pour le point de vue démocratique bourgeois. Rien d'étonnant à cela, car le « parti socialiste-révolutionnaire » n'est qu'une fraction de la démocratie bourgeoise en Russie. La rupture de l'étudiant social-démocrate avec les révolutionnaires et les politiques de toutes les autres tendances ne signifie nullement une rupture des organisations générales d'étudiants et des établissements d'enseignement, loin de là : ce n'est qu'en se basant sur un programme nettement défini que l'on peut et que l'on doit travailler dans la masse estudiantine pour élargir son horizon universitaire et propager le socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme.

P.-S. : Je voudrais, dans les lettres qui suivront, m'entretenir avec les lecteurs de *Stoudent* de l'importance du marxisme pour l'élaboration d'une conception cohérente du monde, des différences de principe et de tactique entre le parti social-démocrate et le parti socialiste-révolutionnaire, des questions de l'organisation des étudiants et de l'attitude des étudiants envers la classe ouvrière en général.

Publié en septembre 1903 dans le journal « Stoudent » n° 2-3. Signé : N. Lénine

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 38-52

L'ULTIMATUM DE RIGA RÉVOLUTIONNAIRE

Les journaux allemands, qui suivent d'ordinaire avec une grande attention les événements des pays baltes, relatent le fait édifiant que voici. L'école polytechnique de Riga en est où en sont les autres établissements d'enseignement supérieur : les réunions d'étudiants y sont devenues des meetings politiques. Les étudiants s'organisent en force militante de la révolution. Les gros bonnets libéraux font la moue et grognent dans leur barbe devant la faiblesse du gouvernement. Mais en Livonie, MM. les propriétaires fonciers se sont trouvés en si mauvaise posture qu'ils se sont résolument mis à organiser la défense armée de leurs biens, sans compter sur le gouvernement, qui ne peut rien faire avec les paysans, ni avec les ouvriers, ni avec les étudiants. Les barons baltes organisent tout de bon la guerre civile. Ils forment carrément des détachements de mercenaires, les arment de bons fusils à répétition et les répartissent dans leurs vastes propriétés. Et voilà qu'on apprend que des étudiants allemands appartenant aux corporations universitaires des pays baltes sont entrés dans ces détachements ! Naturellement les étudiants lettons et russes ne se sont pas bornés à boycotter ces Cent-Noirs portant l'uniforme étudiantin, mais ont aussi désigné une commission pour étudier l'affaire de la participation des étudiants aux centuries des propriétaires fonciers. Deux membres de cette commission furent envoyés dans les campagnes afin de se renseigner auprès des paysans. Le gouvernement fit arrêter ces deux délégués et les fit conduire à la prison de Riga. Les étudiants lettons et russes réagirent. Une réunion nombreuse se tint, qui adopta une résolution extrêmement énergique. Le directeur de l'école polytechnique, invité, fut sommé de prendre immédiatement des mesures pour faire libérer les emprisonnés. La résolution se terminait par un ultimatum non déguisé : si les emprisonnés n'étaient pas libérés dans les trois jours, à une heure déterminée, les étudiants, soutenus par les ouvriers de Riga, useraient de tous les moyens pour obtenir la libération de leurs camarades. Le gouverneur n'était pas à Riga ; il était allé solliciter à Pétersbourg les pouvoirs de gouverneur-général. Le fonctionnaire qui assurait l'intérim prit peur et appela à son secours la diplomatie. Il manda (c'est ce que raconte la *Vossische Zeitung*⁴⁷ du 20 octobre nouveau calendrier) le directeur de l'école et les deux étudiants arrêtés et leur demanda s'ils avaient conscience de l'illégalité de leurs actes. Ils répondirent naturellement n'y voir rien d'illégal. Le gouverneur par intérim les exhorta alors, d'après un journal de Riga, à s'abstenir d'actions aussi illégales et fit mettre les deux étudiants en liberté.

« Aux yeux des étudiants, ajoute tristement le correspondant, tout à la dévotion des barons baltes, comme aux yeux des masses qui sont derrière les étudiants, le gouvernement a plié devant un ultimatum. D'ailleurs, les observateurs étrangers aux événements n'ont pu, eux aussi, avoir que cette impression. »

« *Prolétari* » n°23, 31 (18) octobre 1905

V. Lénine, *Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 421-422.*

LA SITUATION S'AGGRAVE EN RUSSIE

La *Vossische Zeitung*, journal libéral berlinois, public sous ce titre les nouvelles suivantes, non dépourvues d'intérêt.

« Les événements se développent avec une force irrésistible dans l'Empire des tsars. Il est évident pour tout observateur impartial que ni le gouvernement ni aucun parti d'opposition ou de révolution ne domine la situation. Le prince Troubetskoï, mort prématurément, et d'autres professeurs des établissements d'enseignement supérieur se sont vainement efforcés de dissuader les étudiants russes de s'engager dans la voie dangereuse qui les amène à transformer les universités en lieux de réunions publiques populaires. Les étudiants se sont inclinés avec enthousiasme devant la mémoire de Troubetskoï, ils ont accompagné en masse sa dépouille mortelle jusqu'au cimetière, ont fait de ses obsèques une imposante manifestation politique, mais n'ont pas suivi le conseil qu'il leur avait donné de ne point laisser entrer à l'université des éléments étrangers. A l'université de Pétersbourg, à l'Académie des mines, à l'École polytechnique, des réunions populaires monstres, dans lesquelles les étudiants sont souvent en minorité, commencent de bon matin et se prolongent jusqu'à une heure avancée de la soirée. Des discours enflammés sont prononcés, on entonne les chants révolutionnaires. Et l'on s'en prend avec zèle aux libéraux, surtout en raison de leur « penchant au louvoisement » qui ne serait pas, dit-on, exceptionnellement propre au libéralisme russe, mais conditionné par les lois éternelles de l'histoire. »

« Il y a quelque chose de profondément tragique dans ces reproches. Bien qu'on cherche à les justifier par l'histoire, ils sont en réalité dépourvus de toute justification historique, pour la raison primordiale que les libéraux n'ont en Russie aucune possibilité de manifester un penchant semblable tant soit peu susceptible de nuire à la cause de l'émancipation, si importante pour tous les partis. Les libéraux ne sont pas entravés par leurs initiatives, mais par leurs souffrances. Le gouvernement est aussi *impuissant* (en italique dans le texte) devant ces événements qu'il l'est devant les troubles ouvriers et devant l'effervescence générale. Certes, il est possible qu'il médite à nouveau une grande saignée et n'attende que le moment où le mouvement sera mûr pour lancer ses cosaques. Mais si même on en arrive là, nul d'entre les gouvernants n'est certain qu'une explosion de mécontentement plus violente encore n'en résultera pas. Le général Trépov lui-même ne croit déjà plus à sa mission. Il ne cache pas à ses amis qu'il se tient pour condamné à mort et n'attend aucun résultat positif de sa besogne de gouvernant. « Je ne fais, dit-il, que remplir mon devoir, et je le remplirai jusqu'au bout. »

« Il faut que le trône du tsar soit bien compromis, pour que le chef de la police arrive à des conclusions semblables. Et le fait est, force est de le reconnaître que, malgré tous les efforts de Trépov, malgré l'activité fiévreuse d'innombrables commissions et conférences, la situation si tendue depuis l'année dernière, loin de s'améliorer, n'a fait que s'aggraver. Où qu'on regarde, on voit que la situation est partout devenue plus dangereuse, que partout les choses ont sensiblement empiré. »

Il y a beaucoup de vérité dans cette appréciation, mais aussi beaucoup de médiocrité libérale. « Les libéraux n'ont pas pu manifester de penchant au louvoiement nuisible à la cause. » Ah oui ? Mais pourquoi donc ces pauvres libéraux ont-ils pu néanmoins se manifester plus ouvertement et plus librement que les autres partis ? Non, les étudiants obéissent à un sain instinct révolutionnaire, soutenu par leur contact vivant avec le prolétariat, quand ils se désolidarisent résolument des constitutionnels-démocrates et discréditent ces derniers aux yeux du peuple. Nous aurons à livrer demain, pour la liberté, de grandes batailles, des batailles d'une portée historique. Il est possible que les combattants pour la liberté subissent encore maintes défaites. Mais ces défaites ne feront que remuer de plus en plus profondément les ouvriers et les paysans, aggraver la crise, rendre plus impressionnante la victoire inévitable et définitive de la liberté. Et nous ferons tout notre possible pour que les sangsues bourgeoises du libéralisme monarchiste, des propriétaires fonciers, ne se jettent pas goulûment sur cette victoire, pour que cette victoire ne soit pas mise à profit principalement par MM. les gros bourgeois, comme cela est maintes fois arrivé en Europe. Nous ferons tout notre possible pour que cette victoire des ouvriers et des paysans soit poussée à fond, jusqu'à l'écrasement complet de toutes les institutions exécutées de l'autocratie, de la monarchie, de la bureaucratie, de la caste militaire, du servage. Seule, cette victoire donnera des armes véritables au prolétariat, et nous incendierons alors l'Europe afin que la révolution démocratique russe devienne le prologue de la révolution socialiste européenne.

« *Prolétari* » n°23, 31 (18) octobre 1905

V. Lénine, *Œuvres, Paris-Moscou*, t. 9, pp. 425-427.

LE MOUVEMENT ETUDIANT ET LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE⁴⁸

Les étudiants de l'Université de Pétersbourg sont en grève, ainsi que dans plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur. Le mouvement a déjà gagné Moscou et Kharkov. A en juger par les informations des journaux russes et étrangers, et par les lettres que nous recevons de Russie, il s'agit d'un mouvement académique assez large.

Retour au passé, à la Russie pré-révolutionnaire : telle est la signification primordiale de ces événements. Comme autrefois, la réaction gouvernementale est en train de mettre au pas l'Université. La lutte contre les organisations étudiantes est une constante de la Russie autocratique : aujourd'hui, cette lutte a pris la forme d'une campagne du ministre Cent-Noirs Schwartz — agissant en plein accord avec le premier ministre Stolypine — contre l'autonomie qui avait été promise aux étudiants à l'automne 1905 (quelles promesses l'autocratie n'avait-elle faites alors sous la pression de la classe ouvrière révolutionnaire !). Cette autonomie, les étudiants en ont bénéficié tant que l'autocratie a eu d'autres « chats à fouetter ». Mais, puisqu'elle restait égale à elle-même, l'autocratie ne pouvait pas ne pas commencer à la leur retirer.

Comme par le passé, la presse libérale s'afflige et se lamente. A son cœur se mêlent cette fois-ci les voix de quelques octobristes. Messieurs les professeurs font de même et implorent le gouvernement de ne pas s'engager dans la voie de la réaction et de ne pas laisser passer la magnifique occasion qui lui est offerte d'« assurer grâce à des réformes l'ordre et la paix » dans ce « pays recouvert de désordres » ; ils adjurent également les étudiants de ne pas recourir aux modes d'actions illégaux qui ne peuvent que favoriser la réaction, etc., etc. Quelles rengaines mille fois ressassées que tout cela, et qui nous replongent dans l'atmosphère d'il y a vingt ans, dans les années 80 du siècle dernier. La ressemblance entre cette époque et le moment présent sera particulièrement frappante, si on prend les événements actuels séparément, si on les détache des trois années de révolution que nous venons de traverser. A première vue, en effet, la Douma traduit d'une manière à peine modifiée un rapport de forces identique à celui qui existait avant la révolution : suprématie des hobereaux sauvages qui préfèrent à toutes les représentations leurs relations à la cour et leurs accointances dans l'administration ; soutien de cette même administration par les marchands (les octobristes), qui n'osent pas se séparer de leurs bienfaiteurs et patrons ; « opposition » des intellectuels bourgeois, dont le principal souci est de prouver leur loyalisme et qui identifient l'activité politique du libéralisme aux exhortations qu'ils adressent aux détenteurs du pouvoir. Pour ce qui est des députés ouvriers à la Douma, ils rappellent bien trop faiblement le rôle qu'a joué récemment le prolétariat par sa lutte de masse au grand jour. Dans ces conditions, pouvons-nous accorder de l'importance aux anciennes formes de la lutte étudiante, académiques et primitives ? Telle est la question qui se pose. Si les libéraux sont retombés au niveau de la « politique » des années 80 (il va de soi que si l'on parle de politique à leur sujet, ce ne peut être que sur le mode ironique), la social-démocratie ne va-t-elle pas rabaisser ses objectifs en considérant qu'il est nécessaire de soutenir, d'une façon ou d'une autre, la lutte universitaire ?

Il semble que cette question est posée par un certain nombre d'étudiants social-démocrates. La rédaction de notre journal a du moins reçu une lettre d'un groupe d'étudiants social-démocrates dans laquelle on peut lire entre autres choses :

« Le 13 septembre, un meeting des étudiants de l'Université de Pétersbourg a décidé d'appeler les étudiants à une grève nationale motivée par la tactique agressive de Schwartz. La plate-forme de la grève est académique. Le meeting est allé jusqu'à féliciter le conseil des professeurs de Moscou et de Pétersbourg pour les « premiers pas » qu'ils ont faits en faveur de l'autonomie. Nous ne savons pas quelle attitude prendre à l'égard de cette plate-forme académique adoptée par le meeting de Pétersbourg ; nous pensons en effet qu'elle est inadmissible dans les conditions actuelles et qu'elle ne peut rassembler les étudiants dans une lutte active et large. Nous estimons qu'un mouvement étudiant n'est concevable que s'il est coordonné à une action politique d'ensemble, et qu'il ne peut en aucun cas être isolé. Nous ne voyons actuellement aucun élément susceptible d'unir les étudiants. C'est pourquoi nous nous opposons à cette action académique. »

L'erreur des auteurs de cette lettre a une importance politique beaucoup plus grande qu'on pourrait le penser à première vue, car leur argumentation aborde une série de problèmes incomparablement plus vastes et plus importants que la question de savoir s'il faut ou non participer à une grève.

« Nous estimons qu'un mouvement étudiant n'est concevable que s'il est coordonné à une action politique d'ensemble. C'est pourquoi nous nous opposons à cette action académique. »

Cette façon de raisonner est fondamentalement erronée. Avec cette argumentation, en effet, le mot d'ordre révolutionnaire selon lequel il faut s'efforcer de coordonner l'action politique des étudiants avec celle du prolétariat, etc., cesse d'être un guide vivant pour une agitation de plus en plus large, de plus en plus générale, de plus en plus combative, et se transforme en dogme mort appliqué mécaniquement aux différentes étapes des différentes formes du mouvement. Il ne suffit pas de proclamer qu'une action politique coordonnée est nécessaire et de répéter le « dernier mot » des leçons de la révolution. Il faut savoir faire de la propagande en faveur de l'action politique et utiliser pour cela toutes les possibilités, toutes les conditions, et, en premier lieu, plus que tout, tous les conflits de masse qui opposent tels ou tels éléments d'avant-garde à l'autocratie. Il n'est pas question, bien entendu, de diviser à l'avance chaque mouvement étudiant en différents « stades » par où il devrait obligatoirement passer, de veiller à ce que chacun de ces stades ait bien été parcouru de bout en bout et de craindre les passages « prématurés » à l'action politique, etc. Une telle façon de voir relèverait du pédantisme le plus nuisible et ne pourrait mener qu'à une politique opportuniste. Mais l'erreur inverse qui consiste à refuser de prendre en considération la situation et les conditions réelles d'un mouvement de masse précis à cause d'un mot d'ordre mal compris et figé, est tout aussi nuisible : elle débouche inévitablement dans la phraséologie révolutionnaire.

Il se peut que, dans certaines conditions, un mouvement académique provoque une baisse du niveau du mouvement politique, le morcelle ou empiète sur lui. Dans ce cas, les groupes d'étudiants social-démocrates doivent naturellement diriger toute leur propagande contre un tel mouvement. Mais, à l'heure actuelle, tout le monde peut voir que les conditions politiques sont différentes : aujourd'hui, le mouvement académique marque le *début* du mouvement d'une nouvelle « génération » d'étudiants qui s'est déjà plus ou moins habituée à une certaine autonomie, si étroite fût-elle ; d'autre part, ce mouvement a lieu à un moment où il n'existe aucune autre forme de lutte de masse, dans une période d'accalmie, alors que les larges masses continuent toujours à *assimiler* l'expérience des trois années de la révolution, en silence, lentement et en profondeur.

Dans ces conditions, la social-démocratie commettrait une grave erreur si elle s'« opposait au mouvement académique ». Les groupes d'étudiants appartenant à notre parti doivent au contraire faire tout ce qui est en leur pouvoir pour soutenir, utiliser et élargir ce mouvement. Leur soutien, comme tous ceux que la social-démocratie apporte à des mouvements de forme primitive doit consister à influencer, sur le plan de l'idéologie et de l'organisation, les plus larges couches éveillées par le conflit en question, qui constitue souvent leur première expérience des conflits politiques. Les jeunes qui sont entrés à l'université au cours des deux dernières années ont en effet vécus presque totalement isolés de la politique et ont été éduqués dans un esprit d'autonomisme académique étroit, non seulement par les professeurs à la solde de l'Etat et la presse du gouvernement, mais également par les professeurs libéraux et tout le parti cadet⁴⁹. Pour ces jeunes, une grande grève (s'ils sont en mesure d'organiser une grande grève, nous devons tout faire pour les y aider, mais il va de soi que ce n'est pas à nous, socialistes, à nous porter garants du succès d'un mouvement bourgeois), une grande grève donc marque le début du conflit politique, qu'ils en aient conscience ou non. Notre tâche est d'expliquer à la masse des protestataires « académiques » la signification objective de ce conflit, d'essayer de transformer leur mouvement en mouvement politique conscient, de décupler la propagande des groupes d'étudiants social-démocrates. Toute cette propagande doit avoir pour but de faire assimiler les conclusions qui découlent des trois années de la révolution, de faire comprendre qu'une nouvelle lutte révolutionnaire est inévitable, de faire en sorte que nos anciens mots d'ordre (le renversement de l'autocratie et la convocation d'une assemblée constituante), qui n'ont rien perdu de leur actualité, redeviennent un objet de discussion et la pierre de touche de la concentration politique des nouvelles générations de démocrates.

Quelles que soient les conditions, les étudiants social-démocrates n'ont pas le droit de refuser de faire ce travail. Et, quelles que soient les difficultés rencontrées en ce moment, quels que soient les échecs essayés par tel ou tel propagandiste dans telle ou telle université, telle ou telle association d'étudiants, tel ou tel meeting, etc., nous continuerons à répéter : frappez, et l'on vous ouvrira ! Le travail d'agitation politique n'est jamais vain. Remporter un succès n'équivaut pas obligatoirement à obtenir immédiatement, d'emblée la majorité ou à faire accepter une action politique coordonnée. Il se peut que pour l'instant nous n'atteignons pas ces objectifs. Mais si nous sommes un parti prolétarien organisé, cela veut dire que, bien loin de nous laisser décourager par des échecs provisoires, nous devons continuer à effectuer avec constance, persévérance et opiniâtreté notre travail, même dans les conditions les plus difficiles. Nous publions ci-dessous l'appel du conseil unifié des étudiants de Saint-Petersbourg. Cet appel montre que même les éléments étudiants les plus actifs demeurent sur des positions purement académiques et continuent à chanter la ritournelle cadette-octobriste. Ceci au moment où on peut voir toute la presse cadette-octobriste adopter l'attitude la plus honteuse vis-à-vis de la grève et tenter de prouver, au plus fort de la lutte, que cette grève est néfaste, criminelle, etc. Dans ces conditions, le comité de Pétersbourg de notre parti a jugé qu'il était nécessaire de riposter au conseil unifié et nous ne pouvons que l'en féliciter (voir la rubrique « La vie du parti »).⁵⁰

Il semble bien que les foudres de Schwartz ne suffiront pas à faire passer les étudiants d'aujourd'hui du terrain « académique » au terrain « politique ». Pour que de nouveaux cadres révolutionnaires soient complètement formés, il faudra qu'ils subissent encore maintes fois l'aiguillon de maint adjudant Cent-Noirs. Quant à nous, social-démocrates, qui comprenons clairement que l'autocratie étroitement unie à la Douma Cent-Noirs et octobriste aura à affronter de nouveaux conflits démocratiques bourgeois à l'échelle nationale, nous devons accorder une attention constante à ces cadres formés par toute la politique stolypinienne et par chacune des entreprises de la contre-révolution.

Nous disons bien à l'échelle nationale, car, en ramenant la Russie en arrière, la contre-révolution Cent-Noirs est non seulement en train d'aguerrir de nouveaux combattants dans les rangs du prolétariat révolutionnaire, mais elle donnera inévitablement naissance à un nouveau mouvement non prolétarien, c'est-à-dire démocrate-bourgeois (nous entendons, naturellement par là non pas que toute l'opposition participera à la lutte, mais qu'il y aura une large participation des éléments réellement démocratiques, c'est-à-dire aptes à la lutte, de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie). Le fait qu'une lutte étudiante de masse ait commencé dans la Russie de 1908 est un symptôme politique, le symptôme de toute la situation actuelle créée par la contre-révolution. La jeunesse étudiante est rattachée par de multiples liens à la moyenne et à la petite bourgeoisie, aux petits fonctionnaires, à certains groupes de la paysannerie, du clergé, etc. Si, au printemps 1908, on a pu assister à des tentatives pour ressusciter l'« Union pour la libération »⁵¹ et pour faire en sorte qu'elle soit plus à gauche que l'ancienne union cadette à moitié contaminée par les gros propriétaires fonciers et que représente P. Strouvé ; si à l'automne de la même année, la masse des jeunes qui sont les plus proches de la démocratie bourgeoise commence à s'agiter ; si les folliculaires à gages recommencent à tonner contre la révolution dans les écoles, avec une rage décuplée ; si les infâmes professeurs libéraux et dirigeants cadets se répandent en lamentations et déplorent ces grèves prématurées, dangereuses, désastreuses qui déplaisent à leurs chers octobristes et qui sont susceptibles de les « rebuter », eux qui détiennent le pouvoir, cela signifie que la poudre s'accumule dans la poudrière, que la réaction contre... la réaction a commencé, et pas seulement parmi les étudiants.

Si faible et si embryonnaire que soit ce début de réaction, le parti de la classe ouvrière doit l'utiliser et l'utiliser. Nous avons su travailler pendant des dizaines d'années avant la révolution ; nos mots d'ordre révolutionnaires, nous les avons développés d'abord dans de petits cercles, puis parmi les masses ouvrières, puis dans la rue, puis sur les barricades. Maintenant encore, nous devons parvenir avant tout à accomplir la tâche de l'heure, faute de quoi tout ce que nous pourrions dire sur l'action politique coordonnée ne sera que phrases vides. Cette tâche, c'est de construire une solide organisation prolétarienne qui mène en tous lieux et à tout moment l'agitation politique parmi les masses au nom de ses mots d'ordre révolutionnaires. C'est à ce travail d'organisation dans leur milieu étudiant, c'est à ce travail de propagande basé sur le mouvement actuel que doivent s'atteler nos groupes universitaires.

Le prolétariat ne se fera pas attendre longtemps. Il lui arrive souvent de céder le pas aux démocrates bourgeois quand il s'agit de prendre la parole dans les banquets, dans les organisations légales, dans les universités, à la tribune des institutions parlementaires. Il ne le cède et ne le cédera jamais quand il y a une grande lutte de masse sérieuse. Les conditions de cette lutte mûrissent peut-être plus lentement et plus difficilement que tel ou tel d'entre nous l'aurait souhaité : le fait est qu'elles mûrissent inexorablement. Ce petit début de petits conflits académiques est en réalité un grand début, car il aura des prolongements importants, sinon aujourd'hui, du moins demain, sinon demain, du moins après-demain.

« Proletari » n° 36, 3 (16) octobre 1908

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 228-234.

LES ETUDIANTS DEMOCRATES ET L'ENGAGEMENT DE PARTI

Nous avons signalé il y a quelques jours dans la Pravda⁵² (voir n°) l'article de l'étudiant M., qui fournit un témoignage de valeur sur l'état d'esprit des étudiants. *[On n'est pas parvenu à établir à quel article Lénine fait ici allusion. (N.R.)]* L'auteur parle aussi de leur engagement de partis :

« Evidemment, les organisations de gauche regroupent une partie relativement faible des étudiants. Dans le contexte actuel, il ne peut en être autrement, et d'ailleurs, d'une façon générale, la force d'une organisation ne se mesure pas à ses effectifs mais à son influence sur la masse. Il est difficile de parler pour l'avenir, mais il faut constater que présentement, les organisations de gauche sont accordées à la masse étudiante. » (Zaprossy Jizni⁵³, n° 47.)

L'auteur a tout à fait raison de dire que chez nous, en Russie, dans le contexte politique actuel en particulier, « la force d'une organisation ne se mesure pas à ses effectifs mais à son influence sur la masse ». Pour l'Europe, ce serait faux ; pour la Russie de l'automne 1905, c'aurait été également faux ; mais pour la Russie d'aujourd'hui, une telle affirmation est si vraie qu'on peut même risquer ce paradoxe apparent : pour son influence sur la masse soit large et stable, les effectifs d'une organisation ne doivent pas dépasser un minimum bien déterminé !

Mais quel est l'engagement de parti de ces organisations « de gauche » en milieu étudiant ? L'étudiant M. écrit :

« Il faut tout particulièrement noter qu'on ne sent pas de frictions entre les diverses organisations de la gauche. Ces frictions étaient particulièrement fortes il y a trois ans, en période d'inaction et de marasme. Il arrivait alors que les élections aux commissions de restaurant et autres se déroulaient selon des listes de partis. Ses discours ont aujourd'hui presque disparu, en partie pour la raison que tous voient clairement la nécessité d'unir leurs forces pour une action d'ensemble, en partie parce que les anciennes positions de parti sont ébranlées, et les nouvelles non encore consolidées. »

Il n'y a aucun doute que le milieu étudiant, de ce point de vue encore, reflète une situation qui affecte toute la Russie. Partout chez les démocrates, parmi les ouvriers y compris, « les anciennes positions de parti sont ébranlées, et les nouvelles non encore consolidées. » Qu'est-ce que le courant liquidateur⁵⁴, sinon soit une concession timorée à l'esprit du temps, à l'ambiance d'« ébranlement » des vieilles positions de parti, soit la mise à profit de cet ébranlement par des libéraux ravis de l'aubaine ?

La tâche de tous les démocrates est de lutter sans ménagement contre cet « ébranlement » et de promouvoir une « consolidation » précise, claire, définie, sérieuse des « nouvelles positions ». Ce serait une faute très grave que d'assimiler à des discordes les dissensions, les controverses sur les programmes de parti (et de fractions de partis).

Il est tout à fait indispensable « d'unir ses forces pour une action d'ensemble », celles des marxistes et des populistes en particulier. Mais loin d'exclure la rigueur des positions, cette union l'exige. On ne peut unir les actions que s'il y a réelle unité d'opinion sur la nécessité de ces actions. C'est clair comme le jour. La démocratie russe a souffert d'avoir tenté d'« unir ses forces » pour une action démocratique avec des non-démocrates, avec des libéraux !

Efforcez-vous d'« unir les forces » des partisans, disons, des grèves politiques avec celles de leurs adversaires : le résultat, de toute évidence, sera néfaste pour l'« action ». Non, commencez par imposer une délimitation claire, nette, précise, réfléchie des « positions », des plates-formes et des programmes, pour ensuite unir des forces capables, par leurs convictions, par leur nature sociale, de s'associer, et pour les unir exclusivement pour une action susceptible de faire l'unanimité. C'est alors seulement que l'initiative pourra porter des fruits.

Rédigé entre le 24 et le 29 novembre (7 et 12 décembre) 1912.

Publié pour la première fois en 1954 dans la revue « Kommouniste » n° 6. Signé : V. I.

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 22, pp. 210-211.

LA PARTICIPATION DES JEUNES OUVRIERS ET PAYSANS À LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE, L'ÉDUCATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

UNE QUESTION URGENTE (Extrait)

... Contre nous, contre les petits groupes de socialistes réfugiés dans la « clandestinité » à travers la vaste Russie, se dresse le mécanisme gigantesque de l'Etat moderne tout-puissant qui déploie toutes ses forces pour étouffer le socialisme et la démocratie. Nous sommes persuadés que nous finirons par abattre cet Etat policier parce que la démocratie et le socialisme ont pour eux toutes les couches saines et montantes du peuple tout entier ; mais, pour mener une lutte systématique contre le gouvernement, nous devons porter l'organisation révolutionnaire, la discipline et la technique de l'action clandestine au plus haut degré de perfection. Il est indispensable que des membres ou des groupes du Parti se spécialisent dans les divers domaines de son activité : reproduction des textes, introduction en Russie des publications éditées à l'étranger, transport à travers la Russie, distribution dans les villes, organisation de logements clandestins, collectage des fonds, transmission du courrier et de tous les renseignements sur le mouvement, organisation des liaisons, etc. Pareille spécialisation exige, nous le savons, beaucoup plus d'endurance, d'aptitude à se concentrer sur un travail modeste, anonyme, obscur, beaucoup plus d'héroïsme authentique que le travail effectué habituellement dans les cercles.

Mais les socialistes russes et la classe ouvrière russe ont déjà montré qu'ils savaient être héroïques et, en général, nous serions mal venus de nous plaindre de manquer d'hommes. On constate parmi les jeunes ouvriers un élan passionné, irrésistible, vers les idées de la démocratie et du socialisme, et les intellectuels continuent à affluer pour aider les ouvriers, bien que les prisons et les lieux de déportation soient surpeuplés. Si l'on propage largement parmi toutes ces recrues de la cause révolutionnaire cette idée qu'il faut une organisation plus stricte, la mise sur pied d'un journal du Parti, édité et diffusé régulièrement, cessera d'être un rêve.

Rédigé en octobre 1899 au plus tard.

Publié pour la première fois en 1925 dans le Recueil Lénine III

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 228-229.

LETTRE À A. A. BOGDANOV ET S. I. GOUSSEV

Le 11. 2. 1905

A Rakhmétoï et Khariton

Je vous ai télégraphié hier que j'acceptais vos modifications bien que je ne sois nullement d'accord avec ce que j'ai pu comprendre de votre lettre. Mais tous ces atermoiements m'ont tellement écœuré et vous aviez tellement l'air de vous moquer de moi avec vos questions que je me suis dit : peu importe pourvu qu'on fasse quelque chose ! Que l'on publie n'importe quel communiqué sur le congrès⁵⁵, mais qu'on le publie au lieu d'en parler ! Vous vous étonnez du mot : se moquer. Songez-y pourtant : j'envoie, il y a deux mois, mon projet à tous les membres du Bureau. Pas un ne s'y intéresse et ne croit devoir procéder à un échange de vues !! Et voici qu'on télégraphie ! Ah, là là. Nous dissertons sur l'organisation, la centralisation, et en fait, parmi les camarades du centre les plus unis, règne tant de désarroi, tant de dilettantisme que cela soulève le cœur. Les gens du Bund, eux, ne palabrent pas sur la centralisation, mais chacun d'entre eux écrit chaque semaine au centre et la liaison s'établit effectivement. Il suffit d'ouvrir leurs *Poslédnie Izvestia*⁵⁶ pour s'en apercevoir. Mais nous, nous publions le 6^e numéro de *Vpériod*⁵⁷ sans que le membre de la rédaction (Rakhmétoï) ait écrit une seule ligne sur ce journal ou dans ce journal. On « parle » chez nous de riches relations littéraires à Saint-Petersbourg et Moscou, de jeunes forces de la majorité, mais nous n'en voyons rien, absolument rien, deux mois après l'appel au travail (l'annonce de *Vpériod* et la lettre qui l'accompagnait). Les comités de Russie (Caucase, Nijni-Novgorod, sans parler de la Volga et du Sud) considèrent le Bureau comme un « mythe » et ont pleinement raison. Nous avons « entendu » des tiers parler d'on ne sait quelle union du comité pétersbourgeois de la majorité et du groupe menchevique⁵⁸. Mais nos propres camarades ne nous ont donné à ce sujet aucune information. Nous nous refusons à croire que des bolcheviks aient pu s'engager dans une action aussi sotte et désespérée. Nous avons « entendu » des tiers parler de la conférence des social-démocrates et du « bloc », mais nos propres camarades ne nous en ont pas dit une syllabe bien que ce soit, dit-on, un fait accompli. *[En français dans le texte. (N.R.)]* Les bolcheviks ont évidemment envie d'être roulés une fois de plus. Notre seule force est dans la droite franchise, la cohésion, l'offensive énergique. Mais les gens semblent s'être ramollis devant la « révolution » !! Ils se vendent aux désorganisateur, à l'heure où l'organisation nous est nécessaire au centuple.

On voit par les amendements au projet de déclaration et de congrès (exposés dans la lettre en termes aussi confus que possible) qu'ils se targuent de « loyauté » : Vieux Papa l'écrit en toutes lettres et ajoute : si l'on ne mentionne pas les centres, personne ne viendra au congrès ! Eh bien, messieurs, je parie que si vous agissez ainsi vous n'aurez jamais de congrès, et vous n'échapperez jamais à la botte des bonapartistes de l'Organe central et du Comité central. Réunir un congrès contre les centres auxquels on a refusé la confiance, réunir un congrès au nom du Bureau révolutionnaire (inexistant et fictif du moment que l'on se prosterne devant les statuts formels) et reconnaître le droit absolu des 9 bonapartistes, de la Ligue⁵⁹ (ha, ha !) et des créatures des bonapartistes (les comités tout frais émoulus) d'assister au congrès, c'est se rendre ridicule et ruiner son propre crédit. On peut et on doit inviter les centres, mais, je le répète, il est insensé de leur reconnaître une voix délibérative. Certes, les centres ne viendront pas quand même à notre congrès, mais pourquoi offrir l'occasion de nous cracher une fois de plus dans la gueule ? Pourquoi ces hypocrisies et ces cachotteries ? C'est tout bonnement honteux. Nous avons proclamé la scission, nous convoquons un congrès des partisans de « Vpériod », nous voulons organiser le parti des partisans de « Vpériod », nous rompons, nous rompons sur l'heure tous les liens de toute espèce avec les désorganisateur, et l'on nous parle de loyauté et l'on feint de croire qu'un congrès commun de l'Iskra et de Vpériod est possible. C'est une vraie comédie ! Il va de soi que le premier jour, la première heure du congrès (si seulement il se réunit) fera justice de cette comédie, mais cette duplicité nous nuira d'ici là des dizaines et des centaines de fois.

Vraiment, j'en arrive souvent à penser que les 9/10 des bolcheviks ne sont en réalité que des formalistes. Ou nous grouperons réellement dans une organisation de fer ceux qui veulent se battre et ce parti petit, mais solide, démolira le colosse débile, formé d'éléments hétérogènes de la nouvelle Iskra, ou nous démontrerons par notre attitude que nous avons mérité de périr comme de méprisables formalistes. Comment ne comprend-on pas que nous avons tout l'ait avant le Bureau et avant « Vpériod » pour sauver la loyauté, sauver l'unité, sauver les méthodes formelles, c'est-à-dire supérieures, de règlement du conflit !?!? Maintenant, après le Bureau, après « Vpériod », la scission est un fait. Et dès qu'elle est devenue un fait, il est apparu que nous étions matériellement beaucoup plus faibles. Nous devons encore transformer notre force morale en force matérielle. Les mencheviks ont plus d'argent, plus de publications, plus de moyens de transport, plus d'agents, plus de « noms », plus de collaborateurs. Il serait d'une puérilité impardonnable de ne pas le voir. Et si nous ne voulons pas offrir au monde l'image écœurante au possible d'une vieille fille anémique et sèche, fière de sa vertu stérile, nous devons comprendre que nous avons besoin de la guerre et d'une organisation de guerre. Ce n'est qu'après une longue guerre, si nous avons une organisation excellente, que notre force morale se transformera en force matérielle.

Il faut de l'argent. Le plan d'un congrès à Londres est plus qu'absurde, car il coûterait deux fois plus cher. Nous ne pouvons arrêter la parution de Vpériod et une longue absence nous y obligerait. Le congrès doit être simple, court, peu nombreux. Ce doit être un congrès pour l'organisation de la guerre. Tout indique que vous vous faites à ce sujet des illusions.

Il faut des collaborateurs à Vpériod. Nous sommes peu nombreux. Si l'on ne nous adjoint deux ou trois collaborateurs permanents de Russie, point n'est besoin de dire des sottises sur la lutte contre l'Iskra⁶⁰. Il faut des brochures et des tracts, il en faut à tout prix.

Il faut de jeunes forces. Je conseillerais tout simplement de fusiller sur place ceux qui se permettent de dire que nous manquons d'hommes. Il y a des hommes en Russie, tant qu'on veut. Il faut seulement recruter des jeunes plus largement et plus hardiment, encore plus hardiment et plus largement, toujours plus hardiment et plus largement, sans craindre la jeunesse. Nous sommes en temps de guerre. La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse estudiantine et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc. ! Formez des centaines de cercles de jeunes sympathisants de Vpériod et encouragez-les à travailler sans arrêt. Triplez le comité en y faisant entrer les jeunes, créez cinq sous-comités ou une dizaine, « cooptez » toute personne énergique et honnête. Donnez sans paperasserie à tout sous-comité le droit de rédiger et de publier des tracts (il n'y aura pas grand mal si l'on commet des erreurs, Vpériod les corrigera « avec douceur »). Il faut grouper et mettre en mouvement avec la promptitude la plus grande tous ceux qui ont de l'initiative révolutionnaire. Ne craignez pas leur manque de préparation, ne tremblez pas devant leur inexpérience et leur manque de culture. D'abord, si vous ne savez pas les organiser et les stimuler, ils suivront les mencheviks et les Gapone et leur inexpérience nous fera cinq fois plus de mal. En second lieu, les événements les formeront maintenant comme nous le désirons. Les événements inculquent déjà à tous et à chacun l'esprit de Vpériod.

Mais organisez à tout prix, organisez et organisez des centaines de cercles en reléguant tout à fait à l'arrière-plan les habituelles sottises (hiérarchiques) des comités. Nous sommes en temps de guerre. Ou de nouvelles organisations militaires, jeunes, fraîches, énergiques, se formeront partout pour accomplir sous tous ses aspects, dans tous les milieux, l'œuvre révolutionnaire de la social-démocratie, ou vous périrez avec le renom de « comitards » nantis de sceaux.

Je traiterai ce sujet dans Vpériod et j'en parlerai au congrès. Je vous écris pour tenter une fois de plus de susciter un échange de vues, pour que la liaison directe soit établie entre notre rédaction et une dizaine de jeunes cercles ouvriers (et autres) nouveaux, bien que, ... bien que, soit dit entre nous, je n'aie aucun espoir de voir ces vœux téméraires se réaliser. Peut-être me demanderez-vous dans deux mois de vous dire par télégramme si j'accepte telle ou telle modification du « plan »... Je vous réponds à l'avance que je souscris à tout... Au revoir, au congrès.
— Lénine.

P.-S. : Il faut se donner pour tâche de révolutionner le transport de Vpériod en Russie. Faites la plus large propagande pour les abonnements à Pétersbourg. Que les étudiants et surtout les ouvriers fassent venir des dizaines et des centaines d'exemplaires à leurs propres adresses. Il est ridicule de ne pas l'oser dans les circonstances actuelles. La police ne réussira jamais à tout saisir. La moitié ou le tiers arrivera à destination et ce sera déjà beaucoup. Suggérez cette idée à (ouf cercle de jeunes qui trouvera des centaines de moyens de communiquer avec l'étranger. Répandez, plus largement, nos adresses pour que l'on écrive à Vpériod.

Publié pour la première fois en 1925 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n°4 (39).

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 139-143.

A S. I. GOUSSEV

A KHARITON

15.11.05.

Cher ami,

Grand merci pour vos lettres. Continuez sans faute dans le même sens, mais voici ce que j'ajouterais: 1) ne vous bornez jamais à résumer les lettres ou informations qui vous ont été communiquées, mais envoyez-les absolument (sauf vos lettres) *en entier* ; 2) ne manquez pas de nous mettre en rapport *direct* avec les nouvelles forces, avec la jeunesse, avec les nouveaux cercles. N'oubliez pas que ce qui fait la force d'une organisation révolutionnaire, c'est le nombre de ses relations. Nous devons déterminer, grâce au nombre de nouvelles liaisons russes qu'on nous transmet, l'efficiace et les résultats du travail de nos amis. Jusqu'à présent, tous les Pétersbourgeois (honte à eux) ne nous ont pas donné une seule nouvelle liaison russe (ni Séraphima, ni Syssoïka, ni Zemliatchka, ni Nik. Iv). C'est un scandale, la mesure est comble, c'est la faillite ! Mettez-vous donc à l'école des menchevicks, au nom du ciel. Les articles de correspondants pullulent dans le n° 85 de l'Iskra. Puisque vous avez lu le Vpériod à des jeunes, pourquoi ne pas nous avoir mis en rapport avec aucun d'entre eux ?? Souvenez-vous qu'il suffit de vous faire repérer pour que nous échouions sur un banc de sable, tant que vous ne nous aurez pas acquis une dizaine de nouveaux amis du Vpériod, jeunes et sûrs, sachant travailler, sachant entretenir des relations, capables de correspondre même sans vous. Retenez bien ceci !! Un révolutionnaire professionnel doit créer, en tout lieu, des dizaines de nouveaux contacts, leur confier sous son égide tout le travail en mains propres, les instruire et les stimuler, non par des sermons, mais par le travail. Ensuite, il doit aller ailleurs, et au bout d'un ou deux mois revenir contrôler ses jeunes adjoints. Je vous assure qu'il règne parmi nous une espèce de crainte stupide, petite-bourgeoise, routinière de la jeunesse. Je vous en supplie : combattez cette crainte de toutes vos forces.

Votre Lénine.

Expédié de Genève à Pétersbourg

Publié pour la première fois en 1925

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, pp. 307-308.

NOUVEAUX OBJECTIFS, FORCES NOUVELLES

(Extrait)

Une époque révolutionnaire est pour la social-démocratie ce que le temps de guerre est pour une armée. Il faut multiplier les cadres de notre armée, mettre ses contingents sur le pied de guerre, mobiliser la territoriale et la réserve, appeler sous les drapeaux les permissionnaires, créer de nouveaux corps et des services auxiliaires. Ne pas oublier qu'on est inévitablement amené, en temps de guerre, à compléter les effectifs avec des recrues moins instruites, souvent à remplacer les officiers par de simples soldats, à hâter et simplifier la promotion d'officiers sortis du rang.

Parlons sans métaphores : les effectifs de toutes les organisations du parti et sympathisant avec le parti doivent être fortement accrus, afin que nous puissions suivre autant que possible le torrent centuplé de l'énergie révolutionnaire du peuple. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille négliger la formation méthodique des effectifs et l'enseignement systématique des vérités du marxisme. Non, mais il faut se rappeler que les hostilités elles-mêmes ont maintenant beaucoup plus d'importance pour la formation et l'enseignement ; elles éduquent précisément dans notre sens et entièrement dans notre sens ceux qui ne sont pas formés. Il convient de rappeler que notre fidélité « doctrinaire » au marxisme s'est maintenant accrue du fait que le cours de la révolution donne partout des leçons de choses à la masse et que toutes ces leçons confirment justement notre doctrine. Ce n'est donc pas de l'abandon de la doctrine que nous parlons, ni d'un relâchement de notre méfiance et de notre vigilance à l'égard du confusionnisme des intellectuels et du trompe-l'œil révolutionnaire, bien au contraire. Nous parlons de nouvelles méthodes d'enseigner la doctrine que le social-démocrate serait inexcusable d'oublier. Nous parlons de l'importance de mettre à profit les leçons pratiques des grands événements révolutionnaires afin d'enseigner, non plus à des petits cercles, mais à la masse, nos vieilles leçons « dogmatiques » sur la nécessité, par exemple, de fusionner en fait le terrorisme et l'insurrection de masses, et de savoir discerner derrière le libéralisme de la société cultivée russe les intérêts de classe de notre bourgeoisie (voir la polémique avec les socialistes-révolutionnaires dans le n° 3 de Vpériod).

Ce n'est donc pas d'un relâchement de nos principes social-démocrates, de notre intransigeance orthodoxe qu'il s'agit, mais du raffermissement des uns et de l'autre, par de nouveaux moyens, par de nouvelles méthodes d'éducation. En temps de guerre, les recrues s'instruisent directement au cours des opérations militaires. Ne craignez pas, camarades, d'aborder de nouvelles méthodes d'enseignement ! Ne craignez pas de rassembler sans cesse de nouvelles cohortes, envoyez-les au feu ! Faites de nouvelles recrues dans la jeunesse ouvrière, élargissez les cadres habituels des organisations du parti, à partir des comités jusqu'aux groupes de fabrique, aux corporations, aux cercles d'étudiants ! Rappelez-vous que tout retard dans ce domaine fera le jeu des ennemis de la social-démocratie, car les eaux nouvelles cherchent une issue immédiate, et si elles ne trouvent pas le chenal de la social-démocratie, elles se précipiteront ailleurs. Rappelez-vous que chaque progrès pratique du mouvement révolutionnaire enseignera inmanquablement et inéluctablement aux jeunes recrues la science même de la social-démocratie, car cette science est fondée sur l'évolution objective des forces et des tendances des diverses classes sociales, et la révolution n'est que la démolition d'anciennes superstructures et l'action indépendante des classes sociales désireuses de bâtir la nouvelle à leur gré. Gardez-vous seulement de rabaisser notre science révolutionnaire au niveau d'un dogme livresque, n'en faites pas un poncif avec de méprisables phrases sur l'organisation-procès, la tactique-procès, phrases qui justifient le gâchis, l'indécision, le manque d'initiative. Donnez plus de champ aux initiatives les plus variées des divers groupes et cercles, sans oublier que la justesse de leur action est garantie, en dehors de nos conseils, abstraction faite de nos conseils, par les impératifs inflexibles du cours même de la révolution. C'est un vieil adage qu'en politique on va souvent à l'école de l'ennemi. En révolution, l'ennemi nous impose toujours, avec une promptitude et une vigueur particulières, des décisions judicieuses.

Faisons le bilan : il faut tenir compte du fait que le mouvement a centuplé, que le travail se poursuit à un rythme nouveau, que l'ambiance est plus libre, que le champ d'action s'est élargi. Le travail doit bénéficier d'une ampleur toute différente. Il faut donner la prépondérance à la formation des effectifs dans le combat, et non plus à un enseignement valable en temps de paix. Il faut enrôler plus audacieusement, plus largement et rapidement de jeunes combattants dans toutes nos organisations. Il faut donc organiser immédiatement des centaines de nouvelles organisations. Oui, des centaines, ce n'est pas une hyperbole et ne me rétorquez pas que maintenant il est « trop tard » de s'occuper d'un si vaste travail d'organisation. Non, il n'est jamais trop tard pour s'organiser. Nous devons nous servir de la liberté que nous accorde la loi et de celle dont nous nous sommes emparés illégalement pour multiplier et renforcer toutes les organisations du parti possibles. Quel que soit le déroulement et l'issue de la révolution, même si tels ou tels événements la stoppaient rapidement, toutes ses acquisitions réelles seront solides et sûres dans la mesure seulement où le prolétariat sera organisé.

Le mot d'ordre : Organisez-vous ! que les majoritaires ont voulu consacrer au II^e Congrès du parti doit être cette fois appliqué sans retard. Si nous ne pouvons pas prendre hardiment l'initiative de la création de nouvelles organisations, nous devons renoncer à nos vaines prétentions au rôle d'avant-garde. Si nous nous arrêtons impuissants aux limites, formes et cadres déjà atteints des comités, des groupes, des réunions et des cercles, nous aurons prouvé notre incapacité. Des milliers de cercles surgissent maintenant un peu partout, à notre insu, sans but ni programme déterminés, simplement sous l'influence des événements. Les social-démocrates doivent s'assigner pour fin d'établir et d'affermir des rapports directs avec le plus grand nombre de ces groupements pour les aider, pour les éclairer en leur transmettant leurs connaissances et leur expérience, pour les vivifier de leur initiative révolutionnaire. Que tous ces cercles, sauf ceux qui s'écartent sciemment de la social-démocratie, adhèrent ouvertement au parti ou prennent contact avec lui en qualité de sympathisants. On ne peut, dans ce dernier cas, exiger ni l'acceptation de notre programme, ni des relations organiques obligatoires avec nous ; il suffit du seul sentiment de révolte, de la seule sympathie envers la cause de la social-démocratie révolutionnaire

internationale, pour que ces cercles de sympathisants deviennent, si les social-démocrates font preuve d'énergie, sous la pression des événements, d'abord des auxiliaires démocratiques du Parti ouvrier social démocrate, puis des membres convaincus du parti.

« Les hommes sont légion et il n'y a pas d'hommes », telle est la formule contradictoire qui, depuis longtemps déjà exprime les contradictions de la vie et des besoins de la social-démocratie en matière d'organisation. Cette contradiction ressort maintenant avec relief : les appels passionnés aux forces nouvelles, les plaintes sur le manque d'hommes dans les organisations retentissent de toutes parts ; et de toutes parts aussi, ce n'est qu'offres de services et croissance de jeunes forces, surtout dans la classe ouvrière, à une échelle gigantesque. L'organisateur qui, dans ces conditions, se plaint du manque d'hommes, tombe dans la même erreur que Madame Roland qui écrivait en 1783, à l'apogée de la grande révolution française : Il n'y a pas d'hommes en France, il n'y a que des pygmées. Celui qui parle ainsi ne voit pas, derrière les arbres, la forêt. Parler ainsi, c'est reconnaître qu'on est aveuglé par les événements, reconnaître que le révolutionnaire, loin de dominer les événements dans sa conscience et dans son activité, est dominé, écrasé par eux. Un organisateur de ce genre ferait mieux de prendre sa retraite, de céder la place aux jeunes forces dont l'énergie peut largement suppléer à la routine habituelle, apprise par cœur.

Les hommes ne font pas défaut, jamais la Russie révolutionnaire n'en eut autant qu'à présent. Jamais la classe révolutionnaire ne se trouva dans une situation aussi exceptionnellement favorable que celle où se trouve le prolétariat russe quant aux alliés occasionnels, aux amis conscients, aux auxiliaires involontaires. Les hommes sont légion, il suffit de jeter par-dessus bord les idées et les formules suivistes, il suffit de donner libre jeu à l'initiative, aux « plans », aux « entreprises », et nous nous révélerons les dignes représentants de la grande classe révolutionnaire, et alors le prolétariat de Russie accomplira la grande révolution russe aussi héroïquement qu'il l'a commencé.

« Vpériod » n° 9 du 8 mars (23 février) 1905

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 215-219.

LETRE AU COMITÉ DE COMBAT PRÈS LE COMITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG

16 octobre 1905

Chers camarades ! Je vous suis très reconnaissant de m'avoir envoyé : 1° le rapport du Comité de combat, 2° la note sur l'organisation de la préparation insurrectionnelle, 3° le schéma de l'organisation. Ayant pris connaissance de ces documents, j'ai cru de mon devoir de m'adresser directement au Comité de combat afin d'avoir avec vous un échange fraternel de vues. Point n'est besoin de dire que je ne prétends pas juger les questions pratiques ; il n'est pas douteux que tout ce qu'il est possible de faire dans les conditions si difficiles où l'on se trouve en Russie se fait. Mais, à en juger par les documents, le travail risque de dégénérer en paperasserie. Tous ces schémas, tous ces plans d'organisation du Comité de combat donnent l'impression d'une vaste paperasserie formaliste. Je vous prie d'excuser la franchise de l'expression, j'espère bien que vous ne me suspecterez de chercher la petite bête. En pareilles circonstances les schémas, les discussions, les palabres sur les fonctions et les droits du Comité de combat sont aussi inopportuns que possible. Il faut une énergie dévorante et encore de l'énergie. Je vois avec horreur, mais vraiment avec horreur, que l'on parle des bombes depuis plus de six mois sans en avoir fait une seule. Et ce sont les gens les plus savants qui en parlent... Allez aux jeunes, messieurs ! voilà la seule panacée. Sinon, je vous assure, vous vous trouverez en retard (tout me l'indique) avec des mémoires « érudits », des plans, des graphiques, des schémas, des recettes magnifiques, mais sans organisation, sans travail vivant. Allez aux jeunes ! Formez sur-le-champ, en tous lieux, des groupes de combat, formez-en parmi les étudiants et surtout les ouvriers, etc., etc. Que des détachements de 3, 10, 30 hommes et plus se forment sur-le-champ. Qu'ils s'arment eux-mêmes sur-le-champ, comme ils peuvent, qui d'un revolver, qui d'un couteau, qui d'un chiffon imprégné de pétrole pour servir de brandon. Que ces détachements désignent tout de suite leurs chefs et se mettent autant que possible en relation avec le Comité de combat près le comité de Pétersbourg. N'exigez aucune formalité, moquez-vous, pour l'amour de Dieu, de tous les schémas, envoyez, pour l'amour de Dieu, les « fonctions, droits et privilèges » à tous les diables. N'exigez pas d'affiliation obligatoire au P.O.S.D.R., ce serait pour l'insurrection armée une revendication absurde. Ne refusez pas d'établir la liaison avec le moindre groupe, ne fût-il que trois hommes, à la seule condition qu'il soit pur de tout noyautage policier et prêt à se battre contre les troupes du tsar. Que les groupes qui le désirent s'affilient au P.O.S.D.R. ou se joignent à lui, ce sera parfait ; mais je considérerais comme une faute évidente d'exiger l'affiliation au Parti.

Le rôle du Comité de combat près le comité de Pétersbourg doit être de venir en aide à ces détachements de l'armée révolutionnaire, de servir de « bureau » de liaison, etc. Tout détachement acceptera volontiers vos services, mais si vous commencez en pareil cas par des schémas et par des discours sur les « droits » du Comité de combat, vous perdrez tout, je vous le certifie, vous perdrez tout sans retour.

Ce qu'il faut ici, c'est une large propagande. Que 5 à 10 hommes visitent en une semaine des centaines de cercles d'ouvriers et d'étudiants, pénètrent partout où l'on peut pénétrer, proposent partout un plan clair, bref, direct et simple : formez sur-le-champ un détachement, armez-vous comme vous pouvez, travaillez de toutes vos forces, nous vous aiderons comme nous pourrons, mais ne vous reposez pas sur nous, travaillez vous-mêmes.

Le principal en pareil cas, c'est l'initiative de la masse formée par les petits cercles. Ils feront tout. Sans eux tout votre Comité de combat n'est rien. Je suis prêt à mesurer l'efficacité des travaux du Comité de combat au nombre des détachements avec lesquels il sera lié. Si, dans un mois ou deux, le Comité de combat n'a pas à Pétersbourg un minimum de 200 à 300 détachements, ce sera un Comité mort. Il faudra l'enterrer. Ne pas rassembler, dans l'effervescence actuelle, une centaine de détachements, c'est être en dehors de la vie.

Les propagandistes doivent fournir à chaque détachement les recettes de bombes les plus simples et les plus concises, un exposé élémentaire du genre d'action à fournir, et leur laisser ensuite les mains libres. Les détachements doivent commencer sur-le-champ leur instruction militaire par des opérations de combat. Les uns entreprendront tout de suite de tuer un mouchard, de faire sauter un poste de police, les autres d'attaquer une banque pour y confisquer les fonds nécessaires à l'insurrection, d'autres encore feront des manœuvres ou dresseront les plans des localités, etc. L'indispensable est de commencer tout de suite l'instruction par l'action : ne craignez pas ces tentatives d'agression. Elles peuvent naturellement dégénérer. Mais ce sera le mal de demain ; notre inertie, notre raideur doctrinaire, notre savante immobilité, notre crainte sénile de l'initiative, voilà le mal d'aujourd'hui. Que chaque détachement fasse lui-même son apprentissage, ne serait-ce qu'en assommant les agents de police : l'expérience acquise par des centaines de combattants, qui entraîneront demain au combat des centaines de milliers d'hommes, nous dédommagera largement de la perte de quelques dizaines d'hommes.

Forte poignée de main, camarades, et souhaits de bon succès. Je n'impose nullement mon opinion, mais je crois de mon devoir d'élever ma voix consultative.

Votre Lénine

Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 356-358.

LA LEÇON DES ÉVÉNEMENTS DE MOSCOU

L'ardeur révolutionnaire du prolétariat de Moscou, si fortement attestée par la grève politique et les batailles de rues⁶¹, ne s'est pas encore refroidie. La grève continue. Elle a partiellement gagné Pétersbourg, où les compositeurs-typographes, se solidarisant avec leurs camarades moscovites, ont cessé le travail. On ne sait pas encore si le mouvement actuel va se calmer en attendant le prochain flot de la marée montante ou s'il va revêtir une forme chronique. Mais certains résultats extrêmement édifiants des événements de Moscou se sont déjà fait sentir, et ils valent la peine de nous y arrêter.

De façon générale, le mouvement à Moscou n'est pas arrivé au conflit décisif des ouvriers révolutionnaires et des forces du tsarisme. Il ne s'est produit que de petites escarmouches d'avant-garde et peut-être, partiellement, une démonstration militaire de guerre civile. Ce n'a pas été une de ces batailles qui décident de l'issue d'une guerre. Des deux hypothèses que nous formulons la semaine dernière, il semble que la première se vérifie, à savoir que nous n'assistons qu'à une répétition de l'offensive décisive, et non à cette offensive même. La répétition a pourtant montré, dressés de toute leur hauteur, les personnages du drame historique. Elle a ainsi jeté une vive lumière sur le déroulement probable, et sans doute même inévitable, du drame lui-même.

Le prétexte des événements de Moscou a été d'un caractère à première vue purement universitaire. Le gouvernement a octroyé aux universités une « autonomie » partielle ou plutôt fictive. MM. les professeurs ont acquis le droit de s'administrer eux-mêmes ; les étudiants, celui de se réunir. Une petite brèche était dès lors ouverte dans le système oppressif de l'autocratie et du servage. De nouveaux flots révolutionnaires se sont rués dans cette brèche avec une force inattendue. Une mesquine concession, une infime réforme tendant à atténuer les antagonismes politiques et à « réconcilier » bandits et victimes, a provoqué en réalité une aggravation terrible de la lutte et l'accroissement du nombre des combattants. Les ouvriers sont accourus en masse aux réunions des étudiants. Des meetings révolutionnaires populaires se sont improvisés, où l'on a vu prévaloir le prolétariat, classe d'avant-garde dans la lutte pour la liberté. Le gouvernement a été pris de fureur. Les « respectables » professeurs libéraux, qui venaient d'obtenir le droit de s'administrer eux-mêmes, ont pris peur et se sont mis à faire la navette entre les étudiants révolutionnaires et le gouvernement du knout policier. Les libéraux ont profité de la liberté pour la trahir, pour recommander aux étudiants de ne pas élargir et aggraver la lutte, pour prêcher le respect de l'ordre face aux coupe-jarrets et aux Cent-Noirs, aux Trépov et Romanov ! Les libéraux ont mis à profit leur autonomie administrative pour prendre en mains les intérêts des bourreaux du peuple et fermer l'université, ce sanctuaire de la « science » telle que la conçoit le knout, sanctuaire profané par les étudiants qui y

admettaient la « vile plèbe » à débattre des questions telles que ne les conçoit pas la clique autocratique. Les libéraux s'administrant eux-mêmes ont trahi le peuple et trahi la liberté de peur d'un massacre à l'université. Et leur lâcheté a reçu un châtement exemplaire. En fermant l'université révolutionnaire, ils ont ouvert la rue à la révolution. Tristes pédants, ils se félicitaient à qui mieux mieux avec ces gredins de Glazov d'avoir réussi à éteindre l'incendie dans les facultés. Ils n'avaient fait en réalité que mettre le feu à une immense cité industrielle. Ils avaient, ces nullités pompeuses, défendu aux ouvriers de se joindre aux étudiants ; ils ne faisaient ainsi que pousser les étudiants à se joindre aux ouvriers révolutionnaires. Ils traitaient toutes les questions politiques du point de vue de leur poulailler imprégné, depuis des siècles, du moisi bureaucratique ; ils suppliaient les étudiants de l'épargner. Il suffit d'un premier souffle frais, de l'intervention d'une force révolutionnaire jeune et libre, pour que tout le monde oublie le poulailler, car la brise, devenant toujours plus violente, se transformait en un ouragan dirigé contre la source de tout moisi bureaucratique et de toute brimade infligée au peuple russe, contre l'autocratie impériale. Et maintenant même que le premier danger est passé, maintenant que la tempête s'est visiblement calmée, les larbins de l'autocratie tremblent encore de peur à la seule évocation de l'abîme qui s'est ouvert sous leurs pas dans les sanglantes journées de Moscou : « Ce n'est pas encore un incendie, mais c'est certainement une tentative d'incendie, balbutie M. Menchikov dans le servile Nouoïé Vrémia⁶² (30 septembre) ; ce n'est pas encore la révolution... mais c'en est déjà le prologue... Elle vient, disais-je en avril, et quels pas terribles n'a-t-elle pas faits depuis ! L'élément populaire est remué jusque dans ses profondeurs... »

Oui, les Trépov et les Romanov, et aussi les bourgeois libéraux adonnés à leur œuvre de trahison se sont mis dans de beaux draps ! Ouvrir l'université, c'est donner une tribune aux assemblées révolutionnaires du peuple, c'est rendre un précieux service à la social-démocratie. Fermer l'université, c'est ouvrir la lutte dans la rue. Et nos chevaliers du knout de se démener en grinçant des dents ; ils rouvrent l'université de Moscou, ils font semblant de vouloir laisser les étudiants maintenir l'ordre eux-mêmes au cours des défilés dans la rue, ils ferment les yeux sur l'auto-administration révolutionnaire des étudiants qui achèvent de se partager entre les partis social-démocrate, socialiste-révolutionnaire et autres, formant une sorte de « Parlement » universitaire subdivisé en groupes politiques régulièrement constitués (et qui ne se borneront pas, nous en sommes convaincus, à l'auto-administration révolutionnaire, mais se mettront immédiatement et sérieusement à organiser et à armer les détachements de l'armée révolutionnaire). Et les professeurs libéraux de s'agiter, à l'instar des Trépov, adjurant aujourd'hui les étudiants d'être plus modérés et demain les hommes du knout d'être plus doux. Tout ce remue-ménage des uns et des autres nous réjouit grandement. Quand les pontifes et les transfuges de la politique se démènent ainsi sur le pont du vaisseau, c'est que le vent révolutionnaire commence vraiment à prendre de la force.

Mais, outre une fierté et une satisfaction légitime, les vrais révolutionnaires doivent puiser quelque chose de plus dans les événements de Moscou : la notion précise des forces sociales à l'œuvre dans la révolution russe et de la manière dont elles agissent, une idée plus nette des formes de leur action. Reconstituez l'enchaînement politique des événements de Moscou et vous aurez le tableau typique et hautement caractéristique, sous le rapport de la lutte de classe, de la révolution entière. Voici cet enchaînement : une petite brèche est ouverte dans l'ancien régime ; le gouvernement la ferme en faisant de légères concessions, des « réformes » trompeuses, etc. ; au lieu de calmer les gens, il n'obtient qu'une nouvelle aggravation de l'effervescence et un élargissement de la lutte ; la bourgeoisie libérale hésite et s'interpose, déconseillant la révolution aux révolutionnaires et la réaction aux policiers. Le peuple révolutionnaire, prolétariat en tête, entre en scène, et son action au grand jour crée une nouvelle situation politique. Sur le champ de bataille plus large et plus élevé, désormais conquis, une brèche nouvelle est ouverte dans les remparts de l'ennemi et le mouvement continue à progresser de cette façon, montant toujours plus haut. « Nous assistons à la retraite du gouvernement sur toute la ligne », font justement observer les Moskovskié Viédomosti⁶³. Et un journal libéral⁶⁴ d'ajouter non sans esprit : retraite accompagnée de combats d'arrière-garde. Le correspondant pétersbourgeois de la Vossische Zeitung de Berlin relatait le 3 (16) octobre, par télégramme, son entrevue avec le chef de cabinet de Trépov. Ce poulet lui avait dit : « On ne peut attendre du gouvernement l'application d'aucun plan logique, car chaque jour amène des événements imprévus. Le gouvernement doit louvoyer ; le mouvement actuel, qui peut durer deux ans aussi bien que deux mois, ne peut pas être réprimé par la force. »

Oui, la tactique du gouvernement est désormais très nette. C'est de toute évidence une tactique de louvoiement et de retraite avec combats d'arrière-garde. Tactique tout à fait juste du point de vue des intérêts de l'autocratie ; l'erreur serait immense et l'illusion fatale, pour des révolutionnaires, d'oublier que le gouvernement peut encore battre en retraite pendant très longtemps sans perdre l'essentiel. L'exemple de la révolution inachevée, de la demi-révolution bâtarde de 1848 en Allemagne (auquel nous reviendrons dans le prochain numéro du Prolétari⁶⁵ et que nous ne cesserons jamais de rappeler) montre que, même en allant jusqu'à convoquer l'Assemblée constituante (en paroles), le gouvernement peut garder assez de force pour vaincre la révolution dans la dernière bataille décisive. C'est pourquoi, étudiant les événements de Moscou, derniers venus dans la longue série de combats de notre guerre civile, nous devons considérer avec lucidité le cours des choses, nous préparer avec la plus grande énergie et la plus grande opiniâtreté à une lutte longue et acharnée, nous méfier de ceux de nos alliés

qui sont déjà des transfuges. Alors que rien de décisif n'est encore conquis, alors que l'ennemi a encore d'immenses possibilités de reculs avantageux et inoffensifs, alors que se déroulent des combats de plus en plus importants, la confiance envers ces alliés, les tentatives de conclure un accord avec eux ou simplement de les soutenir à certaines conditions peuvent constituer non seulement une sottise, mais encore une trahison envers la cause du prolétariat.

En effet, l'attitude des professeurs libéraux, avant et pendant les événements de Moscou, est-elle seulement de circonstance ? Est-ce l'exception ou la règle pour le parti cadet ? Cette attitude traduit-elle le caractère particulier d'un groupe de la bourgeoisie libérale ou bien les intérêts profonds et généraux de cette classe dans son ensemble ? Les socialistes ne peuvent avoir deux opinions là-dessus. Mais tous les socialistes sont loin de savoir appliquer une tactique réellement socialiste.

Considérons, afin de nous faire une meilleure idée du fond des choses, la tactique libérale telle que l'exposent les libéraux eux-mêmes. Ils évitent, dans la presse russe, de s'opposer directement aux social-démocrates et même de parler clairement de ceux-ci. Mais voici une correspondance intéressante de la Vossische Zeitung de Berlin. Elle exprime certainement avec plus de franchise les opinions des libéraux :

« En dépit de l'autonomie octroyée — très tard, il est vrai — aux universités et aux établissements d'enseignement supérieur, les troubles estudiantins ont repris à Pétersbourg et à Moscou, avec une grande violence, dès le début de l'année scolaire. Ces troubles s'accompagnent, en outre, à Moscou d'un large mouvement ouvrier. Ils marquent le commencement d'une nouvelle phase du mouvement révolutionnaire russe. Les réunions d'étudiants et les résolutions qui y sont votées montrent que la jeunesse des universités a adopté le mot d'ordre des chefs social-démocrates : faire des universités le lieu des réunions populaires et porter ainsi la révolution aux couches les plus larges de la population. Les étudiants moscovites ont déjà fait la démonstration de la mise en œuvre de ce mot d'ordre : ils ont invité à l'université des ouvriers et d'autres personnes que rien n'y appelait, et en si grand nombre que les étudiants eux-mêmes se sont trouvés en minorité. Il va de soi que ces faits ne peuvent se prolonger dans les conditions présentes. Le gouvernement fermera les universités plutôt que de tolérer des réunions de ce genre. C'est tellement évident qu'il semble à première vue incompréhensible que les chefs social-démocrates aient pu donner un semblable mot d'ordre. Ils savaient parfaitement ce qui en résulterait ; ils voulaient précisément que le gouvernement fermât les universités. Pourquoi ? Mais tout bonnement parce qu'ils s'efforcent d'entraver par tous les moyens le mouvement libéral. Ils comprennent que, livrés à leurs propres forces, ils ne sont pas en mesure de mener à bien une grande action politique ; par suite, les libéraux et les radicaux doivent se garder de rien faire, eux aussi, car, paraît-il, le prolétariat socialiste ne pourrait que pâtir de leur action. Il doit lui-même conquérir ses droits. Libre à la social-démocratie russe de s'enorgueillir de cette tactique « inflexible » (unbeugsame). Mais tout observateur impartial la trouvera des plus myopes ; et il est fort douteux qu'elle conduise la social-démocratie russe à des victoires. On ne comprend pas ce que la social-démocratie gagne à la fermeture des universités, devenue inévitable étant donné la prolongation de cette tactique. Or, la poursuite des cours dans les facultés et dans les établissements d'enseignement supérieur importe au plus haut point à tous les partis de progrès. Les grèves prolongées d'étudiants et de professeurs ont déjà porté un grand préjudice à la culture russe. La reprise de l'activité universitaire s'impose. L'autonomie permet aux professeurs de s'acquitter librement de leurs fonctions. Aussi les professeurs de toutes les universités et de toutes les écoles supérieures sont-ils d'accord sur la nécessité de se remettre sérieusement au travail. Ils usent de toute leur influence pour engager les étudiants à renoncer à l'application du mot d'ordre social-démocrate. »

Ainsi la lutte entre le libéralisme bourgeois (cadet) et les social-démocrates est bien mise en relief. N'entrez pas le mouvement libéral ! Tel est le mot d'ordre admirablement bien formulé dans cet article. Mais en quoi consiste ce mouvement libéral ? En un mouvement de retraite, car les professeurs usent et veulent user de la liberté de l'université non pour la révolution, mais pour une propagande antirévolutionnaire, non pour étendre l'incendie, mais pour l'éteindre, non pour élargir le champ de bataille, mais pour détourner les gens de l'action décisive et les amener à la collaboration pacifique avec les Trépov. La lutte s'étant aggravée (les faits nous l'ont montré), le « mouvement libéral » quitte les révolutionnaires pour rejoindre les réactionnaires. Les libéraux nous sont naturellement d'une certaine utilité dans la mesure où ils sèment le trouble dans les rangs des Trépov et autres serviteurs de Romanov, mais cette utilité ne compensera le mal qu'ils nous font en semant l'hésitation dans nos rangs que si nous nous désolidarisons sans retour des cadets et si nous condamnons sans merci toutes leurs hésitations. Comprenant ou, plus souvent, sentant leur rôle prépondérant dans le régime économique actuel, les libéraux aspirent à jouer le même rôle dans la révolution et qualifient toute continuation, toute aggravation, tout élargissement de celle-ci au-delà du replâtrage le plus grossier, d'« entrave » au mouvement libéral. Craignant de compromettre la prétendue liberté universitaire accordée par Trépov, ils combattent aujourd'hui la liberté révolutionnaire. Craignant pour la liberté légale de réunion, que le gouvernement accordera demain sous la forme caricaturale imaginée par sa police, ils voudront nous empêcher d'exploiter les réunions à des fins purement prolétariennes. Craignant pour les destins de la Douma d'Etat, ils ont déjà manifesté au congrès de septembre une sage modération et y persévèrent aujourd'hui en combattant le boycottage : ne nous empêchez pas de faire de bonne besogne à la Douma d'Etat !

Et il faut avouer, à la honte de la social-démocratie, qu'il s'est trouvé dans son sein des opportunistes, captifs de leur fossilisation doctrinaire du marxisme, pour se laisser prendre à cet appât ! La révolution est bourgeoise, se disent-ils, c'est pourquoi... c'est pourquoi il faut reculer au fur et à mesure que la bourgeoisie réussit à obtenir des

concessions du tsarisme. Si les néo-iskristes ne voient pas encore la signification réelle de la Douma d'Etat, c'est justement parce que, reculant eux-mêmes, ils ne remarquent pas tout naturellement la reculade des constitutionnels-démocrates. Or, il est indéniable que les gens de l'Iskra ont reculé depuis la promulgation de la loi sur la Douma d'Etat. Ils ne songeaient pas, avant la Douma d'Etat, à mettre à l'ordre du jour l'accord avec les constitutionnels-démocrates. Ils l'ont fait depuis la Douma d'Etat (Parvus, Tchérévanine et Martov), et cela sous une forme pratique et directe, et non pas seulement théorique. Ils posaient, avant la Douma d'Etat, des conditions assez sévères aux démocrates (allant jusqu'à exiger que ces derniers contribuent à l'armement du peuple, etc.). Depuis la Douma d'Etat, leurs exigences ont baissé, ils se contentent de la promesse de transformer la Douma des Cent-Noirs ou des libéraux en une Douma révolutionnaire. A la question : qui doit convoquer l'Assemblée nationale constituante ? ils répondaient avant la Douma d'Etat, dans leur résolution officielle : soit le gouvernement révolutionnaire provisoire, soit l'une des institutions représentatives. Depuis la Douma d'Etat ils ont biffé le gouvernement révolutionnaire provisoire et disent : soit « des organisations démocratiques populaires » (!) (comme celle des cadets ?), soit... soit la Douma d'Etat. C'est ainsi que les faits nous montrent comment les néo-iskristes appliquent leur magnifique principe : la révolution est bourgeoise, ouvrez donc l'œil, camarades, afin que la bourgeoisie ne se détourne pas de la révolution !

Les événements de Moscou, montrant pour la première fois depuis la promulgation de la loi sur la Douma d'Etat quelle est en réalité la tactique des constitutionnels-démocrates aux heures graves de la vie politiquement aussi montré que la queue opportuniste de la social-démocratie se transforme inévitablement en un appendice servile de la bourgeoisie. Nous venons de dire : la Douma des Cent-Noirs ou des libéraux. Ces mots paraîtraient monstrueux au néo-iskriste, qui considère comme très importante la différence entre la Douma d'Etat des Cent-Noirs et celle des libéraux. Mais les événements de Moscou ont précisément révélé tout ce qu'il y a de faux et de déplacé dans cette idée « parlementaire » appliquée à une époque pré-parlementaire. Les événements de Moscou ont précisément démontré que le transfuge libéral a joué le rôle de Trépov lui-même. La fermeture de l'université, qui eût été hier décrétée par Trépov, a maintenant été l'œuvre de MM. Manouïlov et Troubetskoï. N'est-il pas évident que les libéraux « tendance Douma » feront eux aussi le va-et-vient entre Trépov-Romanov et le peuple révolutionnaire ? N'est-il pas évident qu'il faut être des niais en politique pour prêter le moindre soutien aux transfuges libéraux ?

Il est souvent nécessaire de soutenir, dans un système parlementaire, le parti le plus libéral contre un parti moins libéral. Soutenir, dans une lutte révolutionnaire pour le régime parlementaire, les transfuges libéraux qui « réconcilient » Trépov et la révolution, c'est trahir.

Les événements de Moscou ont montré à l'œuvre ce groupement des forces sociales dont le Prolétari a déjà parlé tant de fois : le prolétariat socialiste et l'avant-garde de la démocratie révolutionnaire bourgeoise combattaient ; la bourgeoisie libérale monarchiste négociait. Etudiez donc, camarades ouvriers, étudiez attentivement les leçons des événements de Moscou. C'est précisément ainsi, c'est infailliblement ainsi que les choses se passeront dans la révolution russe tout entière. Regroupons-nous de la façon la plus étroite dans un parti authentiquement socialiste, exprimant consciemment les intérêts de la classe ouvrière au lieu de suivre d'instinct la masse. Ne comptons dans la lutte que sur la démocratie révolutionnaire. Ne pactisons qu'avec elle et n'appliquons ces pactes que sur le champ de bataille, contre les Trépov et les Romanov. Outre les étudiants, avant-garde de la démocratie révolutionnaire, toutes nos forces doivent tendre à soulever les larges masses populaires dont le mouvement n'est pas uniquement démocratique au sens général du mot (tout transfuge s'intitule aujourd'hui démocrate) mais effectivement révolutionnaire : les masses paysannes en un mot. Rappelons-nous que les libéraux et les constitutionnels-démocrates, semant l'hésitation parmi les défenseurs de l'autocratie, s'efforceront inévitablement de semer à chaque pas l'hésitation parmi nous. L'action révolutionnaire ouverte, mettant au rancart tous les poulaillers libéraux, toutes les Doumas libérales, sera seule sérieuse et décisive. Préparez-vous donc, sans perdre une minute, à livrer encore et encore de nouveaux combats ! Armez-vous comme vous pouvez, formez sur-le-champ des groupes de combattants prêts à se battre avec un dévouement et une énergie sans défaillance contre l'autocratie maudite, rappelez-vous que demain ou après-demain les événements vous appelleront en tout cas et inévitablement à l'insurrection et qu'il s'agit uniquement de savoir si vous serez, au moment de l'action, prêts et unis ou dispersés et désorientés !

Une fois de plus, pour la centième fois, les événements de Moscou infligent un démenti aux gens de peu de foi. Ils ont montré que nous sommes encore enclins à sous-estimer le potentiel révolutionnaire des masses. Ils raffermiront nombre de ceux qui commençaient à hésiter, qui, depuis la conclusion de la paix et l'octroi de la Douma, perdaient la foi en l'insurrection. Non, c'est bien aujourd'hui que l'insurrection croît et se fortifie plus vite que jamais. Que la prochaine explosion, en comparaison de laquelle le 9 janvier⁶⁶ et les mémorables journées d'Odessa⁶⁷ apparaîtront comme des jeux d'enfants, trouve chacun de nous à son poste !

« Prolétari » n°22, 24 (11) octobre 1905.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 388-397.

LES JEUNES VIVANT À L'ÉTRANGER ET LA RÉVOLUTION RUSSE

La lettre venue d'un coin perdu de province et rappelant en Russie tous ceux qui vivent à l'étranger (Prolétari n° 19) a occasionné la réponse d'un camarade qui a adressé une lettre signée « un révolutionnaire » de Berne à la rédaction du Prolétari⁶⁸. Le camarade « révolutionnaire » insiste sur l'importance capitale de la théorie pour le mouvement, sur la nécessité d'étudier sérieusement, etc. Nous sommes bien sûr entièrement d'accord avec lui sur ces points, et le sens des réserves que nous avons faites à propos de cette lettre de province était justement le même. Le camarade « révolutionnaire » conseille au Parti d'organiser quelque part, par exemple à Genève, une sorte d'université pour que la jeunesse puisse étudier sérieusement. Ce n'est pas la première fois qu'un tel projet voit le jour, mais sa réalisation rencontrerait trop de difficultés d'ordre pratique.

Prolétari » n° 22, 4 (11) octobre 1905

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 402

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DE LA BROCHURE DE K. KAUTSKY :

« Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe » (Extrait)

... En conclusion, quelques mots sur les « autorités ». Les marxistes ne peuvent s'en tenir au point de vue coutumier de l'intellectuel radical, aux termes abstraits de sa pensée soi-disant révolutionnaire : « Il ne nous faut pas d'autorités. »

Au contraire. La classe ouvrière, qui mène dans le monde entier une lutte pénible et acharnée pour sa complète émancipation a besoin d'autorités, mais, bien entendu, dans ce sens seulement que les jeunes ouvriers ont besoin de l'expérience des vieux militants contre l'oppression et l'exploitation, des militants ayant dirigé à de nombreuses grèves, et participé à plusieurs révolutions, des militants forts de la connaissance des traditions révolutionnaires et pourvus d'une très large expérience de la vie politique. Les ouvriers de chaque pays ont besoin de puiser dans l'expérience de lutte du prolétariat du monde entier. L'autorité des théoriciens de la social-démocratie mondiale nous est nécessaire pour élucider le programme et la tactique de notre Parti. Mais cette autorité n'a, bien entendu, rien de commun avec les autorités routinières de la science bourgeoise et de la politique policière. Il s'agit de l'autorité que présente la lutte multiforme soutenue dans les rangs de cette même armée socialiste mondiale. Dans la mesure où il importe d'avoir une autorité de ce genre pour élargir les vues des militants, il serait inacceptable que l'on prétende, dans le parti ouvrier, résoudre de loin, en restant à l'écart, les questions pratiques et concrètes de la politique immédiate. L'action collective de l'avant-garde des ouvriers conscients de chaque pays, menant une lutte directe, sera toujours la plus grande autorité dans toutes ces questions...

Rédigé en décembre 1906.

Paru en décembre 1906 dans une brochure publiée à Moscou par les Editions « Novaïa Epokha »

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 434-435.

LA CRISE DU MENCHEVISME

(Extrait)

III

Lénine établit une opposition entre le parti considéré comme un « appareil » et le parti d'avant-garde ; entre un parti qui combat la police et un parti de militants politiques conscients ; cette distinction semble pénétrante et d'un esprit « purement prolétarien ». En réalité, c'est de l'opportunisme d'intellectuel, tout comme la distinction analogue que faisaient autrefois, de 1899 à 1901, les gens de la Rabotchaïa Mysl, et le groupe d'Akimov⁶⁹.

D'une part, lorsque les circonstances se prêtent, objectivement, à une offensive directement révolutionnaire des masses, la plus haute tâche politique du Parti est de « servir les forces spontanées en mouvement ». Opposer un travail révolutionnaire de ce genre à la « politique », c'est réduire la politique à des manœuvres de politiciens. C'est exalter la lutte parlementaire, telle qu'elle se fait à la Douma en la plaçant au-dessus de la politique des masses qui se manifesta en octobre et en décembre ; en d'autres termes, on passe ainsi du plan révolutionnaire prolétarien au point de vue de l'opportunisme intellectuel.

Toute forme de lutte exige une technique appropriée et un appareil bien adapté. Lorsque, par suite de circonstances objectives, la principale forme de lutte est la bataille parlementaire, il est inévitable que, dans le Parti, s'accroissent les traits caractéristiques d'une organisation faite pour la bataille parlementaire. Par contre,

lorsque les circonstances objectives veulent que les masses elles-mêmes engagent la lutte par des grèves politiques et des insurrections de masse, le parti du prolétariat doit avoir les « appareils » nécessaires pour « servir » précisément une lutte de ce genre, et, bien entendu, ces « appareils-là » n'auront rien de « parlementaire », ils seront spécialement adaptés à leur tâche. Un parti organisé du prolétariat qui, reconnaissant que les circonstances se prêtent à des insurrections populaires, ne se soucierait pas d'avoir l'appareil convenable pour y aider, serait un parti d'intellectuels bavards ; les ouvriers le quitteraient pour aller à l'anarchisme ou au révolutionnarisme bourgeois, etc.

D'autre part, la composition d'une avant-garde dirigeante en politique, pour chaque classe, et aussi pour le prolétariat, dépend aussi de la situation même de la classe intéressée et de la forme de lutte dont elle use principalement. Larine se plaint de voir, par exemple, que, dans notre Parti, c'est la jeunesse ouvrière qui prédomine, que nous comptons peu d'ouvriers chargés de famille et que ces derniers nous quittent souvent. Ces doléances d'un opportuniste russe m'ont rappelé un certain passage d'Engels (dans la Question du logement, je crois, Zur Wohnungsfrage). Répliquant aux platitudes d'un professeur bourgeois, d'un cadet allemand, Engels écrivait à peu près : N'est-il pas tout naturel que, dans notre parti de révolution, ce soit la jeunesse qui prédomine ? Nous sommes le parti de l'avenir, et l'avenir appartient à la jeunesse.

Nous sommes un parti de novateurs, et la jeunesse suit toujours de préférence les novateurs. Nous sommes un parti qui combat avec abnégation un vieux régime pourri. La jeunesse sera toujours la première à marcher pour une lutte où il faut faire don de soi.

Il n'y a pas de doute, nous préférons laisser aux cadets le plaisir de recruter de vénérables « plus-de-trente-ans », déjà « fatigués », des révolutionnaires « assagis » et des renégats de la social-démocratie. Nous serons toujours le parti de la jeunesse dans notre classe d'avant-garde !

Larine lui-même avoue sans s'en apercevoir, pourquoi il déplore le manque de gens chargés de famille et las de se battre. Si le Parti comptait beaucoup d'hommes de cette espèce-là, il serait « plus difficile à mettre en branle et cela préviendrait toute aventure politique » (p. 18).

A la bonne heure, mon bon Larine ! Pourquoi finasser et se duper soi-même ? Ce qu'il vous faut, ce n'est pas un parti d'avant-garde, c'est un parti d'arrière-garde afin qu'il soit plus difficile à mettre en branle. C'est ce qu'il fallait dire sans détours !

... « Prévenir toute aventure politique »... Les révolutions ont connu des revers en Europe aussi bien ; il y a eu les journées de juin 1848 ; les journées de mai 1871 ; mais on n'a jamais vu de social-démocrates, de communistes convaincus qu'il faille baptiser d'« aventure » une action de masses dans la révolution ! Il a fallu pour cela l'adhésion au marxisme révolutionnaire (espérons qu'elle ne durera pas) d'hommes sans caractère, de poltrons, qui n'ont pas confiance en eux-mêmes, qui perdent courage dès que la réaction semble prendre le dessus, en un mot, de petits bourgeois russes que l'on nomme, sauf votre respect, « intelligentsia ».

« Prévenir toute aventure politique » ! Mais alors, le premier des aventuriers, c'est Larine en personne : ne dit-il pas que « les petites collisions » sont, pour la révolution, la voie la plus avantageuse ? Ne cherche-t-il pas à faire croire aux masses que la révolution monte, que l'armée, clans deux ou trois ans, aura ses effectifs renouvelés avec des éléments « mécontents » venus des campagnes, que « l'ancien régime tombera » prochainement « à la première épreuve sérieuse » ?

Mais Larine se montre aventurier dans un autre sens encore, beaucoup plus regrettable, bien plus mesquin. Il prône le congrès ouvrier⁷⁰ et réclame « un parti sans-parti » (le mot est de lui !). Plus besoin de social-démocratie : ce qu'il faut, c'est un « Parti ouvrier panrusse », « ouvrier » parce qu'on devra y admettre les révolutionnaires petits-bourgeois, les socialistes-révolutionnaires, les socialistes polonais, la Hromada de Russie Blanche⁷¹, etc.

Larine est un admirateur d'Axelrod. Mais le service qu'il a rendu à ce dernier, c'est le pavé de l'ours. Quel éloge n'a-t-il pas fait de son « ardeur juvénile », de son « réel courage de militant » dans la lutte menée pour le congrès ouvrier ! Il l'a embrassé, mais si fort... qu'il l'a étouffé ! L'« idée » nébuleuse d'Axelrod, l'idée d'un congrès ouvrier, gît à plat, écrabouillée par un praticien naïf, trop sincère, qui d'un seul coup a sorti tout ce qu'il fallait cacher pour assurer la propagande de ce congrès. Le congrès ouvrier, cela veut dire qu'on « enlève l'enseigne » (page 20, chez Larine, le social-démocratie n'est pour lui qu'une enseigne !) ; le congrès ouvrier, c'est la fusion avec les socialistes-révolutionnaires et avec les syndicats.

Voilà qui est juste, camarade Larine ! Au moins ça, c'est franchement dit ! Merci ! Le congrès ouvrier, c'est bien en effet tout cela. C'est à cela qu'il nous mènerait, même en dépit de ceux qui veulent le convoquer. Et c'est précisément pour cela que ce congrès ouvrier n'est maintenant qu'une mesquine aventure d'opportunistes. Toute mesquine, car il n'y a pas une idée large là-dessous, il n'y a que la lassitude d'un intellectuel qui a lutté avec persévérance pour le marxisme. C'est une idée d'opportunistes pour cette même raison, et encore parce que l'on veut admettre dans le parti ouvrier des milliers de petits bourgeois qui sont encore loin d'avoir pris

définitivement position. C'est de l'aventure, parce que, dans les conditions actuelles, au lieu de nous apporter la paix, de nous ménager un travail positif, de nous assurer la collaboration des socialistes-révolutionnaires et des social-démocrates auxquels Larine assigne gracieusement le rôle de « sociétés de propagandistes à l'intérieur d'un large parti » (p. 40), une tentative de ce genre ne peut qu'étendre la lutte à l'infini, accroître les dissensions, les scissions, le confusionnisme idéologique, et, en pratique, la désorganisation.

Il est fort beau de prédire que le « centre » socialiste-révolutionnaire, lorsque les socialistes-populistes et les maximalistes⁷² s'en seront détachés, doit se rallier aux social-démocrates. Mais il n'est pas fameux de grimper sur un pommier pour y cueillir une pomme qui mûrira certainement, mais qui est encore verte. Vous risquez, très cher camarade, de vous rompre le cou, ou bien de vous donner une indigestion en mangeant des fruits verts.

Larine donne comme argument la Belgique : c'est tout à fait ainsi que raisonnaient, en 1899, R.M. (le rédacteur en chef de la Rabotchaïa Mysl) et M. Prokopovitch (à l'époque où il était encore en proie aux « élans spontanés » d'un social-démocrate et ne s'était pas « assagi » au point de devenir un « cadet partisan d'une action régulière et méthodique »). L'opuscule de Larine, soigneusement présenté, contient en effet une traduction soignée des statuts du Parti ouvrier belge ! Notre bon Larine n'a oublié qu'une chose : transférer en Russie les conditions industrielles et l'histoire même de la Belgique. Après plusieurs révolutions bourgeoises, après des dizaines d'années de lutte contre le quasi-socialisme petit-bourgeois de Proudhon, devant un développement formidable, peut-être le plus poussé du monde, du capitalisme industriel, le congrès ouvrier et le Parti ouvrier en Belgique constituaient une transition du socialisme non prolétarien à un socialisme prolétarien. En Russie, au plus fort de la révolution bourgeoise qui nécessairement fait naître des idées petites-bourgeoises et procrée des idéologues petits-bourgeois, tandis que se forme et grandit le courant « troudovik »⁷³ dans les couches mitoyennes de la classe paysanne et du prolétariat, alors que nous avons un Parti ouvrier social-démocrate qui compte déjà presque dix ans d'existence, le congrès ouvrier est une trouvaille peu fameuse et la fusion avec les socialistes-révolutionnaires (sait-on combien ils sont ? peut-être 30 000, peut-être 60 000, comme dit Larine fort naïvement) est une fantaisie d'intellectuels.

Oui, certes, l'histoire s'y connaît à faire de l'ironie ! Pendant des années et des années, les mencheviks ont crié partout que les bolcheviks sont tout proches du socialisme révolutionnaire. Or, voici que les bolcheviks repoussent le congrès ouvrier pour ce motif précisément qu'un congrès de ce genre effacerait les différences qui existent entre le point de vue du prolétaire et celui du petit patron (cf. la résolution du Comité de Pétersbourg⁷⁴, dans le n° 3 du Prolétari). Tandis que le menchevik est pour la fusion avec les socialistes-révolutionnaires, quand il défend l'idée du congrès ouvrier. C'est stupéfiant.

Larine cherche à se justifier : Je ne veux pas, dit-il, que le parti soit absorbé par la classe. Je veux seulement unifier l'avant-garde, 900 000 hommes sur 9 millions (pages 17 et 49).

Prenons les chiffres officiels de la statistique des fabriques et des usines pour 1903. On comptait au total 1 640 406 ouvriers dans ces établissements. Il y en avait 797 997 dans les entreprises employant plus de 500 ouvriers, et 1 261 363 dans les entreprises comptant plus de 100 ouvriers. Dans les très grosses usines, la main-d'œuvre s'élevait à un total de 800 000 ouvriers, chiffre légèrement inférieur à celui que donne Larine pour un parti ouvrier unifié par une fusion avec les socialistes-révolutionnaires !

Ainsi, nous qui comptons déjà en Russie de 150 000 à 170 000 membres du parti social-démocrate, nous savons qu'il y a 800 000 ouvriers dans les très grosses entreprises, et que les grandes mines ne sont pas comptées ici ; nous savons qu'il y a dans le commerce, dans l'agriculture, dans les transports, etc., une masse d'éléments purement prolétariens ; or, Larine n'espère pas que nous puissions bientôt conquérir à la social-démocratie 900 000 prolétaires et en faire des membres de notre parti ! C'est monstrueux, mais c'est ainsi.

Le manque de foi de Larine n'est tout simplement que la timidité de pensée de l'intellectuel.

Quant à nous, nous croyons fermement que la conquête en question est réalisable. Nous opposant à cette aventure d'un « congrès ouvrier » et d'un « parti sans-parti », nous proposons le mol d'ordre : quintupler et décupler les effectifs de notre parti social-démocrate, mais de préférence et presque exclusivement avec des éléments purement prolétariens et exclusivement sous le drapeau idéologique du marxisme révolutionnaire.

[Larine propose d'englober dans le Parti les syndicats : ce n'est pas rationnel. Cela rétrécirait le mouvement ouvrier et réduirait sa base. Pour la lutte contre les patrons, nous unirons toujours un beaucoup plus grand nombre d'ouvriers que pour la politique social-démocrate. Par conséquent (et bien que Larine ait à tort affirmé que les bolcheviks se prononçaient contre des syndicats sans-parti), nous sommes au contraire pour des syndicats sans-parti, comme le voulait, dès 1902, l'auteur d'une brochure « jacobine »⁷⁵ (de l'avis des opportunistes) : Que faire ? (Voir Œuvres. Paris-Moscou, tome 5, pp. 463-464. N. R.)]

Maintenant, après une année de grande révolution, avec le rapide développement de partis de tous genres, le prolétariat, plus rapidement que jamais, se constitue en parti indépendant. Les élections à la Douma favoriseront

ce devenir (naturellement si nous n'acceptons pas les blocs opportunistes avec les cadets). Les trahisons de la bourgeoisie en général et de la petite bourgeoisie en particulier (les socialistes-populistes) contribueront à renforcer la social-démocratie révolutionnaire.

Nous arriverons à réaliser « l'idéal » de Larine (900000 membres du Parti), nous dépasserons même cet objectif en travaillant avec opiniâtreté dans la même voie, mais non pas en courant des aventures. Il faut en effet maintenant élargir le Parti en lui adjoignant des éléments prolétariens. Il n'est pas normal qu'à Pétersbourg nous n'ayons que 6000 membres (il y a 81 000 ouvriers dans les usines de la province de St Pétersbourg qui emploient 500 ouvriers et plus ; il y a au total 150 000 ouvriers) ; il n'est pas normal que, dans la région industrielle centrale, on ne compte que 20000 membres du Parti (il y a 377000 ouvriers dans les usines employant 500 travailleurs et plus ; au total 562 000 ouvriers dans la région). Il faut savoir recruter au Parti cinq ou dix fois plus d'ouvriers dans de tels centres. *[Nous disons : « Nous devons savoir recruter », car le chiffre des ouvriers sympathisant à la social-démocratie est sans aucun doute bien des fois supérieur au nombre des membres du Parti dans ces centres. Il y a chez nous de la routine, il faut réagir. Il faut savoir adapter, là où il est convenable, les lose Organisationen, les organisations prolétariennes qui sont plus libres, plus larges, plus accessibles. Notre mot d'ordre : élargissement du Parti ouvrier social-démocrate, contre un congrès ouvrier sans-parti, contre un parti sans-parti !]* En ceci, Larine a raison, entièrement et sans conteste. Mais nous ne devons pas nous laisser aller à un découragement, à une nervosité d'intellectuels. Nous arriverons à ce but par la voie qui est la nôtre, celle de la social-démocratie et sans courir aucune aventure.

« Prolétari » n° 9, 7 décembre 1906

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 367-373.

LA PROPAGANDE ANTIMILITARISTE ET LES UNIONS DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE SOCIALISTE

Au Congrès socialiste international de Stuttgart⁷⁶ a été débattue, comme on sait, la question du militarisme, et par suite, la question connexe de la propagande antimilitariste. La résolution adoptée sur ce point porte entre autres que le congrès considère que le devoir des classes travailleuses est « de s'appliquer à ce que la jeunesse prolétarienne soit élevée dans les idées socialistes de la fraternité des peuples (et éveillée systématiquement à la conscience de classe) ». Le congrès voit là le gage de l'évolution future de l'armée, qui cessera d'être un instrument aveugle entre les mains des classes dirigeantes qui en usent à leur guise et qui peuvent à chaque instant le tourner contre le peuple.

Il est très difficile, parfois quasi impossible, de faire de la propagande parmi les soldats de l'active. La vie en caserne, la sévérité de la surveillance, la rareté des sorties font obstacle aux relations avec le monde extérieur ; la discipline militaire et un dressage imbécile terrorisent les hommes ; le commandement se met en quatre pour faire perdre aux « capotes grises » le goût de toute pensée vivante, de tout sentiment humain, pour lui inculquer le réflexe de l'obéissance aveugle, de la haine brutale et irréfléchie pour tout ennemi « extérieur » et « intérieur »... Il est infiniment plus difficile d'aborder un soldat arraché à son milieu familial, solitaire, inculte, terrorisé, dont on a bourré le crâne de conceptions ahurissantes, que les jeunes en âge d'être appelés, qui vivent au milieu de leurs parents et camarades, partageant avec eux les mêmes intérêts. La propagande antimilitariste parmi la jeunesse ouvrière donne partout d'excellents résultats. Et elle a une portée considérable. Un ouvrier qui part au régiment social-démocrate conscient est un mauvais appui pour les maîtres.

Il existe dans tous les pays d'Europe des unions de la jeunesse ouvrière socialiste. En certains endroits, en Belgique, en Autriche, en Suède, par exemple, ces unions sont de puissantes organisations, qui s'acquittent de missions importantes pour le parti. Bien sûr, les unions de jeunesse ont principalement un but formateur, elles visent à donner une vision du monde socialiste cohérente. Mais elles mènent aussi parallèlement une activité pratique. Elles luttent pour l'amélioration de la situation des apprentis, s'efforcent de les soustraire à une exploitation discrétionnaire de la part de leurs patrons. Les unions de la jeunesse ouvrière socialiste consacrent encore davantage d'efforts et de temps à la propagande antimilitariste.

Elles s'ingénient, dans le même but, à établir des relations étroites avec le contingent. Elles procèdent de la façon suivante. Tant que le jeune ouvrier n'a pas fait son service, il est membre de l'union, lui paye ses cotisations. Une fois sous les drapeaux, l'union continue à maintenir avec lui un contact régulier, lui accorde une aide financière modique (le sou du soldat, comme on l'appelle en France), qui, si limitée qu'elle soit, n'en a pas moins pour lui une importance indéniable. Quant à lui, il s'engage à tenir l'union régulièrement au courant de tout ce qui se passe à la caserne, à lui communiquer ses impressions. Ainsi, même au service, le soldat n'est pas coupé de l'organisation dont il était membre.

On s'efforce d'habitude de faire servir le soldat le plus loin possible de son lieu d'origine. Ce faisant, on escompte qu'il aura très peu d'intérêts communs le liant à la population locale, qu'il se sentira étranger à elle. Il sera alors plus facile de lui ordonner de tirer sur la foule. Les unions de la jeunesse ouvrière s'emploient à réduire cette opposition entre soldat et habitant. Les unions de jeunesse sont liées entre elles. A son arrivée dans une nouvelle ville, le soldat précédemment membre d'une union, est accueilli à bras ouverts par l'union locale, on l'intéresse aussitôt à la vie locale, on l'aide autant qu'il est possible. Il cesse de se sentir un étranger, dépaycé. Il sait aussi qu'en cas d'ennui, il pourra compter sur une aide, sur un appui. Cette conscience lui donne de la force, il manifeste à la caserne davantage d'assurance, défend avec plus de fermeté ses droits et sa dignité d'homme.

Leurs contacts suivis avec les jeunes appelés donnent aux unions de jeunesse la possibilité de mener parmi les soldats une vaste propagande antimilitariste. En premier lieu, par le moyen de la littérature antimilitariste, que les unions éditent et diffusent en quantité prodigieuse, particulièrement en France et en Belgique, et également en Suisse, en Suède, etc. Le registre de ces publications est très varié : cartes postales à sujets antimilitaristes, chansons antimilitaristes pour soldats (beaucoup sont devenues très populaires parmi la troupe), le « catéchisme des soldats » (il a été diffusé en France à plus de 100000 exemplaires), toutes sortes de brochures, d'appels, de tracts ; des journaux et revues hebdomadaires, bimensuelles et mensuelles, parfois même illustrés, pour les soldats. La caserne, La recrue, Le jeune soldat. Le pioupiou (terme affectueux pour désigner les jeunes appelés), En avant sont très largement diffusés. En Belgique, par exemple, sont placés 60 000 exemplaires de chaque numéro de La caserne et de La recrue. Un nombre particulièrement important de revues est publié à l'époque de l'incorporation. Des numéros spéciaux des journaux pour soldats sont posés à l'adresse des appelés. Les publications antimilitaristes sont introduites dans les casernes, remises aux soldats dans les rues, les soldats les trouvent dans les cafés, les tavernes, partout où ils ont l'occasion de se trouver.

Les jeunes incorporés sont l'objet d'une sollicitude toute particulière. On fête solennellement leur départ. Des processions parcourent la ville durant la période d'appel sous les drapeaux. En Autriche, par exemple, les jeunes recrues, vêtues en deuil, traversent toute la ville au son d'une marche funèbre. Une charrette voilée de rouge les précède. On colle partout des affiches rouges portant en gros caractères : « Vous ne tirerez pas sur le peuple ! » On organise en l'honneur des appelés des soirées au cours desquelles sont prononcées de vigoureuses harangues antimilitaristes. En un mot, tout est fait pour éveiller la conscience des recrues, pour l'immuniser contre l'influence néfaste des idées et des sentiments qu'on mettra tout en œuvre, à la caserne, pour lui inculquer. Et cette action de la jeunesse socialiste n'est pas vaine. Il existe déjà en Belgique une quinzaine d'unions de soldats dépendant en majorité du parti ouvrier social-démocrate et solidement articulées entre elles. Ces organisations regroupent jusqu'aux deux tiers de l'effectif de certains régiments. En France, l'antimilitarisme est devenu un phénomène de masse. Lors des grèves de Dunkerque, du Creusot, de Longwy, de Montceau-les-Mines, les soldats envoyés contre les grévistes se sont proclamés solidaires de ces derniers...

Les social-démocrates deviennent chaque jour plus nombreux au sein de l'armée, la troupe devient de moins en moins sûre. Le jour où la bourgeoisie se trouvera face à la classe ouvrière organisée, de quel côté sera l'armée ? Avec toute l'ardeur et l'énergie propres à cet âge, la jeunesse ouvrière socialiste milite pour qu'elle soit du côté du peuple.

« *Vpériod* » n° 16 du 8 octobre 1907.

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 16, pp. 114-117.

LE COMMENCEMENT DES MANIFESTATIONS

(Extrait)

Et maintenant, après trois années où la contre-révolution a sévi sans contrainte, nous voyons comment les masses populaires, plus que tous opprimées, écrasées et terrorisées par toutes sortes de persécutions, nous voyons comment ces masses commencent à relever la tête, à se réveiller et reprennent la lutte. Trois années d'exécutions, de persécutions, de répressions sauvages ont anéanti des dizaines de milliers d'« ennemis » de l'autocratie, en ont interné ou exilé des centaines de milliers d'autres, en ont terrorisé une masse bien plus considérable encore. Mais ces millions et ces dizaines de millions ne sont plus ce qu'ils étaient avant la révolution. Jamais encore dans l'histoire de Russie, ils n'avaient reçu de leçons aussi instructives et claires, jamais ils n'avaient vécu une lutte des classes aussi ouverte. Qu'une agitation sourde et profonde se soit à nouveau emparée de ces multitudes, c'est ce qu'ont révélé les grèves de l'été dernier, ainsi que les récentes manifestations. Les grèves ouvrières, aussi bien dans la période préparatoire de la révolution que pendant la révolution ont constitué le mode de lutte le plus employé par le prolétariat, cette classe progressiste qui, seule, dans la société moderne, est révolutionnaire jusqu'au bout. Les grèves économiques et politiques, tantôt en alternance, tantôt formant un tout indissoluble, ont resserré les rangs des masses ouvrières face à la classe des capitalistes et au gouvernement de l'autocratie, elles ont provoqué l'agitation de toute la société, elles ont jeté la paysannerie dans la lutte.

Les grèves de masse ininterrompues qui commencèrent en 1895, marquent le début de la période préparatoire de la révolution populaire. Lorsque, en janvier 1905, le nombre des grévistes, en un mois, dépassa 400 000, ce fut le début de la révolution proprement dite. Durant les trois années de la révolution, le nombre des grévistes, quoique diminuant progressivement (près de 3 millions en 1905, 1 million en 1906, 3/4 de million en 1907), demeura élevé comme cela ne s'était jamais vu dans aucun pays du monde.

Lorsque, en 1908, le nombre des grévistes baissa subitement (176000), déclin qui s'accusa davantage encore en 1909 (64000), on sut que c'était la fin de la première révolution, ou, plus exactement, de la première phase de la révolution. Et voici qu'un nouvel essor a débuté l'été dernier. Le nombre des grévistes économiques va en s'accroissant et même d'une manière très sensible. L'ère de la domination totale des Cent-Noirs a pris fin. C'est une nouvelle période d'essor qui commence. Le prolétariat qui, de 1905 à 1909, s'était replié, avec d'ailleurs, de larges rémissions, rassemble actuellement ses forces et commence à passer à l'offensive. Le renouveau que l'on observe dans certaines branches de l'industrie se traduit aussitôt par un renouveau de la lutte du prolétariat.

Le prolétariat a commencé. Les autres classes et couches de population bourgeoises et démocratiques le suivent. La mort du président de la 1^{ère} Douma, Mouromtsev, libéral modéré et étranger à la démocratie, donne le départ à des manifestations encore timides. La mort de Léon Tolstoï suscite, pour la première fois après une longue interruption, des manifestations de rue auxquelles participent surtout des étudiants, mais aussi des ouvriers. L'arrêt du travail dans toute une série de fabriques et d'usines le jour des funérailles de Tolstoï marque le début, sans doute encore bien modeste, d'un mouvement de grèves-manifestations.

Tout récemment, les atrocités commises par les geôliers du tsar, à Vologda et à Zérentouï, sur la personne de nos camarades détenus pour leur conduite héroïque pendant la révolution, ces atrocités n'ont fait qu'accroître l'agitation parmi les étudiants. Un peu partout en Russie ont lieu des rencontres et des meetings : la police pénètre par la force dans les universités, moleste les étudiants, procède à des arrestations, exerce des poursuites contre les journaux qui se permettent la moindre allusion aux troubles, et par là même rend ces troubles encore plus forts. Le prolétariat a commencé. La jeunesse démocratique le suit. Le peuple russe s'éveille à une lutte nouvelle, il va au-devant d'une nouvelle révolution.

« Rabotchala Gazéta » n° 2, 18 (31) décembre 1910.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 378-380.

IVAN VASSILIÉVITCH BABOUCHKINE (Nécrologie)

Nous vivons dans des conditions bien exécrables, pour que la chose suivante soit possible : un important militant, la fierté du parti, un camarade dont toute la vie était consacrée à la cause ouvrière, a pu disparaître sans traces. Son épouse, sa mère, ses camarades les plus proches restent des années sans savoir ce qui a pu lui arriver : languit-il dans quelque pénitencier, a-t-il péri dans quelque prison, est-il mort en héros en combattant l'ennemi ? Tel fut le sort d'Ivan Vassiliévitch que Rannenkampf a fusillé. C'est seulement tout récemment que nous avons appris comment il est mort. Le nom d'Ivan Vassiliévitch est connu et aimé de nombreux social-démocrates. Tous ceux qui le connaissaient avaient de l'affection et de l'estime pour l'énergie dont il faisait preuve, pour son horreur de la phraséologie, pour son esprit révolutionnaire conséquent et son dévouement ardent à notre cause. Ouvrier à Pétersbourg, il fait, en 1895 avec quelques camarades avancés, de l'excellent travail au-delà de la Nevskaïa Zastava, parmi les ouvriers des usines Sémiannikov, Stéklianny et d'Alexandrovski ; il forme des cercles, organise des bibliothèques, tout en s'instruisant constamment lui-même avec passion.

Ses pensées convergent toutes vers un seul but : comment élargir son action. Il participe activement à la composition du premier tract (l'agitation, lancé à St Pétersbourg à l'automne 1894 et adressé aux ouvriers de l'usine Sémiannikov ; il en assure à lui seul la distribution. Lorsque se constitue à St Pétersbourg, l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière »⁷⁷, Ivan Vassiliévitch en devient l'un des membres les plus actifs et ne cesse d'y travailler jusqu'au moment de son arrestation. L'idée de créer un journal politique à l'étranger, qui servirait la cause de l'unification et de la consolidation du parti social-démocrate, est discutée par lui avec ses anciens camarades de travail pétersbourgeois — les fondateurs de l'Iskra — et rencontre, de son côté, l'accueil le plus chaleureux. Tant qu'Ivan Vassiliévitch reste en liberté, l'Iskra a ne manque pas de correspondance spécifiquement ouvrière. Considérez les 20 premiers numéros de l'Iskra, toutes ces lettres de Chouïa, d'Ivanovo-Voznessensk, d'Orékhoïvo-Zouévo et autres localités du centre de la Russie ; presque toutes sont passées par les mains d'Ivan Vassiliévitch qui s'efforçait d'établir un contact aussi étroit que possible entre l'Iskra et les ouvriers. Il fut lui-même le correspondant le plus zélé de l'Iskra et son défenseur le plus ardent. Quittant la région du Centre, Babouchkine se rend dans le midi, à Ekaterinoslav, où il est arrêté ; on l'interne à la prison d'Alexandrovsk. Il parvient à s'en échapper, en compagnie de quelques camarades, après avoir scié les barreaux de sa fenêtre. Sans connaître aucune langue étrangère, il réussit à gagner Londres, où se trouvait alors la rédaction de l'Iskra. Bien des propos sont échangés là, bien des problèmes sont discutés en commun. Mais Ivan

Vassiliévitch ne devait pas assister au second congrès du parti... la prison et l'exil le mirent à l'écart pour longtemps. La vague montante de la révolution poussait au premier plan de nouveaux éléments, de nouveaux militants, tandis que Babouchkine végétait dans le grand Nord, à Verkhoïansk, complètement coupé de la vie du parti. Néanmoins, il ne perdait pas son temps, il s'instruisait, se préparait à la lutte, enseignait d'autres ouvriers, ses camarades d'exil, s'efforçant de faire d'eux des social-démocrates et des bolcheviks conscients. Survint l'amnistie de 1905, et Babouchkine voulut retourner en Russie. Mais l'effervescence avait aussi gagné la Sibérie ; on avait besoin, là-bas, de gens tels que Babouchkine. Il entra donc au comité d'Irkoutsk et commença un travail acharné. Il lui fallait prendre la parole aux réunions, poursuivre la propagande social-démocrate et préparer l'insurrection. Un jour que Babouchkine, en compagnie de cinq camarades — dont les noms ne sont point parvenus jusqu'à nous — conduisait de Tchita, dans un wagon spécial, une importante quantité d'armes, le convoi fut intercepté par une expédition punitive de Rennenkampf et tous les six, sans passer en jugement, furent fusillés immédiatement auprès d'une fosse commune à la hâte creusée. Ils moururent en héros, comme le rapportèrent les soldats témoins de l'exécution et les cheminots du convoi. Babouchkine tomba sous les coups d'un homme de main du tsar, mais, en mourant, il savait que l'œuvre à laquelle il avait consacré toute sa vie ne mourrait pas, qu'elle serait poursuivie par des dizaines, des centaines de milliers, des millions d'autres mains, que d'autres camarades ouvriers mourraient pour elle et qu'ils livreraient bataille jusqu'à la victoire complète...

Certains ont inventé et propagé la fable qui dit que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie serait un parti « d'intellectuels », que les travailleurs en seraient coupés, que les ouvriers de Russie sont des social-démocrates sans social-démocratie, que c'est ce qui a eu lieu, en particulier, avant et aussi dans une grande mesure, pendant la révolution. Les libéraux répandent ce bruit mensonger par haine à l'égard de la lutte révolutionnaire des masses dont le P.O.S.D.R. a assumé la direction en 1905 ; soit manque de réflexion, soit légèreté, certains socialistes aussi se font l'écho de cette théorie fallacieuse. La biographie d'Ivan Vassiliévitch Babouchkine, les dix années d'action social-démocrate accomplie par cet ouvrier iskriste, réfutent, de la manière la plus nette, le mensonge des libéraux. I. Babouchkine est l'un de ces travailleurs d'avant-garde qui, dix années avant la révolution, ont entrepris de créer un parti social-démocrate ouvrier. Sans l'œuvre héroïque et ininterrompue accomplie dans les masses prolétariennes par de tels hommes d'avant-garde, le P.O.S.D.R. n'aurait pas réussi à vivre dix années et peut-être pas même dix mois. C'est seulement grâce à l'activité déployée par de tels hommes, c'est uniquement grâce à leur soutien, que le P.O.S.D.R. a pu se transformer, en 1905, en un parti qui s'est indissolublement uni au prolétariat, lors des inoubliables journées d'octobre et de décembre, et qui a su maintenir ce contact grâce aux ouvriers qu'il a députés non seulement à la II^e Douma, mais aussi à la III^e, c'est-à-dire, à celle des Cent-Noirs. Les libéraux (les cadets) souhaitent faire un héros national du président de la I^{re} Douma, S. Mouromtsev, récemment décédé. Nous autres, social-démocrates, ne devons pas laisser échapper l'occasion de manifester notre mépris et notre haine à l'égard du gouvernement tsariste qui a persécuté des fonctionnaires même aussi modérés et inoffensifs que Mouromtsev. Ce dernier ne fut qu'un fonctionnaire libéral, pas même un démocrate. Il redoutait la lutte révolutionnaire des masses. Pour lui, la liberté de la Russie devait résulter non point d'une telle lutte mais du bon vouloir de l'autocratie tsariste, c'est-à-dire d'un accord conclu avec cet adversaire cruel et sans pitié du peuple russe. Il est ridicule de voir dans un tel homme un héros populaire de la révolution russe.

Pourtant, les héros populaires existent. Ce sont des gens semblables à Babouchkine. Ce sont des gens qui, non pas un an ou deux, mais dix ans avant la révolution ont consacré tous leurs efforts à la libération de la classe ouvrière. Ce sont des gens qui ne se sont pas galvaudés inutilement, exposés dans des actes individuels de terrorisme, mais qui, sans défaillance, ont effectué dans les masses un travail opiniâtre, s'efforçant de développer leur conscience, leurs organisations, leur initiative révolutionnaire. Ce sont des gens qui se sont placés à la tête de la lutte armée des masses contre l'autocratie tsariste, à l'heure de la crise décisive, à l'heure de la révolution, à l'heure où des millions et des millions d'hommes se sont mis en mouvement. Tout ce qui a été conquis sur l'autocratie tsariste l'a été exclusivement par la lutte des masses que dirigeaient des gens comme Babouchkine. Sans eux, le peuple russe serait éternellement resté un peuple d'esclaves, un peuple de serfs. Avec des gens comme eux, le peuple russe saura s'affranchir totalement de toute exploitation.

Cinq ans se sont déjà écoulés depuis l'insurrection de 1905. Célébrons cet anniversaire en nous remémorant ces ouvriers d'avant-garde qui sont tombés en combattant l'ennemi. Nous serions reconnaissants aux camarades ouvriers de vouloir bien recueillir et nous adresser des souvenirs se rapportant à la lutte de cette époque, ainsi que des renseignements complémentaires sur Babouchkine et d'autres ouvriers social-démocrates tombés au cours de l'insurrection de 1905. Nous avons l'intention de publier une brochure où sera relatée la vie de ces travailleurs. Une pareille brochure sera la meilleure réponse à tous ceux qui manquent de foi dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ou qui cherchent à le rabaisser. Une pareille brochure constituera, pour les jeunes ouvriers, une lecture de choix, où ils apprendront comment chaque travailleur conscient doit vivre et agir.

« *Rabotchaïa Gazéta* » n° 18 (31) décembre 1910.

V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 16, pp. 383-387.

A I. F. ARMAND

Dear friend !

Je vous conseille vivement de faire un plan de brochure plus détaillé⁷⁸. Autrement, trop de points restent imprécis.

Je dois dès maintenant formuler cet avis :

Je conseille de supprimer entièrement le § 3 : « la revendication de l'amour libre (pour les femmes) ».

Gela donne vraiment une revendication bourgeoise et non prolétarienne.

Qu'entendez-vous donc par là ? Que peut-on entendre par là ?

1. L'affranchissement des considérations matérielles (financières) dans l'amour ?
2. Idem des soucis matériels ?
3. Des préjugés religieux ?
4. De l'interdiction de papa, etc. ?
5. Des préjugés de la « société » ?
6. De l'ambiance étroite du milieu (paysan ou petit-bourgeois ou intellectuel-bourgeois) ?
7. Des liens de la loi, du tribunal et de la police ?
8. Du sérieux dans l'amour ?
9. De l'enfantement ?
10. La liberté de l'adultère ? etc.

J'ai énuméré bien des nuances (pas toutes, évidemment). Vous entendez, naturellement, non pas les n^{os} 8-10, mais soit les n^{os} 1-7, soit quelque chose dans le genre des n^{os} 1-7.

Mais pour les n^{os} 1-7, il faut choisir une autre définition, car l'amour libre n'exprime pas cette idée avec exactitude.

Tandis que le public, les lecteurs de la brochure entendront inmanquablement par « amour libre » en général quelque chose dans le genre des n^{os} 8-10, même en dépit de votre volonté.

Du fait que justement, dans la société contemporaine, les classes les plus bavardes, les plus bruyantes et les plus « en vue » entendent par « amour libre » les n^{os} 8-10, de ce fait cette revendication n'est pas prolétarienne, mais bourgeoise.

Les n^{os} 1-2 sont les plus importants pour le prolétariat, et puis les n^{os} 1-7 ; or cela, au fond, n'est pas l'« amour libre ».

Il ne s'agit pas de ce que « vous voulez entendre » subjectivement par cela. Il s'agit de la logique objective des rapports de classe dans les questions de l'amour.

Friendly shake hands !

W. I.

Rédigé le 17 janvier 1915. Expédié à Berne.

Publié pour la première fois en 1939 dans le n° 13 de la revue « Bolchevik »

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, pp. 176-177.

A I. F. ARMAND

Chère amie,

Je m'excuse d'avoir tardé à répondre : je voulais le faire hier, mais j'ai été retenu et je n'ai plus trouvé le temps de me mettre à vous écrire.

A propos de votre plan de brochure je trouvais que la « revendication de l'amour libre » était imprécise et, indépendamment de votre volonté et de votre désir (je le soulignais en disant : il s'agit de rapports objectifs, de classes, et non pas de vos désirs subjectifs), se manifesterait, dans le climat social actuel, comme une revendication bourgeoise et non prolétarienne.

Vous n'êtes pas d'accord.

Bon. Examinons à nouveau la chose.

Pour rendre clair ce qui ne l'est pas, j'ai énuméré une dizaine de différentes interprétations possibles (et inévitables dans un climat de discordes de classes), tout en indiquant que les interprétations 1-7 seront, je pense, typiques ou caractéristiques des femmes prolétariennes, et les 8-10, des femmes bourgeoises.

Si on ne l'admet pas, il faut démontrer (1) que ces interprétations sont inexactes (les remplacer alors par d'autres ou signaler celles qui sont inexactes) ou (2) incomplètes (ajouter alors ce qui manque) ou (3) ne se répartissent pas ainsi en prolétariennes et bourgeoises.

Vous ne laites ni le premier, ni le deuxième, ni le troisième.

Vous ne louchez pas du tout aux points 1-7. Donc, vous reconnaissez (dans l'ensemble) qu'ils sont justes ? (Ce que vous écrivez à propos de la prostitution des femmes prolétariennes et de leur sujétion : « de l'impossibilité de dire non » cadre entièrement avec les pp. 1-7. On ne saurait constater ici nulle divergence entre nous.)

Vous ne contestez pas non plus que ce soit une interprétation prolétarienne.

Restent les pp. 8-10.

Vous « ne les comprenez pas tout à fait » et « répliquez » : « je ne comprends pas comment on peut (c'est textuel !) identifier (!!?) l'amour libre avec » le p. 10...

Il en résulte que moi « j'identifie », et vous vous apprêtez à me démolir, me battre en brèche ?

Comment cela ? Quoi donc ?

Les bourgeoises entendent par amour libre les pp. 8-10, voilà ma thèse.

La rejetez-vous ? Mais dites ce que les dames bourgeoises entendent par amour libre ?

Vous ne le dites pas. Est-il possible que la littérature et la vie ne prouvent pas que les bourgeoises entendent justement cela ? Si, entièrement ! Vous l'admettez tacitement.

S'il en est ainsi, il s'agit là de leur position de classe, il n'est guère possible et il est plutôt naïf de les « démentir ».

Il faut nettement en isoler, leur opposer le point de vue prolétarien. Il faut prendre en considération ce fait objectif qu'autrement elles se saisiront des passages correspondants de votre brochure, les interpréteront à leur manière et votre brochure portera de l'eau à leur moulin ; elles dénatureront vos idées devant les ouvriers, « troubleront » les ouvriers (en semant parmi eux la crainte que vous ne leur apportiez des idées étrangères). Et elles disposent, elles, d'un tas de journaux, etc.

Et vous, vous oubliez complètement le point de vue objectif de classe et passez à « l'attaque » contre moi, qui, selon vous, « identifie » l'amour libre avec les pp. 8-10... C'est bizarre, vraiment, c'est bizarre...

« Même une passion et une liaison éphémères » « sont plus poétiques et plus pures » que les « baisers sans amour » de conjoints (piteux et pitoyables). C'est ce que vous écrivez. Et c'est ce que vous avez l'intention d'écrire dans la brochure. Parfait.

L'opposition est-elle logique ? Les baisers sans amour de conjoints piteux sont malpropres. D'accord. Il faut leur opposer... quoi ?... On pourrait croire : des baisers avec amour ? Mais vous opposez une « passion » (pourquoi pas l'amour ?) « éphémère » (pourquoi éphémère ?), le résultat logique est qu'on semble opposer des baisers sans amour (éphémères) à des baisers sans amour conjugaux... Bizarre. Pour une brochure populaire, ne vaudrait-il pas mieux opposer un mariage piteux et malpropre, sans amour, petit-bourgeois-intellectuel-paysan (je crois, mon p. 6 ou 5) au mariage civil prolétarien avec amour (en ajoutant, si vous y tenez absolument qu'une liaison-passion éphémère peut, elle aussi, être malpropre ou pure). Vous avez donné une opposition non pas de types de classes, mais quelque chose comme un « cas particulier », qui est évidemment possible. Mais doit-il s'agir de cas particuliers ? Si on prend comme sujet : un cas particulier, un cas individuel de baisers malpropres dans un mariage et purs dans une liaison éphémère, ce sujet doit faire l'objet d'un roman (car là l'essentiel réside dans l'ambiance individuelle, dans l'analyse des caractères et de la psychologie des types donnés). Mais dans une brochure ?

Vous avez très bien compris ma pensée à propos de la citation mal choisie de Key, quand vous avez dit que, en effet, « il est absurde » de jouer le rôle de « professeur es amour ». Justement. Mais, le rôle de professeur es éphémère, etc. ?

Vraiment, je n'ai nulle envie de me livrer à la polémique. J'abandonnerais volontiers cette lettre et remettrais l'affaire jusqu'à un entretien. Mais je désire que la brochure soit bonne, que nul ne puisse en extraire de phrases

désobligeantes pour vous (il suffit, parfois, d'une phrase pour que ce soit comme un peu de fiel...) ne puisse dénaturer vos paroles. Je suis certain qu'ici aussi vous avez écrit « malgré vous » et je n'envoie cette lettre que parce que vous analyserez peut-être mieux le plan, à la suite de lettres plutôt que d'entretiens, car un plan est une chose très importante.

N'avez-vous pas une amie française socialiste ? Traduisez-lui (comme si c'était de l'anglais) mes pp. 1-10 et vos remarques sur « l'éphémère », etc. ; et regardez-la, écoutez-la avec beaucoup d'attention : ce sera une petite expérience sur ce que diront des gens de l'extérieur, leurs impressions, ce qu'ils attendent de la brochure.

Je vous serre la main, en vous souhaitant de moins souffrir de vos maux de tête et de vous rétablir rapidement.

V. Ou.

Rédigé le 24 janvier 1915. Expédié à Berne.

Publié pour la première fois en 1939 dans le n°13 de la revue « Bolchevik »

V. Lénine, Oeuvres, Paris-Moscou, t. 35 pp. 178-181.

L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

(Note)

C'est sous ce titre qu'est publié en Suisse depuis le 1^{er} septembre 1915, en langue allemande, « l'organe de lutte et de propagande de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse ». Il a déjà paru six numéros de cette publication, qu'il est nécessaire de signaler en général et aussi de recommander vivement à l'attention de tous les membres de notre Parti qui ont la possibilité de nouer contact avec les partis social-démocrates étrangers et avec les organisations de la jeunesse.

La plupart des partis social-démocrates officiels d'Europe ont adopté les positions du social-chauvinisme et de l'opportunisme le plus bas, le plus vil. C'est le cas des partis allemand et français, du parti des fabiens⁷⁹ et du « Labour Party »⁸⁰ en Angleterre, des partis suédois, hollandais (le parti de Troëlstra), danois, autrichien, etc. Dans le parti suisse, bien que les ultra-opportunistes se soient séparés (pour le plus grand bien du mouvement ouvrier) et aient formé, hors du parti, la Société de Grütli⁸¹, il est resté au sein même du parti social-démocrate bon nombre de chefs opportunistes, social-chauvins et kautskisants, qui exercent une énorme influence sur l'activité du parti.

Devant cette situation, l'union des organisations socialistes de la jeunesse se voit assigner une tâche immense et féconde, encore que difficile : lutter pour l'internationalisme révolutionnaire, pour le véritable socialisme contre l'opportunisme dominant qui s'est rangé aux côtés de la bourgeoisie impérialiste. L'Internationale de la Jeunesse a publié une série de bons articles pour la défense de l'internationalisme révolutionnaire, et toute cette publication est pénétrée d'un excellent esprit de haine ardente contre les traîtres au socialisme qui « détendent la patrie » dans la guerre actuelle, et du plus sincère désir de purifier le mouvement ouvrier international en le débarrassant du chauvinisme et de l'opportunisme qui le rongent.

Il va de soi qu'il n'y a encore dans cet organe de la jeunesse ni clarté ni fermeté théoriques, et peut-être ne les y trouvera-t-on jamais, précisément parce que c'est l'organe d'une jeunesse bouillonnante, impétueuse, avide de recherches. Mais l'insuffisance de clarté théorique de ces gens-là doit susciter chez nous une réaction différente de celle que nous avons — et devons avoir — à l'égard de la confusion théorique dans les cerveaux et de l'absence de convictions révolutionnaires conséquentes dans les cœurs de nos « okistes », de nos « socialistes-révolutionnaires », des tolstoïens, des anarchistes, des kautskistes (les « centristes ») de toute l'Europe, etc. Ici, nous sommes en présence d'adultes qui égarent le prolétariat, qui prétendent conduire et éduquer les autres et contre qui il est nécessaire de mener une lutte impitoyable. Là, nous avons affaire à des organisations de la jeunesse qui déclarent ouvertement qu'elles ont encore à apprendre et que leur principale tâche est de former des militants pour les partis socialistes ; et nous devons les aider de toutes les manières, en nous montrant très patients à l'égard de leurs erreurs, en nous efforçant de les corriger progressivement surtout par la persuasion, et non par la lutte. Il n'est pas rare que les représentants des générations mûres ou âgées ne sachent pas aborder comme il convient cette jeunesse qui, par la force des choses, est obligée de venir au socialisme autrement, par d'autres voies, sous d'autres formes et dans d'autres conditions que ses pères. C'est pourquoi nous devons être, sans réserve, partisans de l'indépendance de l'union de la jeunesse sur le plan de l'organisation, non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais quant au fond. Car, sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra pas faire son éducation de bons socialistes, ni se préparer à faire progresser le socialisme.

Donc, pour l'indépendance la plus complète de l'union de la jeunesse, mais aussi pour une complète liberté de la critiquer en toute camaraderie pour ses erreurs ! Nous ne devons pas flatter la jeunesse.

Au nombre des erreurs de l'organe que nous avons qualifié d'excellent, il faut ranger, en premier lieu, les trois suivantes :

1) Dans la question du désarmement (ou de la « suppression des armements »), il adopte une position fautive, que nous critiquons plus haut dans un article spécial. [Il s'agit de l'article de V. Lénine « A propos du mot d'ordre de « désarmement », Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 104-115. (N.R.)] Il y a tout lieu de penser que cette erreur résulte exclusivement d'une tendance louable à souligner la nécessité de s'orienter vers la « destruction complète du militarisme » (ce qui est parfaitement juste), mais en oubliant le rôle que jouent les guerres civiles dans la révolution socialiste.

2) Dans la question relative à la différence entre l'attitude des anarchistes et des socialistes à l'égard de l'Etat, l'article du camarade Nota-Bene (n° 6) commet une très grave erreur (ce qui est aussi le cas pour plusieurs autres questions comme, par exemple, celle de la motivation de notre lutte contre le mot d'ordre de « défense de la patrie »). L'auteur veut donner « une idée claire de l'Etat en général » (parallèlement au tableau de l'Etat impérialiste de brigandage). Il cite plusieurs déclarations de Marx et d'Engels et arrive notamment aux deux conclusions suivantes :

a)... « Il est tout à fait erroné de chercher la différence entre socialistes et anarchistes dans le fait que les premiers sont partisans, et les seconds adversaires, de l'Etat. En réalité, ils diffèrent en ceci que la social-démocratie révolutionnaire entend organiser une nouvelle production sociale centralisée, c'est-à-dire techniquement plus avancée, alors que la production anarchiste décentralisée ne serait qu'un pas en arrière vers l'ancienne technique, vers l'ancienne forme des entreprises. » Ce n'est pas exact. L'auteur pose la question de savoir en quoi les socialistes et les anarchistes se différencient dans leur attitude envers l'Etat, mais, au lieu d'y répondre, il répond à une question différente, celle de leurs attitudes respectives envers les bases économiques de la société future. Certes, c'est là une question très importante et qui ne saurait être éludée. Mais il ne s'ensuit pas que l'on puisse oublier l'essentiel dans la différence d'attitude des socialistes et des anarchistes envers l'Etat. Les socialistes veulent utiliser l'Etat moderne et ses institutions dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière ; ils affirment également la nécessité d'utiliser l'Etat sous une forme de transition particulière correspondant au passage du capitalisme au socialisme. Cette forme de transition, qui est aussi un Etat, c'est la dictature du prolétariat.

Les anarchistes veulent « abolir » l'Etat, le « faire sauter » (« sprengen »), selon l'expression qui figure à un endroit de l'article du camarade Nota-Bene, lequel attribue par erreur ce point de vue aux socialistes. Les socialistes — l'auteur n'a cité malheureusement que d'une façon trop incomplète les paroles d'Engels à ce sujet — admettent le « dépérissement », l'« assoupissement » graduel de l'Etat, après l'expropriation de la bourgeoisie.

b) « La social-démocratie, qui est — ou du moins qui doit être — l'éducatrice des masses, est tenue de souligner, maintenant plus que jamais, son opposition de principe envers l'Etat... La guerre actuelle a montré combien l'idée d'Etat a poussé de profondes racines dans l'esprit des ouvriers. » Voilà ce qu'écrit le camarade Nota-Bene. Pour « souligner » cette « opposition de principe » envers l'Etat, il faut en avoir une compréhension réellement « claire » ; or, c'est précisément cette clarté qui fait défaut à l'auteur. La phrase concernant « les racines de l'idée d'Etat » est tout à fait confuse ; elle n'est ni marxiste ni socialiste. Ce n'est pas l'« idée d'Etat » qui s'est heurtée à la négation de l'Etat, mais la politique opportuniste (c'est-à-dire l'attitude opportuniste, réformiste et bourgeoise envers l'Etat) qui s'est heurtée à la politique social-démocrate révolutionnaire (c'est-à-dire à l'attitude social-démocrate révolutionnaire envers l'Etat bourgeois et l'utilisation de l'Etat contre la bourgeoisie en vue du renversement de cette dernière). Ce sont là des choses tout à fait différentes. Nous comptons revenir sur cette question extrêmement importante dans un article spécial⁸².

3) La « Déclaration de principe de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse », publiée dans le n° 6 à titre de « projet du secrétariat », contient nombre d'imprécisions et omet complètement l'essentiel : une comparaison claire des trois tendances fondamentales (le social-chauvinisme ; le « centre » ; la gauche) qui luttent en ce moment dans le mouvement socialiste du monde entier.

Je répète qu'il faut corriger ces erreurs et les expliquer en recherchant de toutes nos forces un contact et un rapprochement avec les organisations de la jeunesse, en les aidant par tous les moyens, mais il faut savoir aborder ces organisations avec intelligence.

Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate ».

Signé : N. Lénine

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 179-183.

RAPPORT SUR LA REVOLUTION DE 1905⁸³

Jeunes amis et camarades,

Nous commémorons aujourd'hui le douzième anniversaire du « Dimanche sanglant »⁸⁴, considéré à bon droit comme le début de la révolution russe.

Des milliers d'ouvriers, non pas des social-démocrates, mais des croyants, de fidèles sujets du tsar, conduits par le pope Gapone, s'acheminent de tous les points de la ville vers le centre de la capitale, vers la place du Palais d'Hiver, pour remettre une pétition au tsar. Les ouvriers marchent avec des icônes, et Gapone, leur chef du moment, avait écrit au tsar pour l'assurer qu'il se portait garant de sa sécurité personnelle et le prier de se présenter devant le peuple.

La troupe est alertée. Uhlans et cosaques chargent la foule à l'arme blanche ; ils tirent sur les ouvriers désarmés qui supplient à genoux les cosaques de leur permettre d'approcher le tsar. D'après les rapports de police, il y eut ce jour-là plus d'un millier de morts et plus de deux mille blessés. L'indignation des ouvriers fut indescriptible.

Tel est, dans ses grandes lignes, le tableau du 22 janvier 1905, du « Dimanche sanglant ».

Afin de mieux faire ressortir la portée historique de cet événement, je citerai quelques passages de la pétition des ouvriers. Elle commence par ces mots :

« Nous, ouvriers, habitants de Pétersbourg, nous venons à Toi. Nous sommes des esclaves misérables, humiliés ; nous sommes accablés sous le despotisme et l'arbitraire. Notre patience étant à bout, nous avons cessé le travail et prié nos maîtres de nous donner au moins ce sans quoi la vie n'est qu'une torture. Mais cela nous a été refusé ; selon les fabricants, cela n'est pas conforme à la loi. Nous sommes ici des milliers et, comme tout le peuple russe, nous sommes privés de tous droits humains. Tes fonctionnaires nous ont réduits à l'esclavage. »

La pétition énumère les revendications suivantes : amnistie, libertés civiles, salaire normal, remise progressive de la terre au peuple, convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel et égal. Elle se termine par ces mots : « Sire ! Ne refuse pas d'aider Ton peuple ! Abats la muraille qui Te sépare de Ton peuple ! Ordonne que satisfaction soit donnée à nos requêtes, fais-en le serment et Tu rendras la Russie heureuse ; sinon, nous sommes prêts à mourir ici même. Nous n'avons que deux chemins : la liberté et le bonheur ou la tombe. »

On éprouve une impression étrange en lisant aujourd'hui cette pétition d'ouvriers incultes et illettrés, conduits par un prêtre patriarcal. On ne peut s'empêcher de tracer un parallèle entre cette pétition naïve et les actuelles résolutions de paix des social-pacifistes, c'est-à-dire de gens qui veulent être des socialistes, mais ne sont en fait que des phraseurs bourgeois. Les ouvriers peu conscients de la Russie d'avant la révolution ne savaient pas que le tsar était le chef de la classe dominante, plus précisément celle des grands propriétaires fonciers, déjà attachés à la grande bourgeoisie par des milliers de liens et prêts à défendre leur monopole, leurs privilèges et leurs profits par la violence, quels que soient les moyens. De nos jours, les social-pacifistes qui veulent passer pour des gens « hautement cultivés » — sans plaisanter ! — ignorent qu'il est aussi sot d'attendre une paix « démocratique » des gouvernements bourgeois poursuivant une guerre impérialiste de rapine qu'il était de croire que des pétitions pacifiques pourraient inciter le tsar sanglant à accorder des réformes démocratiques.

Pourtant, il existe entre eux une grande différence : c'est que les social-pacifistes d'aujourd'hui sont dans une grande mesure des hypocrites qui cherchent, par des suggestions discrètes, à détourner le peuple de la lutte révolutionnaire ; tandis que les ouvriers incultes de la Russie d'avant la révolution ont prouvé par leurs actes, leur droiture de gens éveillés pour la première fois à la conscience politique.

Et c'est précisément dans cet éveil d'immenses masses populaires à la conscience politique et à la lutte révolutionnaire que réside la portée historique du 22 janvier 1905.

« Il n'y a pas encore en Russie de peuple révolutionnaire », écrivait deux jours avant le « Dimanche sanglant » Monsieur Piotr Strouvé qui était alors le leader des libéraux russes et qui publiait un organe illégal, libre, édité à l'étranger. Tant paraissait absurde à ce chef « hautement cultivé », présomptueux et archi-stupide, des réformistes bourgeois, l'idée qu'un pays de paysans illettrés pût enfanter un peuple révolutionnaire ! Tant les réformistes de l'époque étaient profondément convaincus — tout comme le sont ceux de nos jours — de l'impossibilité d'une véritable révolution !

Avant le 22 janvier (le 9 janvier ancien style) 1905, le parti révolutionnaire de Russie groupait une poignée de gens ; les réformistes de l'époque (tout comme ceux d'aujourd'hui) nous appelaient par dérision une « secte ». Quelques centaines d'organiseurs révolutionnaires, quelques milliers de membres d'organisations locales, une demi-douzaine de feuilles révolutionnaires paraissant tout au plus une fois par mois, publiées pour la plupart à l'étranger et introduites clandestinement en Russie au prix d'incroyables difficultés et de grands sacrifices, voilà ce qu'étaient à la veille du 22 janvier 1905 les partis révolutionnaires de Russie, et avant tout la social-démocratie

révolutionnaire. Cela donnait en apparence aux réformistes bornés et prétentieux le droit d'affirmer qu'il n'y avait pas encore de peuple révolutionnaire en Russie.

Mais, en quelques mois, les choses changèrent du tout au tout. Les centaines de social-démocrates révolutionnaires furent « subitement » des milliers, et ces milliers devinrent les chefs de deux à trois millions de prolétaires. La lutte prolétarienne suscita une grande effervescence, et même en partie un mouvement révolutionnaire, au plus profond de la masse des cinquante à cent millions de paysans ; le mouvement paysan eut une répercussion dans l'armée et entraîna des révoltes militaires, des engagements armés entre les troupes. C'est ainsi qu'un immense pays de 130 millions d'habitants entra dans la révolution ; c'est ainsi que la Russie somnolente devint la Russie du prolétariat révolutionnaire et du peuple révolutionnaire. Il est nécessaire d'étudier cette transformation, de comprendre ce qui l'a rendue possible, d'analyser, pour ainsi dire, ses modalités et ses voies.

La grève de masse en fut l'agent le plus puissant. La révolution russe a ceci d'original qu'elle était démocratique bourgeoise par son contenu social, mais prolétarienne par ses moyens de lutte. C'était une révolution démocratique bourgeoise parce que le but auquel elle aspirait dans l'immédiat et qu'elle pouvait atteindre sur l'heure par ses propres forces était la république démocratique, la journée de huit heures, la confiscation des immenses propriétés foncières de la haute noblesse, toutes mesures que réalisa presque entièrement en France la révolution bourgeoise en 1792 et 1793.

La révolution russe était en même temps une révolution prolétarienne, non seulement parce que le prolétariat y était la force dirigeante, l'avant-garde du mouvement, mais aussi parce que l'instrument de lutte spécifique du prolétariat, la grève, constituait le levier principal pour mettre en branle des masses et le fait le plus caractéristique de la vague montante des événements décisifs. Dans l'histoire mondiale, la révolution russe est la première — mais certainement pas la dernière — grande révolution où la grève politique de masse ait joué un rôle extrêmement important. On peut même affirmer qu'on ne saurait comprendre les péripéties de la révolution russe et la succession de ses formes politiques si l'on n'en étudie pas la base d'après la statistique des grèves.

Je sais fort bien à quel point l'aridité des statistiques se prête peu à une conférence, à quel point elle peut rebuter les auditeurs. Mais je ne peux m'empêcher de citer quelques chiffres arrondis, qui vous mettront à même de porter une appréciation sur la véritable base objective de tout le mouvement. Le nombre moyen annuel des grévistes en Russie, pendant les dix années qui précédèrent la révolution, fut de 43 000. Il y eut donc au total 430 000 grévistes pendant les dix années antérieures à la révolution. En janvier 1905, premier mois de la révolution, on compta 440 000 grévistes. Soit, en un mois seulement, plus que pendant les dix années précédentes !

Aucun pays capitaliste du monde, même parmi les plus avancés comme l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique ou l'Allemagne, n'a connu un mouvement gréviste aussi vaste que la Russie en 1905. Le nombre total des grévistes fut de 2 800 000, soit le double du nombre total des ouvriers industriels ! Cela ne prouve évidemment pas que, dans les villes de Russie, les ouvriers industriels fussent plus cultivés, plus forts ou mieux adaptés à la lutte que leurs frères d'Europe occidentale. C'est le contraire qui est vrai.

Mais cela montre combien grande peut être l'énergie qui sommeille au sein du prolétariat. Cela indique qu'à une époque révolutionnaire, — et je l'affirme sans la moindre exagération, d'après les données les plus précises fournies par l'histoire de la Russie, — le prolétariat peut déployer une énergie combative cent fois plus intense qu'à l'ordinaire, dans les périodes d'accalmie. Il en ressort que, jusqu'en 1905, l'humanité ne savait pas encore quelle force énorme et grandiose le prolétariat est à même de déployer et déploiera quand il s'agit de lutter pour un but vraiment sublime, d'une façon vraiment révolutionnaire !

L'histoire de la révolution russe nous indique que c'est précisément l'avant-garde, l'élite des ouvriers salariés, qui a combattu avec le plus de ténacité et d'abnégation. Plus les usines étaient vastes, et plus les grèves étaient opiniâtres, plus souvent elles se renouvelaient au cours d'une seule et même année. Plus la ville était importante, et plus le rôle du prolétariat dans la lutte était considérable. Les trois grandes villes où les ouvriers sont le plus conscients et le plus nombreux, Pétersbourg, Riga et Varsovie, fournissent, par rapport à la totalité des ouvriers, un nombre incomparablement plus élevé de grévistes que toutes les autres villes, pour ne rien dire des campagnes.

Les ouvriers métallurgistes représentent en Russie — probablement comme dans les autres pays capitalistes — l'avant-garde du prolétariat. Et là nous observons le fait instructif que voici : en 1905, pour 100 ouvriers industriels, il y a eu dans l'ensemble de la Russie 160 grévistes. Mais, cette même année, chaque centaine de métallos a fourni 320 grévistes ! On a calculé qu'en 1905, chaque ouvrier industriel russe a perdu du fait de la grève une moyenne de 10 roubles — environ 26 francs au cours d'avant-guerre — ce qui représente en quelque sorte sa contribution à la lutte. Si nous prenons les métallos seuls, la somme est trois fois supérieure ! Les meilleurs éléments de la classe ouvrière marchaient en tête, entraînant les hésitants, réveillant les endormis et galvanisant les faibles.

L'enchevêtrement des grèves économiques et des grèves politiques a joué un rôle extrêmement original pendant la révolution. Il ne fait pas de doute que seule la liaison la plus étroite entre ces deux formes de grève pouvait assurer une grande force au mouvement. La masse des exploités n'aurait pu en aucune façon être entraînée dans le mouvement révolutionnaire si elle n'avait eu chaque jour sous les yeux des exemples lui montrant comment les ouvriers salariés de diverses branches d'industrie obligeaient les capitalistes à améliorer immédiatement, sur-le-champ, leur situation. Grâce à cette lutte, un esprit nouveau a soufflé sur toute la masse du peuple russe. C'est maintenant seulement que la Russie du servage, engourdie dans sa torpeur, la Russie patriarcale, pieuse et soumise, a dépouillé le vieil homme ; c'est maintenant seulement que le peuple russe a reçu une éducation vraiment démocratique, vraiment révolutionnaire.

Quand ces messieurs de la bourgeoisie et leurs thuriféraires obtus, les réformistes socialistes, parlent avec tant de suffisance de l'« éducation » des masses, ils entendent ordinairement par là quelque chose de primaire, de pédantesque, qui démoralise les masses et leur inculque des préjugés bourgeois.

La véritable éducation des masses ne peut jamais être séparée d'une lutte politique indépendante, et surtout de la lutte révolutionnaire des masses elles-mêmes. Seule l'action éduque la classe exploitée, seule elle lui donne la mesure de ses forces, élargit son horizon, accroît ses capacités, éclaire son intelligence et trempe sa volonté. C'est pourquoi les réactionnaires eux-mêmes ont dû reconnaître que l'année 1905, cette année de combat, cette « année folle », a définitivement enterré la Russie patriarcale.

Examinons de plus près le rapport entre les ouvriers métallurgistes et les ouvriers du textile en Russie pendant les grèves de 1905. Les premiers sont les prolétaires les mieux rémunérés, les plus conscients et les plus cultivés. Les seconds, près de trois fois plus nombreux dans la Russie de 1905, forment la masse la plus arriérée, la plus mal payée, et qui, souvent, n'a pas encore coupé définitivement toutes ses attaches avec la campagne. Et là nous constatons ce fait très important :

Chez les métallurgistes, les grèves politiques l'emportent sur les grèves économiques pendant toute l'année 1905, encore qu'au début cette prédominance ait été beaucoup moins marquée qu'à la fin de l'année. Par contre, chez les ouvriers du textile, on observe au début de 1905 la prépondérance considérable des grèves économiques, et ce n'est qu'à la fin de l'année que les grèves politiques finissent par prévaloir. Il s'ensuit on ne peut plus clairement que seule la lutte économique, seule la lutte pour l'amélioration immédiate et directe de leur sort peut secouer les couches les plus arriérées de la masse exploitée, les éduquer véritablement et, à une époque révolutionnaire, en faire en quelques mois une armée de combattants politiques.

Certes, il était indispensable à cet effet que l'avant-garde de la classe ouvrière n'entende pas par lutte de classe la lutte pour les intérêts d'une faible couche supérieure, comme les réformistes se sont trop souvent efforcés de l'inculquer aux ouvriers, mais que le prolétariat intervienne effectivement en tant qu'avant-garde de la majorité des exploités et l'entraîne au combat, comme ce fut le cas en Russie en 1905 et comme cela sera sans nul doute au cours de la prochaine révolution prolétarienne en Europe.

Le début de l'année 1905 amena la première grande vague de grèves dans tout le pays. Dès le printemps, nous assistons en Russie à l'éveil du premier mouvement paysan de vaste envergure, mouvement non seulement économique, mais aussi politique. Afin de comprendre toute l'importance de ce tournant qui fait époque, il est indispensable de se rappeler que la paysannerie russe n'a été libérée du servage, le plus dur qui fût, qu'en 1861, que les paysans sont en majorité illettrés et vivent dans une misère indescriptible, opprimés par les gros propriétaires fonciers, abêtis par les popes, isolés par des distances considérables et par le manque presque complet de routes.

La Russie connut pour la première fois un mouvement révolutionnaire contre le tsarisme en 1825, et ce mouvement fut l'œuvre presque exclusive de la noblesse⁸⁵. Depuis lors et jusqu'en 1881, année où Alexandre II fut abattu par des terroristes, les intellectuels de la classe moyenne furent à la tête du mouvement. Ils firent preuve du plus grand esprit de sacrifice et leur héroïque méthode de lutte terroriste étonna le monde entier. Certes, ils ne tombèrent pas en vain et leur sacrifice contribua, directement ou non, à l'éducation révolutionnaire ultérieure du peuple russe. Mais ils n'atteignirent point et ne pouvaient atteindre leur but immédiat : l'éveil d'une révolution populaire.

Seule la lutte révolutionnaire du prolétariat y a réussi. Seules les grèves de masse qui ont déferlé sur tout le pays, en connexion avec les cruelles leçons de la guerre impérialiste russo-japonaise⁸⁶, ont tiré les masses paysannes de leur léthargie. Le mot « gréviste » a acquis pour les paysans une signification tout à fait nouvelle : il désignait une sorte de rebelle, de révolutionnaire, ce qui s'exprimait naguère par le mot « étudiant ». Mais dans la mesure où l'« étudiant » appartenait à la classe moyenne, aux « lettrés », aux « maîtres », il était étranger au peuple. Le « gréviste », par contre, venait lui-même du peuple, appartenait lui-même au nombre des exploités ; expulsé de Pétersbourg, il retournait très souvent au village où il parlait à ses camarades de l'incendie qui s'allumait dans les villes et qui devait détruire les capitalistes comme les nobles. Un nouveau type d'homme a surgi dans les

campagnes russes : le jeune paysan conscient. Il prenait contact avec les « grévistes », il lisait les journaux, il racontait aux paysans ce qui se passait dans les villes, il expliquait à ses camarades du village la portée des revendications politiques, il les appelait à lutter contre la grande aristocratie foncière, contre les popes et les fonctionnaires.

Les paysans se rassemblaient en groupes pour examiner leur situation et s'engageaient peu à peu dans la lutte : ils attaquaient en foule les grands propriétaires fonciers, mettaient le feu à leurs châteaux et domaines ou s'emparaient de leurs réserves, du blé et des autres vivres, tuaient les policiers, exigeaient que les terres immenses appartenant aux nobles fussent remises au peuple.

Au printemps 1905, le mouvement paysan n'était encore qu'embryonnaire : il ne s'étendait qu'à un septième environ des districts, soit la minorité.

Mais la combinaison de la grève prolétarienne de masse dans les villes et du mouvement paysan dans les campagnes fut suffisante pour ébranler le plus « ferme » et le dernier appui du tsarisme. Je veux parler de Vannée.

Des révoltes militaires éclatent dans la marine et dans l'armée. Chaque nouvelle vague de grèves et de mouvements paysans au cours de la révolution s'accompagne de mutineries militaires dans toute la Russie. La plus célèbre de ces révoltes est celle du cuirassé Prince Potemkine de la flotte de la mer Noire, qui, tombé aux mains des insurgés, prit part à la révolution à Odessa et, après la défaite de la révolution et des tentatives infructueuses pour s'emparer d'autres ports (par exemple Féodosia en Crimée), se rendit aux autorités roumaines à Constantza.

Permettez-moi de vous raconter en détail un petit épisode de cette rébellion de la flotte de la mer Noire afin de vous donner un tableau concret des événements à leur point culminant :

« On organisait des réunions d'ouvriers et de marins révolutionnaires ; elles se firent de plus en plus fréquentes. Comme il était interdit aux militaires d'assister aux meetings des ouvriers, ces derniers commencèrent à se rendre en masse à ceux des militaires. Ils se rassemblaient par milliers. L'idée d'une action commune trouva un vif écho. Les compagnies les plus conscientes élurent des délégués.

Les autorités militaires décidèrent alors de prendre les mesures. Quelques officiers ayant tenté de prononcer aux meetings des discours « patriotiques », les résultats furent lamentables : exercés à la discussion, les marins réduisirent leurs supérieurs à une fuite honteuse. Devant ces échecs, on décida une interdiction générale des meetings. Dans la matinée du 24 novembre 1905, une compagnie en état d'alerte fut placée devant la porte de la caserne. Le contre-amiral Pissarevski ordonna publiquement : Ne laisser sortir personne de la caserne ! Tirer en cas de désobéissance ! » Le marin Pétrov sortit des rangs de la compagnie qui avait reçu cet ordre, chargea ostensiblement son fusil, abattit d'un coup de feu le capitaine en second Stein, du régiment de Biélostok, et blessa d'un second coup de feu le contre-amiral Pissarevski. Un officier ordonna : « Arrêtez-le ! » Personne ne bougea. Pétrov jeta son fusil à terre et s'écria : « Qu'est-ce que vous attendez ? Arrêtez-moi donc ! » Il fut arrêté. Accourus de toutes parts les marins exigèrent impérieusement la mise en liberté et déclarèrent qu'ils se portaient caution pour lui. L'excitation était à son comble.

— Pétrov, demanda un officier, cherchant une issue à la situation, ton coup de feu est parti par hasard, n'est-ce pas ?

— Comment, par hasard ! Je suis sorti du rang, j'ai chargé mon arme et j'ai visé, est-ce par hasard ?

— Ils réclament ta libération...

Et Pétrov fut remis en liberté. Mais les marins ne s'en tinrent pas là. Tous les officiers de service furent arrêtés, désarmés et conduits dans les bureaux... Les délégués des marins, qui étaient une quarantaine, délibérèrent toute la nuit. Ils décidèrent de relâcher les officiers, mais de leur interdire désormais l'accès de la caserne... »

Cette petite scène illustre on ne peut mieux les événements tels qu'ils se sont déroulés dans la plupart des révoltes militaires. L'effervescence révolutionnaire du peuple ne pouvait manquer de gagner aussi l'armée. Fait caractéristique : les éléments de la marine militaire et de l'armée, recrutés surtout parmi les ouvriers de l'industrie et dont on exigeait une solide formation technique, comme les sapeurs par exemple, ont fourni ses chefs au mouvement. Mais les larges masses étaient encore trop naïves, trop paisibles, trop placides, trop chrétiennes. Elles s'enflammaient assez facilement ; une injustice quelconque, la grossièreté trop flagrante de la part des officiers, une mauvaise nourriture, etc., pouvaient provoquer une révolte. Mais la persévérance et la claire conscience des tâches faisaient défaut ; on ne comprenait pas assez que seule la poursuite la plus énergique de la lutte armée, seule la victoire sur toutes les autorités militaires et civiles, seuls le renversement du gouvernement et la prise du pouvoir dans tout le pays pouvaient garantir le succès de la révolution.

La grande masse des marins et des soldats se révoltait facilement. Mais elle commettait tout aussi facilement la sottise candide de remettre en liberté les officiers arrêtés ; elle se laissait calmer par les promesses et les exhortations des autorités qui gagnaient ainsi un temps précieux, recevaient des renforts et écrasaient les mutins, après quoi le mouvement était féroce réprimé et les chefs exécutés.

Il est particulièrement intéressant de comparer les soulèvements militaires de la Russie de 1905 et l'insurrection militaire des décembristes en 1825. Le mouvement politique était en 1825 presque exclusivement dirigé par des officiers, plus précisément par des officiers nobles, gagnés aux idées démocratiques de l'Europe pendant les guerres napoléoniennes. La masse des soldats, à l'époque encore formée de serfs, était passive.

L'histoire de 1905 nous offre un tout autre tableau. Les officiers, à peu d'exceptions près, professaient des idées libérales bourgeoises, réformistes, ou bien ouvertement contre-révolutionnaires. Les ouvriers et les paysans en uniforme furent l'âme des insurrections ; le mouvement était devenu populaire. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie il embrassait la majorité des exploités. Ce qui lui manqua, ce fut, d'une part, la fermeté, la résolution des masses trop sujettes à la maladie de la confiance et, d'autre part, une organisation des ouvriers social-démocrates révolutionnaires en uniforme : ils n'étaient pas à même d'assumer la direction du mouvement, de prendre la tête de l'armée révolutionnaire et de déclencher l'offensive contre les autorités gouvernementales.

Notons en passant, que ces deux défauts seront éliminés — plus lentement peut-être que nous ne le souhaitons, mais à coup sûr — non seulement par l'évolution générale du capitalisme, mais aussi par la guerre actuelle...

De toutes manières, l'histoire de la révolution russe, tout comme celle de la Commune de Paris de 1871, nous apporte un enseignement indiscutable : le militarisme ne peut jamais et en aucun cas être vaincu et aboli autrement que par la lutte victorieuse d'une partie de l'armée nationale contre l'autre. Il ne suffit pas de flétrir, de maudire, de « répudier » le militarisme, de le critiquer et d'en montrer la nocivité ; il est stupide de refuser paisiblement le service militaire ; ce qu'il faut faire, c'est tenir éveillée la conscience révolutionnaire du prolétariat et non seulement de façon générale, mais en préparant concrètement les meilleurs éléments du prolétariat à prendre la tête de l'armée révolutionnaire au moment où l'effervescence au sein du peuple aura atteint son point culminant.

L'expérience quotidienne de tout Etat capitaliste nous apporte le même enseignement. Chacune des « petites » crises que traverse l'un de ces Etats nous montre en miniature les éléments et les embryons des combats appelés inéluctablement à se produire sur une vaste échelle dans une grande crise. Qu'est-ce, par exemple, qu'une grève, sinon une petite crise de la société capitaliste ? Le ministre prussien de l'Intérieur, M. von Puttkamer, n'avait-il pas raison quand il prononçait sa phrase mémorable : « Toute grève recèle l'hydre de la révolution » ? L'appel à la troupe lors des grèves dans tous les pays capitalistes, et même, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans les plus pacifiques et les plus « démocratiques » d'entre eux, ne nous apprend-il pas comment se passeront les choses dans les périodes de crises vraiment graves ?

Mais je reviens à l'histoire de la révolution russe.

J'ai essayé de vous montrer de quelle manière les grèves ouvrières ont secoué tout le pays et les couches les plus vastes, les plus arriérées des exploités, comment le mouvement paysan s'est déclenché, comment il s'est accompagné de soulèvements militaires.

Le mouvement atteignit son apogée au cours de l'automne 1905. Le 19(6) août parut un manifeste du tsar qui annonçait la création d'une assemblée représentative. La Douma⁸⁷ dite de Boulyguine devait être fondée aux termes d'une loi électorale qui n'admettait qu'un nombre dérisoire d'électeurs et accordait à ce « parlement » original clés droits uniquement délibératifs, consultatifs, mais aucun droit législatif.

Les bourgeois, les libéraux, les opportunistes étaient prêts à saisir des deux mains ce « présent » du tsar terrifié. Comme tous les réformistes, nos réformistes de 1905 ne pouvaient comprendre qu'il est des situations historiques dans lesquelles les réformes, et surtout les promesses de réformes, ont exclusivement pour but de calmer l'effervescence du peuple et d'obliger la classe révolutionnaire à cesser ou tout au moins à affaiblir son action.

La social-démocratie révolutionnaire de Russie comprit fort bien le vrai caractère de cet octroi d'une Constitution fantôme en août 1905. Et c'est pourquoi elle lança, sans hésiter un instant, les mots d'ordre : A bas la Douma consultative ! Boycottage de la Douma ! A bas le gouvernement tsariste ! Continuation de la lutte révolutionnaire afin de renverser ce gouvernement ! Ce n'est pas le tsar, mais un gouvernement révolutionnaire provisoire qui doit convoquer la première véritable assemblée représentative du peuple en Russie !

L'histoire donna raison aux social-démocrates révolutionnaires, car la Douma de Boulyguine ne fut jamais convoquée. La tourmente révolutionnaire la balaya avant même sa convocation et obligea le tsar à promulguer une nouvelle loi électorale augmentant sensiblement le nombre des électeurs, et à reconnaître le caractère législatif de la Douma.

En octobre et décembre 1905, la courbe ascendante de la révolution russe atteint son plus haut point. Toutes les sources de l'énergie révolutionnaire du peuple jaillissent plus impétueusement qu'auparavant. Le nombre des grévistes, qui s'élevait en janvier 1905, comme je vous l'ai dit, à 440 000, a dépassé en octobre 1905 le demi-million (en un seul mois, remarquez-le !). Mais à ce chiffre, qui ne comprend que les ouvriers industriels, il faut ajouter plusieurs centaines de milliers de cheminots, d'employés des P.T.T., etc.

La grève générale des cheminots arrêta dans toute la Russie le trafic ferroviaire et paralysa sérieusement les forces du gouvernement. Les portes des universités s'ouvrirent et les salles de conférences, exclusivement destinées, en temps de paix, à intoxiquer les jeunes esprits par la sagesse professorale pour en faire des laquais dociles de la bourgeoisie et du tsarisme, servirent désormais de salles de réunion à des milliers et des milliers d'ouvriers, d'artisans et d'employés, qui y discutaient ouvertement et librement de questions politiques.

La liberté de la presse fut conquise de haute lutte. La censure fut purement et simplement abolie. Aucun éditeur n'osait plus soumettre aux autorités l'exemplaire obligatoire prévu par la loi, et celles-ci n'osaient réagir. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, des journaux révolutionnaires parurent sans entrave à Pétersbourg et dans d'autres villes. Rien qu'à Pétersbourg, on éditait trois quotidiens social-démocrates tirant à 50 000-100 000 exemplaires.

Le prolétariat était à la tête du mouvement. Il se proposait d'arracher la journée de huit heures par la voie révolutionnaire. A Pétersbourg, le mot d'ordre de lutte était alors : « La journée de huit heures et des armes ! » Il apparut clairement à un nombre toujours croissant d'ouvriers que le sort de la révolution ne pouvait être et ne serait décidé que par la lutte armée. Une organisation de masse d'un caractère original se forma dans le feu du combat : les célèbres Soviets de députés ouvriers, assemblées de délégués de toutes les fabriques. Dans plusieurs villes de Russie, ces Soviets de députés ouvriers assumèrent de plus en plus le rôle d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, le rôle d'organes et de guides des soulèvements. On tenta de créer des Soviets de députés de soldats et de matelots, et de les associer aux Soviets de députés ouvriers.

Certaines villes de Russie devinrent alors de minuscules « républiques » locales où l'autorité du gouvernement avait été balayée et où les Soviets de députés ouvriers fonctionnaient réellement comme un nouveau pouvoir d'Etat. Par malheur, ces périodes furent trop brèves, les « victoires » trop faibles et trop isolées.

Durant l'automne 1905, le mouvement paysan prit des proportions encore plus grandes. Plus du tiers des districts du pays furent à cette époque le théâtre « de troubles agraires » et de véritables soulèvements de paysans qui incendièrent environ 2 000 domaines et se partagèrent les biens arrachés au peuple par les forbans de la noblesse.

Malheureusement, cette action resta trop en surface ! Malheureusement, les paysans ne détruisirent qu'un quinzième des domaines, un quinzième seulement de ce qu'ils auraient dû détruire pour débarrasser définitivement la terre russe de cette ignominie qu'est la grande propriété foncière féodale. Malheureusement, les paysans agissaient en ordre trop dispersé, n'étaient pas assez organisés et combatifs, et ce fut là une des raisons essentielles de la défaite de la révolution.

Un mouvement d'émancipation nationale souleva les peuples opprimés de Russie. Plus de la moitié, presque les trois cinquièmes (exactement 57 %), des populations du pays subissent l'oppression nationale, n'ont même pas le droit de parler librement leur langue maternelle, sont russifiées de force. Les musulmans, par exemple, qui sont en Russie des dizaines de millions, fondèrent alors avec une promptitude admirable une ligue musulmane ; ce fut en général une époque où les organisations les plus diverses se multipliaient prodigieusement.

Pour donner notamment aux jeunes une idée de l'envergure que prit le mouvement d'émancipation nationale dans la Russie d'alors en connexion avec le mouvement ouvrier, je citerai ce simple fait.

En décembre 1905, dans des centaines d'écoles, les écoliers polonais brûlèrent tous les livres et tableaux russes, ainsi que les portraits du tsar ; ils battirent et chassèrent des écoles les maîtres russes et leurs propres camarades russes au cri de : « Allez-vous-en, rentrez en Russie ! » Les élèves des écoles secondaires de Pologne formulèrent, entre autres, les revendications suivantes : « 1) toutes les écoles secondaires doivent être subordonnées au Soviet des députés ouvriers ; 2) des réunions groupant les écoliers et les ouvriers seront convoquées dans les écoles ; 3) les lycéens seront autorisés à porter des blouses rouges, afin de marquer leur adhésion à la future république prolétarienne », etc.

Plus les vagues du mouvement prenaient d'ampleur, et plus énergiquement la réaction s'armait pour combattre la révolution. La révolution russe de 1905 confirma ce que Karl Kautsky écrivait en 1902 dans son livre *La Révolution sociale* (Kautsky, soit dit en passant, était encore à cette époque un marxiste révolutionnaire et non, comme à présent, un défenseur des social-patriotes et des opportunistes). Il disait :

... « La prochaine révolution... ressemblera moins à un soulèvement spontané contre le gouvernement et davantage à une guerre civile de longue durée. »

C'est bien ce qui arriva ! Et il en sera certainement ainsi au cours de la prochaine révolution en Europe !

La haine du tsarisme se tourna surtout contre les Juifs. D'une part, ceux-ci fournissaient un pourcentage particulièrement élevé (par rapport au chiffre total de la population juive) de dirigeants du mouvement révolutionnaire. Notons à propos qu'aujourd'hui aussi le nombre d'internationalistes parmi les Juifs est relativement plus grand que chez les autres peuples. D'autre part, le tsarisme savait très bien exploiter les

préjugés les plus infâmes des couches les plus incultes de la population contre les Juifs pour organiser, sinon pour diriger lui-même, des pogroms (on compta à cette époque dans 100 villes plus de 4 000 tués et plus de 10 000 mutilés), ces monstrueux massacres de Juifs paisibles, de leurs femmes et de leurs enfants, ces abominations qui ont rendu le tsarisme si odieux au monde civilisé. Je veux parler naturellement des éléments vraiment démocratiques du monde civilisé, lesquels sont exclusivement les ouvriers socialistes, les prolétaires.

Même dans les pays les plus libres, même dans les républiques de l'Europe occidentale, la bourgeoisie sait fort bien associer ses phrases hypocrites contre les « atrocités russes » aux tractations financières les plus éhontées, notamment l'appui financier qu'elle accorde au tsarisme et à l'exploitation impérialiste de la Russie par l'exportation des capitaux, etc.

La révolution de 1905 atteignit son point culminant lors de l'insurrection de décembre à Moscou. Un petit nombre d'insurgés, ouvriers organisés et armés, — ils n'étaient guère plus de huit mille, — résista pendant neuf jours au gouvernement du tsar. Celui-ci ne pouvait se lier à la garnison de Moscou, mais devait au contraire la tenir enfermée, et ce n'est qu'avec l'arrivée du régiment Sémionovski, appelé de Pétersbourg, qu'il put réprimer le soulèvement. La bourgeoisie se plaît à railler l'insurrection de Moscou et à la qualifier d'artificielle. Par exemple, parmi les publications allemandes dites « scientifiques », il est un gros ouvrage sur le développement politique de la Russie, écrite par M. le professeur Max Weber qui a qualifié l'insurrection de Moscou de « putsch ». « Le groupe de Lénine, écrit ce « savantissime » professeur, et une partie des socialistes-révolutionnaires avaient préparé depuis longtemps ce soulèvement insensé. »

Afin d'apprécier à sa juste valeur cette sagesse professorale de la bourgeoisie poltronne, il suffit de rappeler sans commentaires les chiffres de la statistique des grèves. En janvier 1905, il n'y avait en Russie que 123 000 grévistes luttant pour des revendications purement politiques ; en octobre, on en comptait 330 000, et le maximum fut atteint en décembre, où il y eut dans l'espace d'un mois 370 000 grévistes pour des motifs purement politiques ! Qu'on se souvienne des progrès de la révolution, des soulèvements des paysans et des révoltes militaires et l'on se convaincra aussitôt que le jugement porté par la « science » bourgeoise sur l'insurrection de décembre n'est pas seulement inepte, mais que c'est un subterfuge de la part des représentants de la bourgeoisie couarde qui voit dans le prolétariat son ennemi de classe le plus dangereux.

En réalité, tout le développement de la révolution russe conduisait inéluctablement à une lutte armée, décisive, entre le gouvernement du tsar et l'avant-garde du prolétariat conscient en tant que classe.

J'ai déjà indiqué, dans les considérations ci-dessus, en quoi consistait la faiblesse de la révolution russe, cette faiblesse qui en a entraîné la défaite temporaire.

Après l'étouffement de l'insurrection de décembre, la révolution suit une courbe descendante. Mais cette période comprend, elle aussi, des phases du plus haut intérêt ; il suffit d'évoquer les deux tentatives faites par les éléments les plus combatifs de la classe ouvrière pour mettre fin au recul de la révolution et préparer une nouvelle offensive.

Mais le temps qui m'est imparti est presque épuisé et je ne veux pas abuser de la patience de mes auditeurs. Je crois, d'ailleurs, avoir noté — dans la mesure où un thème aussi vaste puisse être exposé brièvement — l'essentiel pour l'intelligence de la révolution russe : son caractère de classe et ses forces motrices, ses moyens de combat.

Je me borne à ajouter quelques observations sommaires sur la portée mondiale de la révolution russe.

Au point de vue géographique, économique et historique, la Russie appartient non seulement à l'Europe, mais encore à l'Asie. C'est pourquoi nous voyons que la révolution russe n'a pas seulement réussi à tirer définitivement de sa torpeur le plus grand et le plus arriéré des pays d'Europe et à créer un peuple révolutionnaire conduit par un prolétariat révolutionnaire.

Ce n'est pas tout. La révolution russe a mis aussi toute l'Asie en branle. Les révolutions de Turquie, de Perse et de Chine montrent que l'insurrection grandiose de 1905 a laissé des traces profondes et que son influence, qui se manifeste dans le mouvement ascendant de centaines et de centaines de millions de gens, est ineffaçable.

Indirectement, la révolution russe a aussi exercé son influence sur les pays d'Occident. Il ne faut pas oublier que le 30 octobre 1905, dès l'arrivée à Vienne du télégramme annonçant le manifeste constitutionnel du tsar, cette nouvelle joua un rôle décisif dans la victoire définitive du suffrage universel en Autriche.

Au congrès de la social-démocratie autrichienne, lorsque le camarade Ellenbogen — à l'époque, il n'était pas encore un social-patriote, c'était encore un camarade — faisait son rapport sur la grève politique, on déposa ce télégramme devant lui. Les débats furent aussitôt interrompus. « Notre place est dans la rue ! » s'exclamèrent les délégués. Et les jours suivants virent des manifestations de rue monstres à Vienne, des barricades à Prague. La victoire du suffrage universel en Autriche était désormais acquise.

On rencontre très souvent des Occidentaux qui parlent de la révolution russe, comme si les événements, les rapports et les moyens de lutte de ce pays arriéré étaient très peu comparables à ceux de l'Europe occidentale et ne pouvaient guère, par conséquent, avoir une portée tant soit peu pratique.

Rien de plus erroné que cette opinion.

Certes, les formes et les mobiles des luttes prochaines de la révolution européenne de demain différeront à maints égards des formes de la révolution russe.

Mais la révolution russe n'en reste pas moins — précisément de par son caractère prolétarien, dans le sens particulier que j'ai déjà indiqué — le prélude de l'imminente révolution européenne. Nul doute que celle-ci ne puisse être qu'une révolution prolétarienne, et cela dans un sens encore plus profond du mot : une révolution prolétarienne, socialiste par son contenu également. Cette révolution qui approche montrera avec encore plus d'ampleur, d'une part, que seuls des combats acharnés, à savoir des guerres civiles, peuvent affranchir l'humanité du joug du capital et, d'autre part, que seuls des prolétaires ayant une conscience de classe développée peuvent intervenir et interviendront en qualité de chefs de l'immense majorité des exploités.

Le silence de mort qui règne actuellement en Europe ne doit pas nous faire illusion. L'Europe est grosse d'une révolution. Les atrocités monstrueuses de la guerre impérialiste, les tourments de la vie chère engendrent partout un état d'esprit révolutionnaire, et les classes dominantes, la bourgeoisie ainsi que leurs commis, les gouvernements, sont de plus en plus acculés dans une impasse, dont ils ne peuvent se tirer sans de très graves bouleversements.

De même qu'en 1905, le peuple de Russie, conduit par le prolétariat, se souleva contre le gouvernement du tsar afin de conquérir une république démocratique, de même on verra dans les années à venir, par suite de cette guerre de brigandage, les peuples d'Europe se soulever, sous la conduite du prolétariat, contre le pouvoir du capital financier, contre les grandes banques, contre les capitalistes ; et ces bouleversements ne pourront se terminer que par l'expropriation de la bourgeoisie et la victoire du socialisme.

Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente. Mais je crois pouvoir exprimer avec une grande assurance l'espoir que les jeunes, qui militent si admirablement dans le mouvement socialiste de la Suisse et du monde entier, auront le bonheur non seulement de combattre dans la révolution prolétarienne de demain, mais aussi d'y triompher.

Rédigé en allemand avant le 9 (22) janvier 1917.

Publié pour la première fois le 22 janvier 1925, dans le n° 18 de la « Pravda ». Signé : N. Lénine.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 259-277.

LETTRES DE LOIN⁸⁸

(Extrait)

Lettre 3

DE LA MILICE PROLÉTARIENNE

Ma conclusion d'hier au sujet de la tactique hésitante de Tchkhéidzé a été pleinement confirmée aujourd'hui 10 (23) mars par deux documents. Le premier est un extrait, télégraphié de Stockholm à la Gazette de Francfort⁸⁹, du manifeste publié à Petrograd par le Comité central de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Ce document ne dit pas un mot du soutien du gouvernement Goutchkov, ni de son renversement ; les ouvriers et les soldats sont appelés à s'organiser autour du Soviet des députés ouvriers, à y envoyer leurs mandataires afin de lutter contre le tsarisme, pour la république, pour la journée de 8 heures, pour la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et des stocks de blé, et surtout pour la cessation de la guerre de rapine. A ce propos, notre Comité central exprime cette opinion tout à fait juste, particulièrement importante et particulièrement actuelle, que la paix requiert nécessairement des relations avec les prolétaires de tous les pays belligérants.

Ce serait se leurrer soi-même et tromper le peuple que de compter sur les pourparlers et les rapports entre les gouvernements bourgeois pour voir instaurer la paix.

Le second document est également une dépêche, adressée de Stockholm à un autre journal allemand (la Gazette de Voss), au sujet d'une conférence tenue le 2 (15) mars par la fraction Tchkhéidzé de la Douma avec le groupe troudivik (? Arbeiterfraction) et les délégués de 15 syndicats ouvriers, ainsi que d'un appel publié le lendemain. Sur les 11 points de cet appel le télégramme n'en expose que trois : le 1^{er}, qui réclame la république ; le 7^e, qui réclame la paix et l'ouverture immédiate de pourparlers de paix, et le 3^e, qui réclame « une participation suffisante des représentants de la classe ouvrière russe au gouvernement ».

Si ce point a été transmis exactement, je comprends pourquoi la bourgeoisie adresse des éloges à Tchkhéidzé. Je comprends pourquoi l'éloge des congénères français de Goutchkov dans *Le Temps*⁹⁰ vient s'ajouter à celui, cité plus haut, de ses congénères anglais dans *le Times*⁹¹. Le journal des millionnaires et des impérialistes français écrit le 22/3 : « Les chefs des partis ouvriers, et surtout M. Tchkhéidzé, emploient toute leur influence à modérer les désirs des classes ouvrières. »

En effet, exiger la « participation » des ouvriers au gouvernement Goutchkov-Milioukov est une absurdité théorique et politique : y prendre part en minorité, ce serait n'être qu'un simple pion ; y participer « à égalité » est impossible, car on ne saurait concilier l'exigence de continuer la guerre et celle de conclure l'armistice et d'ouvrir des pourparlers de paix ; pour y « participer » en majorité, il faudrait avoir la force de renverser le gouvernement Goutchkov-Milioukov. Dans la pratique, réclamer la « participation » est du Louis Blanc de la pire espèce : c'est oublier la lutte de classe et ses conditions réelles, s'engouer pour des phrases ronflantes archi-creuses, et semer des illusions parmi les ouvriers ; c'est perdre en négociations avec Milioukov ou Kérénski un temps précieux qu'il faudrait employer à créer une force réellement de classe et réellement révolutionnaire, c'est-à-dire une milice prolétarienne, capable d'inspirer confiance à toutes les couches pauvres qui forment l'immense majorité de la population, capable de les aider à s'organiser, de les aider à combattre pour le pain, la paix, la liberté.

Cette erreur de l'appel clé Tchkhéidzé et de son groupe (je ne parle pas du parti du Comité d'Organisation, car il n'est fait aucune mention de ce comité dans les sources d'information dont je dispose) est d'autant plus étrange que Skobélev, l'ami politique le plus proche de Tchkhéidzé, a déclaré à la conférence du 2 (15) mars, au dire des journaux : « La Russie est à la veille d'une deuxième, d'une véritable (wirklich, mot à mot : réelle) révolution. »

Voilà la vérité dont Skobélev et Tchkhéidzé ont oublié de tirer les conclusions pratiques. Je ne puis juger d'ici, de mon maudit éloignement, à quel point cette deuxième révolution est proche, Skobélev, là-bas, est mieux placé pour le savoir. Je ne me pose pas de problèmes pour la solution desquels je n'ai et ne puis avoir de données concrètes. Je souligne seulement la confirmation par Skobélev, « témoin impartial », c'est-à-dire n'appartenant pas à notre Parti, de la conclusion de fait à laquelle j'étais arrivé dans ma première lettre, à savoir que la révolution de février-mars n'a été que la première étape de la révolution. La Russie traverse une phase historique originale, celle du passage à l'étape suivante de la révolution ou, comme le dit Skobélev, à la « deuxième révolution ».

Si nous voulons être des marxistes et tirer parti de l'expérience des révolutions du monde entier, nous devons nous efforcer de comprendre en quoi réside exactement l'originalité de cette phase de transition et quelle tactique découle de ses particularités objectives.

La situation a ceci de spécifique que le gouvernement Goutchkov-Milioukov a remporté sa première victoire avec une facilité extrême grâce aux trois conditions principales que voici : 1° l'appui du capital financier anglo-français et de ses agents ; 2° l'appui d'une partie des cadres dirigeants de l'armée ; 3° l'organisation déjà constituée de toute la bourgeoisie russe dans les zemstvos, les administrations urbaines, la Douma d'Etat, les comités des industries de guerre⁹², etc.

Le gouvernement Goutchkov est pris dans un étau : lié au capital, il est obligé de chercher à poursuivre la guerre de rapine et de brigandage, à défendre les énormes bénéfices des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, à restaurer la monarchie. Lié par ses origines révolutionnaires et par la nécessité d'un passage brusque du tsarisme à la démocratie, subissant la pression des masses affamées et qui exigent la paix, le gouvernement est obligé de mentir, de louvoyer, de gagner du temps, de « proclamer » et promettre le plus possible (les promesses étant le seul article bon marché même dans les pires périodes de vie chère) et de tenir le moins possible, de donner d'une main et de reprendre de l'autre.

Dans certaines circonstances et si les choses tournent au mieux pour lui, le nouveau gouvernement peut retarder quelque peu la faillite, en prenant appui sur toutes les capacités d'organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe et des intellectuels bourgeois. Mais, même dans ce cas, il ne pourra pas éviter la faillite, car il est impossible de s'arracher aux griffes du monstre effroyable, engendré par le capitalisme mondial, de la guerre impérialiste et de la famine, sans quitter le terrain des rapports bourgeois, sans prendre des mesures révolutionnaires, sans en appeler l'héroïsme du prolétariat russe et international, le plus grandiose que l'histoire connaisse.

D'où la conclusion : nous ne pourrions renverser d'emblée le nouveau gouvernement ou, si nous y parvenons (les limites du possible sont mille fois reculées aux époques révolutionnaires), nous ne saurons garder le pouvoir que si nous n'opposons pas à la magnifique organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe et des intellectuels bourgeois une non moins magnifique organisation du prolétariat guidant l'immense masse des pauvres des villes et des campagnes, du semi-prolétariat et des petits exploitants.

Peu importe que la « deuxième révolution » ait déjà éclaté à Petrograd (j'ai dit qu'il serait tout à fait absurde de prétendre évaluer, de l'étranger, le rythme concret de sa maturation) ou qu'elle soit différée pour un certain

temps, ou qu'elle ait déjà commencé dans certaines régions de la Russie (ce que semblent montrer certains indices) — de toute façon, le mot d'ordre de l'heure, à la veille comme au cours de la nouvelle révolution et au lendemain de son avènement, doit être l'organisation prolétarienne.

Camarades ouvriers ! Vous avez accompli hier, en renversant la monarchie tsariste, des prodiges d'héroïsme prolétarien. Vous aurez nécessairement, dans un avenir plus ou moins rapproché (peut-être même le faites-vous déjà au moment où j'écris ces lignes), à accomplir de nouveau les mêmes prodiges d'héroïsme pour renverser le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui mènent la guerre impérialiste. Vous ne pourrez remporter une victoire durable, dans cette seconde et « véritable » révolution, si vous n'accomplissez pas des prodiges d'organisation prolétarienne !

Le mot d'ordre de l'heure, c'est l'organisation. Mais s'en tenir là ne voudrait encore rien dire, car, d'une part, l'organisation est toujours nécessaire, et se borner à affirmer la "nécessité d'« organiser les masses » n'explique donc encore absolument rien ; d'autre part, quiconque s'en tiendrait là ne serait qu'un sous-fifre des libéraux, car les libéraux, précisément, désirent pour asseoir leur domination que les ouvriers n'aillent pas au-delà des organisations habituelles, « légales » (du point de vue de la société bourgeoise « normale »), c'est-à-dire que les ouvriers s'inscrivent, sans plus, à leur parti, à leur syndicat, à leur coopérative, etc., etc.

Les ouvriers ont compris, grâce à leur instinct de classe, qu'en période de révolution il leur faut une organisation toute différente, autre qu'une organisation ordinaire ; ils se sont engagés avec juste raison dans la voie indiquée par l'expérience de notre révolution de 1905 et de la Commune de Paris de 1871 ; ils ont créé le Soviet des députés ouvriers, ils se sont mis à le développer, à l'élargir, à l'affermir en y faisant participer des députés des soldats ainsi que, sans aucun doute, des députés des ouvriers salariés agricoles, et puis (sous telle ou telle autre forme) de tous les paysans pauvres.

La fondation de telles organisations dans toutes les localités de la Russie sans exception, pour toutes les professions et toutes les couches, sans exception, de la population prolétarienne et semi-prolétarienne, c'est-à-dire pour tous les travailleurs et tous les exploités, si l'on veut user d'une expression moins précise au point de vue économique, mais plus populaire, — telle est la tâche la plus importante et la plus urgente. J'indique par anticipation que notre Parti (j'espère pouvoir exposer dans une de mes prochaines lettres son rôle particulier dans les organisations prolétariennes de type nouveau) doit recommander instamment à toute la masse paysanne de former des Soviets d'ouvriers salariés, et ensuite de petits agriculteurs qui ne vendent pas leur blé, distincts de ceux des paysans aisés ; faute de quoi, il serait impossible de pratiquer d'une façon générale (les campagnes seront désormais le théâtre d'une lutte pour les petits paysans et, en partie, pour les paysans moyens. Les grands propriétaires fonciers s'efforceront, avec le soutien des paysans aisés, d'amener les petits et les moyens cultivateurs à se soumettre à la bourgeoisie. Notre tâche à nous est de les orienter, en nous appuyant sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, vers l'union la plus étroite avec le prolétariat des villes) une politique vraiment prolétarienne ni d'aborder correctement une question pratique d'importance capitale, une question de vie ou de mort pour des millions d'hommes : la répartition rationnelle du blé, l'accroissement de sa production, etc.

Mais, demandera-t-on, que doivent faire les Soviets des députés ouvriers ? Ils « doivent être considérés comme les organes de l'insurrection, comme les organes du pouvoir révolutionnaire », écrivions-nous dans le n° 47 du Social-Démocrate⁹³ de Genève, daté du 13 octobre 1915. Ce principe théorique, tiré de l'expérience de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 1905, doit être expliqué et concrétisé à partir des indications pratiques fournies précisément par l'étape actuelle de la révolution actuelle de Russie.

Nous avons besoin d'un pouvoir révolutionnaire, nous avons besoin (pour une certaine période de transition) d'un Etat. C'est ce qui nous distingue des anarchistes. La différence entre marxistes révolutionnaires et anarchistes ne tient pas seulement au fait que les premiers sont partisans de la grande production communiste centralisée, et les seconds de la petite production morcelée. Non, la différence porte précisément sur la question du pouvoir, de l'Etat : nous sommes pour l'utilisation révolutionnaire, des formes révolutionnaires de l'Etat dans la lutte pour le socialisme ; les anarchistes sont contre.

Nous avons besoin d'un Etat. Mais non pas tel que l'a créé partout la bourgeoisie, depuis les monarchies constitutionnelles jusqu'aux républiques les plus démocratiques. Et c'est ce qui nous sépare des opportunistes et des kautskistes des vieux partis socialistes en voie de putréfaction, qui ont déformé ou bien oublié les enseignements de la Commune de Paris et l'analyse qu'en ont donnée Marx et Engels. (Je reviendrai en détail, dans une de mes prochaines lettres ou dans un article spécial, sur cette analyse donnée notamment dans la Guerre civile en France de Marx, dans la préface d'Engels à la troisième édition de cet ouvrage dans les lettres de Marx du 12 avril 1871 et d'Engels du 18 et du 28 mars 1875, ainsi que sur ce l'ait que Kautsky a complètement déformé le marxisme au cours de la polémique qu'il soutint en 1912 contre Pannekoek dans la question dite de la destruction de l'Etat »⁹⁴.)

Nous avons besoin d'un Etat, mais pas de celui qu'il faut à la bourgeoisie et dans lequel les organes du pouvoir tels que la police, l'armée et la bureaucratie (le corps des fonctionnaires) sont séparés du peuple, opposés au peuple. Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait que perfectionner cette machine d'Etat et la faire passer des mains d'un parti dans celles d'un autre.

Le prolétariat, lui, s'il veut sauvegarder les conquêtes de la présente révolution et aller de l'avant, conquérir la paix, le pain et la liberté, doit « démolir », pour nous servir du mot de Marx, cette machine d'Etat « toute prête » et la remplacer par une autre, en fusionnant la police, l'armée et le corps des fonctionnaires avec l'ensemble du peuple en armes. En suivant la voie indiquée par l'expérience de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1905, le prolétariat doit organiser et armer tous les éléments pauvres et exploités de la population, afin qu'eux-mêmes prennent directement en main les organes du pouvoir d'Etat et forment eux-mêmes les institutions de ce pouvoir.

Or, les ouvriers de Russie sont entrés dans cette voie dès la première étape de la première révolution, en février-mars 1917. Le tout maintenant est de bien comprendre ce qu'est cette voie nouvelle et de continuer à la suivre avec hardiesse, fermeté et ténacité.

Les capitalistes anglo-français et russes voulaient « seulement » déposer ou même « intimider » Nicolas II, et laisser intacte la vieille machine d'Etat, la police, l'armée, la bureaucratie.

Les ouvriers sont allés plus loin et l'ont démolie. Et maintenant, ce ne sont pas seulement les capitalistes anglo-français, mais aussi les capitalistes allemands qui hurlent de fureur et de terreur en voyant les soldats russes fusiller leurs officiers, tel l'amiral Népénine, partisan de Goutchkov et de Milioukov.

J'ai dit que les ouvriers ont démoli la vieille machine d'Etat. Plus exactement : ils ont commencé à la démolir.

Prenons un exemple concret.

La police est en partie décimée, en partie révoquée à Petrograd et dans maints autres endroits. Le gouvernement Goutchkov-Milioukov ne pourra ni restaurer la monarchie ni en général se maintenir au pouvoir sans avoir rétabli la police en tant qu'organisation particulière d'hommes armés placés sous les ordres de la bourgeoisie, cette organisation étant séparée du peuple et opposée au peuple. C'est clair comme le jour.

D'autre part, le nouveau gouvernement doit compter avec le peuple révolutionnaire, le nourrir de demi-concessions et de promesses, gagner du temps. Aussi prend-il une demi-mesure : il institue une « milice populaire » dont les chefs sont élus (ce qui paraît terriblement convenable, terriblement démocratique, révolutionnaire et splendide !), mais... mais, en premier lieu, il la place sous le contrôle, sous l'autorité des zemstvos et des municipalités, c'est-à-dire sous l'autorité des grands propriétaires fonciers et des capitalistes désignés en vertu des lois de Nicolas-le-Sanglant et de Stolypine-le-Pendeur !! En second lieu, en qualifiant la milice de « populaire », il jette de la poudre aux yeux du « peuple », car il n'appelle pas en réalité le peuple à participer en bloc à cette milice, et n'oblige pas les patrons et les capitalistes à payer aux ouvriers et aux employés leur salaire ordinaire pour les heures et les jours qu'ils consacrent au service civique, c'est-à-dire à la milice.

C'est là que gît le lièvre. C'est par ces moyens que le gouvernement des Goutchkov et des Milioukov, gouvernement des hobereaux et des capitalistes, obtient le résultat suivant : la « milice populaire » reste sur le papier, et pratiquement on reconstitue peu à peu, en sous-main, une milice bourgeoise, antipopulaire, comprenant pour commencer « 8 000 étudiants et professeurs » (c'est ainsi que les journaux de l'étranger décrivent la milice actuelle de Petrograd) — c'est manifestement un jouet ! — qui englobera graduellement l'ancienne et une nouvelle police.

Ne pas laisser rétablir la police ! Garder bien en main les pouvoirs publics locaux ! Créer une milice véritablement populaire embrassant le peuple tout entier et dirigée par le prolétariat ! — telle est la tâche pressante, tel est le mot d'ordre de l'heure, qui répond pareillement aux intérêts bien compris de la lutte de classe ultérieure, du mouvement révolutionnaire ultérieur, et à l'instinct démocratique de tout ouvrier, de tout paysan, de tout travailleur et de tout exploité, lequel ne peut pas ne pas haïr la police, ses gardes, ses sous-officiers, tous ces hommes armés qui, sous le commandement des gros propriétaires fonciers et des capitalistes, exercent le pouvoir sur le peuple.

De quelle police ont-ils besoin, eux, les Goutchkov et les Miloukov, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ? D'une police semblable à celle de la monarchie tsariste. Toutes les républiques bourgeoises et démocratiques bourgeoises du monde ont fondé ou rétabli chez elles, à la suite de très brèves périodes révolutionnaires, une police *précisément de ce genre* en une organisation particulière d'hommes armés, séparés du peuple, opposés à ce dernier et soumis d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie.

De quelle milice avons-nous besoin, nous, le prolétariat et tous les travailleurs ? D'une milice véritablement populaire, c'est-à-dire, primo, formée de la population tout entière, de tous les citoyens admîtes des deux sexes ; et réunissant, secundo, les fonctions d'une armée populaire et celles de la police, celles de l'organe principal et essentiel du maintien de l'ordre public et de l'administration de l'Etat.

Pour fixer les idées sur ce point, je citerai un exemple purement schématique. Point n'est besoin de dire qu'il serait absurde de prétendre dresser un « plan » quelconque de milice prolétarienne : quand les ouvriers et toute la masse du peuple se mettront pratiquement à l'œuvre, ils feront cent fois mieux, quant à la mise au point et à l'organisation, que n'importe quel théoricien. Je ne propose pas de « plan », je ne veux qu'illustrer ma pensée.

Petrograd compte près de 2 millions d'habitants dont plus de la moitié ont de 15 à 65 ans. Prenons-en la moitié, soit un million. Retranchons même de ce nombre tout un quart de malades, etc., qui ne participeraient pas actuellement au service public pour des raisons valables. Restent 750 000 personnes qui, en consacrant à la milice 1 jour sur 15, par exemple (tout en touchant leur paye versée par les patrons), formeraient une armée de 50 000 hommes.

Voilà le *type* d'« Etat » dont nous avons besoin !

Voilà quelle milice serait, de fait et pas seulement en paroles, une « milice populaire ».

Voilà le chemin que nous devons suivre pour qu'il soit impossible de rétablir une police ou une armée séparées du peuple.

Une telle milice serait formée à 95 % d'ouvriers et de paysans ; elle exprimerait réellement l'intelligence et la volonté, la force et le pouvoir de l'immense majorité de la population. Cette milice armerait réellement le peuple tout entier et lui apprendrait le maniement des armes, nous garantissant ainsi, pas à la manière de Goutchkov ni de Milioukov, contre toutes les tentatives de rétablir la réaction, contre toutes les manœuvres des agents du tsar. Cette milice serait l'organe exécutif des « Soviets des députés ouvriers et soldats » ; elle jouirait de l'estime et de la confiance absolues de la population, puisqu'elle-même serait une organisation du peuple tout entier. Cette milice transformerait la démocratie de belle enseigne destinée à masquer l'asservissement du peuple aux capitalistes qui s'en moquent en une véritable éducation des masses en vue de les initier à toutes les affaires publiques. Cette milice entraînerait les jeunes gens à la vie politique en les instruisant non seulement par la parole, mais aussi par l'action, par le travail. Cette milice développerait les fonctions qui, pour employer un langage savant, sont du ressort de la « police du bien-être », l'hygiène publique, etc., en y faisant participer toute la population féminine adulte. Car il est impossible d'assurer la vraie liberté, il est impossible de bâtir même la démocratie, et encore moins le socialisme, sans la participation des femmes aux fonctions publiques, à la milice, à la vie politique, sans les arracher à l'ambiance abrutissante du ménage et de la cuisine.

Cette milice serait prolétarienne, car les ouvriers industriels des villes y exerceraient une influence dirigeante sur les masses des pauvres, aussi naturellement et inévitablement qu'ils ont joué un rôle de direction dans toute la lutte révolutionnaire du peuple en 1905-1907 comme en 1917.

Cette milice assurerait un ordre absolu et une discipline fraternelle, consentie de tout cœur. Et en même temps, elle permettrait de combattre la crise très grave, traversée par tous les pays belligérants, grâce à des moyens vraiment démocratiques, de procéder à la répartition prompte et équitable du blé et des autres produits alimentaires, de réaliser le « service général du travail », que les Français appellent aujourd'hui « mobilisation civique » et les Allemands « obligation du service civil », et sans lequel il est impossible — il s'est avéré impossible — de panser les plaies qu'a déjà infligées et que continue d'infliger la terrible guerre de brigandage.

Le prolétariat de Russie n'aurait-il versé son sang que pour se voir prodiguer des promesses grandiloquentes de réformes démocratiques uniquement politiques ? n'exigera-t-il et n'obtiendra-t-il vraiment pas que tout travailleur constate et ressente sur l'heure une certaine amélioration de ses conditions d'existence ? Que chaque famille ait du pain ? Que tout enfant ait sa bouteille de bon lait, et que pas un adulte de famille riche n'ose prendre du lait tant que les enfants n'en seront pas pourvus ? Que les palais et les riches appartements abandonnés par le tsar et par l'aristocratie ne restent pas inoccupés, mais servent de refuge aux sans-gîte et aux indigents ? Qui peut appliquer ces mesures, sinon une milice populaire à laquelle les femmes participeraient absolument, à l'égal des hommes ?

Ces mesures, ce n'est pas encore le socialisme. Elles concernent la répartition des articles de consommation, et non la réorganisation de la production. Ce ne serait pas encore la « dictature du prolétariat », mais seulement la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans pauvres ». Il ne s'agit pas en ce moment de procéder à une classification théorique de ces dispositions. On commettrait la plus grave erreur si l'on voulait étendre les tâches de la révolution, ces tâches pratiques, complexes, urgentes et en voie de développement rapide sur le lit de Procuste d'une « théorie » figée, au lieu de voir avant tout et par-dessus tout dans la théorie un guide pour l'action.

Se trouvera-t-il dans la masse des ouvriers russes assez de conscience, de fermeté, d'héroïsme, pour accomplir des « prodiges d'organisation prolétarienne » après avoir accompli dans l'action révolutionnaire directe des prodiges d'audace, d'initiative et d'esprit de sacrifice ? Nous l'ignorons, et il serait vain de se perdre, à ce sujet, en conjectures, car seule la pratique peut répondre à ce genre de questions.

Ce que nous savons bien et que nous devons, en tant que Parti, expliquer aux masses, c'est, d'une part, qu'il existe un moteur historique d'une grande puissance, qui engendre une crise sans précédent, la famine et des calamités sans nombre. Ce moteur, c'est la guerre que les capitalistes des deux camps belligérants mènent à des fins de rapine. Ce « moteur » a conduit au bord de l'abîme plusieurs nations parmi les plus riches, les plus libres et les plus civilisées. Il contraint les peuples à tendre à l'extrême toutes leurs forces ; il les réduit à une situation intolérable ; il met à l'ordre du jour non l'application de certaines « théories » (il ne saurait en être question, et Marx a toujours mis les socialistes en garde contre cette illusion), mais celle des mesures les plus extrêmes, pratiquement réalisables, car sans mesures extrêmes, c'est la mort par la famine, la mort immédiate et inévitable, de millions d'êtres humains.

Point n'est besoin de démontrer que l'enthousiasme révolutionnaire de la classe d'avant-garde peut beaucoup, quand la situation objective impose au peuple tout entier des mesures extrêmes. Cet aspect de la question est, en Russie, visible et tangible pour tout le monde.

Il importe de comprendre qu'aux époques révolutionnaires la situation objective change aussi vite et aussi brusquement que la vie en général. Or, nous devons savoir adapter notre tactique et nos tâches immédiates aux particularités de chaque situation donnée. Jusqu'en février 1917 était à l'ordre du jour une audacieuse propagande révolutionnaire internationaliste, l'appel des masses au combat et leur éveil. Les journées de février-mars ont exigé une lutte héroïque pleine d'abnégation pour écraser sans délai l'ennemi immédiat, le tsarisme. Maintenant, nous en sommes à la transition qui conduit de cette première étape de la révolution à la seconde, du « corps à corps » avec le tsarisme au « corps à corps » avec l'impérialisme des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, des Goutchkov-Milioukov. La tâche d'organisation est à l'ordre du jour, comprise non pas dans le sens banal d'un travail consacré uniquement à des organisations banales, mais dans le sens de la participation de masses immenses des classes opprimées à une organisation réalisant des tâches d'ordre militaire et d'autres intéressant l'ensemble de l'Etat et l'économie nationale.

Le prolétariat a entrepris et continuera d'accomplir cette mission originale de diverses manières. Dans certaines localités de Russie, la révolution de février-mars lui remet entre les mains la quasi-totalité du pouvoir ; dans d'autres, il va peut-être créer et développer « de vive force » la milice prolétarienne ; dans d'autres encore, il s'efforcera sans doute d'obtenir des élections immédiates sur la base du suffrage universel, etc., aux Doumas municipales et aux zemstvos pour en faire des centres révolutionnaires, et ainsi de suite, jusqu'au moment où le degré d'organisation prolétarienne, le resserrement des liens entre soldats et ouvriers, le mouvement paysan, la déception de beaucoup à l'égard du gouvernement de guerre impérialiste Goutchkov-Milioukov auront hâté l'heure de son remplacement par un gouvernement du Soviet des députés ouvriers.

N'oublions pas non plus que nous avons, tout près de Petrograd, un des pays les plus avancés, vraiment républicains, la Finlande, qui, de 1905 à 1917, à la faveur des batailles révolutionnaires de la Russie, a développé d'une manière relativement pacifique sa démocratie et acquis au socialisme la majorité de sa population. Le prolétariat de Russie assurera à la république finlandaise une entière liberté, jusques et y compris celle de se séparer (il ne se trouvera guère aujourd'hui de social-démocrate qui puisse hésiter sur ce point à l'heure où le cadet Roditchev marchandé si indignement à Helsingfors des bribes de privilèges pour les Grands-Russes), et c'est ainsi qu'il acquerra la pleine confiance des ouvriers finlandais et les amènera à soutenir fraternellement la cause du prolétariat de toute la Russie. Les erreurs sont inévitables lorsqu'il s'agit d'une grande et difficile entreprise, nous ne les éviterons pas, nous non plus ; les ouvriers finlandais sont d'excellents organisateurs, ils nous aideront dans ce domaine en impulsant à leur manière l'instauration de la république socialiste.

Les victoires révolutionnaires en Russie même, — les succès sur le plan de l'organisation en Finlande, obtenus pacifiquement à l'abri de ces victoires, — les tâches d'organisation révolutionnaires entreprises par les ouvriers russes sur une nouvelle échelle, — la conquête du pouvoir par le prolétariat et les couches pauvres de la population, — l'encouragement et le développement de la révolution socialiste en Occident, — telle est la voie qui nous conduira à la paix et au socialisme.

Zurich, le 11 (24) mars 1917.

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3-4 de la revue « l'Internationale Communiste ». N. Lénine.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 348-361.

CONSEILS D'UN ABSENT

J'écris ces lignes le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient dès le 9 entre les mains des camarades de Petrograd. Il se peut qu'elles arrivent trop tard pour le congrès des Soviets de la région du Nord qui est fixé au 10 octobre. Je tâcherai néanmoins de donner ces « Conseils d'un absent », pour le cas où l'action probable des ouvriers et des soldats de Petrograd et de tous les « environs » se produirait bientôt, mais elle ne s'est pas encore produite.

Il est clair que tout le pouvoir doit passer aux Soviets. Il doit être également indiscutable pour tout bolchevik que le pouvoir révolutionnaire prolétarien (ou bolchevik, ce qui revient au même aujourd'hui) est assuré de la plus grande sympathie et du soutien sans réserve des travailleurs et des exploités du monde entier, de ceux des pays belligérants en particulier et surtout de la paysannerie russe. Ce n'est pas la peine de s'arrêter sur ces vérités trop connues de tous et prouvées depuis longtemps.

Il faut s'arrêter sur un point qui n'est peut-être pas tout à fait clair pour tous les camarades, à savoir que le passage du pouvoir aux Soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée. La chose pourrait bien sembler évidente ; mais tout le monde n'a pas approfondi ce point et ne l'a approfondi pas. Renoncer maintenant à l'insurrection armée signifierait renoncer au mot d'ordre essentiel du bolchevisme (tout le pouvoir aux Soviets) et à l'internationalisme révolutionnaire prolétarien dans son ensemble.

Or, l'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique ; elle est soumise à des lois particulières, qu'il faut étudier attentivement. Cette vérité, Karl Marx l'a exprimée avec un relief remarquable, quand il écrivait que « l'insurrection armée, comme la guerre, est un art ».

Voici les règles principales de cet art que Marx a exposées :

- 1) Ne jamais jouer avec l'insurrection, et lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut la mener jusqu'au bout.
- 2) Rassembler à tout prix une grande supériorité de forces à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.
- 3) Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande décision et passer coûte que coûte à l'attaque. « La défensive est la mort de l'insurrection armée. »
- 4) Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.
- 5) Il faut remporter chaque jour ne fût-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure, s'il s'agit d'une ville), et maintenir à tout prix la « supériorité morale ».

Marx résumait le bilan des leçons de toutes les révolutions, en ce qui concerne l'insurrection armée, par les paroles « du plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l'histoire, Danton : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace ».

Appliqués à la Russie et à octobre 1917, ces principes signifient : offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible sur Petrograd, et à la fois de l'extérieur, de l'intérieur, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Révai, de Cronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces infiniment supérieures aux 15 ou 20 mille hommes (peut-être plus) de notre « garde bourgeoise » (les élèves-officiers), de nos « troupes de chouans » (unités cosaques), etc.

Combiner nos trois forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de l'armée afin de nous emparer et de conserver coûte que coûte : a) le téléphone, b) le télégraphe, c) les gares, d) les ponts, en premier lieu.

Choisir les éléments les plus résolus (nos « troupes de choc » et la jeunesse ouvrière, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu'ils s'emparent de tous les points essentiels et pour qu'ils participent partout, à toutes les opérations importantes, par exemple :

Encercler Petrograd et l'isoler, s'en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes, — tâche qui exige de l'art et une triple audace.

Constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l'ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.) et qui auront pour mot d'ordre : périr jusqu'au dernier, mais ne pas laisser passer l'ennemi. Espérons que, au cas où l'insurrection serait décidée, les dirigeants appliqueront avec succès les grands préceptes de Danton et de Marx.

Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

Écrit le 8 (21) octobre 1917. Paru pour la première fois le 7 novembre 1920, dans le n° 250 de la « Pravda »
Signé : Un Absent

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 26, pp. 182-184.

LA PARTICIPATION DES JEUNES À L'ÉDIFICATION SOCIALISTE, L'ÉDUCATION D'UN HOMME NOUVEAU

DISCOURS PRONONCÉS À LA SÉANCE DU COMITÉ DU PARTI DE MOSCOU SUR L'ORGANISATION DES GROUPES DE SYMPATHISANTS LE 16 AOÛT 1918

PROCÈS-VERBAL

1

Nous souffrons d'une grande pénurie d'hommes ; or, il existe dans les masses des forces qui peuvent être mises à contribution. Il faut faire preuve de plus de confiance aux masses ouvrières et savoir y puiser des renforts. Voici les mesures qui conviennent : attirer au parti les sympathisants qui se trouvent parmi la jeunesse, parmi les syndicats. Qu'il y ait un retard dans le versement des cotisations, cela ne présente aucun danger. Si nous affectons 6 000 hommes au front, mais si, en échange, nous en accueillons 12 000 nouveaux, il n'y aura pas alors de grand risque. Il faut mettre à profit notre influence morale pour accroître notre parti.

Très peu de nouveaux adhérents prennent la parole à nos meetings, ce qui serait pourtant très désirable, car dans leurs discours, on entendrait des notes nouvelles. Il faut organiser l'épreuve d'une manière ou d'une autre. On doit recruter les jeunes dans le milieu ouvrier afin que s'exerce le contrôle de la masse ouvrière. La vie elle-même exige qu'un grand nombre de membres du parti aillent au front, tant que les Japonais et les Américains ne se sont pas encore consolidés en Sibérie. Il importe de remplacer les anciennes forces par des forces nouvelles, les jeunes.

2

Les membres du parti sont tenus à intensifier la propagande parmi les ouvriers. Il ne faut pas garder dans les bureaux les camarades capables de faire quelque chose d'autre.

Il convient d'élargir la sphère de notre influence sur la masse ouvrière. On observe dans les cellules une très faible initiative ; leurs interventions sur place seraient fort utiles, au sens d'une action sur les sans-parti. Il faudra porter l'attention sur les clubs, promouvoir des militants du sein des masses.

On ne saurait accueillir des gens qui viennent pour avoir une bonne place ; il faut les chasser du parti.

Publié pour la première fois le 22 janvier 1928, dans la « Pravda » n°19.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 28, pp. 55-55.

DISCOURS AU I^{er} CONGRÈS DE RUSSIE SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE LE 28 AOÛT 1918⁹⁵

(Extrait)

... L'instruction publique fait partie intégrante de la lutte que nous menons aujourd'hui. A l'hypocrisie et au mensonge, nous pouvons opposer la vérité pleine et entière. La guerre a montré concrètement à tous ce qu'est la « volonté de la majorité », d'ont la bourgeoisie se couvrait ; la guerre a montré qu'une poignée de ploutocrates entraîne les peuples au massacre pour leurs propres intérêts. La conviction que la démocratie bourgeoise sert la majorité est désormais définitivement minée. Notre Constitution, nos Soviets, où l'Europe a vu une nouveauté, mais que nous connaissons depuis l'expérience de la Révolution de 1905, sont le meilleur exemple pour l'agitation et la propagande, et démasquent toute la fausseté et toute l'hypocrisie de leur démocratie. Nous avons proclamé au grand jour la domination des travailleurs et des exploités : c'est ce qui constitue notre force et la source de notre invincibilité.

Dans le domaine de l'instruction publique, il en va de même : plus l'Etat bourgeois était évolué, plus il mentait subtilement, en affirmant que l'école pouvait demeurer en dehors de la politique et servir la société dans son ensemble.

En fait, l'école tout entière était transformée en instrument de la domination de classe de la bourgeoisie, elle était toute pénétrée de l'esprit de caste bourgeois, elle avait pour but de fournir aux capitalistes des valets dociles et des ouvriers habiles. La guerre a montré que les merveilles de la technique contemporaine sont un moyen d'exterminer des millions d'ouvriers et d'enrichir fabuleusement les capitalistes qui s'engraissent dans la boucherie. La guerre est sapée de l'intérieur, parce que nous avons démasqué le mensonge des capitalistes et que nous lui avons opposé la vérité. Nous disons : en matière scolaire, notre tâche est la même lutte pour le renversement de la bourgeoisie ; nous déclarons au grand jour que l'école en dehors de la vie, de la politique, est

un mensonge et une hypocrisie. Qu'était le sabotage pratiqué par les représentants les plus instruits de l'ancienne culture bourgeoise ? Ce sabotage prouve plus concrètement que n'importe quel propagandiste, mieux que tous nos discours et des milliers de brochures, que ces hommes considèrent le savoir comme leur monopole et qu'ils en font un instrument de domination sur les prétendues « couches inférieures ». Ils se sont servis de leur instruction pour saper l'édification socialiste, ils ont agi ouvertement contre les masses laborieuses.

Dans la lutte révolutionnaire, les ouvriers et les paysans russes ont parachevé leur éducation. Ils ont vu que notre régime est le seul à leur donner réellement le pouvoir et ils se sont convaincus que le pouvoir d'Etat tout entier, sans réserve, vient en aide aux ouvriers et aux paysans pauvres pour qu'ils puissent briser définitivement la résistance des koulaks, des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Les travailleurs aspirent à la connaissance parce qu'elle leur est indispensable pour vaincre. Les neuf dixièmes des masses laborieuses ont compris que le savoir est une arme dans leur lutte pour la libération, que leurs échecs s'expliquent par le manque d'instruction, et que c'est d'eux aujourd'hui qu'il dépend de rendre l'éducation effectivement accessible à tous. Notre cause triomphera parce que les masses elles-mêmes se sont mises à bâtir une nouvelle Russie, une Russie socialiste. Elles s'instruisent par leur propre expérience, par leurs revers et leurs erreurs, elles voient à quel point l'instruction est nécessaire pour terminer victorieusement la lutte qu'elles mènent. Malgré la désagrégation apparente de nombreux établissements et la jubilation des saboteurs intellectuels, nous voyons que l'expérience de la lutte a appris aux masses à prendre elles-mêmes leur propre destin en mains. Tous ceux dont la sympathie envers le peuple s'exprime non en paroles mais en actes, les meilleurs membres du corps enseignant viendront à notre aide, et c'est là que nous voyons le gage certain que la cause du socialisme triomphera. (Ovation.)

Un bref compte rendu fut publié le 29 août 1918, dans le journal « Vétchernié Izvestia » du Soviet de Moscou », n° 35.

Publié intégralement pour la première fois en 1919, dans le livre : « Procès-verbaux du premier Congrès de Russie de l'instruction publique », Moscou.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 28, pp. 83-85.

PROJET DE PROGRAMME DU P.C.(b)R. (Extrait)

9

POINT DU PROGRAMME CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Dans le domaine de l'instruction publique, le P.G.R. se donne pour tâche d'achever l'œuvre commencée par la révolution d'Octobre 1917 — transformer l'école d'instrument de domination de classe aux mains de la bourgeoisie en instrument de destruction de cette domination, ainsi que de liquider entièrement la division de la société en classes. L'école doit devenir un instrument de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le véhicule non seulement des principes du communisme en général, mais aussi de l'influence idéologique, éducative et d'organisation du prolétariat sur les couches semi-prolétariennes et non prolétariennes de travailleurs, en vue de briser complètement la résistance des exploiters et de réaliser le régime communiste. Dans ce sens, les tâches les plus immédiates sont actuellement les suivantes :

- (1) Développer l'initiative des ouvriers et des paysans dans le domaine de l'instruction publique, avec l'aide la plus efficace du pouvoir soviétique ;
 - (2) Prendre en mains définitivement non pas seulement une partie ou la majorité du personnel enseignant, comme c'est le cas actuellement, mais tout le personnel, en ce sens que les éléments incorrigiblement bourgeois et contre-révolutionnaires seront éliminés et que sera assurée une application consciencieuse des principes communistes ; (de la politique).
 - (3) Instituer l'instruction gratuite et obligatoire, générale et polytechnique (enseignant la théorie et la pratique des principales branches de la production), pour les enfants des deux sexes jusqu'à 16 ans.
 - (4) Réaliser une liaison étroite entre l'enseignement et le travail socialement productif des enfants.
 - (5) Assurer à tous les élèves la nourriture, les vêtements et les fournitures scolaires aux frais de l'Etat.
 - (6) Faire participer activement la population laborieuse à l'instruction publique (développement des conseils d'éducation publique ; mobilisation des gens instruits, etc.) ;
- ou ad 2) (7) Liaison étroite entre le personnel enseignant et l'appareil d'agitation et de propagande du P.C.R.

Publié le 26 février 1919 dans le n° 44 de la « Pravda ».

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 29, pp. 128-129.

PROJET D'ADDITIONS AU POINT DU PROGRAMME CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE⁹⁶

Ajouter

- 1) quelque chose sur l'éducation polytechnique pour les jeunes et les adultes ; pour les adultes : développement de la formation professionnelle dans le sens d'une éducation polytechnique
- 2) activité autonome (des enfants) à l'école
- 3) crèches, etc.
- 4) au §6 + les syndicats
- 5) avec enseignement en langue maternelle.

Rédigé le 20 mars 1919. Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XIII.

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 38, p. 409.

DISCOURS AU I^{er} CONGRÈS DES ÉLÈVES COMMUNISTES DE RUSSIE LE 17 AVRIL 1919⁹⁷

Je suis très heureux de vous saluer. Je ne sais pas combien de provinces sont représentées ici, ni d'où vous venez. Ce qui est important, c'est que la jeunesse communiste s'organise. Ce qui est important, c'est que la jeunesse se rassemble pour apprendre à édifier l'école nouvelle. Vous avez maintenant devant vous une école nouvelle. L'école ancienne, l'école officielle que vous n'aimiez pas, que vous détestiez, et qui n'avait pas de contact avec vous, n'existe plus. Notre travail portera sur une très longue période. La société future à laquelle nous aspirons, la société dans laquelle il ne doit y avoir que des travailleurs, la société dans laquelle il ne doit y avoir aucune inégalité, cette société il nous faudra longtemps pour la construire.

Actuellement, nous ne faisons que poser les premières pierres de la société future, mais c'est vous qui aurez à la construire lorsque vous serez devenus adultes. Pour le moment, travaillez dans la mesure de vos forces, n'entreprenez pas une tâche qui les dépasse, travaillez sous la conduite de vos aînés.

Encore une fois, je salue le congrès, et je vous souhaite le maximum de succès dans votre œuvre.

Publié pour la première fois en 1923 dans le livre : V. Lénine (Oulianov). « Discours et article sur la jeunesse », Moscou-Petrograd, Ed. « Molodaïa Gvardia ».

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 29, p. 327.

DISCOURS PRONONCÉ SUR LA PLACE ROUGE LE 1^{er} MAI 1919

COMPTE RENDU DE PRESSE

(Extrait)

2

La plupart des assistants qui n'ont pas dépassé 30 à 35 ans, dit le camarade Lénine, verront l'épanouissement du communisme dont nous sommes encore bien loin.

Désignant les enfants, le camarade Lénine dit que ceux qui participent actuellement à la fête du travail affranchi, jouiront pleinement des fruits des efforts et des sacrifices consentis par les révolutionnaires.

— Nos descendants regarderont comme une curiosité les documents et les monuments de l'époque du régime capitaliste. Ils auront peine à s'imaginer comment le commerce des objets de première nécessité pouvait se trouver entre les mains de particuliers, comment les fabriques et les usines pouvaient appartenir à des individus, comment un homme pouvait en exploiter un autre, comment pouvaient exister des gens qui ne travaillaient pas. Jusqu'à présent, on parlait de ce que verront nos enfants comme d'un conte merveilleux, mais maintenant, camarades, vous voyez clairement que l'édifice de la société socialiste dont nous avons posé les fondations n'est pas une utopie. Cet édifice, nos enfants le construiront avec un zèle redoublé. (Vifs applaudissements.)

« Vétchernié Izvestia Moskovskovo Soviéta », le 2 mai 1919.

V. Lénine, Œuvres, n° 230, Paris-Moscou, t. 29, p. 333.

TOUS CONTRE DÉNIKINE !

(Lettre du Comité Central du Parti communiste (bolchevique) de Russie aux organisations du Parti)

(Extrait)

RÉDUCTION DU TRAVAIL NON MILITAIRE

Afin d'exécuter ne serait-ce qu'en partie le travail que nous venons d'esquisser rapidement, il faut avoir toujours plus de militants parmi les communistes les plus sûrs, dévoués et énergiques. Mais où les trouver, quand tout le monde se plaint de leur absence ou de leur surmenage.

Il est certain que ces plaintes sont fondées en bien des points. Si quelqu'un établissait le décompte exact de la mince couche d'ouvriers d'avant garde et de communistes, qui, avec le soutien et la sympathie des masses ouvrières et paysannes, ont administré la Russie en ces vingt derniers mois, la chose paraîtrait tout simplement invraisemblable. Or, nous avons administré avec un immense succès en créant le socialisme, en surmontant des difficultés inouïes, en triomphant des ennemis qui surgissaient de partout, directement ou indirectement liés à la bourgeoisie. Et nous avons déjà vaincu tous nos ennemis sauf un : l'Entente⁹⁸, la bourgeoisie impérialiste toute-puissante d'Angleterre, de France et d'Amérique ; il faut dire que nous lui avons brisé un de ses bras : Koltchak ; maintenant, seul son second bras, Dénikine, nous menace.

Les nouvelles forces ouvrières appelées à gouverner l'Etat, à accomplir les tâches de la dictature du prolétariat, montent rapidement : c'est la jeunesse ouvrière et paysanne qui s'instruit avec le plus de sincérité, le plus d'ardeur, le plus d'abnégation, qui s'assimile les impressions neuves d'un nouvel ordre social, brise la coquille des vieux préjugés capitalistes et démocratiques bourgeois, forge des communistes plus fermes encore que ceux de la génération précédente.

Mais si rapide que soit la croissance de cette nouvelle couche, si prompte son éducation et sa formation dans le feu de la guerre civile et de la résistance forcenée de la bourgeoisie, elle ne peut cependant pas, dans les mois prochains, nous fournir des travailleurs prêts à gouverner l'Etat. Or, il s'agit justement des mois prochains, de l'été et de l'automne 1919, car c'est immédiatement qu'il faut, que l'on doit en finir avec Dénikine.

Pour disposer d'un grand nombre de travailleurs compétents, afin de renforcer l'activité militaire, il faut réduire toute une série de secteurs et institutions administratives non militaires ou, plus exactement, qui ne sont pas directement militaires ; il faut réorganiser dans ce sens (c'est-à-dire dans le sens d'une réduction) toutes les institutions et entreprises qui ne sont pas absolument indispensables...

« *Izvestia du C.C. du P.C.(b)R.* » n° 4, 9 juillet 1919.

V. Lénine, Œuvres Paris-Moscou, t. 29, p. 447.

DEUX ANNÉES DE POUVOIR SOVIÉTIQUE

Discours à l'Assemblée commune du Comité Exécutif Central de Russie, du Soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Moscou, du Conseil central des syndicats de Russie et des comités d'usine, consacré au deuxième anniversaire de la Révolution d'Octobre, 7 novembre 1919

(Extrait)

... Camarades, ces derniers temps offrent un brillant exemple des succès remportés dans notre travail. Nous savons quelle extension ont pris les samedis communistes⁹⁹ parmi les ouvriers conscients. Nous connaissons les militants communistes les plus éprouvés par la faim et le froid, qui ne se rendent pas moins utiles à l'arrière que l'Armée Rouge au front ; nous savons qu'au moment critique où l'ennemi marchait sur Petrograd, tandis que Dénikine s'emparait d'Orel et que la bourgeoisie exaltée recourait à son ultime arme favorite : semer la panique, nous avons ouvert la semaine du parti. A un moment pareil les ouvriers communistes allaient aux ouvriers et aux travailleurs, à ceux qui ont le plus souffert des charges de la guerre impérialiste, de la faim et du froid, à ceux sur qui les fauteurs de panique bourgeois comptaient le plus, à ceux qui avaient connu les plus lourdes épreuves ; c'est à eux que nous sommes allés dire pendant la semaine du parti : « Vous redoutez les charges imposées par le pouvoir ouvrier, les menaces des impérialistes et des capitalistes ; vous voyez notre travail et nos difficultés ; nous vous appelons, et c'est à vous seuls, les représentants des travailleurs, que nous ouvrons toutes grandes les portes de notre parti. Aux moments difficiles, nous comptons sur vous et vous convions à rejoindre nos rangs pour assumer toutes les charges de l'édification de l'Etat. » Vous savez que ce moment a été terriblement dur, au point de vue matériel comme au point de vue de la politique extérieure et des victoires militaires de l'ennemi. Et vous savez par quels succès sans précédent, inattendus, invraisemblables s'est achevée cette semaine du parti dans la seule ville de Moscou, où nous avons enregistré plus de 14 000 adhésions. Tel est le bilan de cette semaine du parti qui modifie et transforme totalement la classe ouvrière ; d'instrument inactif et apathique du

pouvoir bourgeois, des exploiters et de l'Etat bourgeois, elle en fait, grâce à l'expérience du travail, de véritables artisans de la future société communiste. Nous savons qu'il existe des réserves dans la jeunesse ouvrière et paysanne, des dizaines et des centaines de milliers de jeunes qui ont vu et savent ce qu'était l'oppression de la société des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, qui ont vu les difficultés inouïes de notre œuvre constructive, observé l'héroïsme des premières promotions ouvrières de 1917 et 1918 et qui viennent à nous d'autant plus nombreux, avec d'autant plus d'abnégation que nos difficultés sont grandes. Ces réserves nous donnent la pleine assurance que nous sommes parvenus en deux ans à prendre solidement, profondément racine, et que nous disposons d'une source où nous pouvons longtemps encore puiser, dans de plus vastes proportions, afin que les représentants des travailleurs s'attellent eux-mêmes à l'édification de l'Etat. A cet égard, nous avons acquis en ces deux années une telle expérience en matière d'administration ouvrière dans tous les domaines, que nous pouvons dire ici hardiment et sans la moindre exagération qu'il ne reste plus qu'à continuer l'œuvre entreprise et notre cause progressera comme elle l'a fait en ces deux années, à une cadence de plus en plus accélérée...

« Biednota » n° 478, 7 novembre 1919. Signé : Lénine.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 30, pp. 128-129.

A NOTRE RELÈVE¹⁰⁰

Je salue la jeunesse ouvrière et paysanne de la province de Petrograd au moment où se déroule la semaine rouge.

Jeunes camarades, intensifiez votre travail dans ce sens, afin d'entreprendre avec vos forces jeunes et fraîches l'édification d'une vie nouvelle et radieuse.

V. Oulianov (Lénine)

« Sména » n° 1, 18 décembre 1919.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 30, p. 284.

REMARQUES ET AMENDEMENTS CONCERNANT LE PROJET DE DÉCRET

- 1) La théorie de la répartition ne vaut rien.
- 2) Tribunaux et prisons pervertissent.
- 3) Qui connaît le mieux la psychologie des enfants ? Les juges ou l'expertise ?
- 4) Des institutions spéciales ?
- 5) Spéculateurs et autres ? Les récidivistes ?

— — —

1) Charger le Commissariat du peuple à la Justice de mettre au point, conjointement avec le Commissariat du peuple à la Santé, le Commissariat du peuple à l'Instruction et l'office central de la statistique, un système prévoyant qu'il soit rendu compte de chaque cas de poursuite en justice et de jugement de mineurs.

2) Charger le Commissariat du peuple à l'Instruction et le Commissariat du peuple à la Santé de pousser l'organisation d'établissements médico-éducatifs pour mineurs anormaux. Enjoindre au Commissariat du peuple à la Justice de soumettre à un contrôle plus sévère le recrutement des membres des commissions pour mineurs et la façon dont ils s'acquittent de leurs tâches.

Rédigé le 4 mars 1920. Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXIV.

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 40, p. 194.

DISCOURS PRONONCÉ AU SOVIET DE MOSCOU DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ROUGES LE 6 MARS 1920

Camarades,

Je regrette beaucoup de ne pouvoir très probablement remplir les obligations auxquelles le camarade président vient de faire allusion en rappelant ma qualité de membre du Soviet de Moscou ; je suis en tout cas très heureux de l'occasion qui m'est offerte de saluer le nouveau Soviet de Moscou. Permettez-moi de dire quelques mots des tâches qui, dans la situation générale du pays, incombent plus particulièrement aux ouvriers de Moscou et, plus que tout et avant tout, à votre Soviet.

Camarades, nous avons, selon toute probabilité, le plus grand espoir de terminer très prochainement par une victoire complète la guerre que les propriétaires fonciers et les capitalistes, alliés aux capitalistes du monde entier, nous ont imposée. Je viens de recevoir un télégramme d'un des membres du Conseil militaire révolutionnaire du front du Caucase, le dernier front sérieux parmi ceux où la lutte continue. Ce télégramme nous informe que la résistance de l'adversaire est brisée dans toutes les directions (applaudissements) de sorte que, après la liquidation des fronts de Koltchak et d'Arkhangelsk, nous voici, semble-t-il, proches du jour où le front de Dénikine sera lui aussi définitivement anéanti. Mais, camarades, si favorables que soient pour nous les résultats de la guerre civile et la situation internationale, bien que les puissances impérialistes soient de toute évidence à la veille d'être définitivement brisées, bien que toutes leurs tentatives de réunir des forces, quelles qu'elles soient, pour nous faire la guerre, aient échoué, si favorable que soit pour nous cette situation, il faut cependant reconnaître que le danger, même extérieur, n'a pas encore entièrement disparu. De nouvelles tentatives sont faites, notamment par la France impérialiste, pour jeter la Pologne dans une guerre contre la Russie. La presse, les décisions du Comité exécutif central, toutes les déclarations faites au congrès des cosaques et à de nombreux autres congrès vous ont sûrement appris que la République soviétique a fait pour sa part tout son possible pour empêcher cette guerre, que nous avons offert la paix au peuple polonais non seulement par la voie officielle, mais de la manière la plus amicale, que nous avons reconnu de la façon la plus solennelle l'indépendance de l'Etat polonais, faisant à cet égard les déclarations les plus nettes. Sur le plan militaire, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour empêcher les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais de réaliser leurs desseins : peut-être moins les leurs que ceux de la France impérialiste qui est derrière eux et envers laquelle ils sont endettés jusqu'au cou. Nous avons tout fait pour empêcher ces capitalistes et ces propriétaires fonciers de réaliser leur dessein de pousser le peuple polonais à la guerre contre la Russie. Mais, quoique nous ayons fait tout notre possible, l'avenir ne dépend plus de nous. Les propriétaires fonciers et les capitalistes polonais ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils feront demain. La situation intérieure de la Pologne est si grave que c'est précisément à cause du danger évident qu'ils courent en tant que classe, que c'est seulement parce qu'ils se sentent perdus qu'ils peuvent se lancer dans une semblable aventure. C'est pourquoi, même du point de vue de la sécurité extérieure, bien que nous ayons remporté maintes victoires, nous n'avons aucune garantie et devons être sur nos gardes, nous devons maintenir, développer et renforcer notre préparation militaire, afin d'accomplir la tâche qui s'impose à la classe ouvrière. Si, malgré tous nos efforts, les impérialistes de Pologne, soutenus par la France, partent en guerre contre la Russie, se jettent dans leur aventure militaire, ils risquent de se voir et ils se verront en effet infliger une riposte telle que leur capitalisme et leur impérialisme précaires s'effriteront une fois pour toutes.

Nous ne nous dissimulons nullement ni ne dissimulons surtout aux ouvriers de Moscou et de la Russie entière que la situation nécessite une nouvelle tension des forces, de nouveaux et immenses sacrifices, d'autant plus lourds que nous touchons à la fin de l'hiver, février-mars, période où se sont aggravées la misère, la famine et les souffrances qu'entraînent le délabrement de nos transports. Et je dois vous dire que, si la guerre sur le front sanglant, la guerre civile contre les impérialistes, semble s'achever, si, en tout cas, l'ennemi ne peut plus nous menacer sérieusement puisque l'Entente a essuyé une défaite décisive dans ses tentatives de déclencher contre nous la guerre universelle, je dois dire que la guerre se poursuit et se poursuivra longtemps encore, sur un front sans effusion de sang ; car, plus le danger de guerre s'éloigne, plus les tâches de l'édification intérieure s'imposent à nous ; et elles ne peuvent manquer d'être accomplies par la classe ouvrière qui s'est donné pour mission de guider les masses laborieuses. Ces tâches : la reconstruction du pays dévasté, de l'économie dévastée, l'organisation de la société socialiste ne sauraient être accomplies sans une guerre sur le front où le sang ne coule pas. Voilà ce que les ouvriers d'avant-garde qui installent aujourd'hui le nouveau Soviet de Moscou doivent bien se graver dans l'esprit, parce que les ouvriers de Moscou ont toujours été et devront nécessairement rester pendant un certain temps un exemple pour les ouvriers des autres villes.

Souvenons-nous que nous accomplissons la révolution socialiste dans un pays dont la population est en majorité paysanne. Les masses rurales de Sibérie se sont maintenant jointes à nous ; ces paysans ont des excédents de blé, ils sont corrompus par le capitalisme, attachés à la vieille liberté du commerce ; ils considèrent comme un droit sacré — les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires leur montent la tête à ce sujet (car telle est la triste destinée de ces partis qui n'ont plus rien d'autre à faire) —, ils considèrent, dis-je, comme un droit sacré de vendre librement leurs excédents de céréales et s'imaginent qu'on peut leur laisser ce droit. Ils ne veulent pas admettre que cette prétendue égalité civile équivaut à l'exploitation de l'affamé par le repu, puisque les paysans qui possèdent des excédents de blé, et qui refusent de les donner aux affamés, établissent la base des rapports capitalistes. Ce sont des gens qui, après avoir été exploités durant des siècles, travaillent pour la première fois pour leur propre compte et qui peuvent, grâce à leurs excédents de blé, réduire en esclavage les ouvriers incapables, par suite du délabrement de l'industrie, de leur fournir des marchandises en échange du blé. Aussi, notre tâche à l'égard de ces propriétaires petits-bourgeois, de ces petits spéculateurs qui se comptent par millions et qui, disposant d'excédents de blé, s'imaginent que plus nous avançons et plus ils s'enrichiront, plus la famine sévit et plus les détenteurs de blé tireront de profits, notre attitude à leur égard, c'est la guerre. Nous le déclarons

hautement, c'est un principe fondamental de la dictature du prolétariat que de proclamer ouvertement devant les ouvriers et les masses paysannes : « Le paysan travailleur est notre allié, notre ami et notre frère ; mais lorsque nous avons affaire au paysan propriétaire d'excédents de blé non nécessaires pour son exploitation, qui se comporte avec nous comme un propriétaire, comme le repu face à l'affamé, ce paysan-là est notre ennemi, et nous le combattons avec la dernière énergie, sans merci. » Il est difficile de vaincre les petits propriétaires, les petits spéculateurs. On ne peut les anéantir en un an ; il faudra de longues années, une ténacité organisée, un labeur obstiné, longuement poursuivi pas à pas, inflexiblement, une lutte quotidienne, incessante, particulièrement difficile et au cours de laquelle le paysan spéculateur l'emporte à tout moment sur l'ouvrier. Mais nous nous battons sur le front où le sang ne coule pas, pour que l'affamé obtienne les excédents que possède le repu, envers et contre tout, en dépit du désir des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks de faire admettre la liberté du commerce et de laisser les excédents au repu. Nous avons accompli, au cours de ces deux dernières années, un énorme travail. Nous y avons fait participer la masse des paysans et des ouvriers ; nous avons su trouver partout ce dont nous avons besoin. Pendant que les officiers blancs, les anciens officiers du tsar, se battaient contre nous sous les drapeaux de nos ennemis, nous avons fait participer et laissé s'assimiler à noire travail des dizaines et des centaines de spécialistes militaires. Avec nos commissaires, ils nous ont aidés à travailler. Ils ont eux-mêmes appris à travailler chez nous et nous ont donné, en échange, leurs connaissances techniques. Et ce n'est qu'avec leur aide que l'Armée Rouge a pu remporter ses victoires. Nous devons transposer à présent tout ce travail dans un autre domaine. Il s'agit maintenant d'un travail pacifique, il nous faut tout transposer sur le front du travail. Nous devons diriger nos ex-propriétaires, nos ennemis d'hier, mobiliser toutes les personnes aptes au travail et les faire travailler avec nous. Il est nécessaire de supprimer à tout prix les traces de la politique menchevique et socialiste-révolutionnaire qui parle de la liberté individuelle, etc., puisque cette politique nous voue à la famine. Cette attitude doit être adoptée dans tout notre travail. L'avant-garde du prolétariat se charge de guider le reste de la population et lui dit : « De même que nous vous avons amenés à prendre de plus en plus notre parti, nous devons vous amener à comprendre, à appliquer intégralement nos idées. »

La première tâche qui s'impose ici à nous, c'est de sortir Moscou de la crasse et du lâcher-tout auxquels la ville a été livrée. Nous devons y arriver pour servir d'exemple au pays entier, de plus en plus envahi par cette crasse, qui apporte les épidémies et les maladies. Nous devons donner l'exemple ici, à Moscou, comme elle l'a déjà fait maintes fois.

Rappelons-nous qu'il nous faut rétablir les transports. Dès le printemps, nous devons instituer le contrôle des masses ouvrières. Nous devons l'appliquer notamment aux maraîchers des environs de Moscou, qui profitent du voisinage des affamés pour empocher des millions. Puisque tout riche maraîcher peut gagner des sommes exorbitantes au détriment de ses voisins pauvres, il en résulte une injustice scandaleuse que nous ne pouvons plus tolérer.

Que devons-nous faire ? Il faut que les spécialistes nous prêtent le concours de leurs connaissances afin de nous mettre à même d'appliquer nos idées. Il faut que la classe qui vient de renouveler le Soviet de Moscou s'attelle à ce travail qui devra se faire plus effectivement et plus en détail qu'auparavant.

Nous savons que la force numérique du prolétariat n'est pas très grande, mais nous savons aussi que les ouvriers de Petrograd, qui ont lutté aux premiers rangs de l'Armée Rouge, nous ont livré leurs meilleures forces aux moments où nous en avons besoin pour combattre l'ennemi, ils nous en ont donné plus que nous n'en attendions. Nous avons dit que Petrograd, Moscou, Ivanovo-Voznessensk nous ont fourni un très grand nombre d'hommes, mais ce n'est pas encore assez : ils doivent nous en donner autant qu'il nous en faut. Nous devons utiliser maintenant tous les spécialistes bourgeois ; ils ont acquis des connaissances dans le passé, qu'ils s'acquittent donc à présent envers nous en nous faisant profiter de leur savoir. C'est avec l'aide de ces spécialistes que nous devons effectuer notre travail, c'est avec leur aide que nous devons vaincre tout ce qu'il nous faut, vaincre et former nos rangs d'ouvriers militants, qui se mettront à l'école de ces spécialistes et les dirigeront, qui ne cesseront d'expliquer cette expérience à la large masse ouvrière. Voilà ce que le Soviet de Moscou, un des premiers par son importance, un des Soviets prolétariens les plus forts, doit réaliser coûte que coûte. Les 1 500 membres du Soviet de Moscou plus leurs suppléants, voilà les cadres à l'aide desquels vous pouvez puiser inlassablement dans les grandes masses encore inexpérimentées pour les faire participer à l'administration de l'Etat.

Les masses ouvrières et paysannes appelées à fonder notre Etat doivent créer maintenant le contrôle d'Etat. Vous constituerez cet appareil avec le concours des masses ouvrières et paysannes, de la jeunesse ouvrière et paysanne, chez laquelle se sont éveillés, au plus haut degré, l'aptitude, le désir spontané, la volonté de participer elle-même à l'administration de l'Etat. Grâce à l'expérience de la guerre, nous pourrons promouvoir des milliers d'hommes passés par l'école des Soviets et capables d'administrer l'Etat. Vous devez appeler les ouvriers les plus timorés, les plus timides, les moins développés à participer aux travaux de l'Inspection ouvrière et les pousser en avant. Qu'ils s'élèvent dans ce travail. Quand ils auront vu l'Inspection ouvrière prendre part aux affaires de l'Etat, quand ils auront rempli les fonctions les plus élémentaires selon leurs aptitudes, et d'abord en qualité de

témoins simplement, qu'ils passent peu à peu à des postes plus importants. Ces vastes réservoirs vous donneront des auxiliaires qui assumeront les charges de l'Etat, vous aideront, se mettront au travail. Il faut des dizaines de milliers de nouveaux ouvriers d'avant-garde. Reposez-vous sur les ouvriers et les paysans sans-parti, reposez-vous sur eux, car notre parti, cerné par l'ennemi, doit rester étroit. En cette période où des éléments hostiles s'évertuent par tous les moyens de lutte, le mensonge, la provocation à s'incruster parmi nous et à profiter des avantages que le parti au pouvoir assure à ses membres, il faut agir en contact avec les travailleurs sans-parti. Les lois sur l'Inspection ouvrière et paysanne autorisent à faire participer les représentants des ouvriers et des paysans sans-parti, et leurs conférences, à la gestion de l'Etat. Vous disposez avec cet appareil d'un des moyens permettant d'augmenter le nombre des ouvriers et des paysans de façon à remporter la victoire sur le front intérieur d'ici quelques années. Longtemps encore, cette victoire ne se manifesterait pas aussi simplement, avec cette résolution et netteté que celle du front de guerre. Elle exige de la vigilance et des efforts ; vous l'assurerez en vous acquittant des tâches imposées par l'édification de Moscou et des environs et en contribuant au travail d'ensemble pour le rétablissement des transports, de l'organisation économique générale qui nous permettra d'éliminer l'influence directe et indirecte des spéculateurs et de vaincre les vieilles traditions du capitalisme. Ces résultats valent bien qu'on y consacre quelques années. Même dans de telles conditions, de pareilles transformations sociales seront sans précédent ; ce serait une grande erreur que de nous assigner ici des tâches à court terme.

Permettez-moi de terminer en exprimant l'espoir, la certitude que le nouveau Soviet de Moscou, compte tenu de l'expérience acquise par son prédécesseur pendant la guerre civile, puisera des forces nouvelles au sein de la jeunesse et abordera l'édification économique avec la fermeté, l'énergie et la ténacité avec lesquelles nous avons attaqué les affaires militaires, pour obtenir des succès sinon brillants, du moins plus solides et plus substantiels.

Bref compte rendu de presse publié le 7 mars 1920 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 52. Publié pour la première fois en 1921 dans l'ouvrage : « Comptes rendus sténographiques des séances plénières du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges », Moscou.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 30, pp. 422-426.

LES TACHES DES UNIONS DE LA JEUNESSE

(Discours prononcé au III^e Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie)

2 octobre 1920¹⁰²

(Lénine est accueilli par une chaleureuse ovation du Congrès.) Camarades, je voudrais vous entretenir aujourd'hui des tâches essentielles de l'Union de la jeunesse communiste et, par suite, de ce que doivent être en général les organisations de la Jeunesse dans la République socialiste.

Il importe d'autant plus de s'arrêter sur cette question que l'on peut dire, en un sens, que c'est précisément à la jeunesse qu'incombera la tâche véritable de l'édification de la société communiste. Car il est clair que la génération des travailleurs formée dans la société capitaliste ne saura résoudre, tout au plus, que le problème de la destruction des assises de l'ancien régime capitaliste basé sur l'exploitation. Elle ne saura résoudre, tout au plus, que les problèmes posés par la création d'un ordre social susceptible d'aider le prolétariat et les classes travailleuses à conserver le pouvoir entre leurs mains et à poser des assises solides sur lesquelles seule la génération saura vraiment bâtir qui se met à l'œuvre dans des conditions nouvelles, dans un cadre où il n'y a plus de rapports d'exploitation entre les hommes.

Eh bien, en abordant de ce point de vue la question des tâches de la jeunesse, je dois dire que ces tâches de la jeunesse en général, et des unions de la jeunesse communiste et autres organisations en particulier, peuvent se résumer d'un seul mot : apprendre.

Naturellement, il ne s'agit là que « d'un mot », qui ne répond pas encore aux questions principales et les plus essentielles : quoi et comment apprendre ? Or, le fait est qu'ici, avec la transformation de l'ancienne société capitaliste, l'enseignement, l'éducation et l'instruction des nouvelles générations qui bâtiront la société communiste ne peuvent pas être ce qu'ils étaient autrefois. L'enseignement, l'éducation et l'instruction de la jeunesse doivent avoir pour point de départ les matériaux qui nous ont été laissés par l'ancienne société. Nous ne pouvons bâtir le communisme qu'à partir de cette somme de connaissances, d'organisations et d'institutions, qu'avec les réserves de forces humaines et de moyens que nous a laissés l'ancienne société. Ce n'est qu'en réformant de façon radicale l'enseignement, l'organisation et l'éducation de la jeunesse que nous pourrions obtenir que les efforts de la jeune génération aient pour résultat de créer une société qui ne ressemble pas à l'ancienne, c'est-à-dire la société communiste. Aussi faut-il examiner en détail la question de savoir ce que nous devons enseigner, comment la jeunesse doit apprendre si elle veut réellement justifier son titre de jeunesse communiste, et comment la préparer pour qu'elle sache terminer et couronner l'œuvre que nous avons commencée.

Je dois dire que la première réponse, semble-t-il, et la plus naturelle serait que l'Union de la jeunesse et toute la jeunesse, en général, qui veut passer au communisme, doit apprendre le communisme.

Mais cette réponse : « apprendre le communisme » est trop générale. Que nous faut-il donc pour apprendre le communisme ? Que devons-nous dégager de la somme des connaissances générales pour acquérir celle du communisme ? Ici, nous sommes menacés de toutes sortes de dangers qui surgissent dès que le problème d'apprendre le communisme se trouve posé d'une manière incorrecte ou qu'il est interprété d'une manière par trop unilatérale.

Il est naturel qu'à première vue vienne à l'esprit l'idée qu'apprendre le communisme, c'est assimiler la somme de connaissances qui sont exposées dans les manuels, brochures et ouvrages communistes. Mais cette définition serait par trop grossière et insuffisante. Si l'étude du communisme consistait seulement à assimiler le contenu des ouvrages, livres et brochures communistes, nous aurions alors vite fait de former des glossateurs communistes ou des fanfarons, ce qui nous porterait dommage et préjudice car, après avoir appris et lu le contenu des livres ou des brochures communistes, ces gens-là seraient incapables de lier toutes ces connaissances les unes aux autres et d'agir comme le veut réellement le communisme.

L'un des plus grands maux et des plus grands fléaux que nous ait légués l'ancienne société capitaliste, c'est la rupture totale entre le livre et la pratique de la vie : en effet, nous avons des livres où tout était décrit sous le plus beau jour, mais qui, dans la majorité des cas, n'étaient que mensonge hypocrite et écœurant qui nous donnait une image faussée de la société capitaliste.

C'est pourquoi il serait au plus haut point erroné de se borner à la seule assimilation livresque de ce qui est dit dans les ouvrages sur le communisme. Nos discours et nos articles d'aujourd'hui ne sont pas la simple répétition de ce qui était dit auparavant du communisme, car ils sont liés au travail multiforme de tous les jours. Sans ce travail, sans la lutte, la connaissance livresque du communisme puisée dans les brochures et ouvrages communistes ne vaut absolument rien, étant donné qu'elle ne ferait que perpétuer l'ancienne rupture entre la théorie et la pratique qui était le trait le plus écœurant de l'ancienne société bourgeoise.

Il serait encore plus dangereux de n'assimiler que les mots d'ordre communistes. Si nous n'avions pas compris à temps ce danger et si nous n'avions pas orienté tout notre travail de manière à l'écartier, l'existence d'un demi-million ou d'un million de jeunes gens et de jeunes filles qui, après une telle étude du communisme, se qualifieraient de communistes, porterait un grand préjudice à la cause du communisme.

Dès lors la question se pose à nous de savoir : comment combiner tout cela pour enseigner le communisme ? Que devons-nous prendre à l'ancienne école, à l'ancienne science ? L'ancienne école déclarait vouloir former un homme ayant une culture générale complète et enseigner les sciences en général. Nous savons que c'était entièrement faux, car toute la société était basée et reposait sur la division des hommes en classes, en exploités et en opprimés. Il était naturel que toute l'ancienne école, entièrement imprégnée de l'esprit de classe, ne donnât des connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. Chaque mot était adapté aux intérêts de la bourgeoisie. Dans ces écoles on n'éduquait la jeune génération des ouvriers et des paysans que pour les dresser dans l'intérêt de la bourgeoisie. On les éduquait dans le but de former pour la bourgeoisie des serviteurs utiles, susceptibles de lui rapporter des bénéfices, sans troubler sa quiétude et son oisiveté. C'est pourquoi, rejetant l'ancienne école, nous nous sommes assigné pour tâche de ne lui prendre que ce dont nous avons besoin pour parvenir à une éducation véritablement communiste.

J'aborde ici les reproches, les accusations que l'on entend toujours formuler contre l'ancienne école et qui conduisent fréquemment à des interprétations absolument erronées. On dit que l'ancienne école fut celle de l'étude livresque, du dressage, du piochage. Cela est vrai, mais il faut savoir discerner ce que l'ancienne école avait de mauvais et ce qu'elle avait d'utile pour nous, et il faut savoir en extraire ce qui est indispensable pour le communisme.

L'ancienne école était celle de l'étude livresque, elle obligeait les gens à assimiler une masse de connaissances inutiles, superflues, sans vie, qui encombraient le cerveau et transformaient la jeune génération en bureaucrates bâtis sur le même gabarit. Mais vous commettriez une grave erreur si vous tentiez d'en déduire que l'on peut devenir communiste sans avoir assimilé les richesses accumulées par la connaissance humaine. Il serait faux de croire qu'il suffit d'assimiler les mots d'ordre communistes, les conclusions de la science communiste, sans avoir assimilé cette somme de connaissances dont le communisme lui-même est le produit. Le marxisme est un exemple qui montre comment le communisme est issu de la somme des connaissances humaines.

Vous avez lu et appris que la théorie communiste, la science communiste, créée principalement par Marx, que cette doctrine du marxisme a cessé d'être l'œuvre d'un seul socialiste, même génial, du XIX^e siècle, qu'elle est devenue celle de millions et de dizaines de millions de prolétaires du monde entier qui s'en inspirent dans leur lutte contre le capitalisme. Et si vous posiez la question : pourquoi la doctrine de Marx a-t-elle pu conquérir le cœur de millions et de dizaines de millions d'hommes appartenant à la classe la plus révolutionnaire, vous

n'obtiendriez qu'une seule réponse : il en a été ainsi parce que Marx s'est appuyé sur les fondations solides des connaissances humaines acquises sous le régime capitaliste ; après avoir étudié les lois du développement de la société humaine, Marx a compris le caractère inévitable du développement du capitalisme, qui conduit au communisme et — c'est là l'essentiel — il ne l'a démontré qu'en s'appuyant sur l'étude la plus précise, la plus détaillée, la plus approfondie de cette société capitaliste, qu'en assimilant entièrement tout ce que l'ancienne science avait produit. Tout ce que la société humaine avait créé, Marx l'a repensé dans un esprit critique, sans rien laisser dans l'ombre. Tout ce que la pensée humaine a créé, il l'a repensé, il l'a passé au crible de la critique et vérifié sur le mouvement ouvrier ; et il a formulé ensuite des conclusions que les hommes, enfermés dans les limites étroites du cadre bourgeois ou enchaînés par les préjugés bourgeois, ne pouvaient tirer.

Il faut y songer quand, par exemple, nous parlons de la culture prolétarienne. Nous ne saurions résoudre ce problème si nous ne comprenons pas bien que c'est seulement la parfaite connaissance de la culture créée au cours du développement de l'humanité et sa transformation qui permettront de créer une culture prolétarienne. La culture prolétarienne ne surgit pas on ne sait d'où, elle n'est pas l'invention d'hommes qui se disent spécialistes en la matière. Pure sottise que tout cela. La culture prolétarienne doit être le développement logique de la somme de connaissances que l'humanité a accumulées, sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers et des bureaucrates. Tous ces chemins et tous ces sentiers ont mené et continuent de mener à la culture prolétarienne, de même que l'économie politique, repensée par Marx, nous a montré à quoi doit aboutir la société humaine, nous a indiqué le passage à la lutte des classes, au départ de la révolution prolétarienne.

Quand nous entendons, assez fréquemment, des représentants de la jeunesse, ainsi que certains défenseurs du nouvel enseignement, attaquer l'ancienne école et prétendre que l'on n'y faisait que du bourrage, nous leur disons que nous devons prendre à l'ancienne école ce qu'elle avait de bon. Nous ne devons pas lui emprunter la méthode qui consistait à encombrer la mémoire du jeune homme par une quantité démesurée de connaissances, inutiles pour les 9/10 et falsifiées pour le dernier dixième ; mais cela ne signifie nullement que nous puissions nous borner aux seules conclusions communistes et n'apprendre que les seuls mots d'ordre communistes. On ne bâtira pas ainsi le communisme. On ne peut devenir un communiste qu'après avoir enrichi sa mémoire de la connaissance de toutes les richesses créées par l'humanité.

Point n'est besoin de bûcher ; mais il nous faut développer et perfectionner la mémoire de chaque élève par la connaissance des faits essentiels, car le communisme ne sera qu'un mot creux, qu'une simple enseigne et le communiste qu'un pauvre fanfaron si tout le savoir acquis n'était pas élaboré dans sa conscience. Vous devez non seulement l'assimiler, mais encore assimiler d'une manière critique, de façon à ne pas encombrer votre intelligence d'un fatras inutile, mais bien à l'enrichir par la connaissance de tous les faits sans lesquels il ne saurait y avoir d'homme moderne cultivé. Si un communiste s'avisait de se targuer de communisme à partir de conclusions toutes faites apprises par coeur, sans avoir fait un grand travail très sérieux et très difficile, sans avoir cherché à voir clair dans les faits qu'il doit aborder dans un esprit critique, ce communiste serait un piètre individu. S'en tenir à la surface des choses serait vraiment néfaste. Si je sais que je sais peu, je ferai en sorte d'en savoir davantage, mais si un homme déclare qu'il est communiste et qu'il n'a nul besoin de savoir rien de fondamental, il ne sortira jamais rien de lui qui ressemble à un communiste.

L'ancienne école formait des serviteurs nécessaires aux capitalistes ; des hommes de science, elle faisait des hommes obligés d'écrire et de parler selon le désir des capitalistes. Cela signifie que nous devons la supprimer. Mais si nous le devons, si nous devons la détruire, est-ce à dire que nous ne devons pas lui prendre tout ce que l'humanité a accumulé de nécessaire aux hommes ? Est-ce à dire que nous ne devons pas savoir discerner ce qui était nécessaire au capitalisme et ce qui est nécessaire au communisme ?

A l'ancien dressage, pratiqué dans la société bourgeoise contre la volonté de la majorité, nous substituerons la discipline consciente des ouvriers et des paysans, qui allient à la haine de l'ancienne société la décision, la capacité et le désir d'unir et d'organiser leurs forces pour cette lutte qui, avec la volonté de millions et de dizaines de millions d'hommes, isolés, divisés, dispersés sur le territoire d'un immense pays, doit forger une volonté unique, sans laquelle nous serions inévitablement battus. Sans cette cohésion, sans cette discipline consciente des ouvriers et des paysans, notre cause serait sans espoir. Sans cela, nous ne pourrions vaincre les capitalistes et les propriétaires fonciers du monde entier. Nous ne pourrions même pas consolider les fondements, ni, à plus forte raison, bâtir sur ces fondations la nouvelle société communiste. Ainsi, tout en condamnant l'ancienne école, tout en nourrissant à son égard une haine parfaitement légitime et nécessaire, tout en appréciant le désir de la détruire, nous devons comprendre qu'il nous faut substituer à l'ancienne méthode livresque, à l'ancien bourrage, à l'ancien dressage, l'art de faire nôtre la somme des connaissances humaines et de les assimiler de façon que le communisme soit chez vous non pas quelque chose d'appris par coeur, mais bien quelque chose de repensé par vous-mêmes et dont les conclusions s'imposent du point de vue de l'éducation moderne.

Voilà comment les tâches essentielles doivent être posées quand nous discutons du problème : apprendre le communisme.

Pour vous expliquer comment apprendre les questions de méthode, je prendrai un exemple pratique. Vous savez tous qu'après les tâches militaires, celles de la défense de la République, ce sont les tâches économiques qui se posent à nous. Nous savons qu'il n'est pas possible de bâtir la société communiste sans remettre sur pied l'industrie et l'agriculture, mais qu'il ne s'agit pas de les rétablir telles qu'elles étaient autrefois. Il faut les rétablir sur une base moderne, conforme au dernier mot de la science. Vous savez que cette base, c'est l'électricité, et que ce n'est qu'après l'électrification de tout le pays, de toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture, que ce n'est que lorsque vous aurez réalisé cette tâche que vous pourrez édifier pour vous-mêmes la société communiste, ce que ne pourra faire la génération antérieure. Vous avez pour tâche de restaurer l'économie de tout le pays, de réorganiser, de relever l'agriculture et l'industrie sur une base technique moderne, laquelle repose sur la science moderne, la technique, l'électricité. Vous comprenez fort bien que ce ne sont pas des illettrés qui s'attaqueront à l'électrification, et qu'une instruction rudimentaire n'y pourra suffire. Il ne suffit pas de savoir ce qu'est l'électricité : il faut savoir comment l'appliquer sur le plan technique, à l'industrie, à l'agriculture, aux différentes branches de l'industrie et de l'agriculture. Il faut l'apprendre soi-même, il faut l'apprendre à toute la génération montante des travailleurs. Telle est la tâche de tout communiste conscient, de tout jeune homme qui se considère comme communiste et qui se rend nettement compte qu'en adhérant à l'Union de la jeunesse communiste, il a pris l'engagement d'aider le Parti à bâtir le communisme et d'aider toute la jeune génération à créer la société communiste. Il doit comprendre que cela n'est possible que sur la base de l'instruction moderne et que s'il ne possède pas cette instruction, le communisme ne restera qu'un simple vœu.

Le rôle de la génération précédente consistait à abattre la bourgeoisie. La tâche principale était alors de critiquer la bourgeoisie, de développer dans les masses le sentiment de haine contre la bourgeoisie, d'élever la conscience de classe, de savoir rassembler ses forces. La tâche de la nouvelle génération est plus complexe. Votre devoir n'est pas seulement de rassembler toutes vos forces, afin de soutenir le pouvoir des ouvriers et des paysans contre l'invasion des capitalistes. Vous devez le faire. Vous l'avez parfaitement compris, et chaque communiste s'en rend très nettement compte. Mais cela ne suffit pas. Vous devez bâtir la société communiste. La première partie du travail est accomplie dans bien des domaines. Le passé est détruit, comme il fallait le détruire, il n'en reste plus qu'un amas de ruines, et il fallait le réduire à cet état. Le terrain est déblayé, et c'est sur ce terrain que la jeune génération communiste doit édifier la société communiste. Votre tâche consiste à édifier et vous ne pourrez le faire que lorsque vous vous serez rendus maîtres de toute la science moderne, que lorsque vous saurez transformer le communisme, de formules, de conseils, de recettes, de directives, de programmes tout prêts et appris par cœur, en cette réalité vivante qui donne son unité à votre travail immédiat, que lorsque vous saurez faire du communisme le guide de tout votre travail pratique.

Telle est la tâche que vous ne devez pas perdre de vue pour instruire, éduquer, élever toute la jeune génération. Vous devez être les premiers parmi les bâtisseurs de la société communiste, parmi ces millions de bâtisseurs que doivent être tous les jeunes gens et toutes les jeunes filles. Et vous ne bâtirez pas la société communiste si vous n'entraînez pas toute la masse de la jeunesse ouvrière et paysanne à cette édification.

Maintenant, j'en arrive naturellement à la question de savoir comment nous devons enseigner le communisme et quel doit être le caractère particulier de nos méthodes.

Ici je m'arrêterai avant tout sur la question de la morale communiste.

Vous devez faire votre éducation de communistes. La tâche de l'Union de la jeunesse consiste à organiser son activité pratique de façon qu'en étudiant, en s'organisant, en s'unissant, en luttant, cette jeunesse fasse son éducation de communiste et celle de tous ceux qui voient en elle son guide. Il faut que toute cette œuvre d'éducation, d'instruction et d'enseignement de la jeunesse d'aujourd'hui développe en elle la morale communiste.

Mais existe-t-il une morale communiste ? Y a-t-il une éthique communiste ? Oui, bien sûr. On prétend souvent que nous n'avons pas de morale à nous et très souvent la bourgeoisie nous accuse, nous communistes, de rejeter toute morale. C'est une façon comme une autre de brouiller les idées et de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers et des paysans.

En quel sens rejetons-nous la morale, rejetons-nous l'éthique ?

Au sens que lui donnait la bourgeoisie qui mettait à la base de la moralité les commandements de Dieu. Sur ce point, nous disons, naturellement, que nous ne croyons pas en Dieu, et nous savons très bien que le clergé, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie n'invoquaient le nom de Dieu que pour défendre leurs intérêts d'exploiteurs. Ou bien, au lieu de prendre comme point de départ de la morale les commandements de l'éthique, les commandements de Dieu, ils partaient de phrases idéalistes ou semi-idéalistes aboutissant toujours à quelque chose qui ressemblait fort à ces commandements de Dieu.

Toute cette moralité qui a pour point de départ des concepts extérieurs à l'humanité, extérieurs aux classes, nous la repoussons. Nous disons que ce ne sont que mensonges, duperie, bourrage de crâne des ouvriers et des paysans, dans le seul intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous disons que notre morale est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat. Notre éthique a pour point de départ les intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

L'ancienne société était fondée sur l'oppression de tous les ouvriers et de tous les paysans par les propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous devons détruire cela, nous devons les renverser, mais pour cela il fallait réaliser l'union. Ce n'est pas le bon dieu qui allait la faire.

Seules les fabriques et les usines, seul le prolétariat éduqué et tiré de sa torpeur d'autrefois, pouvaient nous donner cette union. C'est seulement après que cette classe se fut constituée que commença le mouvement de masse lequel aboutit à ce que nous voyons aujourd'hui, à la victoire de la révolution prolétarienne dans un des pays les plus faibles qui fait front depuis trois ans contre la bourgeoisie du monde entier. Et nous voyons la révolution prolétarienne monter dans le monde entier. Nous disons aujourd'hui, forts de notre expérience, que seul le prolétariat pouvait créer cette force cohérente que suivent les paysans, divisés et disséminés, et qui a résisté à toutes les attaques des exploiters. Seule cette classe peut aider les masses travailleuses à s'unir, à resserrer leurs rangs, à sauver définitivement, à consolider définitivement, à bâtir définitivement la société communiste.

Voilà pourquoi nous disons : la moralité considérée en dehors de la société humaine n'existe pas pour nous ; c'est un mensonge. La moralité pour nous est subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

En quoi consiste donc cette lutte de classe ? Elle consiste à renverser le tsar, à renverser les capitalistes, à anéantir la classe des capitalistes.

Et qu'est-ce que les classes en général ? C'est ce qui permet à une partie de la société de s'approprier le travail d'autrui. Si une partie de la société s'approprie toute la terre, il y a une classe de propriétaires fonciers et une classe de paysans. Si une partie de la société possède les fabriques et les usines, les actions et les capitaux, tandis que l'autre travaille dans ces fabriques, il y a une classe de capitalistes et une autre de prolétaires.

Il n'a pas été difficile de chasser le tsar ; quelques jours y suffirent. Il n'a pas été très difficile de chasser les propriétaires fonciers, il n'y fallut que quelques mois ; il n'est pas très difficile non plus de chasser les capitalistes. Mais il est infiniment plus difficile de supprimer les classes ; la division en ouvriers et en paysans subsiste toujours. Si le paysan, installé sur son lopin de terre, s'approprie l'excédent de son blé, c'est-à-dire le blé dont il n'a besoin ni pour lui ni pour son bétail, tandis que tous les autres manquent de pain, ce paysan-là devient dès lors un exploiteur. Plus il garde de blé, plus il en tire de bénéfices ; les autres peuvent bien avoir faim ; « plus ils auront faim et plus cher je vendrai mon blé ». Il faut que tout le monde travaille suivant un plan commun sur un sol commun, dans des usines et des fabriques communes et selon un règlement commun. Est-ce facile à faire ? Vous voyez qu'ici, il est plus difficile de résoudre le problème que de chasser le tsar, les propriétaires fonciers et les capitalistes. Ici, il faut que le prolétariat rééduque une partie des paysans, refasse leur instruction, entraîne ceux qui sont des paysans travailleurs, afin de briser la résistance des paysans riches qui s'engraissent sur la misère des autres. Cela signifie que la lutte du prolétariat n'est pas terminée du fait que nous avons renversé le tsar, chassé les propriétaires fonciers et les capitalistes ; c'est là la tâche du régime que nous appelons la dictature du prolétariat.

La lutte de classe continue ; elle n'a changé que de forme. Cette lutte est menée pour empêcher le retour des anciens exploiters, pour unir en un tout la masse disséminée de la paysannerie ignorante. La lutte de classe continue, et il est de notre devoir de lui subordonner tous les intérêts. Nous lui subordonnons également notre morale communiste. Nous disons : est moral ce qui contribue à la destruction de l'ancienne société d'exploiteurs et au rassemblement de tous les travailleurs autour du prolétariat en train de créer la nouvelle société communiste.

La morale communiste, c'est celle qui sert cette lutte, qui unit les travailleurs contre toute exploitation, contre toute petite propriété privée, car la petite propriété met entre les mains d'un seul individu ce qu'a créé le travail de toute la société. La terre est considérée chez nous comme propriété commune.

Et si je m'approprie une certaine partie de cette propriété commune, si j'y fais pousser deux fois plus de blé qu'il ne m'en faut et si je spéculé ensuite sur ces excédents ? Si je me dis : plus il y a d'affamés et plus cher on me paiera ? Est-ce que je me comporte alors en communiste ? Non, mais en exploiteur, en propriétaire. Il faut lutter contre cela. Si on laisse les choses en l'état, tout ferait marche arrière, vers le pouvoir des capitalistes, vers le pouvoir de la bourgeoisie, comme cela s'est produit à maintes reprises lors des révolutions antérieures. Et pour empêcher que le pouvoir des capitalistes et de la bourgeoisie ne soit restauré, il ne faut point tolérer ce mercantilisme, il ne faut pas que quelques individus puissent s'enrichir aux dépens des autres, il faut pour cela que les travailleurs fassent bloc avec le prolétariat et instaurent la société communiste. C'est en cela que réside le caractère essentiel de ce qui constitue la tâche fondamentale du ralliement et de l'organisation de la jeunesse communiste.

L'ancienne société était basée sur le principe suivant : tu voles ou on te vole, tu travailles pour quelqu'un ou c'est lui qui travaille pour toi, tu es maître ou tu es esclave. Et l'on conçoit que les gens formés dans cette société s'imprègnent — pour ainsi dire avec le lait maternel — d'une psychologie, d'habitudes, d'idées : on est maître, esclave, petit propriétaire, petit employé, petit fonctionnaire, intellectuel, en un mot on est un homme qui ne se soucie que de son bien et qui se désintéresse du reste.

Si je cultive ce lopin de terre, peu m'importent les autres ; si un autre a faim, tant mieux, je vendrai plus cher mon blé. Si j'ai ma petite place de médecin, d'ingénieur, d'instituteur, d'employé, que m'importent les autres ? Peut-être qu'à force d'adulations et de complaisances envers les puissants de ce monde réussirai-je à conserver ma petite place et même à percer, à devenir un bourgeois. Une telle psychologie, une telle mentalité ne peuvent être le fait d'un communiste. Quand les ouvriers et les paysans eurent montré que nous sommes capables, par nos propres forces, de nous défendre et de bâtir une société nouvelle, c'est à ce moment que commença une nouvelle éducation, une éducation communiste, une éducation fondée sur la lutte contre les exploités, une éducation fondée sur l'alliance avec le prolétariat contre les égoïstes et les petits propriétaires, contre cet état d'esprit et ces habitudes qui font dire : mon profit voilà tout, pour le reste je n'en ai que faire.

Voilà comment la jeune génération doit apprendre le communisme.

Elle ne peut l'apprendre qu'en rattachant chaque moment de son apprentissage, de son éducation et de son instruction à la lutte incessante des prolétaires et des travailleurs contre la vieille société d'exploiteurs. Quand on nous parle de morale, nous répondons : pour un communiste toute la morale réside dans cette discipline cohérente de solidarité et dans la lutte consciente de masse contre les exploités. Nous ne croyons pas à la morale éternelle et nous dénonçons le mensonge de tous les contes sur la morale. La morale sert à la société humaine pour s'élever plus haut, pour se débarrasser de l'exploitation du travail.

Pour y arriver, nous avons besoin de la génération des jeunes qui, dans une ambiance de lutte disciplinée et acharnée contre la bourgeoisie, ont commencé à devenir des hommes conscients. C'est dans cette lutte qu'elle formera de véritables communistes, c'est à cette lutte qu'elle doit subordonner, rattacher chaque moment de son apprentissage, de son instruction et de son éducation. L'éducation de la jeunesse communiste ne doit pas consister à lui tenir toutes sortes de discours suaves et à lui inculquer des règles de morale. Ce n'est pas en cela que consiste l'éducation. Quand des gens ont vu comment vivaient leurs pères et leurs mères sous le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes, quand ils ont enduré eux-mêmes les souffrances qui fondaient sur ceux qui engageaient la lutte contre les exploités, quand ils ont vu ce qu'il fallait de sacrifices pour continuer celle lutte, pour défendre le terrain conquis et quels ennemis forcenés étaient les propriétaires fonciers et les capitalistes, — voilà ce qui a permis à ces hommes de faire leur éducation de communistes. A la base de la morale communiste, il y a la lutte pour renforcer et pour mener à son terme l'édification du communisme. Telle est la base de l'étude, de l'éducation et de l'instruction communistes. Telle est la réponse à la question de savoir comment apprendre le communisme.

Nous ne croirions pas à l'étude, à l'éducation et à l'instruction si elles devaient être limitées à l'école et coupées de la vie. Tant que les ouvriers et les paysans sont opprimés par les propriétaires fonciers et les capitalistes, tant que les écoles restent aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes, la jeune génération reste aveugle et ignorante. Notre école doit donner à la jeunesse les bases de la connaissance, lui apprendre à élaborer elle-même les conceptions communistes, elle doit en faire des hommes cultivés. Elle doit, pendant le temps de leur études, en faire des combattants de l'émancipation des exploités. L'union communiste des jeunes ne justifiera son titre d'Union communiste de la jeune génération que si elle rattache chaque moment de son apprentissage, de son éducation et de son instruction à la participation à la lutte commune de tous les travailleurs contre les exploités. Car vous savez parfaitement que tant que la Russie restera la seule République ouvrière, tant que l'ancien ordre bourgeois subsistera dans le reste du monde, nous serons plus faibles que nos ennemis, nous serons toujours sous la menace d'une nouvelle agression, que c'est seulement si nous apprenons à être unis et unanimes que nous vaincrons dans les luttes futures et que, devenus plus forts, nous deviendrons vraiment invincibles. Ainsi, être communiste, cela veut dire organiser et unir la génération montante, donner dans cette lutte l'exemple de l'éducation et de la discipline. Alors vous pourrez commencer et mener jusqu'au bout l'édification de la société communiste.

Voici un exemple qui vous fera mieux comprendre la chose. Nous nous appelons communistes. Qu'est-ce qu'un communiste ? Communiste est un mot latin. Communis, cela veut dire : commun. Société communiste veut dire société où tout est en commun : la terre, les fabriques, le travail de tous ; voilà ce qu'est le communisme.

Le travail peut-il être commun si chacun exploite un lopin de terre pour son compte ? On ne peut créer le travail en commun d'un seul coup. C'est impossible. Il ne peut pas tomber des nues. Il faut le conquérir, le créer, le gagner au prix d'un effort surhumain. Il se crée au cours de la lutte. Il n'est pas question ici de vieux livre, personne n'y croirait. C'est de son expérience personnelle, vécue, qu'on a besoin. Quand Koltchak et Dénikine marchaient sur nous, venant de Sibérie et du Sud, les paysans étaient pour eux. Le bolchevisme ne leur plaisait

pas du fait que les bolcheviks prenaient le blé à des prix fermes. Mais quand ils eurent fait l'expérience du pouvoir de Koltchak et de Dénikine, en Sibérie et en Ukraine, ils comprirent qu'ils n'avaient pas le choix ; il fallait ou bien retourner au capitaliste qui les ferait à nouveau esclaves du propriétaire foncier, ou bien marcher avec les ouvriers qui, il est vrai, ne promettent pas monts et merveilles, et qui exigent une discipline de fer et de la fermeté dans le rude combat, mais qui les libèrent de l'esclavage des capitalistes et des propriétaires fonciers. Quand même les paysans ignorants eurent compris cela et en eurent fait personnellement l'expérience, alors ils devinrent des partisans conscients du communisme, formés à une dure école. C'est sur cette expérience que l'Union de la jeunesse communiste doit fonder toute son activité.

J'ai répondu aux questions : que devons-nous apprendre, que devons-nous tirer de l'ancienne école et de l'ancienne science. J'essaierai de répondre également à la question de savoir comment apprendre cela. En liant étroitement chaque moment de l'activité scolaire, chaque moment de l'éducation, de l'instruction et de l'apprentissage à la lutte de tous les travailleurs contre les exploiters.

Je vous montrerai concrètement, à partir de quelques exemples empruntés à l'expérience de diverses organisations de jeunes, comment doit se faire l'éducation communiste. Tout le monde parle de la liquidation de l'analphabétisme. Vous savez qu'il est impossible de bâtir une société communiste dans un pays d'illettrés. Il ne suffit pas que le pouvoir des Soviets ordonne, ou que le Parti lance un mot d'ordre déterminé, ou que l'on affecte à ce travail un certain nombre des meilleurs militants. Il faut que la jeune génération en fasse son affaire. Le communisme, c'est quand la jeunesse, les jeunes gens et les jeunes filles qui font partie de l'Union des jeunes se disent : c'est notre affaire, nous nous unissons et nous irons à la campagne pour liquider l'analphabétisme, pour qu'il n'y ait pas d'illettrés parmi la génération qui vient. Nous souhaitons que l'activité propre de la jeune génération soit consacrée à cette œuvre. Vous savez qu'il n'est pas possible de faire rapidement de la Russie illettrée et ignorante un pays instruit ; mais si l'Union de la jeunesse s'y met, si toute la jeunesse travaille pour le bien de tous, alors cette Union, qui groupe 400 000 jeunes gens et jeunes filles, aura le droit de s'intituler Union de la jeunesse communiste. La tâche de l'Union consiste également, en s'assimilant telles ou telles connaissances, à aider la jeunesse qui ne peut pas se tirer toute seule des ténèbres de l'ignorance. Pour être membre de l'Union de la jeunesse il faut se comporter de manière à consacrer tout son travail, toutes ses forces à la cause commune. Voilà ce qu'est l'éducation communiste. C'est au cours de ce travail que le jeune homme ou la jeune fille deviennent de véritables communistes. Et ils ne le deviennent que s'ils y obtiennent des résultats pratiques.

Prenez, à titre d'exemple, le travail dans les potagers suburbains. N'est-ce pas là une œuvre de première importance ? C'est l'une des tâches de l'Union de la jeunesse communiste. Le peuple a faim, on a faim dans les fabriques et les usines. Pour échapper à la famine, il faut développer les potagers, mais le travail dans l'agriculture se fait à l'ancienne manière. Il faut donc que les éléments les plus conscients s'y mettent et alors vous verrez augmenter le nombre et la surface des jardins potagers, et s'améliorer les résultats. L'Union clé la jeunesse communiste doit prendre une part active à ce travail. Chaque union, chaque cellule de l'Union doit considérer ce travail comme le sien propre.

L'Union de la jeunesse communiste doit être un groupe de choc qui, dans tous les domaines, apporte son aide, fasse preuve d'initiative, d'esprit d'entreprise. Elle doit être telle que n'importe quel ouvrier puisse y voir des hommes dont la doctrine ne lui est peut-être pas très compréhensible et à laquelle il ne croira peut-être pas tout de suite, mais dont le travail vivant et dont l'activité lui prouvent que ce sont effectivement ceux-là qui lui montrent la bonne voie.

Si l'Union de la jeunesse communiste ne sait pas organiser ainsi son travail dans tous les domaines, c'est qu'elle s'égare dans les vieux sentiers bourgeois. Il faut rattacher notre éducation à la lutte des travailleurs contre les exploiters, afin d'aider les premiers à résoudre les problèmes qui découlent de la doctrine communiste.

Les membres de l'Union doivent consacrer toutes leurs heures de loisir à améliorer les jardins potagers, à organiser dans quelque usine ou fabrique l'instruction de la jeunesse, etc. Nous voulons faire de la Russie misérable et pauvre un pays riche. Il faut donc que l'Union de la jeunesse communiste rattache son éducation, son instruction, son apprentissage au travail des ouvriers et des paysans, qu'elle ne s'enferme pas dans ses écoles et ne se borne pas à la lecture de livres et de brochures communistes. Ce n'est qu'en travaillant avec les ouvriers et les paysans que l'on peut devenir un véritable communiste. Il faut que tout le monde voie que tout membre de l'Union de la jeunesse est instruit et sait aussi travailler. Quand tout le monde aura vu que nous avons banni de l'ancienne école le dressage d'autrefois, que nous lui avons substitué une discipline consciente, que tous les jeunes participent aux samedis communistes, qu'ils tirent profit de chaque exploitation suburbaine pour aider la population, le peuple considérera le travail autrement qu'on ne le considérait jadis.

La tâche de l'Union de la jeunesse communiste consiste, dans le village ou dans le quartier, à organiser l'aide dans un domaine comme — je prends un petit exemple — l'hygiène ou bien la distribution de la nourriture. Comment cela se passait-il dans l'ancienne société capitaliste ? Chacun travaillait pour soi et personne ne regardait s'il y avait des vieux ou des malades, si tout le travail du ménage retombait sur les épaules de la femme

qui se trouvait, de ce fait, accablée et asservie. Qui doit lutter contre cet état de choses ? Les Unions de la jeunesse, qui doivent dire : nous changerons tout cela, nous organiserons des détachements de jeunes gens qui aideront à assurer la propreté et la distribution de la nourriture, en visitant systématiquement les maisons, qui agiront avec ensemble pour le bien de toute la société, en répartissant judicieusement leurs forces et en montrant que le travail doit être un travail bien organisé.

La génération dont les représentants ont maintenant près de cinquante ans ne peut pas compter voir la société communiste. D'ici là, elle aura disparu. Mais la génération de ceux qui ont aujourd'hui quinze ans verra bien la société communiste et la bâtira elle-même. Elle doit savoir que le but de sa vie est de bâtir cette société. Dans l'ancienne société, chaque famille travaillait séparément et personne ne coordonnait le travail, en dehors des propriétaires fonciers et des capitalistes qui opprimaient la masse du peuple. Nous devons, nous, organiser tout travail, si difficile et si malpropre qu'il soit, de manière que tout ouvrier et paysan se dise : je fais partie de la grande armée du travail libre et je saurai bâtir moi-même ma vie sans les propriétaires fonciers et les capitalistes, je saurai instaurer le régime communiste. Il faut que l'Union de la jeunesse communiste éduque tout le monde, dès le plus jeune âge, dans l'esprit du travail conscient et discipliné. C'est ainsi que nous pouvons espérer résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui. Il faut que nous comptions au moins dix ans pour électrifier le pays, pour que notre terre appauvrie puisse profiter des dernières conquêtes de la technique. La génération qui a aujourd'hui quinze ans et qui, d'ici dix ou vingt ans, vivra dans la société communiste, doit poser les problèmes de son apprentissage d'une manière telle que, chaque jour, dans chaque village, dans chaque ville, la jeunesse résolve pratiquement tel ou tel problème, fût-il le plus minime et le plus simple, du travail commun. Dans la mesure où cela se fera dans chaque village, dans la mesure où se développera l'émulation communiste, dans la mesure où la jeunesse démontrera qu'elle sait travailler en commun, le succès de l'édification communiste sera assuré. Ce n'est qu'en considérant chacun de nos actes du point de vue du succès de cette édification, ce n'est qu'en nous demandant si nous avons tout fait pour être des travailleurs unis et conscients, que l'Union de la jeunesse communiste saura unir le demi-million de ses membres en une seule armée du travail et gagner l'estime générale. (Vifs applaudissements.)

La « Pravda » n^{os} 221, 222 et 223, 5, 6 et 7 octobre 1920.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 31, pp. 292-310.

A PROPOS DE L'INSTRUCTION POLYTECHNIQUE

NOTES SUR LES THÈSES DE NADEJDA CONSTANTINOVNA¹⁰³

(Personnel. Brouillon. **Ne pas divulguer.** J'y réfléchirai encore.)

On ne saurait traiter ainsi de l'instruction polytechnique : c'est abstrait, destiné à un avenir lointain, et ne tient pas compte de la triste et urgente réalité d'aujourd'hui.

Il faut

1) ajouter une ou deux thèses sur le principe de l'instruction polytechnique (d'après Marx — d'après notre programme du P.C.R.)

2) dire clairement que nous ne pouvons renoncer en aucune manière au principe et à la réalisation immédiate, dans la mesure du possible, précisément d'un enseignement polytechnique.

Supprimer la 17^e thèse.

Pour le deuxième degré (12-17), dire :

La situation économique extrêmement grave de la République exige absolument, à l'heure actuelle la fusion immédiate du deuxième degré avec les écoles professionnelles techniques, la transformation (Corriger : fusionner non pas tout le deuxième degré, mais à partir de 13 ou 14 ans, selon les indications et les décisions des pédagogues.) du deuxième degré en écoles professionnelles techniques, mais en même temps, pour que cela ne devienne pas de l'artisanat on doit poser strictement les règles suivantes :

1) éviter la spécialisation prématurée ; rédiger une directive sur ce point ;

2) étendre, dans toutes les écoles professionnelles techniques, les matières d'instruction générale.

Etablir un programme pour chaque année :

— communisme, géographie, histoire, littérature, générale, etc.

— des révolutions

— de la révolution de 1917

(Si de tels programmes n'existent pas encore, prendre Lounatcharski)

3) poser comme une tâche impérieuse le passage immédiat à l'instruction polytechnique, ou, plus exactement, l'application immédiate d'un certain nombre de mesures, réalisables dès maintenant, et tendant à l'instruction polytechnique, telles que ;

a) visite de la centrale électrique la plus proche, avec cycle de conférences et d'expériences sur place ; série de travaux pratiques, tout ce qu'on pourrait faire avec l'électricité ; élaborer immédiatement des programmes détaillés (pour une visite, pour un cours de 5, 10 conférences ; en 1 ou 2 mois, etc.) (avec le Goelro)

b) idem, pour chaque sovkhoe à peu près bien organisé,

c) idem, pour chaque usine, à peu près bien organisée,

d) mobilisation (pour les conférences sur l'électricité et l'enseignement polytechnique, pour la direction des travaux pratiques, les voyages, etc.) de tous les ingénieurs, agronomes et des diplômés des facultés des sciences physiques et mathématiques,

e) installation de petits musées pour l'instruction polytechnique, trains, bateaux, etc.

Cela est d'une extrême importance. Nous sommes pauvres. Nous avons besoin de menuisiers, d'ajusteurs, immédiatement. Absolument. **Tous** doivent devenir menuisiers, ajusteurs, etc., mais avec un certain minimum d'instruction générale et polytechnique en plus.

Les écoles de 2^e degré (plus exactement : les grandes classes) (12-17 ans) ont pour tâche : fournir des menuisiers, charpentiers, ajusteurs, etc., connaissant bien leur métier, capables de devenir des ouvriers qualifiés et pourvus d'une préparation pratique à cet effet, mais de telle façon, cependant, que cet « artisan » ait une large culture générale (qu'il possède un minimum de connaissances de base dans telles et telles sciences ; indiquer exactement lesquelles), qu'il soit communiste (indiquer exactement ce qu'il doit savoir), qu'il ait un horizon polytechnique et qu'il possède les rudiments d'instruction polytechnique, à savoir : (aa) notions fondamentales sur l'électricité, (bb) l'électricité (déterminer exactement lesquelles), (bb) sur l'application de l'électricité à l'industrie mécanique, (cc) idem à l'industrie chimique, (dd) également sur le plan d'électrification de la R.S.F.S.R., (ee) qu'il ait visité au moins 1-3 fois une centrale électrique, une usine, un sovkhoe, (ff) qu'il connaisse quelques fondements de l'agronomie, etc. Mettre au point en détail le minimum de connaissances nécessaires. (Grinko, apparemment, a forcé la note, allant jusqu'à dire des sottises, en niant l'instruction polytechnique ; peut-être aussi O. I. Schmidt en partie¹⁰⁴). (Corriger)

Rédigé à la fin de 1920.

Publié pour la première fois Paris-Moscou, en 1929 dans la revue « Na Poutiakh k novoï chkolé » n°2.

V. Lénine, Œuvres, t. 36, pp. 549-551.

DIRECTIVES DU COMITÉ CENTRAL AUX COMMUNISTES DU COMMISSARIAT DU PEUPLE À L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1. Tout en restant absolument fidèle à la position définie par le programme du P.C.R. concernant l'enseignement polytechnique (cf. notamment les §§ 1 et 8 du chapitre du programme consacré à l'instruction publique), le parti doit considérer l'abaissement de la limite d'âge de 17 à 15 ans pour l'enseignement général et polytechnique uniquement comme une nécessité pratique temporaire provoquée par la misère et la ruine de notre pays accablé par les guerres que nous a imposées l'Entente. Réaliser la « liaison » de l'enseignement professionnel, pour les personnes de plus de 15 ans, avec les « connaissances polytechniques générales » (§8 du chapitre indiqué) est absolument obligatoire en tous lieux, dans la mesure où la moindre possibilité existe.

2. Le défaut essentiel du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique est de manquer de savoir-faire et de sens pratique, de ne pas apprécier et vérifier suffisamment l'expérience pratique, de manquer d'esprit de suite dans l'utilisation des résultats de cette expérience, de se laisser dominer par les raisonnements généraux et les mots d'ordre abstraits. Le commissaire du peuple et le collègue doivent veiller tout particulièrement à lutter contre ces défauts.

3. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, en général, et la Direction de l'enseignement professionnel, en particulier, ont mal organisé le recrutement des spécialistes pour les établissements centraux, c'est-à-dire des enseignants pourvus d'une formation théorique et ayant une longue pratique, ainsi que des personnes aussi qualifiées dans le domaine de l'enseignement professionnel et technique (y compris agronomique).

Il est indispensable de procéder immédiatement au recensement de ces personnes, compte tenu de leur ancienneté, à la vérification de leur travail, et de leur confier systématiquement des postes responsables sur le plan local, et surtout central. Aucune mesure notable ne doit être prise sans l'avis de ces spécialistes et sans leur participation constante.

Il va de soi que le recrutement des spécialistes doit s'effectuer à deux conditions obligatoires : 1) les spécialistes non communistes doivent travailler sous le contrôle de communistes ; 2) le programme de l'enseignement, dans la mesure où il s'agit de matières d'enseignement général, et notamment de philosophie, de sciences sociales et d'éducation communiste, doit être fixé uniquement par des communistes.

4. Le collègue et le commissaire du peuple sont tenus d'élaborer et de ratifier les programmes des principaux types d'établissements d'enseignement, puis des cours, conférences, causeries, colloques et études pratiques.

5. La section de l'école unique du travail puis, particulièrement, la Direction de l'enseignement professionnel, sont tenues de s'attacher à recruter plus largement et systématiquement tous les techniciens et agronomes aptes à l'enseignement professionnel et technique et à l'enseignement polytechnique, parallèlement à l'utilisation de toute entreprise industrielle ou agricole pour peu qu'elle soit plus ou moins bien montée (sovkhoze, station agronomique d'essais, bonne exploitation, etc., centrales électriques, etc.).

Les formes et les modalités de l'utilisation des entreprises et établissements pour l'enseignement polytechnique doivent être établies en accord avec les organismes économiques intéressés de façon à ne pas perturber la marche normale de la production.

6. Il importe de mettre au point des formes de comptabilité pratiques, très sommaires, mais nettes et précises, de façon à ce que l'ampleur et les résultats du travail puissent être recensés et vérifiés. A cet égard, le mécanisme mis en place au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique est fort peu satisfaisant.

7. La répartition des journaux, brochures, revues et livres dans les bibliothèques et les salles de lecture, tant scolaires qu'extra-scolaires, est elle aussi fort peu satisfaisante. Il en résulte qu'une mince couche d'employés des institutions soviétiques s'empare des livres et des journaux, et qu'il en reste excessivement peu pour les ouvriers et paysans. Toute cette activité devra être réorganisée de fond en comble.

« Pravda » n° 25, 5 février 1921.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 32, pp. 123-125.

A PROPOS DU TRAVAIL DU COMMISSARIAT DU PEUPLE À L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(Extrait)

La Pravda a publié dans son n° 25, en date du 5 février, les « Directives du C.C. du P.C.R. aux communistes du Commissariat du Peuple à l'instruction publique (à l'occasion de la réorganisation du Commissariat) ».

Malheureusement, le sens du premier point a été défiguré par une coquille trois fois répétée : au lieu de « polytechnique », on a marqué : politique !!

Je voudrais attirer l'attention des camarades sur ces directives et susciter un échange de vues sur quelques points particulièrement importants.

En décembre 1920, le parti a tenu une conférence consacrée aux problèmes de l'instruction publique. Y participaient 134 délégués avec voix délibérative et 29 délégués avec voix consultative. La conférence a duré cinq jours. Un compte rendu en a été publié dans le « Supplément au bulletin du VIII^e Congrès des Soviets, consacré à la conférence du Parti sur les problèmes de l'instruction publique » (éditions du C.C.E. de Russie, 10 janvier 1921). Les résolutions de la conférence, son compte rendu et tous les articles publiés dans le « Supplément au bulletin » cité (excepté l'introduction du camarade Lounatcharski et l'article du camarade Grinko) montrent que la question de l'enseignement polytechnique est mal posée, mettent en évidence le défaut signalé dans les directives du C.C. et contre lequel le commissaire du peuple et le collègue doivent « veiller tout particulièrement » à lutter, savoir : l'« engouement » pour les raisonnements généraux et les mots d'ordre abstraits.

La question de l'enseignement polytechnique a été résolue pour l'essentiel, par notre programme du parti, dans les §§ 1 et 8 du chapitre consacré à l'Instruction publique. C'est à ces points du programme que la directive du C.C. se réfère. Le § 1 traite de renseignement polytechnique jusqu'à 17 ans, le § 8 du « large développement de l'enseignement professionnel pour les personnes de plus de 17 ans, en liaison avec les connaissances polytechniques générales ».

Ainsi, le programme du parti pose la question d'une façon tout à fait claire. Les raisonnements sur « l'enseignement polytechnique ou mono-technique » (car tels sont les termes, mis entre guillemets et soulignés par moi, que nous trouvons dans toute leur absurdité monstrueuse à la p. 4 du « Supplément au bulletin » cité !), ces raisonnements sont foncièrement erronés et proprement inadmissibles chez un communiste ; ils révèlent à la fois l'ignorance du programme et l'« engouement » le plus puéril pour les mots d'ordre abstraits. Si nous sommes obligés d'abaisser temporairement de 17 à 15 ans l'âge du passage de l'enseignement polytechnique général à l'enseignement professionnel polytechnique, « le parti doit considérer » cet abaissement de la limite d'âge « uniquement » (point 1 des directives du G.G.) comme une nécessité pratique, comme une mesure temporaire, provoquée « par la misère et la ruine du pays »...

Le 7 février 1921.

« Pravda » n°28, 9 février 1921. Signé : N. Lénine.
V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 32, pp. 126-127.

A N. A. SÉMACHKO

24.X.1921.

Camarade Sémachko,

Après avoir signé aujourd'hui la décision du Petit Conseil des Commissaires du Peuple au sujet des deux milliards (c'est bien cela ? Je ne me souviens pas bien exactement de la somme) pour le nettoyage de Moscou et lu le « Règlement » du Commissariat du Peuple à la Santé relatif à la semaine d'assainissement des logements (les Izvestia du 12 juillet), j'en suis arrivé à la conclusion que mes soupçons (quant à la totale inefficacité de l'organisation de cette affaire) se renforcent.

Les milliards seront pris, empochés et dilapidés sans que rien soit fait.

Il faut arriver à obtenir à Moscou une propreté exemplaire (ou du moins acceptable pour commencer), car on ne saurait s'imaginer plus grand scandale que la saleté « soviétique » dans les « premières » maisons soviétiques. Que se passe-t-il donc dans les autres maisons ?

Je demande de m'envoyer un compte rendu très bref, mais précis, concret, étayé de faits, expliquant quels résultats a donné la semaine d'assainissement et où. Y a-t-il une seule province au moins où quelque chose n'ait pas été fait de façon désordonnée ?

Ensuite. Ce qui se fait (et ce qui a été fait) à Moscou. Qui est responsable du travail ? Seuls des « fonctionnaires » pourvus d'un titre soviétique ronflant, qui ne comprennent rien à rien, qui ne savent pas travailler et se bornent à signer des paperasses ? Ou bien y a-t-il parmi les dirigeants des hommes de sens rassis ? Qui exactement ?

Le plus important est d'obtenir la responsabilité personnelle.

Qu'a-t-on fait pour obtenir la responsabilité personnelle ?

Contrôle par qui ?

Par les inspecteurs ? Combien sont-ils ? Qui sont-ils ?

Par les détachements de jeunes (komsomols) ? Y en a-t-il ? Combien ? Où et comment se sont-ils montrés ?

Quels sont les autres moyens de contrôle effectif ?

Dépense-t-on l'argent pour l'achat d'objets de valeur (phénoles ? outils de nettoyage ? combien en a-t-on acheté ?) ou pour entretenir d'autres fainéants « de haut rang » ?

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple,

V. Oulianov (Lénine)

Publié pour la première fois le 22 janvier 1927 dans le n° 18 des « Izvestia du C.E.C. et du C.E.C.R. ».

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, pp. 546-547.

INSTRUCTION SUR LES QUESTIONS DU TRAVAIL ÉCONOMIQUE ADOPTÉE PAR LE IX^e CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE LE 28 DÉCEMBRE 1921

Le IX^e Congrès des Soviets de Russie, après avoir examiné les rapports et comptes rendus des Commissariats du Peuple relatifs à l'activité économique durant l'année écoulée, prescrit, en vue de compléter et de généraliser les résolutions du Congrès sur les différentes questions du travail économique, les directives suivantes qui devront être appliquées sans défaillance par toutes les administrations soviétiques, centrales et locales :

1. Le Congrès des Soviets ordonne de considérer comme l'objectif principal et urgent de l'activité de tous les organismes économiques, d'obtenir dans les délais les plus brefs et coûte que coûte des succès pratiques durables en ce qui concerne la fourniture aux paysans d'une grande quantité d'articles nécessaires pour relever l'agriculture et améliorer l'existence de la masse paysanne travailleuse.

2. Cet objectif, le plus important, doit retenir l'attention constante de tous les organismes de direction de l'industrie, sans que, naturellement, ceux-ci tolèrent le moindre relâchement du travail en vue de satisfaire à 100% les besoins de l'Armée Rouge ; cette tâche doit être placée au premier rang, afin de sauvegarder la capacité de défense de la République soviétique.

3. L'amélioration de la situation des ouvriers doit être subordonnée à ce même objectif, en ce sens que toutes les organisations ouvrières (et les syndicats au premier chef) ont pour devoir de se préoccuper d'organiser l'industrie de façon à satisfaire rapidement et pleinement les besoins de la paysannerie ; l'augmentation des salaires des ouvriers de l'industrie et l'amélioration de leurs conditions d'existence devront dépendre directement des résultats obtenus dans ce domaine.

4. L'activité du Commissariat du Peuple aux Finances doit être subordonnée à ce même objectif. Le IX^e Congrès des Soviets lui fixe pour tâche de réaliser, avec la plus grande énergie et le maximum de rapidité, la réduction et, par la suite, l'arrêt de l'émission, et le rétablissement d'une circulation monétaire correcte sur la base de la monnaie-or. Le remplacement de l'émission de monnaie par l'impôt doit être appliqué sans défaillance et sans la moindre bureaucratie.

5. Ce même objectif doit être placé en tête de leurs préoccupations par tous les organismes et toutes les administrations qui s'occupent du commerce intérieur et extérieur, c'est-à-dire le Tsentrosioudz, le Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, etc... Le Congrès des Soviets mesurera, et il charge les organismes dirigeants du pouvoir soviétique de mesurer, les succès de ces administrations uniquement aux résultats pratiques obtenus rapidement dans le développement des échanges entre l'agriculture et l'industrie.

Le Congrès des Soviets prescrit notamment de recourir plus largement aux entreprises privées pour réunir les matières premières, pour les transporter et pour développer de toutes les façons le commerce ; ce faisant, le rôle des organismes d'Etat sera compris comme un rôle de contrôle et d'orientation, et on réprimera impitoyablement la bureaucratie et la paperasserie, sous toutes leurs formes, qui entravent le travail effectif.

6. Le IX^e Congrès des Soviets exige de tous les organismes et de toutes les administrations à vocation économique une attention et une énergie beaucoup plus grandes que jusqu'à présent en vue de faire participer à l'activité de l'Etat, dans le domaine qui est le leur, tous les éléments tant soit peu marquants parmi les ouvriers et les paysans sans-parti.

Le Congrès constate que nous sommes en retard sur ce point ; qu'on ne fait pas preuve d'un esprit systématique et d'une persévérance suffisants sous ce rapport ; — que l'élargissement des cadres dirigeants de l'économie et de l'Etat constitue à cet égard une nécessité absolue et pressante ; — que tout succès dans l'œuvre du relèvement de l'économie doit, notamment, être récompensé plus régulièrement par l'attribution tant de l'Ordre du Drapeau du travail que de primes en espèces.

Le Congrès des Soviets attire l'attention de tous les organismes économiques et des organisations de classe de toute sorte qui ne sont pas purement gouvernementales, sur la nécessité absolue d'un travail encore plus persévérant en vue de faire participer les spécialistes à l'édification économique, étant considérés comme tels aussi bien les savants et les techniciens que les gens qui, par leur activité pratique, ont acquis de l'expérience et des connaissances dans le domaine du commerce, de l'organisation des grandes entreprises, du contrôle des opérations économiques, etc.

L'amélioration de la situation des spécialistes et la formation, sous leur direction, de cadres nombreux d'ouvriers et de paysans doivent devenir une préoccupation constante des administrations centrales et locales de la R.S.F.S.R.

7. Le IX^e Congrès des Soviets exige du Commissariat du Peuple à la Justice qu'il fasse preuve d'une énergie beaucoup plus grande dans deux directions :

- premièrement, les tribunaux du peuple de la république doivent surveiller sévèrement l'activité des commerçants et des entrepreneurs privés, sans apporter la moindre entrave à leur activité, mais en même temps en punissant de la façon la plus rigoureuse les moindres tentatives de s'écarter de la stricte observance de lois de la république, et en éduquant les larges masses des ouvriers et des paysans pour qu'elles participent elles-mêmes, rapidement et efficacement, au contrôle du respect de la légalité ;

- deuxièmement, les tribunaux du peuple sont tenus de prêter davantage d'attention à la répression judiciaire de la bureaucratie, de la paperasserie, de l'incurie en matière d'économie. Des procès de cette espèce sont nécessaires à la fois pour accroître la responsabilité pour un mal contre lequel il est tellement difficile de lutter dans les conditions qui sont les nôtres, pour attirer l'attention des ouvriers et des masses paysannes sur cette question essentielle, et pour atteindre notre objectif pratique : de plus grands succès économiques.

Le IX^e Congrès estime que, dans la nouvelle période, la tâche du Commissariat du Peuple à l'Instruction consiste à former dans les délais les plus brefs des cadres de spécialistes dans tous les domaines, issus du milieu paysan et ouvrier ; il propose de renforcer encore davantage la liaison de l'enseignement, scolaire et extra-scolaire, avec les tâches économiques d'actualité, intéressant aussi bien l'ensemble de la république qu'une région donnée ou une localité donnée. Notamment, le IX^e Congrès des Soviets constate que la décision du VIII^e Congrès des Soviets concernant la propagande du plan d'électrification de la Russie n'a pas été appliquée d'une manière suffisante, loin de là, et il demande que l'on organise régulièrement auprès de chaque centrale électrique, en mobilisant toutes les forces disponibles, des causeries, des conférences et des exercices pratiques, afin de faire connaître aux ouvriers et aux paysans l'importance de l'électricité et le plan d'électrification ; dans les districts où il n'existe encore aucune centrale électrique, on doit construire le plus rapidement possible fût-ce de petites stations qui doivent devenir le centre local de ce travail de propagande, d'enseignement et d'encouragement de toutes les initiatives dans ce domaine.

Rédigé le 25 décembre 1921. Publié le 30 décembre 1921 dans les « Izvestia » du C.E.C.R. n° 295.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, pp. 179-182.

PRÉFACE AU LIVRE DE I. STÉPANOV : « L'ÉLECTRIFICATION DE LA R.S.F.S.R. EN FONCTION DE LA PHASE TRANSITOIRE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE »

Je recommande de tout cœur l'ouvrage du camarade Stépanov à l'attention de tous les communistes.

L'auteur a su faire un exposé remarquable de questions très difficiles et très importantes. Il a fort bien agi en décidant d'écrire un livre non pas pour les intellectuels (comme c'est l'usage chez nous d'écrire les livres, à l'imitation des pires façons des écrivains bourgeois), mais pour les travailleurs, pour la vraie masse du peuple, pour les simples ouvriers et paysans. En annexe, il a joint un index bibliographique destiné à la fois à ceux pour qui il serait difficile de comprendre sans explications certains passages de son exposé, et à ceux qui veulent connaître les principaux ouvrages, russes et étrangers, sur cette question en général. Il faut signaler particulièrement le début du chapitre VI, où l'auteur fait un exposé excellent de la signification de la nouvelle politique économique, puis réfute très bien le scepticisme « léger » si répandu à propos de l'électrification ; ce scepticisme recouvre habituellement l'absence d'une réflexion sérieuse sur ce sujet (à moins qu'il ne recouvre, ce qui arrive aussi parfois, la haine des gardes blancs, des s.-r. et des mencheviks contre toute édification soviétique en général).

Ce qui nous manque le plus pour un travail véritable (et non bureaucratique et stérile) touchant l'instruction du peuple, ce sont justement des « manuels pour les écoles » (pour toutes, obligatoirement toutes les écoles), tels que celui-ci.

Si tous nos auteurs marxistes, au lieu de perdre leur temps, dans les journaux et les revues, à un bavardage politique dont tout le monde est lassé, se mettaient à écrire de tels manuels sur toutes les questions sociales sans exception, nous ne verrions pas cette chose honteuse : quelque cinq ans après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, dans ses écoles et universités d'Etat à lui, au prolétariat, les vieux savants bourgeois instruisent la jeunesse, ou plutôt, la pervertissent, avec la vieille camelote bourgeoise.

Le VIII^e Congrès des Soviets a décidé que l'enseignement du plan d'électrification serait obligatoire dans tous les établissements scolaires de la R.S.F.S.R.¹⁰⁵, tous sans exception. Cette décision est restée lettre morte comme beaucoup d'autres, en raison de notre inculture, à nous bolcheviks.

Maintenant, après la parution du véritable « manuel pour les écoles » du camarade Stépanov, il faut faire en sorte (et nous y arriverons !) que chaque bibliothèque de district (et par la suite chaque bibliothèque de canton) possède plusieurs exemplaires de ce « manuel » ; qu'auprès de chaque centrale électrique en Russie (et il y en a plus de 800) non seulement il y ait ce livre, mais encore qu'on organise obligatoirement des causeries populaires,

accessibles à tous, sur l'électricité, l'électrification de la R.S.F.S.R. et la technique en général ; que chaque maître d'école, dans chaque école, lise et assimile ce « manuel » (pour y contribuer, on doit organiser dans chaque district un cercle ou un groupe d'ingénieurs et de professeurs de physique) et que non seulement il le lise, le comprenne et l'assimile lui-même, mais encore sache l'exposer sous une forme simple et compréhensible aux élèves et à la jeunesse paysanne en général.

Réaliser cela demandera pas mal de travail. Nous sommes des gens pauvres et incultes. Ce n'est pas grave, si seulement on comprend qu'il faut étudier. Si seulement on saisit clairement que l'ouvrier et le paysan ont besoin maintenant d'étudier non pas pour apporter des « avantages » et des profits aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, mais pour améliorer leur propre vie.

Or, tout cela nous l'avons. Et c'est pourquoi nous étudierons et deviendrons des gens instruits.

N. Lénine, 18.III.1922.

La « Pravda » n° 64, 21 mars 1922.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, pp. 247-249.

AU CINQUIÈME CONGRÈS DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE DE RUSSIE¹⁰⁶

Chers amis, je regrette vivement de ne pas pouvoir vous saluer personnellement. Je souhaite le plus grand succès aux travaux de votre V^e Congrès. Je suis sûr que la jeunesse saura progresser avec succès, de façon à se montrer entièrement à la hauteur de sa tâche au moment où sera mûre l'étape suivante de la révolution mondiale.

Avec mes chaleureuses salutations communistes.

V. Oulianov (Lénine), 11.X.1922

« Pravda » n° 230, 12 octobre 1922.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, p. 381.

LETTRE À V. M. MAXIMOVSKI

27.X.1922

Camarade Maximovski,

Vous êtes vraisemblablement au courant de la décision d'hier du C.C.¹⁰⁷ Elle entraînera vraisemblablement une réévaluation des autres chapitres du budget du Commissariat à l'Instruction, pour parvenir à une synthèse, boucher les trous, etc.

Puisque vous êtes responsable de l'administration et des finances de ce Commissariat, je vous demande d'entreprendre dès maintenant le réexamen du budget du Commissariat à l'Instruction et de vous efforcer, dans l'ensemble, de rogner sur ce qui n'est pas indispensable (chapitre de la Commission centrale près le Conseil des commissaires du peuple pour l'assistance matérielle aux savants, chapitre de l'enseignement supérieur, diverses superfluités, etc.) pour accroître les allocations aux écoles et à l'alphabétisation. Tenez-moi au courant par un coup de fil ou un petit mot.

Votre Lénine.

Publié pour la première fois en 1959 dans le Recueil Lénine XXXVI.

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 54, p. 302.

AU CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT¹⁰⁸

Je vous remercie de votre message, camarades, et je vous souhaite de vous acquitter de la grande et importante tâche qui vous incombe : préparer la jeune génération à l'édification de la vie nouvelle.

Lénine.

Rédigé le 26 novembre 1922. Publié en décembre 1922 dans la revue « Rabotnik Prosvéchtchénia » n° 10.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, p. 455.

AU TROISIEME CONGRES MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE LA JEUNESSE, A MOSCOU¹⁰⁹

4.XII.1922

Chers camarades,

Je regrette de ne pouvoir vous saluer personnellement. Je vous adresse mes meilleurs vœux de succès pour votre travail. J'espère que malgré votre titre éminent, vous n'oublierez pas l'essentiel : la nécessité de faire progresser d'une façon pratique la formation de la jeunesse et l'étude.

Avec mes meilleures salutations communistes. V. Oulianov (Lénine)

« Pravda » n° 275, 5 décembre 1922.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, p. 459.

ADJONCTION AU PROJET D'ARRÊTÉ DU BUREAU POLITIQUE DU C.C. DU P.C.(b)R. SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'APPROVISIONNEMENT¹¹⁰

Couvrir intégralement, en sus des évaluations déjà fournies, les besoins en pain de toutes les écoles, aussi bien des maîtres que des élèves, et charger les camarades Kaménev, Tsiouroupa et Yakovléva de calculer la quantité de pain qui sera à réserver pour cela, en y ajoutant un minimum spécialement contrôlé pour les employés.

Allouer encore un million supplémentaire de roubles-or pour les dépenses scolaires.

Lénine.

Rédigé le 1^{er} décembre 1922. Publié pour la première fois en 1959 dans le Recueil Lénine XXXVI.

V. Lénine, Œuvres, 5^e éd. russe, t. 45, p. 326.

FEUILLETS DE BLOC-NOTES

L'ouvrage paru ces jours-ci sur l'instruction en Russie d'après les données du recensement de 1920 (L'instruction en Russie, Moscou, 1922, Office central de la statistique, section de l'Instruction publique), constitue un événement d'importance.

Nous reproduisons ci-dessous un tableau emprunté à cet ouvrage et qui montre l'état de l'instruction en Russie pour les années 1897 et 1920 :

(en ‰)	Hommes sachant lire et écrire		Femmes sachant lire et écrire		Personnes sachant lire et écrire	
	1897	1920	1897	1920	1897	1920
1. Russie d'Europe	326	422	136	255	229	330
2. Caucase du Nord	241	357	56	215	150	281
3. Sibérie (occidentale)	170	307	46	134	108	218
En moyenne	318	409	131	244	223	319

Pendant que nous dissertions sur la culture prolétarienne et sur son rapport avec la culture bourgeoise, les faits nous fournissaient des chiffres témoignant que même en ce qui concerne la culture bourgeoise les choses vont très mal chez nous. La vérité, comme il fallait s'y attendre, c'est que nous sommes encore très loin de l'instruction primaire générale, et que même notre progression par rapport à l'époque tsariste (1897) est trop lente. C'est là un sévère avertissement et un reproche à l'adresse de ceux qui planaient et continuent de planer dans l'empyrée de la « culture prolétarienne ». Ces chiffres montrent combien il nous reste de gros ouvrages pressants à faire pour atteindre le niveau d'un pays civilisé quelconque de l'Europe occidentale. Ils montrent ensuite quelle besogne énorme nous aurons à accomplir pour pouvoir, à la faveur de nos conquêtes prolétariennes, atteindre effectivement un niveau de culture tant soit peu élevé.

Il ne faut pas nous borner à cette vérité incontestable, mais par trop théorique. Il faut que, lors de la prochaine révision de notre budget trimestriel, nous nous attelions à la besogne aussi sur le plan pratique. Bien entendu, ce qu'il faut réduire, au premier chef, ce ne sont pas les dépenses du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, mais celles des autres départements, afin d'affecter les sommes ainsi rendues disponibles à l'Instruction publique. On ne doit pas lésiner sur la ration de pain aux instituteurs, dans une année comme celle-ci, où nous sommes relativement pourvus de blé.

Le travail qui se fait actuellement en matière d'instruction publique ne saurait être, d'une façon générale, taxé d'étroitesse. On fait bien des choses pour stimuler le vieux corps enseignant, l'appeler à des tâches nouvelles, l'intéresser à la façon nouvelle de poser les problèmes de pédagogie, l'intéresser à des problèmes comme celui de la religion.

Mais nous négligeons l'essentiel. Nous ne nous préoccupons pas, ou très insuffisamment, d'élever l'instituteur à la hauteur nécessaire, sans laquelle il ne saurait être question d'aucune culture : ni prolétarienne ni même bourgeoise. Il s'agit de cette inculture semi-asiatique dont nous ne sommes pas sortis jusqu'à ce jour, et dont nous ne pouvons sortir sans efforts sérieux ; encore que nous ayons la possibilité de nous tirer de là, puisque nulle part au monde les masses populaires ne sont aussi intéressées que chez nous à la culture véritable, nulle part ailleurs ces problèmes ne se posent d'une manière aussi profonde et méthodique que chez nous ; dans aucun pays du monde, le pouvoir n'est détenu par la classe ouvrière qui, dans sa masse, se rend parfaitement compte des insuffisances, je ne dirai pas de sa culture, mais de son instruction élémentaire ; nulle part ailleurs la classe ouvrière n'est prête à consentir et ne consent des sacrifices aussi grands pour améliorer sa situation dans ce domaine.

Nous faisons encore trop peu, infiniment peu, pour remanier notre budget d'Etat de façon à satisfaire au premier chef les besoins de l'instruction primaire. Même dans le ressort du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique on trouve bien souvent un personnel excessivement nombreux dans un établissement tel que les Editions d'Etat : on oublie totalement que l'Etat doit en premier lieu se soucier non des services d'édition mais du lecteur, d'accroître le nombre de personnes sachant lire, afin que dans la Russie future les éditions prennent une ampleur politique plus vaste. Selon notre vieille (et mauvaise) habitude, nous consacrons à des questions techniques comme celle de la librairie, bien plus de temps et d'efforts qu'à la question de l'instruction publique sur le plan général de la politique.

Si l'on considère la Direction centrale de l'enseignement professionnel, je suis sûr que là aussi on peut trouver bien des choses superflues, grossies par un intérêt administratif étroit, et qui ne s'inspirent pas des nécessités d'une instruction publique largement conçue. Tout ce qui s'y fait est loin d'être dicté, tant s'en faut, par le désir légitime de relever avant tout l'instruction de notre jeunesse des usines, et de lui donner une orientation pratique. Si l'on examine attentivement les états du personnel de cette Direction, on y trouvera, sous ce rapport, bien des éléments excessifs et fictifs que l'on devrait supprimer. Sous un régime prolétarien et paysan, on peut et l'on doit, pour développer l'instruction populaire, se montrer infiniment économe en sacrifiant diverses institutions — passe-temps de type mi-aristocratique — ou bien celles dont nous pouvons et dont nous pourrions et devrions longtemps encore nous passer, en l'état de l'instruction tel qu'il a été révélé par les statistiques.

Nous devons élever l'instituteur de chez nous à une dignité qu'il n'a jamais eue, n'a pas et ne peut avoir dans la société bourgeoise. C'est là une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée. Nous devons nous acheminer vers cet état de choses en travaillant de façon systématique, persévérante et continue à élever le niveau spirituel de l'instituteur, à le préparer dans tous les domaines à sa haute mission ; mais le principal, encore et toujours, c'est d'améliorer sa situation matérielle.

Il faut renforcer méthodiquement le travail d'organisation parmi les instituteurs, pour en faire, de soutien du régime bourgeois qu'ils sont jusqu'à présent dans tous les pays capitalistes sans exception, le soutien du régime des Soviets, pour pouvoir, par leur intermédiaire, détourner la paysannerie de l'alliance avec la bourgeoisie et l'amener à une alliance avec le prolétariat.

A noter brièvement qu'il importe, en particulier, que les ouvriers se rendent régulièrement dans les campagnes, ce que, du reste, on pratique déjà et ce qui doit être développé suivant un plan. Il vaut la peine d'allouer à ces fins les fonds que, bien souvent, nous gaspillons sans utilité pour un appareil administratif appartenant presque entièrement à une époque historique révolue.

Je m'étais documenté pour le discours que je n'ai pu prononcer au congrès des Soviets, en décembre 1922, et qui devait traiter du parrainage de la population des campagnes par les ouvriers des villes. Certains documents m'avaient été fournis par le cam. Khodorovski. Et je soumets aujourd'hui cette question à l'attention des camarades, puisque je n'ai pu la mettre au point moi-même et la faire connaître par l'intermédiaire du congrès des Soviets.

Il s'agit là d'un problème politique essentiel, dont l'importance est décisive pour toute notre révolution : l'attitude de la ville envers la campagne. Alors que l'Etat bourgeois s'emploie systématiquement à abrutir les ouvriers de la ville, en adaptant à ce but toute la littérature éditée aux frais de l'Etat, aux frais des partis tsaristes et bourgeois, nous pouvons et devons employer notre pouvoir à faire réellement de l'ouvrier urbain le propagateur des idées communistes au sein du prolétariat rural.

J'ai dit « communistes », mais je m'empresse de faire des réserves, craignant de provoquer un malentendu ou d'être compris trop à la lettre. Cela ne doit être aucunement pris en ce sens que nous devrions tout de suite porter

dans les campagnes des idées communistes, pures et simples. Tant que nous n'avons pas de base matérielle pour le communisme au village, ce serait, pourrait-on dire, faire œuvre nuisible, œuvre néfaste pour le communisme.

Non. Il faut commencer par établir un contact entre la ville et la campagne, sans s'assigner délibérément pour objectif d'implanter le communisme au village. Ce but ne saurait être atteint aujourd'hui. Il est prématuré. S'assigner ce but ne serait pas utile mais préjudiciable à notre cause.

Mais établir des contacts entre les ouvriers de la ville et les travailleurs des campagnes, une forme de camaraderie qui peut être facilement créée, c'est là notre devoir, une des tâches fondamentales de la classe ouvrière au pouvoir. A cet effet, il est indispensable de fonder une série d'associations (du Parti, syndicales, privées) composées d'ouvriers d'usines, et dont l'objectif serait d'aider régulièrement au développement culturel des campagnes.

Saurons-nous « rattacher » toutes les cellules urbaines à toutes les cellules rurales, de façon que chaque cellule ouvrière « attachée » à une cellule rurale guette constamment toutes les occasions de satisfaire tel ou tel besoin culturel de sa co-cellule ? Ou bien saurons-nous trouver d'autres formes de liaison ? Je me borne ici à poser la question, afin d'attirer l'attention des camarades, afin de signaler l'expérience de la Sibérie occidentale (c'est le camarade Khodorovski qui me l'a signalée) et de poser dans toute son ampleur cet immense problème culturel d'une portée historique mondiale.

Nous ne faisons presque rien pour les campagnes en dehors de notre budget officiel ou en dehors de nos relations officielles. Certes, les relations culturelles entre la ville et les campagnes revêtent d'elles-mêmes et revêtent inévitablement un caractère tout autre. En régime capitaliste, l'action que la ville exerçait sur les campagnes les corrompait sur les plans politique, économique, moral, physique, etc. Chez nous, la ville commence d'elle-même à exercer sur les campagnes une action absolument contraire. Mais cela se fait tout seul, spontanément ; cette action peut être renforcé (et puis centuplée), si l'on rend ce travail conscient, méthodique, régulier.

Nous ne commencerons à avancer (et alors nous avancerons à coup sûr cent fois plus vite) que le jour où nous aurons étudié cette question, où nous aurons fondé des associations ouvrières de toute sorte, — en les préservant par tous les moyens de la bureaucratisation, — pour poser ce problème, le discuter et le résoudre pratiquement.

2 janvier 1923.

« Pravda » n° 2, 4 janvier 1923. Signé : N. Lénine.

V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, pp. 474-479.

NOTES

1. Saint-synode, institution hiérarchique suprême de l'Eglise orthodoxe russe de Pierre 1^{er} à 1917 ; en relevaient les établissements d'enseignement religieux ; l'enseignement du catéchisme dans les établissements d'enseignement publics, etc. Le Saint-synode était présidé par un curateur laïque.
2. Ecoles du dimanche, dans la Russie pré-révolutionnaire, écoles destinées aux adultes, qui fonctionnaient le dimanche ; avaient pour but d'apprendre à lire et à écrire aux adultes illettrés. Elles étaient fondées par des intellectuels progressistes, qui y enseignaient à titre bénévole. Les représentants de la social-démocratie utilisaient ces écoles pour donner à leurs élèves une formation politique.
3. Il est question du mouvement démocratique révolutionnaire des années 60 du XIX^e siècle en Russie.
4. Les thèses du discours A propos de la politique du ministère de l'instruction publique furent écrites par Lénine à l'intention de l'un des députés bolcheviques à la Douma. Le 4 (17) juin 1913, le député A. Badaïev reprit ce texte dans son discours à la commission budgétaire de la Douma lors des débats sur le budget du ministère de l'Instruction publique pour 1913. Badaïev prononça la majeure partie du discours, mais il ne put pas terminer son intervention, la parole lui ayant été retirée après qu'il eut prononcé la phrase : « Ce gouvernement, ne mérite-il pas que le peuple le chasse ? »
5. Il s'agit des années qui suivirent la première révolution russe de 1905-1907.
6. Douma d'Etat, institution représentative convoquée par le gouvernement tsariste sous la pression des événements révolutionnaires de 1905. Formellement organe législatif, la Douma ne possédait en fait aucun pouvoir réel. Les élections à la Douma étaient indirectes, inégales et non générales. La participation au scrutin des classes travailleuses, ainsi que des minorités nationales de la Russie était fortement restreinte, une masse considérable d'ouvriers et de paysans était complètement privée du droit de vote. Conformément à la loi électorale du 11 (24) décembre 1905, une voix de gros propriétaire foncier était égal à trois voix de représentants de la bourgeoisie urbaine, à quinze voix de paysans et à quarante cinq d'ouvriers. La première Douma d'Etat (avril-juillet 1906), et la deuxième Douma d'Etat (février-juin 1907) furent dissoutes par le gouvernement tsariste. Lors de son coup d'Etat du 3 juin 1907, le gouvernement édicta une loi électorale, qui rognait encore davantage les droits des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie urbaine, et assura la domination sans partage du bloc réactionnaire des gros propriétaires fonciers et des gros capitalistes dans les troisième (1907-1912) et quatrième (1912-1917) Doumas d'Etat.
7. Conseil d'Etat, assemblée fondée en 1810 pour assister le tsar de ses conseils en matière ; ses membres étaient nommés et confirmés par le tsar. Institution réactionnaire, le Conseil d'Etat rejetait les projets de loi même très modérés adoptés par la Douma d'Etat.
8. Nationalistes, membres du parti des gros propriétaires féodaux, préconisaient une politique fidèle à l'esprit traditionnel du servage, étaient partisans de persécutions contre les minorités nationales. Octobristes, membres du parti « L'Union du 17 octobre », créé en Russie près la publication du Manifeste impérial du 17 octobre 1905. Ce parti contre-révolutionnaire défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers de type capitaliste. Les octobristes approuvaient et soutenaient entièrement la politique intérieure et étrangère du gouvernement.
9. Cent-Noirs, bandes monarchistes formées par la police tsariste dans le but de lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, terrorisaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes antisémites.
10. Le 3 (16) juin 1907, le tsar publia un Manifeste portant dissolution de la deuxième Douma d'Etat et modifiant la loi électorale. La nouvelle loi augmentait sensiblement la représentation à la Douma des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie industrielle et commerciale et réduisait de plusieurs fois la représentation déjà insignifiante des paysans et des ouvriers. Le coup d'Etat du 3 juin marque le début du déchaînement de la réaction dans le pays.
11. Zemstvo, organe d'auto-administration locale, dirigé par la noblesse qui existaient depuis 1864 dans les provinces centrales de la Russie tsariste. La compétence des Zemstvos n'allait pas au-delà des questions économiques locales (organisation d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). L'activité des Zemstvos était contrôlée par les gouverneurs et le ministère de l'Intérieur, qui pouvaient annuler les décisions jugées indésirables pour le gouvernement.
12. « Prosvéchtchénié », mensuel bolchevique de caractère théorique, parut légalement à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Lénine qui se trouvait à cette période à Paris, Cracovie et Poronin, dirigeait la revue, rédigeait des articles, correspondait régulièrement avec les membres de la rédaction. Pour la publication de la fable de Démian Bedny « La chandelle », le numéro 2 (février 1913) du Prosvéchtchénié fut séquestré et son rédacteur emprisonné. La revue fut interdite à la veille de la première guerre mondiale. En automne 1917, sa publication fut reprise, mais après la parution d'un seul numéro (double), elle cessa d'exister.
13. Il s'agit du XII^e Congrès Pirogov des médecins, qui se tint à Pétersbourg du 29 mai (11 juin) au 5 (18) juin 1913. Le Congrès réunit 1 500 médecins.
14. Néo-malthusianisme, théorie réactionnaire s'inspirant des conceptions de l'économiste bourgeois anglais, l'ecclésiastique Robert T. Malthus (1766-1834) qui avait essayé d'imputer toutes les misères engendrées par le capitalisme à l'action de facteurs naturels et de détourner par là même l'attention des masses de la lutte contre le capitalisme. Malthus trouvait la cause première de l'appauvrissement des masses non dans le régime capitaliste lui-même mais dans un accroissement de la population hors de proportion avec celui des ressources. Il affirmait qu'il est possible d'épargner à la population tous les maux sociaux en réduisant artificiellement les naissances, et préconisait le renoncement au mariage.
15. « Rousskoïé Slovo », journal libéral bourgeois, parut à Moscou de 1895 à 1917.
16. Journal du Peuple de Leipzig (Leipziger Volkszeitung), quotidien social-démocrate allemand, parut de 1894 à 1933.
17. Grands-Russes, appellation officielle des Russes en Russie tsariste, par opposition aux Ukrainiens, qualifiés de « Petits-Russes ».
18. Numerus dausus, réglementation introduite par le gouvernement tsariste en 1887, qui limitait l'accès des Juifs à l'enseignement secondaire et supérieur. Elle frappait surtout les enfants des Juifs travailleurs qui pratiquement n'avaient pas accès à l'instruction.
19. Bundistes, membres du Bund (« Union générale des ouvriers juifs de Lithuanie, de Pologne et de Russie ») ; formé en 1897 ; le Bund réunissait essentiellement les éléments semi-prolétariens de l'artisanat juif des régions occidentales de la Russie. Le Bund exprimait des aspirations nationalistes et séparatistes au sein du mouvement ouvrier de la Russie. Les bundistes opposaient à la revendication bolchevique du droit des nations à l'autodétermination, l'exigence de l'autonomie culturelle nationale.
20. Voir note en bas de la page 27 du présent recueil.
21. Commune de Paris, gouvernement révolutionnaire de la classe ouvrière issue de la révolution prolétarienne ; première dictature du prolétariat, dont l'existence dura 72 jours, du 18 mars au 28 mai 1871.
22. Lénine a en vue « Le Règlement provisoire sur l'incorporation des élèves des établissements d'enseignement supérieur, exclus pour association visant à provoquer des désordres ». Le « Règlement » fut approuvé le 29 juillet (10 août 1899). La durée du service dans l'armée,

en pareil cas, variait d'un à trois ans. Les étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur de Russie manifestèrent pour l'abolition du « Règlement ».

23. Lénine cite les paroles du colonel Skalozoub, personnage de la comédie de A. Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*.

24. Les supplices de « la rue verte » était un châtement infligé aux soldats de l'armée russe à l'époque du servage. On menait le soldat condamné à cette peine, attaché à un fusil entre deux rangées de soldats qui le frappaient à coups de bâtons ou de verges de bois vert. Cette peine fut très souvent appliquée sous le règne de Nicolas I^{er} (1825-1855).

25. Le serment d'Annibal, expression imagée signifie une décision inébranlable de lutter jusqu'au bout. Le général carthagénois Annibal avait juré de lutter contre Rome jusqu'à la mort.

26. La manifestation du 6 (18) décembre 1876 fut organisée à Pétersbourg par les ouvriers et étudiants, en signe de protestation contre l'arbitraire du pouvoir autocratique. G. Plékhanov qui avait pris part à la manifestation y prononça un discours révolutionnaire. La police dispersa les manifestants, beaucoup d'entre eux furent emprisonnés et condamnés à l'exil et aux travaux forcés.

27. Sous le mot d'ordre « Terre et liberté » agissait à l'époque une organisation clandestine fondée en Russie en 1876 par les populistes révolutionnaires. Les membres de « Terre et liberté » considéraient la paysannerie comme la principale force révolutionnaire et ils voulaient la soulever contre le tsarisme. Dans ce but ils menèrent une activité révolutionnaire dans plusieurs provinces de Russie, par exemple, celles de Tambov et Voronej. Liés à certains cercles ouvriers, ils ne voulaient pas et ne pouvaient pas se mettre à la tête du mouvement ouvrier, car ils contestaient le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. Ils ne comprenaient pas non plus la portée de la lutte politique. En 1879, lorsque l'insuccès de l'agitation socialiste parmi la paysannerie devint évidente, et, comme réaction aux répressions renforcées de la part du gouvernement, une fraction de terroristes se forma au sein de l'union « Terre et liberté ». Ceux-ci estimaient que la terreur devait être le moyen principal de lutter contre le tsarisme. A son Congrès qui se tint la même année à Voronej, l'union « Terre et liberté » se scinda en deux organisations : « La volonté du peuple » et « Le partage noir » (« Narodnaïa volia », « Tchorny pérédiel »).

28. Il est question des « Règlements provisoires sur les organisations étudiantes dans les établissements d'enseignement supérieurs relevant du ministère de l'Instruction publique », adoptés le 22 décembre 1901 (4 janvier 1902) par le Ministre de l'Instruction publique Vannovski. Les étudiants mécontents des « Règlements provisoires » qui mettaient leurs organisations sous un stricte contrôle administratif, protestèrent contre le nouvel acte de l'arbitraire gouvernemental, refusèrent de reconnaître ces « Règlements ». Même les professeurs libéraux se prononçaient contre ces « Règlements », qui leur imposaient des fonctions policières de surveillance des étudiants.

29. Cosaques, troupes spéciales de l'armée russe tsariste, jouissant de certains privilèges et utilisées pour lutter contre le mouvement révolutionnaire.

30. Le 7 mai 1901 les ouvriers de l'usine Oboukhov à Pétersbourg opposèrent une résistance héroïque à la police et à l'armée. L'événement fut provoqué par le licenciement de 26 ouvriers qui avaient pris part à la réunion clandestine du Premier mai. Les ouvriers de l'usine se mirent en grève. Ils revendiquaient l'introduction de la journée de travail de huit heures, la reconnaissance du Premier Mai comme jour férié, le retour des ouvriers licenciés, une majoration des salaires, etc. Les grévistes accueillirent la police et les troupes par une grêle de pierres. Ce n'est qu'après l'envoi des renforts qu'on réussit à briser leur résistance. Il y eut parmi les grévistes des tués et des blessés, 800 personnes furent emprisonnées, et 29 envoyées au bagne. La répression policière provoqua une vague de grèves de protestation dans plusieurs usines pétersbourgeoises. L'événement joua un rôle important dans l'histoire du mouvement ouvrier en Russie.

31. Nicolas le Fourbe (en russe : Nicolas Obmanov, de « obman » : tromperie ; jeu de mots avec le nom de la dynastie des Romanov), personnage de l'article satirique « La famille Obmanov » dû à la plume de l'écrivain russe Amphithéatrov. L'article fut publié dans le journal *Rossia*, le 13 (26) janvier 1902. « La famille Obmanov » faisait en termes voilés la caricature des derniers monarques russes : Nicolas I^{er}, Alexandre II, Alexandre III, sa femme Marie et enfin Nicolas II, alors empereur régnant. La publication de cet article amena la fermeture du journal et la déportation d'Amphithéatrov à Minoussinsk. « La famille Obmanov » connut une large diffusion en Russie sous forme de rééditions clandestines et de copies manuscrites.

32. Lénine cite l'article de Léon Tolstoï « A propos de la famine ».

33. Cette note fut écrite par Lénine au nom de la rédaction de l'Iskra pour accompagner l'appel « Aux élèves des écoles secondaires », publié sous forme de tract par le Groupe de la Russie du Sud des élèves des écoles secondaires. Lénine écrivit cette note en bas du tract reçu par la rédaction de l'Iskra. Après le titre « Aux élèves des écoles secondaires », Lénine ajouta les mots suivants : « est adressé l'appel paru récemment dans le Sud ». Le tract ainsi rédigé fut publié le 1^{er} décembre 1902 dans le numéro 29 de l'Iskra. Le Groupe de la Russie du Sud des élèves des écoles secondaires se constitua en mai 1902 à Rostov-sur-le-Don. Il tint son premier Congrès en août 1902. Les congressistes adoptèrent un « Appel aux élèves des écoles secondaires », qui formulait les tâches de cette organisation; travail culturel et révolutionnaire parmi les élèves, diffusion de la littérature illégale. Le comité central du Groupe appelait tous les élèves à contribuer à l'activité du Groupe, et, une fois l'école terminée, rejoindre les rangs de la social-démocratie russe, marchant sous les drapeaux rouges flottant fièrement au vent. Le Groupe était dirigé par le Comité du P.O.S.D.R. du Don; il diffusait les publications social-démocrates, y compris l'Iskra et la Zaria, les œuvres de Marx et d'Engels, de Plékhanov, etc. D'octobre 1902 à juin 1903, le comité central du Groupe édita et diffusa environ 4 000 exemplaires de tracts. Le Groupe entretenait des liens constants avec les élèves de onze villes de la Russie du Sud. En 1904, le comité central du Groupe déclara la dissolution du Groupe et l'adhésion de toutes ses organisations au P.O.S.D.R.

34. Il est ici question du Comité d'organisation pour la convocation du II^e Congrès du P.O.S.D.R. Le Comité fut institué par la conférence de Pskov des 2-3 (15-16) novembre 1902.

35. Le II^e Congrès du P.O.S.D.R. se tint d'abord à Bruxelles et ensuite à Londres, du 17 juillet au 10 août 1903.

36. Populisme, courant petit-bourgeois du mouvement révolutionnaire russe ; apparut à l'orée des années 1870. Ses adeptes, les populistes, optaient pour l'abolition du régime autocratique et la remise des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers à la paysannerie. Ils refusaient de voir de développement croissant du capitalisme en Russie et estimaient que la paysannerie, et non pas le prolétariat, était la force révolutionnaire fondamentale ; ils voyaient dans la communauté paysanne un embryon du socialisme. Essayant de soulever la paysannerie contre le tsarisme, les populistes se rendaient à la campagne, allaient « au peuple », mais ils n'y trouvèrent pas de soutien. Dans les années 1880-1890, les populistes adoptèrent une position de conciliation avec le tsarisme, et devinrent les interprètes des intérêts des koulaks, menant une lutte acharnée contre le marxisme.

37. « Osvobojdenié », bi-mensuel, parut à l'étranger du 18 juin (1^{er} juillet) 1902 au 5 (18) octobre 1905, son rédacteur fut P. Strouvé. La revue était l'organe de la bourgeoisie libérale russe et propageait les idées du libéralisme monarchique modéré. En 1903, autour de la revue se forma « L'Union de l'Osvobojdenié » (constituée officiellement en janvier 1904) ; elle exista jusqu'à octobre 1905. Ses membres constituèrent le noyau du Parti constitutionnel-démocrate (cadet), qui se forma en octobre 1905. Le parti cadet fut le principal parti bourgeois de Russie.

38. Socialistes-révolutionnaires (s.-r.), parti petit-bourgeois russe ; apparut fin 1901-début 1902, à la suite de la fusion de divers groupes et cercles populistes. Les s.-r. ne faisaient pas de distinction de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires, estompaient les

contradictions et la division en classes de la paysannerie, n'avaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. Les bolcheviks dénoncèrent les prétentions des s.-r. à se faire passer pour des socialistes, luttèrent contre les s.-r. pour établir leur influence au sein de la paysannerie, condamnèrent la tactique s.-r. de terrorisme individuel, nuisible au mouvement ouvrier. En même temps, les bolcheviks acceptèrent à certains moments des accords temporaires avec les s.-r. dans l'intérêt de la lutte contre le tsarisme. Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, les s.-r., de concert avec les cadets et les mencheviks, devinrent l'appui principal du Gouvernement provisoire bourgeois, tandis que les leaders s.-r. (Kérénski, Avxentiev, Tchernov) entraient au gouvernement. Le parti s.-r. ne soutint pas la revendication paysanne de retirer les terres aux gros propriétaires fonciers, se prononça pour le maintien du status quo dans l'attribution des terres ; les ministres s.-r. du Gouvernement provisoire envoyaient des détachements punitifs contre les paysans qui s'emparaient des terres seigneuriales. Fin novembre 1917, l'aile gauche des s.-r. forma un parti indépendant. Cherchant à maintenir son influence parmi la paysannerie, les s.-r. de gauche conclurent un accord avec les bolcheviks, mais peu après ils s'engagèrent dans la voie de la lutte contre le pouvoir soviétique.

39. Economisme, courant opportuniste de la social-démocratie russe de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, variété de l'opportunisme international. Les adeptes de l'économisme réduisaient les tâches de la classe ouvrière à la lutte uniquement économique, et notamment à la lutte pour la majoration des salaires, l'amélioration des conditions du travail, etc. ; ils laissaient la lutte politique à la bourgeoisie libérale, n'avaient le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière. Prônant la spontanéité du mouvement ouvrier, les économistes sous-estimaient naturellement l'importance de la théorie révolutionnaire, considéraient inutile l'introduction de l'intérieur, par le parti marxiste dans le mouvement ouvrier, de la conscience socialiste et frayaient par là même la voie à l'idéologie bourgeoise. Les « économistes » défendaient l'émiettement et le dilettantisme dans le mouvement social-démocrate, prenaient position contre la création d'un parti centralisé de la classe ouvrière.

40. L'article « Les tâches de la jeunesse révolutionnaire » fut écrit par Lénine à la demande de la rédaction du journal *Stoudent* et parut en septembre 1903 dans le numéro 2-3, dans la rubrique « Tribune libre ». L'article a eu sous-titre « Première lettre » ; ce qui incline à penser que Lénine se proposait d'en écrire d'autres. Il ne vit pas son projet à exécution. L'article fut publié aussi en brochure ronéotypée (sans post-scriptum) sous le titre « Aux étudiants. Les tâches de la jeunesse révolutionnaire (la social-démocratie et les intellectuels) ». Il fut édité aussi en brochure lithographiée par les étudiants de l'Université de Moscou et reçut une large diffusion dans le pays. Selon les données incomplètes du Département de la police, pour 1904-1905, lors des perquisitions et des arrestations la police découvrit la brochure à Ekalerinoslav, Nijni-Novgorod, Kazan, Odessa, Smolensk et dans la province de Minsk.

41. « *Stoudent* » (L'étudiant), journal des étudiants révolutionnaires. Il en parut seulement deux numéros (n° 1 et n° 2-3). Le premier numéro parut en Russie, mais fut saisi à l'imprimerie ; sa publication fut reprise en avril 1903 à Genève ; le n° 2-3 parut à Zurich. Il est dit dans la déclaration de la rédaction évoquée par Lénine : « Ne faisant partie d'aucun des partis d'opposition russes... la rédaction estime raisonnable de mettre les colonnes de son organe à la disposition des représentants des courants les plus divers de la pensée révolutionnaire russe, pour discuter posément les questions concernant la théorie et la pratique de la lutte révolutionnaire. La rédaction poursuit toujours la tâche de former chez les étudiants une conception politique et socialiste révolutionnaire intégrale, facteur puissant et nécessaire de leur unification idéologique. »

42. *Iskra*, premier journal illégal des marxistes russes, fondé par Lénine en 1900 ; joua un rôle décisif dans la création du parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière de Russie. Son premier numéro parut en décembre 1900 à Leipzig, les numéros suivants furent publiés à Munich, à partir de juillet 1902, à Londres et, au printemps, 1903, à Genève. L'*Iskra* traitait des questions de la lutte révolutionnaire du prolétariat et de tous les travailleurs de Russie contre le régime tsariste ; le journal accordait une grande attention aux événements internationaux, importants, principalement à ceux concernant le mouvement ouvrier international. Lénine était pratiquement le rédacteur en chef et le dirigeant de l'*Iskra*, il publia dans le journal des articles sur les principaux problèmes de l'organisation du parti et de la lutte de classe du prolétariat de Russie. L'*Iskra* devint le centre de ralliement des forces du Parti, du rassemblement et de l'éducation de ses cadres. A l'initiative de Lénine et avec sa participation personnelle le comité de rédaction élaborait un projet de programme du parti et prépara le II^e Congrès du P.O.S.D.R. Dans une décision spéciale le Congrès nota le rôle particulièrement important de l'*Iskra* dans la lutte pour la formation du Parti, et la proclama Organe central du P.O.S.D.R. Peu après le II^e Congrès du Parti, les mencheviks soutenus par Plékhanov s'emparèrent de l'*Iskra*. A partir du n° 52, l'*Iskra* cessa d'être l'organe des marxistes révolutionnaires ; les mencheviks en firent un instrument de lutte contre le marxisme et le parti, une tribune de propagande de l'opportunisme. Sa publication fut arrêtée en octobre 1905.

43. On appelait intellectuels roturiers des représentants cultivés de la société russe, issus non pas des familles nobles, mais de la petite bourgeoisie urbaine, du bas clergé, des marchands, de la paysannerie.

44. « *Révolutionnaïa Rossia* », journal illégal des socialistes-révolutionnaires ; lancé fin 1900 en Russie par l'« Union des socialistes révolutionnaires ». A partir de janvier 1902 jusqu'à décembre 1905 parut à Genève, en qualité d'organe officiel du parti socialiste-révolutionnaire.

45. Il s'agit de l'appel adressé le 3 (15) novembre 1896 par l'« Union ouvrière », première organisation marxiste de Moscou, aux étudiants.

46. Lénine fait allusion à la révolution de 1848 en France et en Allemagne.

47. « *Vossische Zeitung* », journal allemand de tendance libérale modérée ; parut à Berlin de 1704 à 1934.

48. L'article « Le mouvement étudiant et la situation politique actuelle » constitue la réponse de Lénine à la lettre d'un chef du mouvement étudiant de 1908, qui était dirigé à l'époque contre la politique réactionnaire du ministre de l'Instruction Schwartz. Schwartz déclencha une croisade contre les restes de l'autonomie administrative des Universités et les « libertés » conquises par les étudiants en 1905. Le mouvement étudiant avait à sa tête des conseils de coalition dans lesquels les social-démocrates jouaient un rôle considérable. Cependant dans maints cas ces conseils n'exprimaient pas toujours le véritable état d'esprit des masses étudiantes et cherchaient à étouffer leurs revendications. Ce qui eut lieu à Pétersbourg. A leur rassemblement général les étudiants de l'Université de Pétersbourg, le 13 septembre 1908, adoptèrent une résolution qui soulignait la nécessité de protester contre la politique gouvernementale à l'égard de l'école supérieure. La résolution proposait de décréter une grève nationale (des passages de cette résolution furent imprimés dans le même numéro du *Prolétari* que l'article de Lénine). Le conseil de coalition de Pétersbourg remplaça cette résolution par un appel « A la société et aux étudiants », dans lequel il soulignait seulement la nécessité de défendre « l'instruction et la culture ». Un groupe d'étudiants social-démocrates de Moscou occupa une position erronée à l'égard de cette grève, estimant qu'elle devait porter un caractère purement politique. Lénine consacra presque entièrement son article à la critique de cette erreur.

49. Parti constitutionnel-démocrate (cadet), parti principal de la bourgeoisie monarchique libérale de Russie. Créé en octobre 1905 ; se composait de représentants, de la bourgeoisie, de gros propriétaires fonciers et d'intellectuels bourgeois. Dans le but de tromper le peuple, les cadets s'intitulaient « Parti de la liberté du peuple », en réalité leurs revendications ne dépassaient pas la revendication de la monarchie constitutionnelle et ils étaient d'accord pour partager le pouvoir avec le tsar et les gros féodaux. Pendant la révolution de Février 1917, ils essayèrent de sauver la monarchie. S'étant emparé de la majorité au sein du Gouvernement provisoire, les cadets menèrent une politique antipopulaire, contre-révolutionnaire. Après la victoire de la révolution d'Octobre, ils se montrèrent des ennemis jurés du pouvoir des Soviets ; ils participèrent à toutes les campagnes de la contre-révolution et aux « croisades » des interventionnistes contre la république des Soviets.

Après l'écrasement des gardes blancs et des interventionnistes, les cadets continuèrent de l'étranger leur activité hostile à l'égard de l'Etat soviétique.

50. Il s'agit de la décision prise par le Comité de Petersbourg du P.O.S.D.R. et publiée dans la rubrique « La vie du parti », du journal *Proletari* n° 36 du 3 (16) octobre 1908. Le comité de Petersbourg appela les groupes étudiants social-démocrates à se désolidariser publiquement de l'appel du Conseil étudiant de coalition et de subordonner le mouvement étudiant à la réalisation des tâches que se fixait la social-démocratie et à la lutte d'ensemble contre le tsarisme.

51. Voir note 37.

52. La « Pravda », quotidien bolchevique légal ; parut à Petersbourg à partir du 22 avril (5 mai) 1912, était édité grâce aux sommes collectées par les ouvriers ; sa vente moyenne en était de 40 000 exemplaires, certains tirages atteignaient 60 000 exemplaires. Lénine était le dirigeant idéologique de la Pravda, il publiait presque quotidiennement des articles dans le journal, donnait des instructions à sa rédaction, qui devint le centre du travail d'organisation du parti. On y organisait des rencontres avec les représentants des groupes locaux du parti, c'était elle qui centralisait les informations sur l'activité du parti dans les fabriques et usines et qui transmettait les directives du Comité de Petersbourg et du Comité central du P.O.S.D.R. La Pravda fit l'objet de sanctions policières constantes, huit fois le journal fut interdit par le gouvernement tsariste, mais chaque fois il reparut sous d'autres appellations. Malgré cette situation extrêmement difficile les bolcheviks réussirent à faire paraître 636 numéros en un peu plus de deux ans. Le 8 (21) juillet 1914, le journal fut fermé et sa publication reprise seulement après la révolution de Février 1917.

53. « Zaprosy Jizni », revue hebdomadaire ; parut en 1909-1912 à Petersbourg, avait pour collaborateurs des cadets, des socialistes populistes et des mencheviks-liquidateurs.

54. Courant liquidateur, courant menchevique opportuniste d'extrême droite, qui apparut dans le P.O.S.D.R. au cours du déchaînement de la réaction qui suivit la défaite de la révolution de 1905-1907. Ses représentants voulaient liquider le parti illégal et créer à sa place un parti opportuniste qui eût existé et agi légalement dans le cadre du régime tsariste. Lénine et les autres bolcheviks ne se lassèrent pas de dénoncer les liquidateurs qui avaient trahi la cause de la révolution. La conférence de Prague du P.O.S.D.R. (janvier 1912) exclut les liquidateurs du Parti.

55. Il s'agit du III^e Congrès du P.O.S.D.R. qui se tint à Londres du 12 au 27 avril (25 avril-10 mai) 1905.

56. « Poslednié Izvestia » (Dernières nouvelles), bulletin du Comité étranger du Bund ; parut à Londres et à Genève en 1901-1906, de tendance nationaliste bourgeoise.

57. « Vpériod » (En Avant), quotidien bolchevique illégal ; parut à Genève du 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) au 5 (18) mai 1905 ; il eut 18 numéros. Lénine en fut l'organisateur, le chef idéologique et le dirigeant direct. Il y publia plus de 60 articles.

58. Mencheviks, partisans du courant opportuniste petit-bourgeois de la social-démocratie russe, instruments de l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière. Leur nom vient de ce qu'au II^e Congrès du P.O.S.D.R. (août 1903), lors des élections aux organismes centraux du Parti, les social-démocrates révolutionnaires dirigés par Lénine se trouvèrent en majorité (bolchevik veut dire majoritaire), tandis que les opportunistes furent en minorité (menchevik signifie minoritaire). Pendant la révolution de 1905-1907, les mencheviks prirent position contre l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, contre l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie, défendant en même temps l'entente avec la bourgeoisie, son hégémonie dans la révolution. Au cours de la réaction (1907-1910) qui suivit la défaite de la révolution, les mencheviks prêchèrent la liquidation du parti révolutionnaire illégal du prolétariat. La révolution de Février 1917 instaura dans le pays un double pouvoir : dictature de la bourgeoisie représentée par le Gouvernement provisoire et dictature du prolétariat et de la paysannerie représentée par les Soviets. Les mencheviks entrèrent aux côtés des s.-r. au Gouvernement provisoire, soutinrent sa politique impérialiste et luttèrent contre la montée de la révolution prolétarienne. Ceux des mencheviks qui siégeaient aux Soviets menaient la même politique de soutien du Gouvernement provisoire, essayant de détourner les masses du mouvement révolutionnaire. Après la Révolution d'Octobre, les mencheviks devinrent un parti ouvertement contre-révolutionnaire, organisant et inspirant des complots et insurrections ayant pour but de renverser le pouvoir des Soviets.

59. Il est question de la « Ligue de la social-démocratie russe à l'étranger » fondée à l'initiative de Lénine en octobre 1901. La Ligue avait pour tâche de propager les idées social-démocrates révolutionnaires et de contribuer à la création d'une organisation social-démocrate militante. La Ligue, aux termes de ses Statuts, représentait le journal *Iskra* à l'étranger. Elle recrutait les partisans de l'*Iskra* parmi les social-démocrates russes à l'étranger, soutenait le journal sur le plan financier, s'occupait de sa distribution en Russie et de l'édition des publications marxistes. Le II^e Congrès du P.O.S.D.R. confirma la Ligue en qualité de seule organisation du parti à l'étranger, jouissant des droits d'un comité du parti, tels qu'ils étaient déterminés dans les Statuts, et devant travailler sous la direction et le contrôle du C.C. du P.O.S.D.R. Après le II^e Congrès, les mencheviks soumièrent la Ligue à leur emprise et menèrent la lutte contre Lénine et les bolcheviks. Au II^e Congrès de la Ligue, en octobre 1903, les mencheviks adoptèrent de nouveaux Statuts de la Ligue dirigés contre les Statuts du Parti adoptés au II^e Congrès du P.O.S.D.R. A partir de ce moment la Ligue devint définitivement menchevique ; elle cessa d'exister vers 1905.

60. Il s'agit de l'*Iskra* menchevique. Voir également note 44.

61. Il s'agit de la grève politique qui éclata à Moscou le 19 septembre (2 octobre) 1905. Les travailleurs des imprimeries furent les premiers à débrayer. Ils furent suivis par les travailleurs des autres professions. Des meetings et manifestations eurent lieu, les rues de Moscou devinrent l'arène de heurts armés entre les ouvriers d'un côté et la police et le troupe de l'autre. Les étudiants appuyèrent les grévistes. Le Comité bolchevique de Moscou qui dirigeait la grève appela les ouvriers à lutter contre l'autocratie et à se soulever. La grève politique de Moscou fut le début d'un nouvel essor de la révolution en Russie.

62. « Novoié Vrémia », quotidien, parut à Pétersbourg de 1868 à 1917 ; appartient à différents éditeurs et changea à maintes reprises de tendance politique. Initialement de tendance libérale modérée, il devint à partir de 1876, son éditeur étant à cette époque A. Souvorine, un organe de la noblesse et de la bureaucratie réactionnaires. A partir de 1905, organe des Cent-Noirs, Lénine caractérisa le Novoié Vrémia comme modèle de la presse védale.

63. « Moskovskié Viédomosti », journal édité par l'Université de Moscou à partir de 1756. Au début, il paraissait sous forme de feuille d'un format réduit. En 1863, il passa à Katkov et devint de tendance nationaliste monarchique, exprimant les idées des milieux nobiliaires et cléricaux les plus réactionnaires. Depuis 1905, un des organes centraux des Cent-Noirs. Exista jusqu'à la Révolution d'Octobre.

64. Il s'agit de la correspondance publiée dans le journal *Rous* n° 218 du 13 (26) septembre 1905 sous le titre « Dans la presse et la société ».

65. « Prolétari », journal bolchevique illégal, il en parut 50 numéros du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909. Lénine en fut le rédacteur. Le Prolétari fut en fait l'organe central des bolcheviks. Le gros du travail dans la rédaction du Prolétari était effectué par Lénine. Presque dans chaque numéro Lénine faisait paraître plusieurs articles. Durant l'existence du journal Lénine écrivit au total plus de cent articles concernant les questions les plus importantes de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Au cours de la période de réaction qui suivit la défaite de la révolution de 1905-1907, le Prolétari apporta une contribution inestimable à la sauvegarde et au raffermissement des organisations bolcheviques.

66. Le 9 janvier 1905, plus de 140 000 ouvriers pétersbourgeois se dirigèrent, pacifiquement, portant des bannières et des icônes vers le Palais d'Hiver afin de présenter au tsar une pétition. La marche fut organisée par le prêtre Gapone en rapport avec la grève des ouvriers de l'usine Poutilov déclenchée le 3 (16) janvier 1905, qui devint le 7 (20) janvier une grève générale. Les bolcheviks prévinrent les ouvriers que le tsar pouvait faire usage contre eux de la force. Ce qui se justifia. Dociles aux ordres du tsar, les troupes accueillirent la foule désarmée, qui comprenait des femmes et des enfants, par des coups de fusils. Plus de mille personnes furent tuées et près de cinq mille blessées. On baptisa la journée du 9 janvier de « dimanche sanglant », ce fut le début de la révolution de 1905.

67. Il s'agit de l'insurrection du cuirassé « Potemkine », qui commença le 14 (27) juin 1905. L'équipage insurgé amena le bâtiment à Odessa où avait été décrétée une grève générale. Mais les ouvriers et les marins n'utilisèrent pas la conjoncture favorable pour leurs actions conjuguées. L'organisation bolchevique d'Odessa, à la suite d'une série d'arrestations de ses militants, se trouvait à ce moment affaiblie et désunie. Quant aux mencheviks, ils étaient contre l'insurrection armée et empêchaient les ouvriers et les marins d'entreprendre des actions offensives. Le gouvernement tsariste envoya toute la flotte de la mer Noire pour écraser la révolte, mais les marins refusèrent de tirer sur les rebelles, de sorte que les officiers furent obligés de faire demi-tour à la flotte. Après onze jours de déplacements en mer, le cuirassé rebelle, à bout de combustible et de vivres, fut obligé d'accoster en Roumanie et se rendre aux pouvoirs roumains. La plupart des marins se fixèrent à l'étranger. Ceux qui retournèrent en Russie furent arrêtés et traduits devant le tribunal. L'insurrection du cuirassé « Potemkine » échoua, mais le passage de l'équipage d'un important bâtiment militaire du côté de la révolution marqua un pas en avant dans le développement de la lutte contre le tsarisme. Lénine qualifia l'insurrection du « Potemkine » de « tentative de former le noyau d'une armée révolutionnaire ».

68. Le 3 octobre (20 septembre) 1905, le journal *Proletari* publiait dans son numéro 19 « Une lettre ouverte aux camarades se trouvant à l'étranger », lettre écrite au nom d'un groupe de social-démocrates travaillant dans les provinces de Kazan, Simbirsk et Nijni-Novgorod. La lettre parlait du difficile travail clandestin en Russie, du manque de cadres du parti, et appelait la jeunesse à rester militer en Russie. La lettre était accompagnée d'une « note de la rédaction », qui portait : « Nous insérons la lettre venue des camarades « d'un coin perdu de province » pour faire part au public dans les colonnes de l'Organe central et de leur état d'esprit et de leurs idées concernant le travail du parti. La rédaction n'est pas entièrement d'accord avec leur opinion par trop cassante sur l'inutilité de l'« apprentissage » à l'étranger, nous estimons cependant qu'il est nécessaire de rappeler plus souvent à l'étranger et à tout le parti l'existence des coins perdus de la Russie ». On n'a pas réussi à établir à qui appartenait le pseudonyme « un Révolutionnaire ».

69. Les gens de la « Rabotchaïa Mysl », groupe d'économistes qui éditait le journal *Rabotchaïa Mysl* (parut d'octobre 1897 à décembre 1902, un de ses rédacteurs fut K. Takhtariév). Le groupe d'Akimov, partisans de l'économiste et opportuniste déclaré V. Akimov (Makhnovetz).

70. L'idée opportuniste de la convocation d'un « Congrès ouvrier » et de la création d'un « Parti ouvrier large » fut lancée pendant la première révolution russe par P. Axelrod et soutenue par d'autres mencheviks en vue. Ils proposaient d'inviter au « Congrès ouvrier » des représentants de différentes organisations ouvrières pour y fonder un parti ouvrier légal qui réunirait les social-démocrates, les s.-r. et les anarchistes. Cela signifiait en fait la liquidation du P.O.S.D.R. et son remplacement par une organisation sans-parti. Les bolcheviks prirent résolument position contre cette idée.

71. Le Parti socialiste polonais, créé en 1892, de tendance réformiste et nationaliste. « Hromada de Russie Blanche », organisation nationaliste, fondée en 1902 ; défendait les intérêts de la bourgeoisie, des gros propriétaires fonciers et des koulaks biélorusses, niait la lutte révolutionnaire de classe, essayait d'isoler le peuple biélorusse de la classe ouvrière révolutionnaire russe. Ces tentatives ne jouèrent d'aucun soutien des masses travailleuses du peuple biélorusse. Sur le plan national la « Hromada » exigeait « l'autonomie nationale et culturelle ».

72. Socialistes-populistes, membres d'un parti petit-bourgeois constitué par l'aile droite du parti s.-r. en 1906. Les socialistes-populistes se prononçaient pour la nationalisation partielle de la terre, rachetée aux gros propriétaires fonciers, et sa distribution entre les paysans selon la norme dite de travail. Ils étaient pour le bloc avec les cadets. Après la Révolution de Février 1917, ils s'unirent avec le Parti des troudiviks, soutinrent activement le Gouvernement provisoire au sein duquel ils furent représentés. Après la Révolution d'Octobre, les socialistes-populistes participèrent à des complots contre-révolutionnaires et aux campagnes contre le pouvoir des Sovièts. Le parti socialiste-populiste cessa d'exister durant l'intervention étrangère et la guerre civile. Les maximalistes, groupe petit-bourgeois, semi-anarchiste et terroriste, se sépara en 1904 du parti s.-r. Les maximalistes ne reconnaissaient pas l'étape démocratique bourgeoise de la révolution, niaient les formes parlementaires de lutte et voulaient renverser le capitalisme par la terreur individuelle et l'expropriation. Après la Révolution d'Octobre le parti des maximalistes se scinda : une partie s'engagea dans la voie de la lutte contre le pouvoir soviétique, l'autre reconnut le Programme des bolcheviks et adhéra en avril 1920 au P.C.(b)R. — P. 187.

73. Troudiviks, membres du Groupe du Travail, groupe de démocrates petits-bourgeois, formé en avril 1906 par les députés paysans à la I^{re} Douma d'Etat. Les troudiviks exigeaient l'abolition de toutes les distinctions de castes et de nations, la démocratisation des zemstvos et de l'administration municipale, l'élection de la Douma d'Etat au suffrage universel. Le programme agraire des troudiviks se basait sur les principes populistes de « répartition égalitaire » de la terre : création d'un fonds national ; l'indemnisation des propriétaires privés pour les terres qui leur étaient retirées. Dans la Douma d'Etat, les troudiviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates. Ces fluctuations étaient dues à la nature petite-bourgeoise de la paysannerie. Etant donné que les troudiviks représentaient les intérêts de la paysannerie à la Douma, les bolcheviks acceptèrent de conclure des accords avec eux sur certains problèmes dans des buts tactiques de lutte commune contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le groupe du Travail soutint activement le Gouvernement provisoire. Après la Révolution d'Octobre, les troudiviks se rangèrent du côté de la contre-révolution bourgeoise.

74. Lénine évoque la résolution sur le « congrès ouvrier », adoptée début septembre 1906 par la réunion des ouvriers, représentants de différents arrondissements de Pétersbourg, convoquée par le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. Le point deux de cette résolution indiquait que l'agitation en faveur du « Congrès ouvrier » « est pratiquement la plus avantageuse aux courants petits-bourgeois, car elle efface la différence entre le prolétariat et le petit producteur (Groupe du Travail ; Parti socialiste populaire du Travail, socialistes-révolutionnaires, etc.), aussi bien qu'aux ennemis véritables du prolétariat » (*Proletari* n° 3 du 8 septembre 1906).

75. Jacobins, groupement politique de la période de la Révolution française de 1789 ; représentants de l'aile gauche de la bourgeoisie française, étaient les partisans résolu et conséquents de la nécessité d'en finir avec l'absolutisme et le féodalisme.

76. Le Congrès socialiste international de Stuttgart, ou VII^e Congrès de la II^e Internationale, se tint du 18 au 24 août 1907.

77. Il s'agit de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » fondée par Lénine en automne 1895. L'Union rassemblait une vingtaine de cercles marxistes de Pétersbourg. L'« Union » avait à sa tête un Groupe central. La direction immédiate était assurée par cinq membres du groupe dirigés par Lénine. L'Union fut divisée en groupes régionaux. Des ouvriers conscients d'avant-garde comme Babouchkine, Chelgounov et autres servaient d'intermédiaires entre ces groupes et les usines. L'Union, selon l'expression de Lénine, était l'embryon d'un parti révolutionnaire, s'appuyant sur le mouvement ouvrier et dirigeant la lutte de classe du prolétariat.

78. Il s'agit de la brochure que se proposait d'écrire Inessa Armand à l'intention des ouvrières. La brochure ne parut pas.

79. Parti des fabiens, organisation réformiste et d'un extrême opportunisme ; fondée par un groupe d'intellectuels bourgeois en 1884, en Angleterre. Les fabiens détournèrent le prolétariat de la lutte de classe, propageaient l'idée du passage pacifique, à l'aide des réformes, du capitalisme au socialisme.

80. Labour Party, Parti travailliste anglais, fondé en 1900 en tant qu'association des syndicats et de groupes et organisations socialistes dans le but de faire passer au Parlement des représentants ouvriers (« Comité de la représentation ouvrière »). En 1906, le Comité fut rebaptisé Labour Party. Par son idéologie et sa tactique, le Parti travailliste est une organisation opportuniste. Depuis son apparition, ses leaders mènent une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), les leaders travaillistes adoptèrent une position social-chauvine ; plus d'une fois ils furent à la tête du gouvernement, pratiquant une politique intérieure et étrangère antipopulaire.
81. Société de Grütli, organisation réformatrice de la bourgeoisie suisse, fondée en 1838 comme union culturelle des artisans.
82. Fin 1916-début 1917. Lénine étudia des ouvrages concernant l'Etat. C'est à cette époque qu'il dressa le plan d'un article sur l'attitude des marxistes envers l'Etat. Il voulait faire publier cet article dans le n° 4 du Recueil du Social-Démocrate. Faute d'argent, le recueil ne parut pas, et l'article ne fut pas écrit.
83. Le « rapport sur la révolution de 1905 » fut fait par Lénine en allemand le 9 (22) janvier 1917 devant la jeunesse ouvrière suisse, à la Maison populaire de Zurich.
84. Voir note 66.
85. Il s'agit de l'insurrection armée du 14 décembre 1825 déclenchée par des révolutionnaires russes issus de la noblesse combattant contre le servage et l'autocratie.
86. La guerre russo-japonaise de 1904-1905 se termina par la défaite de l'autocratie tsariste. Le 23 août (5 septembre) 1905, la Russie et le Japon signèrent à Portsmouth (Etats-Unis) un traité de paix. Aux termes du traité, le gouvernement tsariste remettait au Japon les droits de bail sur Port-Arthur et le port de Dalny, lui cédait le chemin de fer du Sud de la Mandchourie et la partie sud de l'île de Sakhaline. La Russie reconnaissait la prépondérance du Japon en Corée. En outre, elle s'engageait à accorder au Japon des concessions de pêche près des côtes russes dans les mers du Japon, d'Okhotsk et de Bering. En signant le traité de Portsmouth, le tsarisme se déliait les mains pour lutter contre la montée de la révolution à l'intérieur du pays.
87. Le 6 (19) août 1905, le tsar publia un manifeste instituant une Douma d'Etat et une loi électorale. Cette Douma fut dénommée la Douma de Boulyguine (ministre de l'Intérieur qui avait été chargé par le tsar d'élaborer le projet de cette Douma). Selon son projet, la Douma n'était qu'un organe consultatif assistant le monarque. Les bolcheviks appelèrent les ouvriers et les paysans à boycotter les élections à la Douma, et à suivre les mots d'ordre d'insurrection armée, d'armée révolutionnaire, de gouvernement révolutionnaire provisoire. Les bolcheviks utilisèrent la campagne pour le boycottage de la Douma de Boulyguine afin de mobiliser toutes les forces révolutionnaires, d'organiser des grèves politiques de masse et de préparer l'insurrection armée. Les élections à la Douma n'eurent pas lieu, et le gouvernement ne réussit pas à la convoquer.
88. « Lettres de loin », cinq lettres écrites par Lénine de Suisse fin mars-début avril 1917 à l'intention du journal bolchevique Pravda, dont la publication avait repris après la Révolution de Février. La « Lettre I. La première étape de la première révolution » parut dans les n°s 14 et 15 de la Pravda les 21 et 22 mars 1917 avec des coupures et amendements. Les quatre autres lettres furent publiées en 1924.
89. « Gazette de Francfort » (« Frankfurter Zeitung »), journal bourgeois allemand ; parut de 1856 à 1943 à Francfort-sur-le-Main.
90. « Le Temps », quotidien de tendance conservatrice, parut à Paris de 1861 à 1942. Exprime les intérêts des milieux gouvernants français, organe officieux du ministère des Affaires étrangères.
91. « The Times », quotidien fondé à Londres en 1785, important organe de la bourgeoisie conservatrice anglaise.
92. Les Comités des industries de guerre furent créés en Russie en mai 1915 par la grosse bourgeoisie impérialiste dans le but d'aider le tsarisme à mener la guerre. Cherchant à soumettre les ouvriers à son influence et à leur inculquer les idées jusqu'aboutistes, la bourgeoisie décida d'instituer, auprès de ces comités, des « groupes ouvriers » destinés à montrer qu'« une paix de classe » entre la bourgeoisie et le prolétariat avait été établie en Russie. Les bolcheviks décidèrent de boycotter les comités. Le boycottage réussit grâce au soutien de la majorité des ouvriers.
93. Le « Social-Démocrate », organe central du P.O.S.D.R., parut illégalement de février 1908 à janvier 1917. Son premier numéro préparé par les bolcheviks et imprimé en partie à Vilno, dans une imprimerie privée, fut saisi par la police. Peu après une deuxième tentative fut entreprise à Pétersbourg afin de faire paraître le journal. Cette fois encore le tirage tomba entre les mains des gendarmes. Par la suite le journal fut édité à l'étranger. Sa rédaction était composée de bolcheviks, de mencheviks et de social-démocrates polonais, comme cela avait été décidé par le G.G. du P.O.S.D.R., élu au V^e Congrès du Parti à Londres. Lénine fut en fait dirigeant du journal. Ses articles occupaient la place centrale dans les colonnes du Social-Démocrate. La diffusion du journal en Russie, la reproduction de ses articles les plus importants dans les organes locaux des bolcheviks contribuèrent à l'instruction politique et à l'éducation internationaliste du prolétariat russe, préparèrent les masses à la révolution. Lénine estimait hautement le rôle que joua le Social-Démocrate pendant la première guerre mondiale, plus tard il écrivait que « la connaissance des articles » publiés dans le Social-Démocrate, « est indispensable à tout ouvrier conscient, désireux de comprendre l'évolution des idées de la révolution socialiste internationale et de sa première victoire, remportée le 25 octobre 1917 ».
94. Cf. l'ouvrage de Lénine L'Etat et la Révolution.
95. Le 1^{er} Congrès de Russie sur l'instruction publique eut lieu du 26 août au 4 septembre 1918 à Moscou, il rassembla les représentants du Commissariat à l'Instruction publique, des enseignants, des travailleurs de la culture. Le Congrès élut Lénine président d'honneur et l'invita à assister au Congrès. Lénine y prit la parole le 28 août 1918, trois jours après son ouverture.
96. Les additions proposées par Lénine au point du Programme concernant l'instruction publique furent pris en considération lors de la rédaction définitive des textes du Programme du P.C.(b)R., adopté le 22 mars 1919 par le VIII^e Congrès du Parti.
97. Le 1^{er} Congrès des élèves communistes de Russie se tint à Moscou du 15 au 21 avril 1919, rassemblant environ 200 délégués qui représentaient 8 000 membres de l'Union des élèves communistes. Le Congrès adopta la décision sur l'adhésion de l'Union aux Jeunesses communistes. Conformément aux Règlements approuvés par le C.C. du P.C.(b)R., en date du 11 mai 1919, tout le travail parmi la jeunesse ouvrière et paysanne, tout comme parmi les jeunes des écoles et instituts, devait être mené par l'Union de la jeunesse communiste de Russie.
98. Entente, bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) qui se constitua définitivement en 1907 ; fut dirigé contre la Triple Alliance dont faisaient partie les impérialistes d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie. Son nom d'Entente vient de l'« Entente cordiale » conclue par les Anglais et Français en 1904. Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, y adhérèrent les Etats-Unis, le Japon et plusieurs autres Etats. Après la Révolution d'Octobre, ses principaux participants : Angleterre, France, Etats-Unis et Japon, devinrent les organisateurs et les réalisateurs de l'intervention contre le pays des Soviets.
99. Samedis communistes, « c'est le nom que l'on a donné à l'effort fourni gratuitement par les ouvriers des villes, en plus de ce qui est exigé de chacun d'eux, pendant quelques heures, consacrées à un travail d'utilité sociale ». (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 30, p. 204). Le premier samedi communiste fut organisé par les ouvriers du chemin de fer Moscou-Kazan, le 10 mai 1919.

100. La salutation « A notre relève » fut adressée par Lénine à la jeunesse de la province de Petrograd, à l'occasion de la « Semaine de la jeunesse », organisée par les komsomols de Petrograd.
101. Le projet de décret sur la législation concernant les délinquants mineurs proposé par le Commissariat du peuple à l'Instruction fut discuté et approuvé, avec les amendements apportés par Lénine, à la séance du Conseil des Commissaires du peuple du 4 mars 1920.
102. Le III^e Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie eut lieu du 2 au 10 octobre 1920 à Moscou. Le 2 octobre, à la séance du soir, Lénine prononça un discours devant près de 600 délégués du Congrès.
103. Nadejda Kroupskaïa écrivit ces thèses intitulées « Sur l'enseignement polytechnique » pour le rapport qu'elle devait faire à une conférence du parti relative à l'instruction publique et convoquée par le C.C. du P.C.(b)R. immédiatement après le VIII^e Congrès des Soviets, le 31 décembre 1920. La conférence avait pour but de préparer les matériaux concernant la mise au point de l'instruction publique dans la république pour le X^e Congrès du P.C.(b)R. Lénine suivit avec attention les travaux de la conférence. Nadejda Kroupskaïa ne put pas présenter son rapport à cause de sa maladie.
104. G. Grinko, commissaire du peuple à l'Instruction d'Ukraine ; proposa un schéma de l'instruction publique qu'on peut résumer en deux points essentiels : 1. Les enfants jusqu'à 15 ans sont englobés par « un système unique d'éducation sociale, tous les établissements éducatifs (jardins d'enfants, orphelinats, écoles de sept ans, etc.), sur le plan de l'organisation, se basent sur le principe d'éducation par le travail » et 2. les enfants de plus de 15 ans « subissent une préparation spéciale dans une branche de production ou groupe d'organisation déterminé (industriel, agricole, industriel-économique, etc.) ». Ce schéma contredisait le Programme du P.C.(b)R., proclamant dans le domaine de l'instruction publique 1) l'enseignement général et polytechnique obligatoire et gratuit initiant tous les enfants de deux sexes n'ayant pas atteint l'âge de 17 ans à toutes les branches principales de la production, en théorie et en pratique..., 8) une large extension de l'instruction professionnelle pour les personnes ayant 17 ans révolus, sur la base des connaissances polytechniques générales ». O. Schmidt, à l'époque vice-président de la Direction centrale de l'instruction professionnelle, était d'accord avec Grinko et préconisait la nécessité d'initier à l'instruction professionnelle les enfants « plus tôt ... c'est-à-dire à partir de 15 ans »... Il voulait prouver que « les intérêts de la production, les intérêts de l'édification de l'économie nationale exigent impérieusement de réduire la durée du cycle dit d'instruction générale, mais qui en effet n'est autre chose qu'une école livresque et le passage à l'enseignement concret, spécial le plus tôt possible ». Schmidt essayait d'ériger en principe une mesure temporaire engendrée par les difficultés de l'époque et se prononçait dans la presse non pour l'instruction polytechnique, mais pour l'instruction monotéchnique, c'est-à-dire pour l'assimilation d'une seule branche déterminée de la production.
105. Lénine parle de la résolution sur l'électrification adoptée par le VIII^e Congrès des Soviets de Russie qui eut lieu du 22 au 29 décembre 1920.
106. Le V^e Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie se tint à Moscou les 11-17 octobre 1922.
107. Il est question de la décision du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. du 26 octobre 1922, sur la réduction des subsides d'Etat accordées au Proletkoul't et aux théâtres académiques.
108. Le IV^e Congrès des travailleurs de l'enseignement de Russie eut lieu à Moscou du 21 au 26 novembre 1922. Le Congrès élut Lénine président d'honneur et lui envoya un message de salutation. La réponse de Lénine fut lue à la séance du matin, le 26 novembre 1922.
109. Le III^e Congrès de l'Internationale communiste de la jeunesse tint ses assises à Moscou du 4 au 16 décembre 1922, 121 délégués représentant 38 organisations des jeunes de différents pays y assistèrent. Le message de salutation envoyé par Lénine aux délégués du Congrès fut lu à sa séance d'ouverture. Le Congrès répondit à Lénine par une lettre collective.
110. La proposition faite par Lénine entra dans la résolution du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. en date du 7 décembre 1922. La résolution concernait le rapport de la Commission d'Etat d'approvisionnement. Elle proposait au Conseil des commissaires du peuple d'assigner au Commissariat du peuple à l'Instruction deux millions de roubles-or économisés sur les réparations de navires.

INDEX DES NOMS

- Armand, Inessa (1874-1920), membre du parti bolchevique depuis 1904, révolutionnaire professionnelle, personnalité connue du mouvement féminin ouvrier et communiste mondial.
- Astrakhan, I. (1862-1918), médecin, auteur de plusieurs ouvrages sur les assurances sociales et la lutte contre les accidents du travail.
- Alexandre II (1818-1881), empereur de Russie (1855-1881).
- Axelrod, P. (1850-1928), un des leaders mencheviques. En 1905, il lança l'idée opportuniste de la convocation d'un « congrès ouvrier » élargi qu'il opposait au parti du prolétariat.
- Berdiaev, N. (1874-1948), philosophe idéaliste réactionnaire et mystique.
- Biedny, Démian (Pridvorov, E.) (1883-1945), poète soviétique, membre du parti bolchevique depuis 1912. Ses poésies et fables mettent en œuvre l'idée de la lutte de classe contre le régime capitaliste et ses défenseurs.
- Blanc, Louis (1811-1882), socialiste petit-bourgeois français, historien. Ennemi de la révolution prolétarienne, défendit une position de compromis avec la bourgeoisie.
- Bogdanov, A. (Rakhmétov) (1873-1928), social-démocrate, philosophe, sociologue, économiste, médecin de profession. Après le II^e Congrès du P.O.S.D.R. (1903), il adhéra aux bolcheviks. Membre du Bureau des Comités de la Majorité, il milita en Russie pour la convocation du III^e Congrès du parti. A ce Congrès, il fut élu membre du C.C. Collabora aux rédactions de certains journaux bolcheviques. Après la révolution de 1905 se dressa contre Lénine et le parti.
- Bogoliérov, N. (1846-1901), ministre de l'Instruction publique à partir de 1898. Introduisit le système de surveillance policière sur les étudiants. C'est sur son ordre qu'en 1901, 183 étudiants de l'Université de Kiev et 28 étudiants de Pétersbourg furent appelés sous les drapeaux. Ces actes soulevèrent le mécontentement des étudiants et leur haine envers Bogoliérov. Le 14 (27) février 1901, l'étudiant Karpovitch blessa gravement Bogoliérov qui mourut peu après.
- Boulgakov, S. (1871-1944), économiste bourgeois, philosophe idéaliste.
- Boukharine, N. (Nota-Bene) (1888-1938), membre du parti bolchevique depuis 1906. Défendait une position non marxiste dans la question de l'Etat, de la dictature du prolétariat, du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc. Après la Révolution socialiste d'Octobre, il occupa plusieurs postes dirigeants. Se dressa maintes fois contre la politique léniniste du parti. Dès 1928 dirigea l'opposition de droite dans le P.C.(b) de l'U.R.S.S. En 1929, fut exclu du Bureau politique du C.C. En 1937, fut exclu du parti pour son activité antiparti.
- Danton, Georges-Jacques (1759-1794), un des plus grands hommes d'Etat de la Révolution bourgeoise française de la fin du XVIII^e siècle.
- Dénikine, A. (1872-1947), général de l'armée tsariste ; au cours de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile (1918-1920), commandant suprême des forces armées des gardes-blancs au Sud du pays. Après leur défaite (mars 1920), émigra à l'étranger.
- Dobrolioubov, N. (1836-1861), grand révolutionnaire démocrate russe, critique littéraire et philosophe matérialiste, un des prédécesseurs de la social-démocratie révolutionnaire en Russie.
- Dournovo, I. (1830-1903), homme d'Etat réactionnaire russe ; en 1889-1895, ministre de l'Intérieur, puis président du Conseil des ministres.
- Ellenbogen, Wilhelm (né en 1863), leader révisionniste de la social-démocratie autrichienne. En 1901-1914, membre du Parlement d'Autriche. Pendant la première guerre impériale, social-chauvin.
- Engels, Friedrich (1820-1895)
- Gapone, G. (1870-1906), prêtre, agent de l'Okhrana tsariste. Engagea les ouvriers de Pétersbourg à se rendre au Palais d'Hiver, le 9 janvier 1905, pour remettre une pétition au tsar. Cette manifestation pacifique fut fusillée par le tsar.
- Gorki, Maxime (Pechkov, A.) (1868-1936), grand écrivain russe, aida à dégager les traits distinctifs de la littérature soviétique.
- Goussev, S. (Khariton) (1874-1933), révolutionnaire professionnel, bolchevik. En 1904-1905, secrétaire du Bureau des Comités de la Majorité et du Comité du parti de Pétersbourg, puis un des dirigeants de l'organisation des bolcheviks d'Odessa. Après la Révolution socialiste d'Octobre occupa des postes dirigeantes.
- Goutchkov, A. (1862-1936), gros capitaliste, organisateur et leader du parti des octobristes. Après la révolution bourgeoise démocratique de Février 1917, ministre de la Guerre et de la Marine du Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, émigra, lutta furieusement contre le pouvoir des Soviét.
- Grinko, G. (1889-1938), personnalité soviétique en vue, commissaire du peuple à l'Instruction publique de la R.S.S. d'Ukraine.
- Grot, N. (1852-1899), philosophe idéaliste russe, psychologue.
- Gertner, employé au Ministère des Chemins de fer d'Autriche, membre de l'association mondiale pour la lutte contre la prostitution.
- Iakovléva, V. (1885-1944), membre du parti bolchevique depuis 1904. Après la Révolution socialiste d'Octobre travailla à différents postes de l'appareil de l'Etat soviétique et du parti. De 1922 à 1929 travailla au Commissariat du peuple à l'Instruction.
- Kaménev, L. (1883-1936), membre du P.O.S.D.R. depuis 1901. Après la Révolution socialiste d'Octobre, président du Soviet de Moscou, président adjoint du Conseil des Commissaires du Peuple, membre du Bureau politique du C.C. Souvent hésitant, il prenait parti contre la politique léniniste du parti. En 1927, le XV^e Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. l'exclut du parti comme membre actif de l'opposition trotskiste ; réintégré au parti à deux reprises il fut ré-exclu à deux reprises pour son activité antiparti.
- Karpovitch, P. (1874-1917), socialiste-révolutionnaire. Le 14 (27) février 1901, en signe de protestation contre les répressions déclenchées contre les étudiants révolutionnaires, attenta à la vie de Bogoliérov, ministre de l'Instruction publique.
- Knsso, L. (1865-1914), en 1910-1914, ministre de l'Instruction publique. Mena une politique réactionnaire en ce qui concerne l'école, persécuta sévèrement les étudiants révolutionnaires et les professeurs progressistes.
- Kautsky, Karl (1854-1938), un des leaders de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale. D'abord marxiste, puis renégat du marxisme, idéologue du centrisme (kautskysme), variété la plus dangereuse de l'opportunisme. Pendant la première guerre mondiale, Kautsky, en s'appuyant sur le centrisme, dissimulait le social-chauvinisme par des phrases sur l'internationalisme. Après la Révolution socialiste d'Octobre se dressa ouvertement contre la révolution prolétarienne, la dictature de la classe ouvrière et l'Etat des Soviét.
- Key, Hélène (1849-1926), femme de lettres suédoise, auteur du livre pédagogique Siècle de l'enfant qui a été largement connu au début du XX^e siècle. Le mysticisme et l'individualisme influencèrent beaucoup ses opinions pédagogiques.
- Kérenski, Alexandre (né en 1881), socialiste-révolutionnaire. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, il fut ministre de la Justice, ministre de la Guerre et de la Marine, puis ministre-président du Gouvernement provisoire bourgeois, commandant en chef. Après la Révolution socialiste d'Octobre lutta contre le pouvoir soviétique; en 1919 émigra.

Khodorovski, 7. (1885-1940), membre du P.O.S.D.R. à partir de 1903. Après la Révolution socialiste d'Octobre occupa des postes dirigeants dans l'armée, le parti et l'administration. En 1922-1928, adjoint du commissaire du peuple à l'Instruction publique.

Kokovtsov, V. (1853-1943), homme d'Etat de la Russie tsariste ; ministre des Finances ; à partir de 1911 occupa simultanément le poste du président du Conseil des Ministres. Après la Révolution socialiste, émigra.

Koltchak, A. (1873-1920), amiral de la marine tsariste, monarchiste ; un des chefs principaux de la contre-révolution russe en 1918-1920.

Kroupskaïa, N. (1869-1939), personnalité en vue du parti communiste et de l'Etat soviétique, épouse et compagne de V. Lénine, pédagogue soviétique renommée.

Lagermarck, G. (né en 1843), professeur de l'Université de Kharkov, réactionnaire.

Larine, Y. (Lourier) (1882-1932), social-démocrate, menchevik, un des leaders du courant liquidateur, soutint l'idée opportuniste de la convocation du « congrès ouvrier ».

Litchkous, L. (1858-1926), médecin, directeur de la maternité Marie à Pétersbourg.

Litvinov, M. (1876-1951), militant connu du parti communiste et de l'Etat soviétique ; membre du parti depuis 1898.

Lounatcharski, A. (1875-1933), homme d'Etat soviétique ; jusqu'en 1929, commissaire du peuple à l'Instruction publique, puis président du Comité des savants près le C.E.C. de l'U.R.S.S.

Maklakov, N. (1871-1918), propriétaire foncier. Cent-Noirs ; en 1913-1915, ministre de l'Intérieur.

Manouïlov, A. (1861-1929), économiste bourgeois russe, cadet. En 1905-1911, recteur de l'Université de Moscou.

Martov, L. (1873-1923), social-démocrate russe. Après le II^e Congrès du P.O.S.D.R. (1903), un des leaders du menchevisme en Russie. Après la Révolution socialiste d'Octobre prit parti contre le pouvoir soviétique. En 1920 émigra.

Marx, Karl (1818-1883)

Maximovski, V. (1887-1941), adjoint au Commissaire du peuple à l'Instruction publique de la R.S.F.S.R.

Menchikov, M. (1859-1919), publiciste réactionnaire, collaborateur du journal Cent-Noirs *Novoïé Vrémia*.

Milioukov, P. (1859-1943), leader du parti cadet. En 1917, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, un des organisateurs de l'intervention armée contre la Russie soviétique ; chef actif des émigrés blancs.

Mouromtsev, S. (1850-1910), personnalité en vue du parti cadet, membre de son C.C., député à la I^e Douma d'Etat et son président.

Nadeïda Constantinovna — voir Kroupskaïa N.

Népénine, A. (1871-1917), vice-amiral de la Marine tsariste, commandant de l'escadre de la Baltique ; tué par des matelots insurgés le 4 mars 1917.

Nicolas I^{er} (1796-1855), empereur de Russie (1825-1855).

Nicolas II (Romanov) (1868-1918), dernier empereur de Russie (1894-1917).

Nik. lu. (Lalaïantz, L), (1870-1933), participant actif au mouvement social-démocrate en Russie. Après le II^e Congrès du P.O.S.D.R., bolchevik.

Nota-Bene, voir Boukharine N.

Pannekoek, Antoni (1873-1960), social-démocrate hollandais ; en 1918-1921, membre du parti communiste hollandais, prit part à l'activité du Komintern. Défendit une position d'extrême gauche, sectaire. En 1924 quitta le parti et abandonna toute activité politique.

Parvus (Helfand, A.) (1869-1924), dans les années 90-début du XX^e siècle, membre du parti social-démocrate allemand. Après le II^e Congrès du P.O.S.D.R. (1903), adhéra aux mencheviks. Pendant la première révolution russe, se trouvant en Russie, appela à participer à la Douma de Boulyguine, défendit la tactique de petits compromis avec les cadets. Durant la période de réaction s'écarta de la social-démocratie.

Pirogov, N. (1810-1881), chirurgien russe, créateur de la chirurgie militaire et de l'anatomie chirurgicale.

Pobédonostsev, C. (1827-1907), personnalité réactionnaire de la Russie tsariste, procureur général du Synode, partisan de l'absolutisme illimité, ennemi des sciences et de l'instruction.

Pougatchev, E. (env. 1742-1775), chef de la plus grande insurrection des paysans et des cosaques contre le servage en Russie au XVIII^e siècle.

Prokopovitch, S. (1871-1955), économiste et publiciste russe. Dans les dernières années du XIX^e siècle, représentant connu de l'économisme ; en 1906, membre du G.G. du parti cadet.

Proudhon, Pierre Joseph (1809-1865), publiciste, économiste et sociologue français, idéologue de la petite bourgeoisie, un des fondateurs de l'anarchisme.

Puttkamer, Robert Victor (1828-1900), homme d'Etat réactionnaire allemand. En 1881-1888, ministre de l'Intérieur d'Allemagne et vice-président du Gouvernement de Prusse. En 1886, sur son initiative, fut adopté un arrêté défendant aux ouvriers de faire grève.

R.M., auteur de l'article « Notre actualité » publié en « Annexe » à la *Rabotchaïa M y si*, et qui exposait ouvertement les vues opportunistes des «économistes».

Razine, S. (mort en 1671), chef de la plus grande insurrection des paysans et des cosaques contre le servage en Russie au XVII^e siècle.

Rennenkampf, P. (1854-1918), général tsariste, bourreau et oppresseur du mouvement révolutionnaire.

Roditchev, F. (né en 1856), cadet ; après la révolution démocratique bourgeoise de 1917, commissaire chargé des rapports avec la Finlande du Gouvernement provisoire bourgeois.

Roland, Manon Phlipon (1754-1793), personnalité de la Révolution française de 1789-1893.

Romanov — voir Nicolas II.

Samoïlov, F. (1892-1952), membre du parti bolchevique dès 1903 ; député à la IV^e Douma d'Etat. En 1914, fut envoyé au bagne avec d'autres bolcheviks dans la région de Touroukhansk pour propagande révolutionnaire contre la guerre impérialiste.

Schmidt, O. (1891-1956), savant soviétique, académicien, spécialiste en mathématiques, astronomie et géophysique ; explorateur de l'Arctique. En 1920-1921, membre du collège du Commissariat du peuple de l'Instruction.

Schwartz, A. (1848-1915), homme d'Etat réactionnaire. En 1908-1910, ministre de l'Instruction publique ; mit en œuvre des mesures réactionnaires dans l'école secondaire et supérieure : liquida l'autonomie universitaire, défendit aux femmes l'accès à l'enseignement supérieur.

Sémachko (1874-1949), membre du P.O.S.D.R. depuis 1893, bolchevik, médecin. En 1918-1930, commissaire du peuple à la Santé publique.

Séraphima (Afanassiéa S.) (1876-1933), participante du mouvement social-démocrate. En 1905 tomba gravement malade et s'écarta du travail du parti.

Sipiayouine, D. (1853-1902), à partir de 1899, ministre de l'Intérieur, chef de la police. Persécuta les mouvements démocratiques. En 1902 fut tué par le s.-r. Balmachev.

Skobélev, M. (1885-1939), à partir de 1903, participa activement aux mouvements social-démocrates au côté des mencheviks. De mai à août 1917, ministre du Travail dans le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre s'écarta du menchevisme. Occupa des postes dirigeants dans l'économie nationale.

Stépanov, I. (Skvortsov-Stépanov I.) (1870-1928), homme d'Etat soviétique, militant du parti, littérateur, auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie, l'histoire et la religion.

Stolypine, P. (1862-1911), homme d'Etat tsariste, gros propriétaire foncier. En 1906-1911, président du Conseil des Ministres et ministre de l'Intérieur de la Russie. Son nom est lié à une période de réaction politique atroce, à des exécutions massives en vue d'étouffer le mouvement révolutionnaire (« réaction stolyпинienne » de 1907-1910). En 1911, tué à Kiev par le s.-r. Bagrov.

Strouvé, P. (1870-1944), économiste bourgeois et publiciste ; un des leaders du parti cadet ; un des fondateurs et théoriciens de l'« Union de l'Osvoboždénie » libérale et monarchiste (1903-1905), rédacteur de son organe illégal, la revue Osvoboždénie (Libération) ; idéologue de l'impérialisme russe. Après la Révolution socialiste d'Octobre, ennemi juré du pouvoir soviétique.

Syssoïka — voir Bogdanov, A.

Tchérevanine, N. (Lipkine, F.) (1868-1938), leader du menchevisme, liquidateur.

Tchkheidzé, N. (1864-1926), leader du menchevisme. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, président du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, président du C.E.C. de la I^e législature ; soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, président du gouvernement menchevique contre-révolutionnaire de Géorgie. En 1921 émigra en France.

Tolstoï, L. (1828-1910), écrivain russe, d'une renommée mondiale, influença beaucoup le développement de la littérature en Russie et dans le monde entier.

Trépov, D. (1855-1906), en 1896-1905, chef de la police de Moscou, puis gouverneur général de Pétersbourg, adjoint du ministre de l'Intérieur. Inspirateur des pogroms Cent-Noirs.

Troëlstra Pieter Jelles (1860-1930), personnalité du mouvement ouvrier néerlandais, socialiste de droite. Fondateur (1894) et leader du parti ouvrier social-démocrate hollandais. Pendant la première guerre impérialiste (1914-1918), occupa une position social-chauvine d'orientation germanophile.

Troubetskoï, E. (1863-1920), prince, un des idéologues du libéralisme bourgeois russe, philosophe idéaliste, cadet. Professeur de philosophie à l'Université de Kiev et de Moscou. Joua un rôle important dans l'étouffement de la première révolution russe et dans l'instauration du régime stolyпинien en Russie.

Tsiouroupa, A. (1870-1928), militant en vue du parti communiste et de l'Etat soviétique. Membre du P.O.S.D.R. depuis 1898, bolchevik. En 1922-1923, commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne.

Vannovski, P. (1822-1904), à partir de 1901, ministre de l'Instruction publique. Se limitant à des réformes peu importantes dans le domaine de l'Instruction, il continua la politique de répressions contre le mouvement révolutionnaire des étudiants.

Vieux Papa — voir Litvinov M.

Vigdortchik, K. (1874-1954), médecin, auteur de plusieurs ouvrages sur l'assurance sociale et les maladies professionnelles.

Voltaire (François-Marie Arouet) (1694-1778), écrivain français, publiciste et philosophe.

Weber, Marx (1864-1920), sociologue bourgeois allemand, historien, économiste.

Zemliatchka, R. (1876-1947), personnalité en vue de l'Etat soviétique et du parti communiste. En 1904 fut élue au Bureau des Comités de la Majorité, fut secrétaire de l'organisation du parti de Pétersbourg.